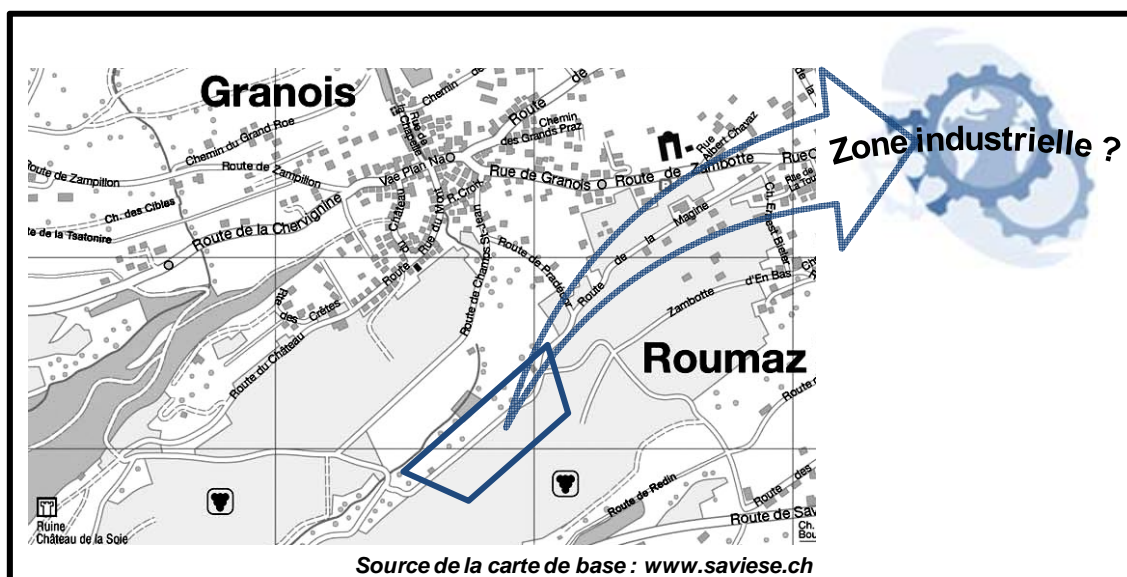


Travail de bachelor 2008

Filière Economie d'entreprise

Conditions cadres pour un Savièse Economique en 2015



Etudiante : Sylvie Duc

Professeur : Valérie Barbey

RÉSUMÉ

Le présent travail de bachelor est basé sur un thème qui s'inscrit dans de la gestion publique. Plus précisément, il a pour ambition de déterminer s'il existe une opportunité sur une portion du territoire de Savièse, municipalité d'environ six milles cinq cents habitants située au-dessus de Sion, quant à l'ouverture d'une zone industrielle en 2015.

A cet effet, plusieurs étapes, permettant de cerner d'abord des aspects généraux, puis des aspects de plus en plus adaptés aux caractéristiques particulières de la collectivité publique en question, ont été mises en oeuvre à travers ce dossier.

Ainsi, dans un premier temps, une exploration de la littérature scientifique, consacrée aux localisations d'entreprises, a permis d'identifier les facteurs d'attractivité valables sous un angle de généralisation. C'est seulement dans un deuxième temps que la recherche a été affinée. A cet effet, les entreprises les plus adéquates pour l'éventuelle future zone industrielle de Savièse se sont révélées être des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. En conséquence, les recherches ont été adaptées afin de compléter la liste des facteurs d'attractivité et de définir plus précisément leur contenu. L'objectif a été de leur permettre, cette fois, de cibler les attentes à cet égard des entreprises high-tech. La littérature scientifique dans ce domaine, bien que pas très ancienne, mais très abondante, a permis d'émettre des facteurs d'attractivité généralement identifiés par plusieurs auteurs, ce qui accroît leur probabilité d'existence dans un processus réel de choix de localisation.

Par la suite, la palette des facteurs d'attractivité spécifiques a été confrontée à la réalité actuelle de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, le but étant de se prononcer sur leur existence ou non. Pour cela, des entretiens qualitatifs ont été menés, mais leur nombre n'a malheureusement pas été suffisamment important pour octroyer l'accès à une vision tendant vers une représentativité de la perception des décideurs. Par contre, la pertinence des deux personnes interrogées, à savoir des personnes tout à la fois actives dans des domaines high-tech et domiciliées sur le territoire saviésan, a pu être mise à profit. Afin de tenter de palier au déficit du nombre d'entretiens, des informations ont été récoltées, par le biais d'une recherche générale, sur les caractéristiques dont il est possible de bénéficier en cas d'une implantation sur le territoire saviésan. De ces deux sources de données, il en a résulté que la grande majorité des facteurs d'attractivité nécessaires pour entrevoir une opportunité est (potentiellement) effective.

En tant que dernière démarche, les deux alternatives qui se présentent actuellement à la municipalité, c'est-à-dire l'emprunt d'une trajectoire industrielle ou celui d'une trajectoire exclusivement résidentielle, ont été dissociées et analysées individuellement sous l'angle des risques, des chances et des conditions de réussite qui en découlent. Il s'est donc agi d'une mise en parallèle des conséquences d'une sélection de chacune des deux possibilités. Suite à une éventuelle mise en place des conditions de réussite relatives à un choix d'orientation industrielle, seul un facteur d'attractivité, apparemment non-réductible dans le cas d'entreprises high-tech, est apparu manquer à la collectivité publique. Ici aussi, la littérature scientifique ainsi que les entretiens qualitatifs précités, caractérisés toujours par une faiblesse en termes de volume, ont constitué la méthodologie sélectionnée.

En définitive, le présent dossier arrive à la conclusion non seulement que la municipalité de Savièse possède les facteurs d'attractivité nécessaires pour mener à bien un projet de développement d'une zone industrielle, mais surtout que le choix d'une telle stratégie lui permettrait de se discriminer des territoires concurrents à la fois sur le côté résidentiel et sur le côté industriel de son offre, les deux facettes devenant alors indissociables l'une de l'autre.

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	5
1.1. Cadre du travail de bachelor.....	5
1.1.1. Optique et but du dossier	5
1.1.2. Conditions de réalisation	6
1.2. Suivi des heures effectuées.....	6
2. FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ.....	9
2.1. Facteurs d'attractivité en général.....	10
2.1.1. Design de recherches général initial	11
2.1.2. Facteurs d'attractivité dans un modèle de raisonnement guidé exclusivement par la rationalité	12
2.1.3. Facteurs d'attractivité dans une réalité emprunte de subjectivité	33
2.1.4. Design de recherches général final	40
2.2. Positionnement de Savièse par rapport aux facteurs d'attractivité	42
2.2.1. Type d'entreprises adapté à l'éventuelle zone industrielle de Savièse.....	43
2.2.2. Design de recherches spécifique initial	50
2.2.3. Adaptation des facteurs d'attractivité précédemment émis comme étant généraux.....	51
2.2.4. Facteur d'attractivité particulier au type d'entreprises sélectionné.....	76
2.2.5. Hiérarchie au niveau de l'importance des facteurs d'attractivité	78
2.2.6. Design de recherches spécifique final	81
3. ANALYSE DES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ DANS LE CONTEXTE DE SAVIÈSE	83
3.1. Méthodologie utilisée	83
3.2. Facteurs propices à la création d'une zone industrielle sur Savièse.....	86
3.2.1. Design de recherches précédant la confrontation des facteurs d'attractivité spécifiques attendus à la réalité	86
3.2.2. Confrontation des besoins à la réalité en termes de facteurs d'attractivité présents sur l'éventuelle zone industrielle de Savièse	88
3.2.3. Design de recherches résultant de la confrontation des facteurs d'attractivité spécifiques attendus à la réalité	124

4. ANALYSES DANS L'HYPOTHÈSE DU CHOIX D'UN SAVIÈSE INDUSTRIEL.....	126
4.1. Méthodologie utilisée	127
4.2. Risques inhérents à un Savièse industriel	128
4.2.1. Risques décelés à travers la littérature scientifique.....	128
4.2.2. Risques décelés par le biais des entretiens qualitatifs	137
4.3. Chances inhérentes à un Savièse industriel	139
4.3.1. Chances décelées par le biais de la littérature scientifique	139
4.3.2. Chances décelées par le biais des entretiens qualitatifs	142
4.4. Conditions de réussite relatives à un Savièse industriel	144
4.4.1. Conditions de réussite décelées par le biais de la littérature scientifique.....	144
4.4.2. Conditions de réussite décelées par le biais des entretiens qualitatifs.....	146
4.4.3. Impact de la mise en œuvre des conditions de réussite sur le design de recherches	150
5. ANALYSES DANS L'HYPOTHÈSE DU CHOIX D'UN SAVIÈSE RÉSIDENTIEL.....	153
5.1. Méthodologie utilisée	153
5.2. Remarque préliminaire	154
5.2.1. Risques inhérents à un Savièse résidentiel.....	155
5.2.2. Chances inhérentes à un Savièse résidentiel.....	156
5.2.3. Conditions de réussite relatives à un Savièse résidentiel.....	156
6. CONCLUSION.....	158
7. SOURCES.....	163
7.1. Textes scientifiques.....	163
7.2. Documents de statistiques	167
7.3. Sites Internet	167
7.4. Reportage télévisé	173
7.5. Images	173
7.6. Entretiens qualitatifs	173
TABLE DES ANNEXES	175

TABLE DES FIGURES

Figure 1 – Design de recherches général initial.....	12
Figure 2 – Design de recherches général final	41
Figure 3 – Schéma de recherches initial de la variable dépendante spécifique	44
Figure 4 – Schéma de recherches final de la variable dépendante spécifique	49
Figure 5 – Design de recherches spécifique initial	50
Figure 6 – Design de recherches spécifique final	82
Figure 7 – Design de recherches initial quant aux facteurs d'attractivité de Savièse.....	87
Figure 8 – Situation géographique de l'éventuelle future zone industrielle sur le territoire saviésan.....	105
Figure 9 – Suggestion de modification de l'emplacement choisi pour la zone industrielle.....	111
Figure 10 – Design de recherches final quant aux facteurs d'attractivité de Savièse.....	124
Figure 11 – Design de recherches suite à la mise en place des conditions de réussite	151
Figure 12 – Cercle vertueux dû à l'existence de Savièse résidentiel et de Savièse industriel	161

1. INTRODUCTION

1.1. CADRE DU TRAVAIL DE BACHELOR

1.1.1. OPTIQUE ET BUT DU DOSSIER

Le présent travail de bachelor se constitue d'un mandat transmis par la municipalité de Savièse. Cette dernière songe à ouvrir éventuellement une zone industrielle, formée par d'actuelles parcelles en zone agricole, sur son territoire en 2015. Une telle possibilité s'inscrit dans la réflexion visant à déterminer le nouveau plan d'aménagement des zones qui sera établi à ce moment-là.

Dans ce contexte, ce travail de bachelor a pour ambition de répondre à la question préalable à toute création de zone industrielle, à savoir la détermination de l'existence d'opportunités permettant à une éventuelle zone industrielle de produire un effet bénéfique sur la municipalité de Savièse ou la détermination de leur absence. Une réponse par l'affirmative à cette interrogation aura pour effet d'amener les différents acteurs à envisager un Savièse économique en 2015. Le cas échéant, ce sera un Savièse résidentiel qui se profilera à l'horizon de cette échéance.

Dans cette optique, la première partie de ce dossier vise à définir les facteurs d'attractivité à prendre en compte lors de la décision de création d'une zone industrielle. Ces derniers seront, tout d'abord, décrits de manière générale, si bien que leur application est possible pour tout territoire désirant attirer des entreprises, quelle que soient les caractéristiques de ces dernières. Bien entendu, les informations données étant d'un aspect général, l'effet, lui, ne peut être également que général. Par conséquent, pour permettre l'obtention d'un effet plus précis, dans un deuxième temps, ces facteurs d'attractivité seront adaptés afin d'être en mesure d'attirer les entreprises désignées comme particulièrement pertinentes dans le cadre de leur implantation sur l'éventuelle zone industrielle de Savièse. Un facteur d'attractivité plus spécifique aux entreprises ciblées viendra compléter cette palette. Vient ensuite, dans la perspective d'une évaluation plus précise des opportunités et dans celle de l'éventuelle mise en place d'une stratégie, la question de la hiérarchisation, en termes d'importance, de ces facteurs d'attractivité. Du fait des réponses émises par les différents auteurs qui s'avèrent en partie convergentes, cette question sera brièvement abordée. Toute cette première partie du dossier émane donc essentiellement de la littérature scientifique traitant des aspects liés à la localisation géographique des entreprises.

Une fois la théorie générale liée aux facteurs d'attractivité adaptée en fonction des objectifs pouvant devenir ceux de la municipalité de Savièse, il est possible d'entrer dans une phase de confrontation des conditions formulées (par le biais des facteurs d'attractivité) à la réalité du terrain. A cet effet, une analyse des facteurs d'attractivité, dans le contexte de Savièse, pouvant favoriser la création d'une zone industrielle, sera menée. Des entretiens qualitatifs, avec des acteurs considérés comme pertinents, ainsi que des évaluations par rapport aux caractéristiques pouvant être connues par simple prise de renseignements constituent la solution méthodologique adoptée pour la résolution de cette problématique en deuxième partie du présent dossier.

Quant à la troisième partie du dossier, les conséquences possibles de la mise en application de chacune des deux alternatives évoquées tout au début de ce point, à savoir la création d'un Savièse industriel ou, au contraire, la poursuite de la trajectoi-

re de la collectivité vers un Savièse résidentiel, seront évoquées. A cet effet, les risques et chances de chacun de ces choix seront mis en évidence. Dans une perspective de maximisation des chances et de minimisation des risques, les conditions respectives de réussite à mettre en place seront également abordées. Cette partie base sa résolution partiellement sur des entretiens qualitatifs, le reste des informations provenant de la littérature scientifique.

Enfin, une conclusion permettra une prise de position quant au bien-fondé ou non de la création d'une zone industrielle sur la municipalité de Savièse. Cette conclusion découlera des divers aspects développés tout au long du présent dossier. En outre, cette conclusion, tout comme les autres informations contenues dans ce dossier, n'aura aucunement pour ambition d'amener à une conclusion définitive quant à l'avenir de la collectivité publique. En effet, tous les éléments recueillis ne présenteront qu'une vue globale sur les impacts relatifs à la création d'une zone industrielle. De ce fait, tout changement d'orientation dans la stratégie de la municipalité ne peut être raisonnablement décidé qu'après une exploration plus fine des démarches à mettre en place dans ce cadre ainsi que des conséquences précises liées à ces dernières.

1.1.2. CONDITIONS DE RÉALISATION

Ce travail de bachelor a été réalisé auprès de la HES-SO (Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale) de Sierre, filière économie d'entreprise, en tant que travail de fin d'études. Dans ce cadre, un professeur employé auprès de l'école, en l'occurrence ici M^{me} Valérie Barbey, a été disponible durant toute la durée de sa réalisation afin d'orienter et de soutenir l'étudiante dans les démarches relatives à la recherche.

En date du 28 janvier 2008, le sujet a été officiellement attribué par l'école à l'étudiante. Une planification orientée gestion de projet a alors été effectuée (point 1.2 du présent dossier) afin de prévoir la répartition des tâches au sein du délai imparti, soit jusqu'à l'échéance relative au rendu du dossier et fixée au 14 juillet 2008.

Au total, trois cent soixante heures de travail ont été initialement prévues par l'école pour la réalisation de cette recherche, ce qui équivaut à huit semaines d'activité à plein temps. Néanmoins, le nombre total de semaines disponibles durant le délai imparti s'élève à vingt-quatre, car la charge de travail engendrée par les cours de fin de troisième année d'études a été intégrée au présent calcul.

1.2. SUIVI DES HEURES EFFECTUÉES

Les éléments présentés ci-après proviennent de la planification effectuée au début de la réalisation du travail de bachelor. Chacun des deux éléments de planification est complété par les dates et heures effectives de travail.

Le premier tableau met en évidence la planification effectuée uniquement en termes d'heures de travail par semaine ainsi que la réalisation effective.

Quant à la seconde présentation, elle permet de prendre connaissance du découpage des tâches par rapport au délai imparti ainsi qu'aux heures de travail y relatives. Dans ce cas aussi, une confrontation avec la réalité est présentée parallèlement.

Répartition des heures de travail par rapport au calendrier académique 2007/2008

Ressource : Duc Sylvie

Semaines	du	au	Occupation hors Travail Bachelor	Nbre planifié heures/semaine	Nbre effectif heures/semaine	Ecart nbre heures/semaine
5	28.01.2008	02.02.2008	Semaine sans cours	6.00	6.00	0.00
6	04.02.2008	09.02.2008	Semaine sans cours	30.00	8.00	-22.00
7	11.02.2008	16.02.2008	Semaine sans cours	30.00	43.50	13.50
8	18.02.2008	23.02.2008	Semaine avec cours	9.00	11.00	2.00
9	25.02.2008	01.03.2008	Semaine avec cours	9.00	9.50	0.50
10	03.03.2008	08.03.2008	Semaine avec cours	9.00	5.25	-3.75
11	10.03.2008	15.03.2008	Semaine avec cours	9.00	1.50	-7.50
12	17.03.2008	22.03.2008	Semaine sans cours (Vacances Pâques)	33.00	11.00	-22.00
13	24.03.2008	29.03.2008	Semaine sans cours (Vacances Pâques)	33.00	26.66	-6.34
14	31.03.2008	05.04.2008	Semaine avec cours	9.00	5.00	-4.00
15	07.04.2008	12.04.2008	Semaine avec cours	9.00	0.00	-9.00
16	14.04.2008	19.04.2008	Semaine avec cours	9.00	11.50	2.50
17	21.04.2008	26.04.2008	Semaine avec cours	9.00	11.00	2.00
18	28.04.2008	03.05.2008	Cours Lu/Ma/Me Pas de cours Je/Ve/Sa (Ascension)	9.00	19.00	10.00
19	05.05.2008	10.05.2008	Semaine avec cours	9.00	3.75	-5.25
20	12.05.2008	17.05.2008	Semaine avec cours	9.00	0.00	-9.00
21	19.05.2008	24.05.2008	Cours Lu/Ma/Me/Ve Pas de cours Je (Fête-Dieu)	9.00	1.00	-8.00
22	26.05.2008	31.05.2008	Semaine avec cours	9.00	0.00	-9.00
23	02.06.2008	07.06.2008	Semaine avec cours	9.00	0.00	-9.00
24	09.06.2008	14.06.2008	Semaine avec cours	9.00	13.50	4.50
25	16.06.2008	21.06.2008	Semaine d'examens	3.00	20.25	17.25
26	23.06.2008	28.06.2008	Semaine sans cours	40.00	54.50	14.50
27	30.06.2008	05.07.2008	Semaine sans cours	29.00	59.58	30.58
28	07.07.2008	12.07.2008	Semaine sans cours	21.00	69.66	48.66
29	14.07.2008	14.07.2008	Journée sans cours	0.00	1.00	1.00
Total				360.00	392.15	32.15

Travail de bachelor - Planification et réalisation des tâches

	Début prévu	Fin prévue	Durée prévue	Début réel	Fin réelle	Durée réelle
Conditions cadres pour un Savièse Economique en 2015	28.01.2008	14.07.2008	360.00 hr	28.01.2008	14.07.2008	392.15 hr
- Formalités administratives de début de travail	28.01.2008	14.02.2008	5.00 hr	28.01.2008	14.02.2008	6.00 hr
- Formulaires administratifs	28.01.2008	14.02.2008	0.00 hr	31.01.2008	14.02.2008	0.00 hr
- Signature formulaire données travail de bachelor	28.01.2008	31.01.2008	0.00 hr	31.01.2008	31.01.2008	0.00 hr
- Signature protocole accord facturation travail	31.01.2008	14.02.2008	0.00 hr	31.01.2008	14.02.2008	0.00 hr
- Planification travail	28.01.2008	13.02.2008	5.00 hr	28.01.2008	02.02.2008	6.00 hr
- Etablissement planification	28.01.2008	13.02.2008	5.00 hr	28.01.2008	02.02.2008	6.00 hr
- Objectif 1 : définition facteurs attractivité zone industrielle	31.01.2008	08.04.2008	115.00 hr	04.02.2008	02.07.2008	240.40 hr
- Etat de l'art	31.01.2008	08.04.2008	115.00 hr	04.02.2008	02.07.2008	240.40 hr
- Recherche de documents scientifiques	31.01.2008	23.02.2008	20.00 hr	04.02.2008	14.02.2008	10.00 hr
- Prise de connaissance des documents scientifiques	04.02.2008	03.03.2008	36.00 hr	11.02.2008	24.03.2008	85.23 hr
- Détermination des facteurs d'attractivité	05.02.2008	13.02.2008	99.00 hr	24.03.2008	16.06.2008	67.17 hr
- Rédaction de l'état de l'art	13.02.2008	08.04.2008	50.00 hr	14.06.2008	02.07.2008	78.00 hr
- Fin objectif 1	08.04.2008	08.04.2008		02.07.2008	02.07.2008	
- Objectif 2 : analyse facteurs création zone ind. pour Savièse	03.03.2008	28.05.2008	114.00 hr	16.06.2008	10.07.2008	79.85 hr
- Dét. facteurs effectifs Savièse recherches générales	03.03.2008	28.05.2008	35.00 hr	25.06.2008	10.07.2008	47.58 hr
- Recherche de données sur Savièse	03.03.2008	17.03.2008	20.00 hr	25.06.2008	09.07.2008	29.17 hr
- Rédaction des premiers éléments obtenus	27.05.2008	28.05.2008	15.00 hr	03.07.2008	10.07.2008	18.42 hr
- Dét. facteurs effectifs Savièse par entretiens qualitatifs	18.03.2008	28.05.2008	79.00 hr	16.06.2008	10.07.2008	32.27 hr
- Sélection de personnes pertinentes en termes d'informations	18.03.2008	24.03.2008	5.00 hr	16.06.2008	01.07.2008	1.00 hr
- Rédaction d'un ou de plusieurs canevas d'entretien	24.03.2008	27.03.2008	10.00 hr	16.06.2008	01.07.2008	5.00 hr
- Prise de contact avec les personnes sélectionnées	25.03.2008	26.03.2008	6.00 hr	23.06.2008	02.07.2008	2.92 hr
- Déroulement des entretiens qualitatifs	27.03.2008	18.04.2008	20.00 hr	01.07.2008	07.07.2008	4.42 hr
- Analyse et rédaction des éléments supplémentaires obtenus	08.04.2008	13.05.2008	38.00 hr	02.07.2008	09.07.2008	18.92 hr
- Fin objectif 2	28.05.2008	28.05.2008		10.07.2008	10.07.2008	
- Objectif 3 : dét. conséquences Savièse industriel/résidentiel	13.05.2008	08.07.2008	115.00 hr	24.03.2008	12.07.2008	45.73 hr
- Savièse industriel	13.05.2008	24.06.2008	45.00 hr	24.03.2008	12.07.2008	41.82 hr
- Détermination des chances, risques et conditions de réussite	13.05.2008	05.06.2008	20.00 hr	24.03.2008	16.06.2008	20.00 hr
- Rédaction des chances, risques et conditions de réussite	05.06.2008	24.06.2008	25.00 hr	03.07.2008	12.07.2008	21.82 hr
- Savièse résidentiel	24.06.2008	08.07.2008	70.00 hr	02.07.2008	12.07.2008	3.92 hr
- Détermination des chances, risques et conditions de réussite	24.06.2008	08.07.2008	45.00 hr	02.07.2008	09.07.2008	1.00 hr
- Rédaction des chances, risques et conditions de réussite	30.06.2008	04.07.2008	25.00 hr	03.07.2008	10.07.2008	2.92 hr
- Fin objectif 3	08.07.2008	08.07.2008		12.07.2008	12.07.2008	
- Finalisation du dossier	11.07.2008	12.07.2008	10.00 hr	21.06.2008	13.07.2008	19.17 hr
- Relecture et mise en page	11.07.2008	12.07.2008	10.00 hr	21.06.2008	13.07.2008	19.17 hr
- Formalités administratives de fin de travail	12.07.2008	14.07.2008	1.00 hr	13.07.2008	14.07.2008	1.00 hr
- Edition de deux exemplaires reliés du travail	12.07.2008	12.07.2008	0.50 hr	14.07.2008	14.07.2008	0.75 hr
- Edition d'une version sur CD du travail	12.07.2008	12.07.2008	0.25 hr	13.07.2008	13.07.2008	0.25 hr
- Edition d'une version PDF à déposer sur l'intranet	12.07.2008	12.07.2008	0.25 hr	14.07.2008	14.07.2008	0.00 hr
- Remise du travail de bachelor	14.07.2008	14.07.2008	0.00 hr	14.07.2008	14.07.2008	0.00 hr
- Fin de l'élaboration du dossier relatif au travail de bachelor	14.07.2008	14.07.2008	0.00 hr	14.07.2008	14.07.2008	0.00 hr

2. FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ

Les facteurs d'attractivité sont au cœur de toute stratégie visant à créer une zone industrielle. En effet, ce n'est pas l'existence de la zone industrielle qui déterminera son impact économique pour la collectivité concernée, mais bien la présence d'entreprises sur la zone industrielle en question. La définition même des termes de facteurs d'attractivité permet de rendre compte des impératifs qui découlent de cette présence : les facteurs d'attractivité sont un ensemble des caractéristiques octroyant à un espace géographique "la capacité...à attirer et retenir les entreprises" (Cœuré et Rabaud, 2003) prédéfinies en tant que cibles.

Dans ce contexte, la notion de territoire, présentant une importance capitale dans la délimitation d'une collectivité publique, n'a plus qu'une valeur de support (Perrin, 1992b) lié à la délimitation géographique de la présence des facteurs d'attractivité.

Ainsi, cette première partie de recherches vise à résoudre l'interrogation suivante, interrogation qui est en mesure de définir la problématique relative aux facteurs d'attractivité : quelles sont les caractéristiques d'un espace géographique défini qui font que les entreprises s'y localisent (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004) ?

L'origine de ces caractéristiques, c'est-à-dire leur provenance "endogène" (résultant d'une volonté de mise en place) ou leur existence de manière "exogène" (sans nécessiter d'action de mise en place) (Dejardin et Fripiat, 1998), ne présente aucune importance ici. En effet, l'entreprise appelée à effectuer un choix ne s'intéressera qu'à leur existence (ou à leur absence) effective.

La question de l'attractivité des territoires étant au centre d'enjeux économiques, de nombreux auteurs ont déjà tenté d'y apporter une solution, que cette dernière traite la totalité du problème ou seulement un aspect prédéfini. Dès lors, les territoires mènent une "compétition (spatiale)" (Madiès, 2003) dans le but d'attirer et de retenir les entreprises présentant les meilleures externalités pour la collectivité publique, soit étant susceptibles d'amener la collectivité concernée à la "compétitivité" (Madiès, 2003).

Du fait de cet intérêt prononcé des chercheurs pour la question, la littérature scientifique a fortement été sollicitée dans la présente détermination des facteurs d'attractivité.

Dans cette démarche, l'attention a tout d'abord été portée sur les facteurs d'attractivité pouvant être appliqués à toute zone industrielle, peu importe les activités qu'elle prétend vouloir attirer.

Dans un deuxième temps, la situation de Savièse a été évaluée afin d'aboutir à la définition des entreprises présentant une optimisation entre, d'une part, l'attraction que Savièse peut être en mesure de leur offrir et, d'autre part, les retombées de leur éventuelle localisation sur le territoire de la municipalité. Les facteurs d'attractivité préalablement présentés ont alors été adaptés à ce choix et complétés par des éléments spécifiques à l'attraction de telles entités économiques. Il est important de noter qu'il s'agit ici d'une situation souhaitée, c'est-à-dire que les facteurs d'attractivité cités ne sont pas forcément présents sur la municipalité de Savièse. Seule la deuxième partie de ce dossier sera en mesure d'apporter des réponses quant à l'existence ou non de ces facteurs d'attractivité sur la zone géographique en question. Enfin, dans le cadre de l'anticipation d'une mise en œuvre stratégique des fac-

teurs d'attractivité, le problème de leur hiérarchisation est brièvement évoqué.

2.1. FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ EN GÉNÉRAL

La dénomination "facteurs d'attractivité en général" ne signifie pas que ces derniers sont dénués d'impératifs spécifiques lors de l'appréciation effectuée par les dirigeants d'entreprise. Au contraire, chaque choix de localisation est traité sous l'angle d'une situation particulière (Sergot, 2004) nécessitant des facteurs d'attractivité particuliers pour y répondre de manière optimale. En outre, ces facteurs d'attractivité présentent une hiérarchie en termes d'importance (Tabariès, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cheshire, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Van der Linde, 2003 ; Sergot, 2004).

Toutefois, l'élément fondamental permettant de prédire les attentes des entreprises est l'activité qu'elles vont déployer sur le territoire concerné (Sergot, 2004). Or, dans une approche des facteurs d'attractivité en général, les particularités sont agrégées dans le but de former un tout cohérent. Il en résulte une perte des caractéristiques isolées, ce qui explique le caractère général des informations fournies sous ce point. Cependant, une rapide extrapolation dans la situation d'un dirigeant d'une entreprise donnée permet d'adapter aisément les grandes lignes de ces facteurs d'attractivité.

Dans le but d'identifier ces facteurs d'attractivité valables en tant que généralités, le design de recherches utilisé lors de la prospection à travers la littérature scientifique est tout d'abord exposé.

Cependant, comme souvent en économie, les modèles théoriques, permettant d'expliquer ou de prédire le choix de localisation des entreprises, se présentent généralement sous la forme de modèles simplifiés.

Cette simplification est certes à l'origine d'une modélisation applicable de manière quasiment universelle, mais implique l'hypothèse d'une rationalité totale des décideurs quant aux choix de localisation des entreprises. Or, dans la réalité, ces modèles s'avèrent incomplets, car, malgré l'introduction de processus de décision plus ou moins complexes dans des entreprises présentant des moyens importants (Sergot, 2004), ceci dans le but de réduire la part de subjectivité dans la prise de décision, il demeure toujours une part d'irrationalité (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004).

Cette contrainte induite par la subjectivité est liée, d'une part, à l'impossibilité d'être informés de manière uniforme sur toutes les caractéristiques de toutes les localisations possibles et, d'autre part, à la part d'irrationalité présente à des degrés divers chez chaque individu appelé à évaluer des alternatives ou à prendre une décision (Sergot, 2004).

Par conséquent, une séparation est introduite sous ce point entre ces deux types de facteurs d'attractivité.

Il est encore à souligner l'opportunité que constituent les facteurs désignés comme subjectifs pour une région désirant attirer des entreprises. En effet, ces derniers lui permettent de combler partiellement ses lacunes par rapport à d'autres régions présentant une meilleure alternative d'implantation sous un aspect purement objectif.

Enfin, le même design de recherches que celui présenté initialement sous ce point

est à nouveau exposé, mais en étant complété par la dénomination des facteurs d'attractivité identifiés à travers la littérature. Il a ainsi valeur de résumé schématique concernant les facteurs d'attractivité valables dans le but d'attirer des entreprises, ceci quel que soit le secteur d'activité autour duquel gravitent ces dernières.

2.1.1. DESIGN DE RECHERCHES GÉNÉRAL INITIAL

Le schéma ci-après présente la démarche de recherches utilisée en vue d'identifier les facteurs d'attractivité susceptibles d'inciter une entreprise quelconque à s'implanter sur une aire géographique prédéterminée.

L'action (soit le rond vers lequel toutes les flèches de relation convergent, rond ayant valeur de variable dépendante) est déjà connue et déduite de la volonté d'attirer physiquement des entreprises sur un lieu précis. Reste à déterminer les éléments incitant à la réalisation de cette action (soit les ronds extérieurs ayant valeur de variables indépendantes). Ce sont précisément ces éléments qui vont devoir être identifiés à travers les textes scientifiques publiés dans ce domaine.

Chaque relation est déterminée par une flèche à sens unique. Cela reflète la préoccupation de recherches, mais en aucune manière ne restreint son champ. En effet, il se peut que des facteurs de localisation soient induits par la présence d'entreprises si bien que la relation doit être interprétée, dans ce cas, par une flèche à double sens. Néanmoins, au courant de la recherche, de tels facteurs de localisation seront préalablement identifiés du fait de la relation mentionnée sur le présent design de recherches. Ce sera donc leur analyse qui permettra de déterminer l'éventuelle explication de leur apparition.

Il est encore important de souligner l'importance, lors de la suite de la recherche menée sous cette partie de dossier, de certains termes inscrits sur ce design de recherches. D'une part, le terme quelconque, appliqué à celui d'entreprise, implique l'apparition d'une généralité. D'autre part, l'adjectif général, appliqué de manière systématique aux mots facteur d'attractivité, conforte cette idée qu'aucune branche précise de la question soulevée n'est traitée.

Il s'ensuit, une fois le schéma complété, une première approche de la problématique liée au présent dossier. Toutefois, une démarche d'affinage de ces facteurs d'attractivité est indispensable pour permettre à la collectivité publique d'espérer retirer les impacts attendus de la mise en œuvre de mesures et d'actions permettant l'émergence et/ou l'optimisation de ces facteurs de localisation. Cet affinage au niveau des facteurs d'attractivité demeure lié à une définition préalable plus précise des entreprises cibles, soit à l'abandon, dans le design de recherches, de l'adjectif quelconque appliqué au terme entreprise. Il en découle la disparition du mot général appliqué à chaque facteur d'attractivité. Cette deuxième partie de démarche est effectuée ultérieurement sous ce point 2 du dossier.

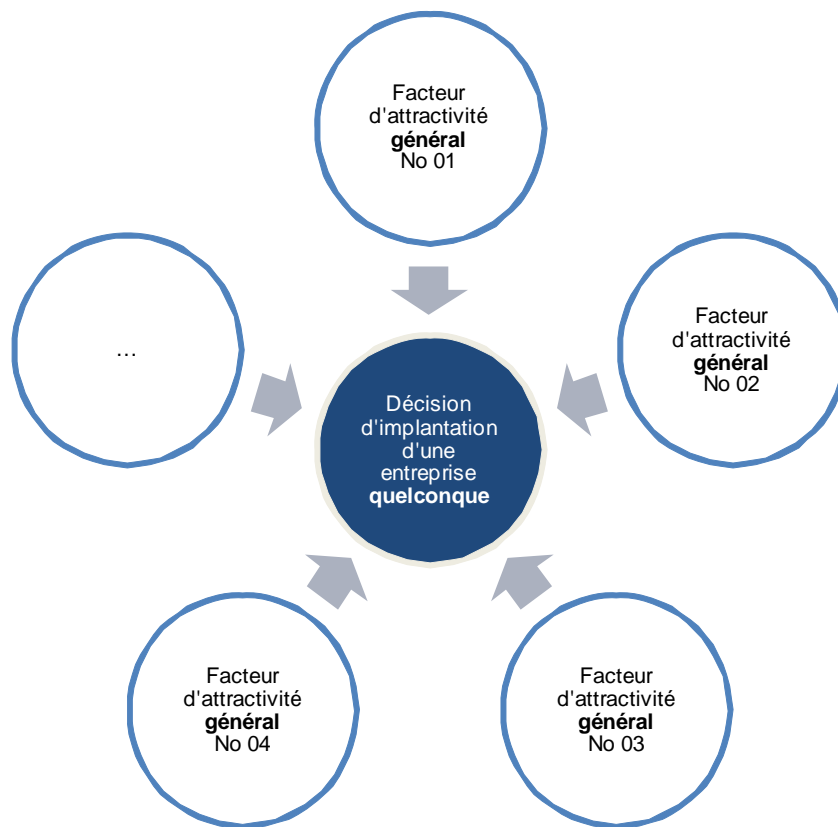


Figure 1 – Design de recherches général initial

Le but des deux points suivants consiste donc à permettre une identification, par le biais de la recherche des inconnues du schéma présenté ci-avant, des facteurs d'attractivité valables dans une optique d'incitation à la localisation d'entreprises quelconques sur un lieu précis.

Quant au dernier point, il se présente sous forme de synthèse schématique de toutes les considérations émises sous les points 2.1.2 et 2.1.3. Sa seule prise de connaissance doit ainsi octroyer une vue globale des éléments susceptibles d'influencer une décision de localisation d'une entreprise quelconque.

2.1.2. FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ DANS UN MODÈLE DE RAISONNEMENT GUIDÉ EXCLUSIVEMENT PAR LA RATIONALITÉ

Dans une logique strictement rationnelle, le but de l'entreprise est la maximisation de son bénéfice (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). Les facteurs d'attractivité présentés ci-après sont donc des paramètres (variables indépendantes) pouvant être intégrés dans une équation aboutissant à la détermination du profit, soit de la variable dépendante (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Mucchielli et Puech, 2003).

Dans ce schéma, seule l'atteinte de la valeur optimale de la variable dépendante octroie le droit à l'entreprise de sélectionner la région d'implantation y relative (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004).

Mais, comme déjà évoqué précédemment, la mise en place d'un tel processus, ségrégatif en termes de point de vue, implique obligatoirement une rationalité parfaite ainsi qu'une information également parfaite de la part des personnes appelées à agir en vue de permettre une prise de décision (Sergot, 2004).

Quant à la notion de risques relative à l'évolution probable de l'état de la situation des facteurs d'attractivité, elle ne doit pas être occultée dans un tel modèle (Mayer et Mucchielli, 1999). A cet égard, il est également nécessaire de considérer les facteurs de localisation présentés sous ce point comme des éléments soumis aux variations engendrées par le paramètre temps.

En effet, une décision de localisation précède souvent l'investissement de moyens importants dans l'aire géographique sélectionnée, investissement effectué par l'entreprise concernée (Sergot, 2004). Il s'ensuit une certaine immobilité de cette organisation qui fait découler du choix initial des impacts, si ce n'est pas à long terme, en tout cas à moyen terme sur les conditions d'existence de l'entreprise. Ne pas prendre en considération le phénomène d'une potentielle évolution de la situation engendrerait, dès lors, dans le cadre d'un processus décisionnel purement objectif, une erreur de jugement prévisible.

2.1.2.1. CONDITIONS OPTIMALES DE LA DEMANDE

(Dejardin et Fripiat, 1998 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Coeuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Van der Linde, 2003 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004)

Dans une optique de profit financier, une localisation au sein ou près d'un marché de taille importante (mesuré au niveau du pays considéré par exemple) peut constituer un facteur d'attractivité déterminant pour une zone industrielle (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Coeuré et Rabaud, 2003 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004).

La notion de taille est évaluée par certains éléments quantifiables, tels le nombre de consommateurs, leur "pouvoir d'achat" ou encore le "taux de croissance" relatifs à l'aire géographique sélectionnée (Sachwald, 2004). Dans une perspective de maximisation des chiffres obtenus, les relations internationales du pays considéré présentent une grande importance (Sachwald, 2004). Ainsi, l'insertion économique dans un marché plus vaste, par exemple dans celui de l'Union européenne, permet au pays évalué de se distinguer d'autres pays n'entretenant pas de relations internationales leur permettant de faire partie d'un grand marché de niveau mondial (Sachwald, 2004).

Ce n'est pas uniquement la perspective d'une augmentation du chiffre d'affaires qui pousse les entreprises à prendre en compte ce facteur d'attractivité, mais aussi la perspective de la mise en œuvre d'"économies d'échelles" dans leur production et dans leurs éventuelles activités de recherche et de développement (Fontane et Houdayer, 2002 ; Madiès, 2003). Ainsi, le résultat financier de l'entreprise peut être amélioré par ce double impact : une augmentation des produits et une réduction des charges.

L'importance de ce facteur s'accroît lorsque l'entreprise envisage une implantation nouvelle (ou initiale) dans une optique d'investissements afin de pénétrer le marché concerné (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Sachwald, 2004). Une telle stratégie d'implantation lui octroie la possibilité d'avoir accès aux mêmes avantages que ses éventuels concurrents présents dans le pays en question. Comme exemples d'avantage, il est possible de citer la perte d'impact sur l'entreprise de l'éventuel protectionnisme national, la proximité plus grande avec les clients permettant de répondre de manière plus optimale à leurs besoins ou encore l'apparition d'une réputation locale (Mayer et Mucchielli, 1999). Il en va de même au niveau de l'adaptation des biens proposés :

elle s'en trouve simplifiée du fait de la proximité aux exigences locales (Fontane et Houdayer, 2002).

Cette recherche de proximité avec les marchés peut, par ailleurs, constituer une part d'explication de certaines concentrations géographiques des entreprises, les marchés ayant alors valeur de facteurs d'attractivité (Enright, 2003 ; Madiès, 2003 ; Sergot, 2004). En effet, l'implantation géographique d'une entreprise influence la demande qui lui est adressée (Mucchielli et Puech, 2003).

Une localisation aussi proche que possible du lieu géographique sur lequel les produits et/ou services de l'entreprise sont écoulés permet, en outre, de réduire considérablement les coûts liés au transport (concernant l'aval de l'activité) (Thisse, 1997 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Madiès, 2003 ; Sergot, 2004), ce qui donne la possibilité à l'entreprise considérée d'acquérir ou de maintenir une partie de son avantage concurrentiel sur les prix de vente. Toutefois, il est à remarquer que la réduction des coûts de transport induite par le développement technologique contribue de plus en plus à minimiser l'impact de cet aspect (Sergot, 2004).

Au-delà de la taille des marchés, c'est aussi le type de relations qu'entretient l'entreprise avec ses clients qui est susceptible d'influencer son choix géographique d'implantation physique. Ce phénomène est particulièrement vrai pour les entreprises produisant des biens intermédiaires. Ces dernières sont souvent dépendantes d'un nombre restreints de clients qui, du fait de l'impact d'une éventuelle cessation de relation sur le chiffre d'affaires des entreprises en question, se trouvent en mesure d'influencer leur choix de localisation. Dans ce cas, le choix de localisation se porte également sur une zone géographique proche de la localisation des clients, ce qui permet à ces derniers de bénéficier d'une diminution des coûts relatifs au transport et au stockage ainsi que d'un accroissement de la flexibilité au niveau de leur propre production. (Sergot, 2004)

2.1.2.2. PRÉSENCE DE RESSOURCES NATURELLES ADÉQUATES AYANT VALEUR D'INPUTS PRINCIPAUX (Perrin, 1992b ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Enright, 2003 ; Van der Linde, 2003 ; Sergot, 2004)

Les ressources naturelles des régions, soit les ressources dont leur présence ne résulte pas d'une intervention humaine, interviennent dans la détermination de la destinée industrielle des aires géographiques (Perrin, 1992b ; Enright, 2003 ; Van der Linde, 2003).

Ce facteur d'attractivité est à la base des inégalités régionales en termes de développement économique. En effet, de par la définition qui en a été donnée ci-avant, une région se trouve impuissante face à une éventuelle absence d'un tel facteur d'attractivité, ceci étant donné que l'absence d'intervention humaine rend le déplacement géographique volontaire de ce facteur de localisation impossible (Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004).

Dans ce même ordre d'idées, le coût nécessaire à l'acquisition des ressources naturelles, ayant valeur d'inputs principaux et relatives à l'activité de l'entreprise considérée, n'est pas sans importance (Cœuré et Rabaud, 2003). Dans la logique de lutte pour l'existence sur le marché, lutte traduite par le phénomène de concurrence, les entreprises privées doivent proposer des prix attractifs aux consommateurs tout en conservant leurs marges nécessaires à contenter l'actionnariat qui fournit le capital indispensable à la poursuite de leurs ambitions.

Dès lors, une localisation de l'entreprise proche des ressources naturelles dont elle à l'usage permet, d'une part, de réduire les charges relatives au transport du ou des input(s) en question (transport relatif à l'amont de l'activité de l'entreprise) (Sergot, 2004). Il est cependant nécessaire de rappeler ici que le coût des transports tend à baisser du fait du progrès technologique, ce qui réduit son impact sur la décision de localisation (Sergot, 2004). D'autre part, les facilités d'accès, qui sont octroyées par la collectivité publique en charge du territoire en cas d'une telle localisation, contribuent également à renforcer l'impact du présent facteur d'attractivité.

En outre, lorsque les ressources naturelles en question sont rares, voire indisponibles sur d'autres aires, des concentrations géographiques d'entreprises actives dans le même domaine sont observables (Enright, 2003).

2.1.2.3. PRÉSENCE (EFFECTIVE OU POTENTIELLE) DE RESSOURCES HUMAINES ADÉQUATES (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Van der Linde, 2003 ; Sergot, 2004)

Les ressources humaines, appelées à prendre part dans le processus de production de l'entreprise, constituent un facteur d'attractivité important dans le cadre d'un choix de localisation (Cœuré et Rabaud, 2003).

Dans cette perspective, deux raisonnements distincts, mais pas forcément exclusifs l'un de l'autre, sont menés en fonction des préoccupations de l'entreprise considérée.

D'une part, le coût de la main-d'œuvre est pris en considération (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003), ceci surtout dans le cadre d'une activité ne nécessitant pas de fortes compétences dans la réalisation (travail à la chaîne...). C'est la cause principale des délocalisations ayant été subies, pour certaines activités, par les pays industrialisés durant ces dernières années (Cœuré et Rabaud, 2003). Néanmoins, les compétences des ressources humaines, compétences censées assurer une certaine qualité dans les réalisations, sont généralement portées également en compte dans l'analyse des alternatives d'implantation (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cœuré et Rabaud, 2003), ceci bien que les exigences y relatives soient plus minimales que dans le second raisonnement.

D'autre part, dans un contexte d'activités à forte valeur ajoutée et faisant appel à des connaissances spécifiques, ce sont les compétences détenues par les ressources humaines (Dejardin et Fripiat, 1998) déjà présentes ou potentiellement présentes sur la région considérée qui priment (Van der Linde, 2003).

Dans les deux cas de figure précités, le caractère disponible ou non, en quantité suffisante, des ressources humaines considérées entre en jeu dans le raisonnement mené (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998). En effet, la présence de ressources humaines adéquates, mais déjà employées auprès d'autres entreprises et pas enclines à changer d'employeur n'est d'aucun intérêt pour l'entreprise considérée. La durée du travail prévue par la législation, dans les pays évalués, contribue aussi à forger des distinctions géographiques en termes d'avantages (Fontane et Houdayer, 2002).

Par l'expression "ressources humaines potentiellement présentes", il faut comprendre une attractivité du lieu évalué suffisamment importante par rapport aux attentes personnelles des individus nécessaires à l'atteinte des buts de l'entreprise. Dès lors,

l'espace géographique considéré ne doit plus seulement se profiler comme attractif pour des entreprises, mais doit également se positionner de cette manière pour du personnel hautement qualifié. Des caractéristiques, telles "la qualité de l'environnement", "le cadre de vie", "le charme du lieu", "l'offre de divertissements", "la sécurité" et "la fiscalité" (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cœuré et Rabaud, 2003) relatives aux personnes physiques (Dejardin et Fripiat, 1998), revêtent ainsi également de l'importance dans le choix de localisation effectué pourtant par des entreprises.

En effet, les ressources humaines peuvent être appréhendées comme des inputs partiellement mobiles. La restriction de leur mobilité est principalement due aux liens sociaux créés sur certaines régions ainsi qu'à leurs capacités financières respectives (soit à leur capacité ou non de supporter un coût de la vie plus élevé) (Rallet et Torre, 2004). Il s'ensuit une double stratégie pouvant être mise en place par les collectivités. D'un côté, il s'agit de retenir sur le territoire les ressources humaines correspondant aux besoins des entreprises considérées comme particulièrement pertinentes pour le développement économique régional (Sachwald, 2004). De l'autre côté, il s'agit d'attirer des ressources humaines externes correspondant à la même exigence, en présentant suffisamment d'attractivité pour les pousser à quitter leur territoire actuellement sélectionné (comparativement moins attractif), et de les retenir, en favorisant la création de liens sociaux et en maintenant l'attractivité comparative du territoire, soit en les poussant à adopter un degré d'immobilité le plus élevé possible (Sachwald, 2004).

Cette nécessité d'accéder à des ressources humaines adéquates par rapport à l'activité menée constitue également une explication concernant le phénomène de regroupement géographique de certaines entreprises actives dans un même secteur économique, regroupement qui amène à l'émergence de ce qui est appelé des clusters (Enright, 2003).

2.1.2.4. PRÉSENCE D'INSTITUTS DE FORMATION ADÉQUATS

(Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Madiès, 2003)

La présence d'instituts de formation, dispensant un enseignement en relation avec le secteur d'activité de l'entreprise, constitue le signal d'un réservoir de ressources humaines a priori adéquates avec les besoins de l'entreprise (Madiès, 2003). Or, les ressources humaines, quel que soit leur niveau de compétences, constituent un facteur de production clé pour toute entreprise.

Du fait de cette forte présence de personnes a priori adéquates, le recrutement est facilité pour l'entreprise (D'Ambrogio et Ratti, 1992). En outre, les ressources humaines sont également déjà plus enclines d'emblée, du fait des liens sociaux créés durant leur formation, à exercer une activité professionnelle dans la région géographique considérée.

Outre sa capacité à générer un réservoir de ressources humaines, la fonction de tels instituts de formation est double.

D'une part, ils permettent de transférer le savoir, en relation avec le secteur d'activité considéré, aux ressources humaines (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992). La possibilité de recrutement facilité des ressources humaines adéquates (D'Ambrogio et Ratti, 1992) sur une perspective de long terme est, de ce fait, assurée et l'entreprise n'a pas à se préoccuper d'une éventuelle adaptation, dès le recrutement, de leur sa-

voir à ses propres exigences.

D'autre part, ces instituts de formation se doivent, pour ne pas générer du chômage structurel, de garantir une adéquation des enseignements dispensés aux caractéristiques de la demande formulée par le marché (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992). Par le biais des ressources humaines nouvellement engagées, l'entreprise bénéficie d'une remise à jour de ses compétences. En outre, la formation continue du personnel déjà engagé auprès de l'entreprise en question peut s'effectuer à travers de tels instituts (D'Ambrogio et Ratti, 1992), ce qui octroie à l'entreprise la certitude d'une évolution (Solé Parellada et Valls Pasola, 1992) conforme à ce qui se passe dans son secteur d'activité, l'institut ayant alors valeur de référence quant à ce jugement.

2.1.2.5. POSSIBILITÉ D'ACCÈS FACILITÉ À DU CAPITAL ADÉQUAT

(D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Van der Linde, 2003 ; Sergot, 2004)

L'accès à du financement est indispensable pour permettre à toute entreprise d'effectuer les investissements nécessaires d'abord à son existence, puis à son développement (Sternberg, 2003 ; Van der Linde, 2003).

Dans ce cadre, deux aspects entrent en jeu dans l'évaluation effectuée par les personnes appelées à se prononcer sur un choix de localisation d'entreprise. D'une part, les différents types de capital et, plus précisément, leurs conditions d'obtention respectives plus ou moins différentes sont pris en compte afin d'assurer la survie et/ou la progression de l'entreprise. D'autre part, toutes les charges financières inhérentes à l'acquisition, temporaire ou permanente, des montants permettant le financement de l'entreprise sont analysées. Ainsi, l'aire géographique préférée, sous le seul angle du présent facteur d'attractivité, est celle qui permet à l'entreprise, tout à la fois, d'accéder aisément au capital dont elle a besoin et de supporter les charges y relatives les moins importantes.

○ Types de capital accessibles pour le financement (Sternberg, 2003 ; Sergot, 2004)

La présence d'une possibilité d'accès facilité, par le biais d'une localisation sur une aire géographique précise, à du capital financier permet d'accroître l'attractivité de la région en question (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Van der Linde, 2003 ; Sergot, 2004).

Dans ce cadre, divers types de financement peuvent être envisagés (Sergot, 2004) : financement interne de l'entreprise (par sa propre génération de profits), financement par le capital (-actions, -participations, -obligations) de la société (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dümmler, 2003), obtention de prêts auprès de l'entrepreneur, obtention de crédits bancaires commerciaux (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dümmler, 2003 ; Sergot, 2004), accès à du financement par le biais de leasings (D'Ambrogio et Ratti, 1992), réception de paiements anticipés de la part des clients, obtention de crédits temporaires auprès des fournisseurs, accès à des fonds de promotion publique (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dümmler, 2003).

Les décideurs, lors de cette analyse, prennent également en compte les contraintes inhérentes à l'obtention de chaque type de financement : documents administratifs à fournir périodiquement, impact de l'entité fournissant le financement sur les décisions futures de l'entreprise... Dans ce cadre, l'aire géographique préférée est celle répondant le mieux aux attentes, en termes d'obtention de financement et de contraintes y

relatives, de l'entreprise.

- Taux d'intérêts et frais relatifs au capital nécessaire au financement
(D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Sergot, 2004)

Les charges financières relatives à l'accès au capital adéquat permettent également de distinguer les diverses régions en concurrence au niveau de l'implantation des entreprises (Cœuré et Rabaud, 2003). A ce niveau, il va sans dire que les taux d'intérêts passifs les moins élevés sont préférés des entreprises (D'Ambrogio et Ratti, 1992), car ils leur permettent d'améliorer leur résultat financier. Il en va de même pour les éventuelles autres dépenses financières en relation avec les prestations effectuées par l'entité dans ce cadre, comme par exemple les frais de gestion du dossier concernant l'entreprise.

2.1.2.6. OPPORTUNITÉS ET CONTRAINTES PHYSIQUES LIÉES À LA ZONE INDUSTRIELLE

Toute zone industrielle peut être définie comme une aire géographiquement localisée, délimitée et octroyant un champ restreint d'actions par rapport à une éventuelle modification de ses caractéristiques. En conséquence, toutes ses contraintes physiques n'étant pas modifiables par l'entreprise en cas de choix d'implantation, les décideurs analysent également les conséquences liées exclusivement aux propriétés tangibles (effectives ou potentielles) de chaque zone envisagée.

Afin de permettre une meilleure mise en évidence des aspects entrant en considération dans la composition du présent facteur d'attractivité, chacun d'entre eux est présenté de manière distincte ci-après.

- Superficie de la zone industrielle
(Camagni et Rabellotti, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cheshire, 2003 ; Sergot, 2004)

Dans une première approche, la superficie de la zone industrielle doit permettre à l'entreprise d'y installer son infrastructure sans être contrainte de se limiter par rapport à ses plans de base (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cheshire, 2003 ; Sergot, 2004).

Outre les objectifs actuels de l'entreprise, dans une perspective d'anticipation des besoins à venir, il est également apprécié qu'une expansion de ses locaux demeure possible sur l'aire géographique considérée (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998). Cette expansion peut se faire soit par l'achat ou la construction d'un nouveau bien immobilier, soit par sa location (Tabariès, 1992). Dans ce cadre, une palette élargie de choix quant au mode d'agrandissement est également un paramètre apprécié par les décideurs (Tabariès, 1992). Ainsi, l'entreprise n'est pas cantonnée à ses capacités actuelles d'activité et peut d'emblée envisager des stratégies de développement à plus ou moins long terme sans que la question d'un choix complémentaire ou nouveau de localisation doive se poser.

- Possibilités d'aménagement de la zone industrielle
(Dejardin et Fripiat, 1998 ; Van der Linde, 2003 ; Sergot, 2004)

La zone industrielle doit permettre aux entreprises s'y localisant de bénéficier des services minimaux de fonctionnement, à savoir des possibilités de raccordement à l'eau et à l'électricité (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004) ainsi que de prise en charge des déchets (Dejardin et Fripiat, 1998).

En outre, le règlement d'aménagement en vigueur sur l'aire géographique considérée doit également permettre à l'entreprise de mettre en place la structure physique initialement envisagée (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Van der Linde, 2003) et, ici aussi, lui octroyer une marge de manœuvre suffisamment large pour être en mesure de répondre de manière adéquate à ses choix futurs de développement.

- Coûts d'acquisition de la localisation

(Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cheshire, 2003 ; Sergot, 2004)

Les ressources de toute entreprise n'étant pas illimitées, le coût d'acquisition de sa localisation entre parmi les critères de comparaison appliqués aux diverses aires géographiques et utilisés par les individus appelés à effectuer un choix (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004), ceci au niveau de la ou des parcelle(s) (Fontane et Houdayer, 2002) ainsi que des locaux. Les aires géographiques présentant le rapport qualité/coût le plus satisfaisant aux yeux des décideurs bénéficient ainsi d'un avantage sur les régions concurrentes (Fontane et Houdayer, 2002 ; Cheshire, 2003).

- Possibilités d'accès à des infrastructures publiques

(Enright, 2003 ; Van der Linde, 2003)

Le fait de bénéficier d'infrastructures mises à disposition par la collectivité publique (Enright, 2003 ; Van der Linde, 2003) permet généralement à l'entreprise de réduire ses charges (Enright, 2003) et octroie ainsi à la zone industrielle un avantage comparatif par rapport aux autres régions.

- Possibilités d'accès physique à la zone industrielle

(Maillat, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cappellin, 2003 ; Cheshire, 2003 ; Fritsch, 2003 ; Sergot, 2004 ; Arifon, 2007)

Les possibilités d'accès physique à la zone industrielle permettent d'augmenter sa proximité physique avec les entités n'étant pourtant pas localisées sur le même espace géographique (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004), telles des clients importants ou des fournisseurs (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001).

Dans ce contexte, une proximité géographique de la zone industrielle avec des aires, présentant une importance particulière par rapport aux activités menées par l'entreprise, constitue un atout pour la région considérée (Maillat, 1992 ; Tabariès, 1992).

Pour palier aux inconvénients d'une distance géographique variable en fonction des éléments considérés, plus il y a de variétés de mode d'accès possibles, plus la localisation se profile comme intéressante par rapport à ce paramètre (Tabariès, 1992 ; Cappellin, 2003 ; Cheshire, 2003). L'accès physique peut s'effectuer par le biais d'un réseau routier (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004), d'un réseau autoroutier (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002), par le biais de voies aériennes (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004), maritimes, fluviales (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004) ou encore ferroviaires (Sergot, 2004). Dans chacune des alternatives de localisation, non seulement une présence de moyens de transport diversifiés est appréciée, mais le fonctionnement optimal des infrastructures est également nécessaire pour maxi-

miser les chances d'attraction d'entreprises (Tabariès, 1992 ; Fritsch, 2003 ; Arifon, 2007).

Les frais relatifs à l'utilisation des divers moyens de transport pour accéder à la zone industrielle sont également pris en considération (Sergot, 2004). Ce paramètre voit son importance croître lorsqu'il est nécessaire de transporter des biens en amont et/ou en aval du processus de l'entreprise (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001).

○ Possibilités de communication virtuelle à partir de la zone industrielle

(Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cappellin, 2003 ; Cheshire, 2003 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004)

Les décideurs sont également attentifs à la possibilité d'accéder, depuis la localisation en question, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004), à savoir notamment la possibilité d'accéder à Internet (Cappellin, 2003 ; Cheshire, 2003) en utilisant de la fibre optique, à pouvoir mettre en place des systèmes de communication, le tout permettant d'obtenir et de transmettre des données rapidement (Fontane et Houdayer, 2002). A ce niveau, une recherche de fiabilité et de rapidité dans les systèmes est en vigueur auprès des décideurs (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sachwald, 2004). Les coûts y relatifs peuvent également entrer comme critère de comparaison dans le raisonnement des décideurs si plusieurs régions se profilent comme répondant aux attentes précitées.

○ Possibilité de bénéficier des externalités positives liées à un regroupement géographique

(Camagni et Rabelotti, 1992 ; Perrin, 1992b ; Tabariès, 1992 ; Thisse, 1997 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Mayer et Mucchielli, 1992 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003 ; Baptista, 2003 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Dohse, 2003 ; Enright, 2003 ; Formica, 2003 ; Haas et Möller, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004)

Une zone industrielle étant limitée géographiquement par définition, sa superficie implique un regroupement géographique, plus ou moins intense en fonction de son exiguïté, des diverses organisations l'ayant choisie en tant que lieu d'implantation (Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004). Dès lors, ce type de concentrations géographiques tend à produire certaines conséquences bénéfiques aux entreprises (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004) regroupées sous le nom d'"externalités positives" (Thisse, 1997 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Baptista, 2003 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Enright, 2003 ; Haas et Möller, 2003). Ces dernières ont un champ d'existence qui commence au-delà des entreprises prises individuellement, mais qui est restreint à l'aire géographique comprenant leur regroupement (Enright, 2003 ; Haas et Möller, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004). Dès lors, il apparaît que la distance géographique est susceptible d'impliquer un coût, que ce coût se traduise en termes monétaires ou en termes de temps (Thisse, 1997).

La première externalité positive devient effective dès que la volonté d'implantation de l'entreprise se transforme en acte (Sternberg, 2003). En effet, la présence préalable d'autres entreprises permet à l'entreprise en question de faciliter la mise en place de son infrastructure (Thisse, 1997 ; Sergot, 2004) : bon nombre de questions liées aux aménagements de base nécessaires au fonctionnement de la zone industrielle (rac-

cordements aux réseaux pour bénéficier des prestations d'eau, d'électricité et possibilité de prise en charge des déchets), à ses possibilités d'accès physique (routes et autres) ainsi qu'aux possibilités de communication (réseau Internet et autres) ont déjà dû être résolues par les premières entreprises installées. Il s'ensuit un gain se traduisant par une réduction des investissements nécessaires à l'acte de localisation (Thisse, 1997 ; Sergot, 2004), ceci notamment au niveau du temps (Thisse, 1997) de réflexion et de négociation à y consacrer par l'entreprise.

La proximité géographique est également amenée à permettre aux entreprises de bénéficier "de rendements d'échelle croissants" (Thisse, 1997 ; Baptista, 2003 ; Enright, 2003 ; Haas et Möller, 2003 ; Sergot, 2004). Du fait de l'importance de la demande agrégée en ressources humaines spécifiques provenant des entreprises actives dans un même secteur, les ressources humaines adéquates ont tendance à se localiser géographiquement proche de la zone industrielle en question, ce qui facilite les démarches de recrutement pour les entreprises (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Baptista, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). La même tendance est observable par rapport au comportement des entreprises vendant des prestations aux entités du secteur d'activité fortement présentes sur la zone industrielle (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). Ici aussi, ce phénomène est dû à la forte demande agrégée constituée par le regroupement.

En outre, une certaine fluidité concernant la circulation formelle, mais surtout informelle des connaissances entre les organisations résulte également des concentrations géographiques (Perrin, 1992b ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003 ; Baptista, 2003 ; Formica, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004).

Toutefois, depuis l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sachwald, 2004) et le développement des possibilités de mobilité des individus, la nécessité de la proximité géographique pour permettre à ces externalités positives liées au savoir de se produire est remise en question (Rallet et Torre, 2004). En effet, le progrès technologique précité, lorsqu'il est accompagné d'autres types de proximité, partageant certaines caractéristiques avec la proximité géographique, (Sergot, 2004) octroie aux individus, dans une certaine mesure, une possibilité d'ubiquité (Rallet et Torre, 2004). Ces autres formes de proximité se nomment "proximité organisationnelle" et "proximité culturelle" (Sergot, 2004), toutes deux pouvant être regroupées sous le terme générique de "proximité organisée" (Rallet et Torre, 2004).

La proximité organisée, pour être effective, exige l'existence d'une relation entre les entités concernées (Sergot, 2004 ; Rallet et Torre, 2004). Dès lors, la proximité organisée se déploie à condition que des modes de fonctionnement similaires ainsi que des références, des valeurs et des connaissances communes, apparus de manière explicite ou implicite, soient décelables auprès des individus qu'elle prétend rapprocher (Rallet et Torre, 2004). Il se trouve que ces deux caractéristiques se développent généralement à l'interne de toute entité (Rallet et Torre, 2004).

La proximité géographique couplée à de la proximité organisée permet d'obtenir un échange de connaissances, notamment de connaissances tacites, plus efficace, car l'interprétation du langage adopté par les intervenants engendre une compréhension similaire de la part des deux parties (Rallet et Torre, 2004). La proximité organisée

est même en mesure de compenser un déficit de proximité géographique, car les facilités de compréhension qu'elle engendre réduit la nécessité de contacts fréquents (Rallet et Torre, 2004). Au contraire, l'existence unique de la proximité géographique n'est pas à la base de l'avantage qui peut être retiré des échanges de connaissances (Rallet et Torre, 2004) : son rôle n'a valeur que d'incitation à la création d'une proximité organisée (formelle ou informelle), puis de catalyseur des outputs produits par la proximité organisée. Dans les deux cas, ce sont les opportunités fréquentes de relations entre les individus qui favorisent l'émergence, puis l'exploitation de la proximité organisée (Rallet et Torre, 2004).

Une autre considération entre en jeu avant de pouvoir définitivement conclure que la proximité géographique n'est pas essentielle pour permettre des échanges de savoir. Il s'agit de la nature du savoir qui peut être scindé en deux catégories : le savoir en mesure d'exister et d'être compris par la seule transmission d'informations et le savoir nécessitant un échange entre l'individu le maîtrisant et celui voulant le maîtriser pour être assimilé correctement (Audretsch, 2003 ; Dohse, 2003 ; Rallet et Torre, 2004). Le premier type de savoir est qualifié de codifiable, alors que le second est qualifié de tacite (Audretsch, 2003 ; Dohse, 2003 ; Rallet et Torre, 2004). Il apparaît dès lors clairement que le savoir tacite, au contraire du savoir codifiable, requière une proximité géographique, en tout cas temporaire, et une proximité organisée pour permettre sa diffusion optimale (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003 ; Dohse, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004).

En fonction des activités menées par les entreprises, différents savoirs sont sollicités, ce qui implique une nécessité de proximité géographique uniquement durant certaines périodes (Cheshire, 2003 ; Rallet et Torre, 2004). Ainsi, pour une entreprise menant des activités liées à la recherche et au développement dans un secteur quelconque, la proximité géographique est nécessaire de manière "permanente" lors des phases "d'exploration" de ce qui peut être développé, de manière "temporaire" lors des phases "d'exploitation" de ce qu'il a été choisi de développer et uniquement de manière "accessoire" lors des phases "d'imitation" de ce qui a déjà été développé (Rallet et Torre, 2004).

Il est à remarquer qu'une inégalité subsiste ici au niveau de la marge de manœuvre en termes de proximité géographique en fonction de la taille de l'entreprise. En effet, une PME, du fait de l'exigence de proximité temporaire, à un moment ou à un autre, pour mener à bien ses activités, est plus facilement susceptible d'amalgamer son besoin de proximité géographique avec son choix de localisation, car elle dispose de moins de moyens qu'une grande entreprise pour détacher temporairement un groupe de ressources humaines sur le lieu géographique qui accueille le savoir tacite dont elle a besoin (Rallet et Torre, 2004).

Plus encore, la proximité géographique est en mesure de produire une caractéristique qui lui est propre, à savoir l'apparition de la confiance entre les personnes en présence (Fontane et Houdayer, 2002 ; Enright, 2003 ; Rallet et Torre, 2004). Cette dernière permet, à travers la perception des individus, de réduire l'"incertitude" (Rallet et Torre, 2004) qui engendre une augmentation du risque. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont néanmoins pour mérite de diminuer la fréquence nécessaire des rencontres physiques conduisant à l'apparition de la confiance, puis à son maintien (Fontane et Houdayer, 2002).

Par conséquent, la proximité géographique continue d'importer et d'être en mesure

de produire des externalités positives (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Audretsch, 2003 ; Dohse, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sachwald, 2004), ceci même si sa nécessité n'a qu'un rôle de catalyseur par rapport aux outputs de la proximité organisée (Rallet et Torre, 2004) et si elle n'est absolument indispensable qu'à l'échange de savoirs tacites (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003 ; Dohse, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004) ainsi qu'à l'apparition d'une certaine confiance entre les individus en présence (Fontane et Houdayer, 2002 ; Enright, 2003 ; Rallet et Torre, 2004).

Dans ce contexte d'externalités positives dues à la proximité géographique, les personnes appelées à effectuer un choix de localisation considèrent le présent paramètre comme favorisant les chances de la sélection de la zone industrielle considérée (Camagni et Rabelotti, 1992 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Baptista, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). Cette attraction exercée par la zone géographique contribue, en cas de localisation effective, à renforcer encore les externalités y ayant cours (Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004), mais ceci jusqu'à un certain point à partir duquel la trop forte présence d'entreprises contribue à diminuer les externalités positives produites (Baptista, 2003).

- Risque de pâtir des externalités négatives liées à un regroupement géographique (Thisse, 1997 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Baptista, 2003 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Rallet et Torre, 2004)

Selon le même raisonnement que celui exposé dans le cadre de la possibilité de bénéficier des externalités positives liées à un regroupement géographique, des conséquences ayant un impact négatif sur les entreprises peuvent apparaître (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Baptista, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Rallet et Torre, 2004). Elles sont alors appelées "externalités négatives" (Thisse, 1997 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003). Généralement, de telles conséquences se produisent lorsque le regroupement comprend un nombre trop élevé d'entreprises (Baptista, 2003).

Dans ce contexte, une présence trop intense d'entreprises concurrentes risque d'empêcher l'entreprise considérée de réaliser, sur le marché correspondant à l'aire géographique, un profit suffisamment élevé pour lui garantir une certaine pérennité (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003). Cette constatation est due à un accroissement de l'effectivité de certains paramètres tendant à favoriser une situation orientée vers la concurrence parfaite (Thisse, 1997), tels un accès facilité pour les consommateurs aux prix et caractéristiques des produits disponibles. Il en va de même pour l'accès aux facteurs de production (ressources naturelles, ressources humaines...) : la trop forte demande émanant de la zone tend à rendre l'accès de l'entreprise sur le marché considéré plus difficile (Madiès, 2003).

En outre, en fonction du type d'activités mené par les entreprises regroupées géographiquement, des taux plus élevés de pollution peuvent se présenter (Madiès, 2003 ; Rallet et Torre, 2004) sur la zone ainsi qu'à ses alentours. D'autres conséquences négatives liées à l'environnement sont également susceptibles de survenir (Rallet et Torre, 2004), telles une détérioration du paysage due aux nombreuses infrastructures construites.

Des conflits de voisinage, induits par la proximité géographique, peuvent également apparaître en cas de concentration des entreprises. Ce type d'externalités négatives

se classe, cette fois, dans les impacts négatifs d'ordre social (Rallet et Torre, 2004).

Au niveau des dépenses financières à consentir par les entreprises pour se maintenir sur la localisation sélectionnée, des constations négatives peuvent être effectuées dans le cadre d'externalités. Elles se traduisent par une augmentation des prix liés aux biens immobiliers et une augmentation des charges salariales (Rallet et Torre, 2004).

Lorsqu'une telle situation, caractérisée par la présence effective ou potentielle d'externalités négatives, est perçue par les décideurs, ils ont tendance à renoncer à la localisation considérée (Baptista, 2003 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Madiès, 2003) dans le but de ne pas faire courir le présent risque à l'entreprise.

2.1.2.7. SITUATION OPTIMALE EN TERMES DE DROITS ET OBLIGATIONS PAR RAPPORT À LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE

Les droits et obligations, relatifs à la localisation d'une entreprise sur le territoire d'une collectivité publique, peuvent se décliner sous plusieurs formes. Chacune d'entre elles est traitée ci-après de manière distincte.

Au travers du raisonnement mené par les décideurs, c'est l'aire géographique, présentant, tous les paramètres considérés simultanément, la meilleure situation, soit un maximum d'avantages découlant de droits et un minimum d'inconvénients découlant d'obligations, qui se profile comme la plus adéquate pour une implantation de l'entreprise, ceci en tenant uniquement compte du présent facteur d'attractivité.

- Législation permettant un exercice optimal des activités de l'entreprise
(Fontane et Houdayer, 2002 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004 ; Lévesque, 2005)

Toutes les conditions cadres, en vigueur dans la région, qui limitent les possibilités offertes aux entreprises, sont susceptibles d'impliquer un impact sur leur choix de localisation (Fontane et Houdayer, 2002).

En effet, les collectivités publiques, par le biais des réglementations, contribuent à contraindre les entreprises localisées sur leur territoire à adopter certains comportements standards. Si ces dernières ne répondent pas aux attentes de la collectivité publique en la matière, elles subissent des répercussions négatives, telles des amendes. Dans ce contexte, l'implantation d'une entreprise sur une zone géographique considérée la rend, tout du moins en partie, dépendante de la collectivité publique y relative. (Sergot, 2004)

Concernant l'impact de la législation sur l'amont des activités de l'entreprise, il est possible de citer la législation concernant les rapports de travail (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002) qui, selon les régions considérées, permet un degré différent de flexibilité à l'entreprise (Sachwald, 2004).

D'autres éléments peuvent également être nommés ici à titre d'exemples : la législation concernant l'environnement (notamment celle relative à la pollution) (Sergot, 2004), la législation restreignant certains champs d'activités (Fontane et Houdayer, 2002), comme par exemple au niveau des biotechnologies, ou encore celle relative aux importations de services ou produits intermédiaires.

Bien entendu, en fonction des activités effectives menées par les entreprises considérées comme cibles au niveau de l'implantation, certains aspects de la législation

n'ont aucune importance ou une importance plus faible, alors que d'autres se profilent comme essentiels pour permettre aux entreprises en question d'exister sur le marché sous l'identité respective choisie.

Quant à la partie relative à l'aval des activités de l'entreprise, la réflexion peut principalement être scindée en deux aspects : la législation relative aux exportations et celle relative aux importations.

Ainsi, les restrictions en termes d'exportations, restrictions directes ou indirectes par le biais de l'instauration d'une barrière au commerce international (problèmes de compatibilité technique par exemple), sont prises en compte par les décideurs agissant pour une entreprise susceptible d'y être soumise (Mayer et Mucchielli, 1999). Dans un tel cas, l'implantation sur la zone géographique considérée implique une difficulté dans les démarches liées à la vente à l'étranger des prestations, ce qui contribue à dissuader les décideurs de choisir la région en question.

Au contraire, les restrictions à l'importation peuvent contribuer à favoriser la décision de localisation pour des entreprises intéressées, pour une raison ou une autre, à accéder plus facilement au marché domestique (Fontane et Houdayer, 2002). La création de liens, par le biais de l'implantation physique de l'entreprise dans la région en question, lui permet alors de contourner entièrement ou partiellement ce type d'entraves (Fontane et Houdayer, 2002).

Enfin, toujours concernant l'aval des activités menées par l'entreprise, toutes les réglementations inhérentes à la commercialisation des produits ou services sur le marché de la région considérée ne sont pas à négliger dans la présente approche.

- Législation adéquate en matière de propriété intellectuelle
(Fontane et Houdayer, 2002 ; Brons, de Groot et Nijkamp, 2003)

La législation en matière de propriété intellectuelle en vigueur sur l'aire géographique considérée doit permettre (Fontane et Houdayer, 2002) le dépôt de brevets et de marques, la protection d'éléments relatifs au design ainsi qu'une certaine protection des droits d'auteurs (www.ige.ch). Une protection, facilitée par des démarches proposées à partir du territoire d'implantation de l'entreprise et ayant cours grâce à des accords internationaux, au-delà de l'aire géographique sur laquelle l'entreprise est implantée (www.ige.ch), est appréciée par les décideurs, car les démarches de l'entreprise à cet effet s'en trouvent passablement allégées.

D'une manière générale, l'existence de la propriété intellectuelle permet de garantir (Fontane et Houdayer, 2002) à l'entreprise considérée une situation de monopole par rapport à un ou plusieurs des éléments précités, situation limitée en termes de temps ou pouvant être perpétuellement renouvelée en fonction de l'élément sur lequel porte le droit, sur les marchés se déployant sur des territoires couverts par la législation (Brons, de Groot et Nijkamp, 2003). Dès lors, l'importance accordée au présent paramètre par les décideurs varie fortement en fonction de la stratégie et des activités menées par l'entreprise.

- Fiscalité favorable à l'entreprise

(Dejardin et Fripiat, 1998 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003 ; Sergot, 2004)

Les impôts relatifs aux personnes morales contribuent à détériorer le résultat net généré par l'entreprise dans le cadre de ses activités (Mayer et Mucchielli, 1999). Par conséquent, les régions, qui possèdent une fiscalité engendrant le moins de charges supportées par les entreprises, sont préférées par les personnes appelées à effectuer un choix de localisation (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003).

Dans le cadre de la fiscalité, les avantages que l'entreprise peut espérer, par le biais de sa localisation, obtenir de la part de la collectivité publique sont également en mesure de favoriser l'implantation de certaines entités (Perrin, 1992b ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003). Elles peuvent se présenter en tant qu'"aides à l'implantation" financières (Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004) ou matérielles (Sergot, 2004). Ces dernières peuvent se décliner en subventions (Madiès, 2003 ; Sachwald, 2004), soumises à une contrepartie de la part de l'entreprise ou non (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Sergot, 2004), en exemptions totales ou partielles d'impôts durant une certaine période (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Madiès, 2003 ; Sergot, 2004) ou encore en une couverture des frais relatifs à toute ou partie de l'implantation (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004).

Néanmoins, une fiscalité attractive n'est pas un avantage considéré en tant qu'absolu par les décideurs. En effet, les phénomènes d'agglomération, liés à la proximité géographique, entrent également dans le processus de décision, ce qui contribue à relativiser l'impact de la fiscalité dans leur raisonnement. (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003)

Les avantages, retirés par les entreprises bénéficiant d'externalités positives (point 2.1.2.6 du présent dossier) dans le cadre d'une localisation au sein d'un regroupement géographique d'entités, sont en mesure de compenser les éventuelles hausses d'impôts que la collectivité peut alors mettre en place (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003). Il existe donc, pour les collectivités publiques, une marge de manœuvre à cet égard (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003). Cette dernière s'arrête cependant à un certain seuil d'imposition qui engendre des coûts trop importants pour les entreprises : d'autres localisations sont alors envisagées (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003). La présente diminution de la sensibilité de l'entreprise par rapport à la fiscalité, paramètre attribué dans chaque évaluation à un territoire, est possible grâce à la localisation des externalités positives sur ce même territoire (Cœuré et Rabaud, 2003). Dès lors, les deux éléments doivent être mis en relation dans l'analyse effectuée par la personne appelée à se prononcer sur un choix de localisation (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003). Bien entendu, un tel raisonnement implique que les paramètres de la concentration géographique d'entreprises permettent effectivement la production d'externalités positives suffisamment importantes (Cœuré et Rabaud, 2003) et n'engendrent pas l'apparition d'externalités négatives si conséquentes qu'elles annulent celles qualifiées de positives.

Pour affiner la logique précitée, il est possible de prendre en considération les outputs produits par les collectivités publiques à l'aide des impôts récoltés, à savoir les prestations publiques et, plus particulièrement, celles auxquelles toute entreprise localisée sur une aire géographique faisant partie de la collectivité en question peut

avoir accès. Or, ces prestations publiques, dont il est possible de bénéficier, tendent à diminuer les coûts supportés par les entreprises et, de ce fait, à accroître leur tendance au regroupement géographique sur les aires présentant une offre satisfaisante. (Cœuré et Rabaud, 2003)

Le paramètre temps permet l'apparition d'une itération au sein même du phénomène précité : les ressources humaines adéquates par rapport aux entreprises sont attirées par l'offre de travail ainsi que par les prestations publiques dont elles peuvent disposer en tant que personnes physiques ; elles se localisent, pour y accéder, sur l'aire géographique en question ; cela contribue à accroître les rentrées fiscales (relatives à l'imposition de personnes physiques) de la collectivité publique ; le supplément de recettes permet à la collectivité publique de produire plus d'outputs et/ou d'augmenter leur niveau de qualité ; la masse d'outputs disponibles attire de nouvelles entreprises, ce qui accroît, jusqu'à un certain point, les externalités produites sur l'aire géographique considérée et octroie à la collectivité publique une marge de manœuvre encore plus importante quant à la variation des taux d'imposition des personnes morales (Cœuré et Rabaud, 2003).

Dans le même ordre d'idées, une surenchère fiscale de la part des régions les moins bien développées économiquement afin d'attirer des activités économiques sur leur territoire ne s'avère pertinente qu'à très court terme, car les collectivités publiques plus riches sur un plan économique sont en mesure de répondre de manière encore plus radicale à une telle stratégie. Une simple baisse, rendant leurs taux d'imposition inférieurs à ceux proposés par les régions initiales, ceci même uniquement à court ou moyen terme, permet rapidement, compte tenu des outputs publics dont toute entreprise peut déjà bénéficier auprès d'elles, à rediriger la préférence de localisation des entreprises vers leurs aires géographiques respectives. (Madiès, 2003)

Enfin, il est à prendre en considération que les paramètres fiscaux ne sont pas forcément analysés par les décideurs sous l'angle d'éléments immuables une fois le choix effectué (Madiès, 2003). L'implantation d'une entreprise au sein d'une collectivité publique est le fruit de la convergence des intérêts de chacune des deux entités (Madiès, 2003). Mais une telle convergence est loin d'être naturelle : elle s'obtient par le biais de tractations au sein desquelles chaque partie tente de maximiser les avantages susceptibles d'en découler (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004). De plus, de telles tractations sont menées avec plusieurs collectivités publiques à la fois, ce qui les incite fortement à accorder toujours plus d'avantages à l'entreprise considérée (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004). Toutes les collectivités concernées doivent cependant présenter une situation assez proche au niveau des autres facteurs d'attractivité liés aux performances de l'entreprise par rapport à ses activités, car la fiscalité en tant que paramètre d'attractivité est secondaire dans le raisonnement des décideurs (Madiès, 2003).

Il est encore à noter que certains efforts, consentis par les collectivités publiques, peuvent contribuer à une localisation sur leur territoire de l'entreprise qu'à court ou moyen terme (Madiès, 2003). Toutefois, conformément à ce qui a été présenté sous ce point dans le cadre de l'impact lié aux externalités positives, les moyens limités dont dispose une collectivité publique, ayant accordé de trop forts avantages fiscaux aux entreprises s'y localisant, lui imposent une baisse de la quantité et/ou de la qualité des outputs publics produits (Madiès, 2003). Ainsi, une fois le délai concernant les avantages fiscaux temporaires octroyés à l'entreprise écoulé, cette dernière est fortement susceptible d'opter pour une localisation sous l'influence d'une autre collectivité publique et offrant une quantité et/ou une qualité supérieure(s) au niveau des

prestations publiques (Madiès, 2003).

- Facilités accordées à l'entreprise dans le cadre de ses activités par la mise à disposition d'infrastructures publiques
(Cappellin, 2003 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003 ; Van der Linde, 2003 ; Lévesque, 2005)

La mise à disposition d'infrastructures publiques contribue à diminuer les coûts d'implantation supportés par l'entreprise et, par ce biais, à favoriser l'obtention d'un meilleur classement de la zone géographique concernée par rapport aux autres (Cappellin, 2003 ; Madiès, 2003 ; Van der Linde, 2003).

Or, les infrastructures ne sont pas des facteurs d'attractivité mobiles, dans le sens où ils sont géographiquement enracinés (Sachwald, 2004). Afin de pouvoir bénéficier des avantages qu'ils offrent, les entreprises se voient, par conséquent, contraintes de s'implanter à leur proximité. Compte tenu de ces aspects, les infrastructures sont en mesure de présenter, malgré la mobilité générale engendrée par la mondialisation, un facteur d'attractivité différenciant les régions (Sachwald, 2004).

Il est toutefois nécessaire que ces infrastructures répondent aux attentes de l'entreprise en matière de qualité (Cœuré et Rabaud, 2003). En outre, plus elles sont adaptées aux besoins spécifiques des entreprises cibles, plus elles sont en mesure de les attirer (Madiès, 2003). Comme évoqué précédemment, ces infrastructures, en tant qu'outputs publics, peuvent compenser des taux d'imposition plus élevés que dans d'autres régions analogues par rapport aux facteurs d'attractivité offerts (Madiès, 2003).

- Accès à une certaine stabilité garantie sur la durée
(D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Van der Linde, 2003)

La sécurité actuelle et son évolution probable, concernant les événements ayant cours sur l'aire géographique considérée, sont analysées par les décideurs (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998). La "stabilité politique et économique" de la région évaluée est un élément capital parmi les critères de décision (Fontane et Houdayer, 2002 ; Cœuré et Rabaud, 2003), car elle garantit une certaine continuité dans la trajectoire du pays. Il en va de même pour une forte probabilité de bénéficier actuellement et à l'avenir, au sein de la région, de la "paix sociale" (D'Ambrogio et Ratti, 1992).

La stabilité du cadre général dans lequel évolue(ra) l'entreprise est appréciée par les décideurs, car elle réduit le nombre de scénarios extrêmes à échafauder quant au futur de l'entreprise et, par conséquent, le nombre de stratégies d'adaptation à prévoir. En outre, elle contribue à encourager les investissements dans la région considérée, car la probabilité que ces derniers soient soudain réduits à néant, à cause d'une instabilité politique ou économique propre à la région, est extrêmement restreinte, voire même inexistante.

2.1.2.8. PRÉSENCE D'ENTREPRISES APPARENTÉES ET DE SUPPORT ADÉQUATES (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Cooke, 2003 ; Van der Linde, 2003)

Les entreprises apparentées et de support regroupent toutes les entités auxquelles une entreprise donnée est susceptible de faire appel dans le cadre de ses activités.

Pour répondre à la dénomination du présent facteur d'attractivité, les entreprises servant à en attirer d'autres doivent correspondre, par rapport aux attentes de l'entreprise en recherche de localisation, à l'une des deux catégories ci-après. Elles peuvent avoir la fonction de fournisseurs effectifs ou potentiels (Fontane et Houdayer, 2002 ; Enright, 2003 ; Van der Linde, 2003), c'est-à-dire répondre à des besoins liés aux processus centraux de l'entreprise (Cooke, 2003) et se présenter en tant qu'entreprises apparentées. Comme seconde alternative, elles peuvent offrir des prestations qui répondent aux besoins particuliers de l'entreprise (entreprises proposant des services au niveau financier, administratif, d'études...) (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cooke, 2003 ; Van der Linde, 2003), c'est-à-dire permettre une éventuelle externalisation totale ou partielle de certains processus de support (Cooke, 2003) et se présenter en tant qu'entreprises de support.

Dès lors, leur existence à proximité géographique du lieu précis d'implantation de l'entreprise en question constitue un facteur d'attractivité pour cette dernière (Cœuré et Rabaud, 2003). Il faut néanmoins nuancer cette affirmation en fonction des besoins particuliers de chaque entreprise en recherche de localisation, besoins découlant de sa stratégie individuelle et ne permettant donc pas de généralisation pertinente. Quoi qu'il en soit, la seule perspective d'obtenir des facilités d'externalisation de certaines activités grâce au concours possible d'entités, pour ainsi dire, voisines peut constituer à elle seule un facteur d'attractivité. Dans ce cas, c'est la palette plus large d'alternatives, offrant une plus grande flexibilité à l'entreprise au niveau de l'adaptation de sa stratégie actuelle, voire de l'élaboration d'une stratégie radicalement nouvelle, qui est susceptible d'inciter les décideurs à opter pour une aire géographique déterminée.

L'influence effective de la présence d'entreprises apparentées et de support sur les phénomènes d'agglomération d'entreprises sur des aires géographiques précises a d'ailleurs pu être identifiée (Enright, 2003).

2.1.2.9. CONTEXTE OPTIMAL DE CONCURRENCE (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Van der Linde, 2003)

L'implantation préalable d'entreprises ayant valeur d'entreprises concurrentes se profile comme un facteur d'attractivité susceptible d'influencer les choix de localisation (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Van der Linde, 2003).

Le choix, lié à la concurrence au sein d'une aire géographique restreinte et effectué par une entreprise en quête d'un lieu d'implantation, peut se présenter sous deux facettes différentes. Chacune d'entre elles est exposée ci-après.

Concernant la première facette, une concurrence accrue incite en permanence les entreprises à consentir des investissements sur les aspects clés de leurs processus, investissements ayant pour but d'augmenter leur compétitivité (Van der Linde, 2003), soit de conserver leurs parts de marché et d'en gagner sur leurs concurrents (Cœuré et Rabaud, 2003).

En conséquence, l'obligation, qui découle d'une localisation à proximité de concurrents, est quasiment en mesure d'assurer à l'entreprise une adaptation adéquate pour survivre non seulement sur le marché considéré sous un angle purement local, mais aussi sur le marché pouvant s'étendre au-delà de l'aire géographique dans laquelle s'inscrit le choix de localisation. En se concentrant sur cet angle d'analyse, les décideurs sont incités à rechercher des aires géographiques relativement intenses au niveau de la concurrence potentielle par rapport à l'entreprise pour laquelle ils doivent effectuer un choix d'implantation.

Quant à la seconde facette, le choix de localisation peut être exploité comme une "source de différenciation entre les agents" (Thisse, 1997 ; Mayer et Mucchielli, 1999). En effet, une localisation rapprochée d'entreprises proposant des biens ou services similaires sur le marché, défini par l'aire géographique de leur localisation, a pour effet de réduire considérablement leur potentiel respectif de chiffre d'affaires réalisable sur ce marché (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003), ceci notamment au niveau de l'écart de prix entre entreprises, pour un même bien ou service, que les consommateurs sont prêts à supporter.

Dès lors, la notion même d'éloignement géographique implique l'impossibilité d'agir dans une situation de concurrence parfaite. Afin d'exploiter les opportunités conférées par cette absence de concurrence parfaite accrue par l'éloignement géographique, les concurrents effectifs directs d'une entreprise donnée adoptent une prospection des aires géographiques possibles caractérisée par une exclusion jusqu'à une certaine distance de l'aire géographique entourant l'entreprise concurrente donnée. Il en résulte qu'un éventuel changement de comportement de chacune des entreprises, effectuant un tel choix de localisation éloignée, n'engendrera un changement de comportement que de ses plus proches voisins. (Thisse, 1997)

Les consommateurs deviennent, du fait d'une information encore plus imparfaite que dans le cas d'une concentration de concurrents, plus enclins à subir certaines variations concernant par exemple les prix pour un même bien ou service ou les possibilités d'y accéder. Il en va de même pour les entreprises concurrentes : les chances qu'elles soient informées rapidement de l'utilisation d'un nouveau procédé de production, par exemple, s'en voient restreintes. En définitive, l'entreprise, ayant opté pour une localisation géographiquement éloignée de celle de ses concurrents, bénéficie d'une plus grande marge de manœuvre au niveau de la stratégie individuelle qu'elle souhaite adopter.

Les deux raisonnements présentés ci-avant impliquent des choix de localisation antagonistes. Afin de pouvoir prédire la préférence des entreprises à ce niveau, il faudrait être en mesure de déterminer, sous forme de généralité, la facette privilégiée par toute entreprise. Cependant, il n'est pas possible d'émettre ici une telle prédiction, car le choix ou l'éventuel mélange de choix est entièrement tributaire de la stratégie individuelle adoptée par l'entreprise en quête d'un lieu aussi optimal que possible d'implantation.

2.1.2.10. OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES LIÉES À LA LOCALISATION

(Tabariès, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Van der Linde, 2003)

Un choix de localisation, effectué généralement dans une perspective de long terme (Sergot, 2004), est conditionné par la stratégie que l'entreprise désire mettre en place durant la période correspondante (Cœuré et Rabaud, 2003).

Dans ce cadre, des points particuliers, qui contribuent à favoriser la réalisation de la stratégie, voire à la conforter, entrent en ligne de compte lors de la sélection de la zone industrielle considérée comme la plus adéquate. Il en résulte que certains des facteurs d'attractivité présentés dans ce dossier peuvent revêtir une importance prépondérante et/ou comprendre des caractéristiques particulières en fonction des attentes de l'entreprise à la recherche d'une localisation optimale.

Plusieurs exemples de stratégie peuvent être formulés pour illustrer leur impact respectif sur l'importance et le caractère des facteurs d'attractivité.

Ainsi, dans une stratégie d'accroissement de la visibilité de l'entreprise et de sa réputation sur le marché (Tabariès, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002), ce sont la présence d'instituts de formation et de recherches véhiculant une forte image positive auprès du secteur et/ou du grand public (Tabariès, 1992) ainsi que l'image et la réputation de la région considérée qui peuvent devenir déterminants pour départager les différentes aires géographiques candidates qui réunissent déjà la majorité des exigences liées aux autres facteurs de localisation.

Si l'entreprise a opté pour une stratégie penchant plutôt vers une stimulation permanente la poussant à se maintenir à un haut degré de compétitivité, c'est la recherche d'une proximité avec les concurrents qui permet de différencier clairement les aires géographiques en concours (Van der Linde, 2003).

Dans la mesure où la stratégie de l'entreprise est essentiellement basée sur les compétences de pointe de ses ressources humaines, ce sont leur présence effective ou potentielle sur l'aire géographique ainsi que la présence d'instituts de formation de haut niveau qui sont susceptibles de faire pencher le jugement de l'entreprise en faveur d'une zone industrielle plutôt que d'une autre (Cœuré et Rabaud, 2003).

Enfin, au contraire d'un choix d'implantation ne faisant intervenir de manière prépondérante la volonté que d'une seule entité (l'entreprise désirant trouver une (autre) implantation), le présent facteur d'attractivité peut revêtir une influence encore plus capitale sur le choix de localisation lorsqu'il est lié à la réalisation d'une stratégie de prise de participation, de fusion (Fontane et Houdayer, 2002 ; Mucchielli et Puech, 2003) ou de partenariat (Perrin, 1992a).

Dans ce contexte, la (nouvelle) implantation de l'entreprise est évaluée sous l'aspect des entreprises supposées pouvoir être partiellement, totalement acquises ou devenir partenaires et non plus seulement sur les caractéristiques de la zone industrielle où elles se situent. Or, il se trouve que chacune des entreprises, pouvant être partiellement, totalement acquises ou devenir partenaires, est physiquement implantée sur une aire géographique déterminée, c'est-à-dire qu'elle exploite déjà un choix de localisation. (Fontane et Houdayer, 2002)

Etablir une relation, sous forme de prise de participation, de fusion ou de partenariat nécessitant une proximité géographique, avec une autre entreprise correspond, dès lors, à s'implanter totalement ou partiellement sur la même aire géographique qu'elle, ceci en tout cas dans une perspective de court terme. En effet, par la suite, il demeure possible d'envisager, notamment pour le cas d'une fusion, une délocalisation de la partie nouvellement acquise de l'entreprise. Quoi qu'il en soit, une telle action nécessite préalablement de se défaire des attaches (infrastructure physique achetée, relations commerciales avec des entreprises sur la même zone géographique...) géographiquement localisées.

2.1.2.11. CULTURE FAVORABLE AUX ACTIVITÉS MENÉES PAR L'ENTREPRISE

(D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Enright, 2003 ; Sergot, 2004)

L'existence et l'éventuel développement de l'entreprise sont favorisés lorsque les individus et les organisations présents dans son environnement géographique adhèrent aux activités menées par cette dernière, voire, plus encore, la soutiennent (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004). Dès lors, le contexte général culturel, indissociable de l'éventuelle implantation choisie par l'entreprise, est évalué par les décideurs avant tout choix définitif de localisation physique de l'entreprise (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Enright, 2003 ; Sergot, 2004).

Il se trouve qu'une culture, qui se veut adéquate aux attentes de l'entreprise, ne peut pas être décrétée soudainement, mais est le fruit de l'évolution de la région considérée. Il en va de même dans le souhait de faire évoluer une culture vers certaines caractéristiques particulières : ces dernières doivent demeurer en cohérence avec le passé à l'actif de la collectivité publique en question pour prétendre être atteignables. (Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b)

Les personnes appelées à effectuer un choix de localisation pour une entreprise analysent l'impact probable de chaque environnement envisageable sur les composantes de cette dernière. En effet, tous les processus relatifs à l'apprentissage, y compris ceux propres à l'entreprise considérée, sont influencés par un contact prolongé avec une culture particulière (Maillat, 1992 ; Sergot, 2004 ; Lévesque, 2005).

La culture en vigueur auprès des ressources humaines qualifiées d'adéquates par rapport aux besoins de l'entreprise peut également avoir un impact sur son évolution (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004). Ainsi, le mode de réalisation des tâches qui leur sont assignées et le degré de flexibilité qui en résulte pour l'entreprise sont conditionnés par les modalités de pensée et de fonctionnement en vigueur sur l'aire géographique considérée.

Il en va de même pour le reste des relations que l'entreprise doit nouer afin de mener à bien son activité et de devenir (ou demeurer) compétitive sur le (nouveau) lieu géographique choisi : les différences de culture qui peuvent se révéler entre l'entreprise et sa région d'implantation ne doivent pas se positionner en tant qu'entraves aux relations commerciales avec les fournisseurs, avec les partenaires ainsi qu'avec les consommateurs (Sergot, 2004).

Des cultures différentes sont toutefois a priori toujours susceptibles d'être à la base du type de difficultés précité, car elles engendrent un déficit de compréhension des valeurs (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001), comportements, réactions et attitudes ayant cours sur l'aire géographique considérée par l'entreprise (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004). Afin de palier à ce problème, les implantations sur des lieux géographiques, possédant une culture radicalement différente de celle de l'entreprise en question, sont généralement réalisées en plusieurs phases impliquant le consentement d'un investissement cumulé croissant en fonction du paramètre temps (Sergot, 2004). Cette stratégie permet à l'entreprise de maximiser ses chances d'intégration par rapport à la culture émanant du lieu sélectionné (Sergot, 2004).

En définitive, une homogénéité par rapport à la culture permet de faire émerger une vision globale de l'avenir partagée par toutes les parties (Dejardin et Fripiat, 1998 ;

Cappellin, 2003 ; Sergot, 2004) et contribue, de ce fait, à faciliter, pour chacune des parties et donc aussi pour l'entreprise considérée, la réalisation des actes nécessaires à la poursuite d'une telle vision (Cappellin, 2003).

Il est à noter que certaines formes de culture peuvent représenter un risque pour la pérennité de l'entreprise considérée (Cappellin, 2003) dans la mesure où les décideurs optent pour une implantation sur l'aire géographique y relative. En effet, plus ou moins à long terme, les comportements de l'entreprise et de ses dirigeants sont influencés par l'environnement dans lequel ils évoluent (Lévesque, 2005). Or, par exemple, un environnement local réfractaire aux évolutions ayant lieu sur le marché global risque d'engendrer une perte successive de compétitivité des entreprises y étant localisées.

A titre d'exemple du danger constitué par une culture orientée vers de l'auto-enfermement, il est possible de citer une partie de l'histoire de l'Arc jurassien suisse (Perrin, 1992b). L'industrie horlogère de cette région, du fait de son positionnement en tant que référence mondiale, n'a, dans une première phase, pas suivi l'évolution globale du secteur vers l'électronique (Perrin, 1992b). Ainsi, c'est seulement une fois la région dans une position économique délicate qu'une remise en question de la culture a eu lieu (Perrin, 1992b). Cette dernière a engendré une restructuration complète du secteur horloger de l'Arc jurassien suisse et la micromécanique en vigueur a été complétée par l'introduction de la microtechnique, désormais appliquée à des domaines high-tech supplémentaires, ceci pour permettre à l'offre agrégée locale de répondre aux attentes de la demande mondiale (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Perrin, 1992b).

2.1.3. FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ DANS UNE RÉALITÉ EMPRUNTE DE SUBJECTIVITÉ

Cette notion de subjectivité apparaît automatiquement dans toute décision d'implantation géographique : les personnes appelées à participer au processus d'évaluation des alternatives et/ou de décision ne bénéficient, d'une part, pas d'informations sur toutes les possibilités de localisation. D'autre part, du fait de leur rationalité limitée inhérente à leur statut d'êtres humains, elles ne sont, de toute manière, pas en mesure d'intégrer une quantité trop importante d'informations dans leur jugement censé viser une maximisation du profit futur qui pourra être retiré par leur entreprise, maximisation potentielle du profit couplée à une minimisation des risques. Ainsi, seuls les modèles de décision purement théoriques peuvent soutenir qu'une telle décision est prise dans un contexte purement objectif. (Sergot, 2004)

Partant de ces constatations, l'"hypothèse de comportements de satisfaction" (Sergot, 2004) permet d'éliminer, lors d'une tentative visant à cerner le mode de décision adopté par les entreprises, les deux aspects précités en inadéquation avec la réalité. Une telle hypothèse implique l'abandon du but ayant caractère de maximisation de la situation au profit d'un but ayant caractère de satisfaction quant aux objectifs y relatifs préalablement fixés compte tenu de la prise de conscience de l'impossibilité à explorer toutes les alternatives. Il en va de même pour l'évaluation effectuée par les individus concernés : elle ne peut pas être simplement objective, mais comporte impérativement une notion de subjectivité, c'est-à-dire une part de jugement émis selon les sensibilités propres à l'individu appelé à préparer et/ou à prendre une décision. (Sergot, 2004)

Malgré l'effort de certaines entreprises pour atteindre un degré maximal d'objectivité, il n'en demeure pas moins que des individus, même externes à l'entreprise, sont

d'emblée porteurs d'une part de subjectivité. Le biais dans le jugement, dans le cadre d'une externalisation totale ou partielle du processus de décision, ne subit qu'un déplacement quant à sa provenance. Bien entendu, ce biais peut également subir une diminution, parfois importante, car les individus externes à l'entreprise sont généralement plus neutres quant aux conséquences de ses choix. Néanmoins, sa disparition totale demeure entièrement illusoire. (Sergot, 2004)

L'évaluation des éléments entrant effectivement en ligne de compte et de manière prépondérante pour les décideurs est difficile, ceci d'autant plus que les pratiques des entreprises peuvent varier considérablement dans ce domaine : internalisation complète de la décision avec le concours d'un nombre variable d'individus, externalisation partielle avec la participation d'un certain nombre d'acteurs et/ou externalisation totale avec le concours d'un nombre variable d'entités (Sergot, 2004). Cet état de fait est encore accentué par l'absence de nécessité de justification des choix effectués par des propriétaires d'entreprises privées : seules les règles du marché sont susceptibles de remettre en question l'alternative adoptée, ceci notamment par le biais d'une sortie du marché (faillite ou autre).

L'ajout de ces facteurs dits subjectifs, dans la constitution d'une stratégie territoriale d'attractivité envers des entreprises cibles, rend la mise en équation de la décision de localisation plus délicate (Sergot, 2004). En effet, les facteurs subjectifs présentés ci-après ont des impacts différents en fonction de l'individu ou de l'entreprise considérée ainsi que de la région en question.

Leurs caractéristiques optimales et leur importance varient notamment du fait du secteur d'activité dans lequel les entreprises cibles sont actives. Un certain mimétisme peut être dénoté par rapport à certains jugements en fonction de l'activité menée par les individus, ce qui peut représenter une première piste quant à l'élaboration d'une stratégie territoriale. Toutefois, ces éléments se basent uniquement sur des appréciations générales. Or, de telles appréciations ne sont pas applicables systématiquement dans le cas des entreprises : les exceptions risquent d'être nombreuses et, par conséquent, le succès de la stratégie très limité. Ce risque est d'autant plus grand que le nombre d'entreprises cibles est restreint.

Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que, dans la réalité, les facteurs subjectifs ont un impact non-négligeable sur les décisions de localisation. Par conséquent, simplement les occulter sous prétexte que leur fonctionnement n'est pas suffisamment connu et systématique constituerait une erreur notoire.

Il demeure ici encore important de rappeler l'opportunité que peuvent représenter ces facteurs subjectifs pour une localité ne disposant a priori pas d'un lot de facteurs objectifs suffisamment compétitif faisant appel à la rationalité stricte des décideurs. Par l'exploitation des facteurs subjectifs, elle est susceptible de se profiler également comme une alternative intéressante en faisant appel à la part de subjectivité incluse dans tout individu.

2.1.3.1. INFORMATIONS POSSÉDÉES PAR LES DÉCIDEURS SUR LA RÉGION CONSIDÉRÉE

(Mayer et Mucchielli, 1999 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Madiès, 2003 ; Sergot, 2004)

Comme déjà mentionné précédemment, l'application d'une rationalité totale dans la démarche visant à déterminer un choix de localisation est impossible du fait des limites relatives à tout être humain (point 2.1.3). Or, par nature, la prise de décision s'effectue (de manière directe ou indirecte par le biais d'une détermination préalable d'un

modèle qui se veut rationnel, mais ne peut pas l'être totalement dans son utilisation) obligatoirement par le concours d'un ou de plusieurs individu(s).

La première limite à laquelle ces derniers sont confrontés consiste en la quantité d'informations qu'ils sont en mesure soit de recevoir, soit de récolter (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004). Cette difficulté d'accès aux données s'accroît encore lorsque les informations à recueillir concernent une aire géographique complètement étrangère à l'aire ou aux aires géographique(s) déjà connue(s) par les décideurs, notamment dans le cas d'une volonté de prise en considération de "pays étrangers" (Sergot, 2004). Quoi qu'il en soit, il se trouve que ces informations sont nécessaires pour permettre une comparaison des caractéristiques des différents espaces géographiques, puis leur hiérarchisation en fonction des avantages qu'ils peuvent apporter à l'entreprise en cas d'une éventuelle localisation pour garantir un choix optimal permettant à l'entreprise d'en retirer comparativement le plus grand profit (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004).

Dans le but de régler ce problème, dans un premier temps, il est principalement recherché des données d'ordre général sur les facteurs d'attractivité jugés comme particulièrement importants par les entreprises (Madiès, 2003). Le nombre de données à récolter s'en voit ainsi réduit. En outre, dès qu'une localisation ne répond pas aux exigences fondamentales fixées par rapport aux facteurs d'attractivité, elle est immédiatement écartée de la palette d'alternatives, si bien que la quantité des localisations envisageables se réduit au fur et à mesure de l'avancement de la démarche (Madiès, 2003).

La deuxième limite concerne la qualité des informations effectivement possédées par les décideurs, qualité pouvant laisser à désirer (Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004).

En effet, le premier biais dans les informations récoltées provient du fait que ces dernières sont en partie sujettes à la volonté des collectivités publiques en compétition (Sergot, 2004). Dans ce contexte, chaque collectivité publique a tout intérêt, dans une perspective uniquement de gain de la compétition, à mettre en avant les points positifs et à minimiser les aspects négatifs, voire à les occulter complètement. Il s'ensuit des distorsions entre la réalité des facteurs d'attractivité et la connaissance théorique que peut en avoir l'entreprise considérée. Le but final poursuivi par la collectivité publique est, bien entendu, d'amener à une convergence de ses propres intérêts avec ceux de l'entreprise, ceci même si cette convergence en termes de bénéfices retirés par chacune des deux parties ne constitue qu'une illusion (Sergot, 2004).

L'idéal, recherché au niveau de la qualité des informations sur les localisations par les personnes appelées à prendre une décision, est formé par des données ciblées selon les besoins relatifs à leur entreprise (Sergot, 2004). Ce sont ces éléments auxquels les personnes appelées à prendre une décision de localisation sont particulièrement sensibles (Sergot, 2004). De ce fait, les renseignements déjà possédés par l'entreprise suite à son expérience sont privilégiés par les décideurs, car particulièrement pertinents et fiables (Sergot, 2004). Pour plus de précisions sur cette source d'informations amenant à une tendance à "l'inertie spatiale" (Sergot, 2004), il suffit de se référer au point 2.1.3.4 de ce dossier.

Quant à la troisième limite, elle est due aux aptitudes restreintes de tout être humain, à savoir son aptitude, ou plutôt son absence d'aptitude, à intégrer toutes les données obtenues dans son modèle de prise de décision. Or, dans le contexte actuel de com-

pétition entre collectivités publiques ayant pour ambition d'assurer leur développement économique, les décideurs ont bien souvent accès à une importante quantité d'informations. Cet afflux d'informations, afflux automatique ou suite à une sollicitation, est constitué de données bien souvent d'ordre général qui impliquent un investissement supplémentaire de la part des décideurs pour effectuer un tri et ne conserver que les éléments les plus pertinents par rapport à leur situation effective. Les aptitudes restreintes inhérentes à tout être humain impliquent non plus la recherche d'une localisation rationnellement optimale, mais celle "d'une localisation satisfaisante" selon des critères préétablis par l'entreprise. (Sergot, 2004)

Enfin, la dernière limite est formée par les dépenses, aussi bien sous forme pécuniaires que sous forme de ressources humaines et de temps, engendrées par la récolte des données répondant aux critères de quantité et de qualité préétablis, ainsi qu'à leur analyse. Ces dernières sont forcément restreintes par l'existence d'une limite dont le niveau peut fortement varier selon l'entreprise considérée. (Sergot, 2004)

Pour palier aux déficits de quantité, de qualité, de capacités d'analyse ainsi que de coûts des informations récoltées concernant les diverses aires géographiques, c'est-à-dire aux quatre contraintes précitées, le réseau de relations personnelles et professionnelles constitué par les individus intervenant dans le processus de décision peut être mis à contribution. Cette démarche permet, en outre, de limiter les risques liés à un mauvais choix engendré par la possession de données erronées sur la localisation, car leur provenance présente, aux yeux de la personne appelée à prendre une décision, une grande fiabilité due à la "confiance" en vigueur dans tout réseau de relations. Les personnes appelées à trancher dans un choix de localisation peuvent ainsi bénéficier indirectement d'une connaissance des conséquences des choix de localisation déjà effectués par les membres de tels réseaux. Du fait de ce phénomène, une certaine tendance à l'"imitation" concernant les choix d'implantation géographique peut apparaître. (Sergot, 2004)

En outre, toujours en conséquence des quatre limites précitées qui se posent aux décideurs, les personnes chargées d'émettre une décision sont susceptibles d'effectuer des choix guidés principalement par un souci de "mimétisme" par rapport au choix effectué par les autres entreprises du même secteur (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). Elles interprètent alors leur localisation, ayant également du faire l'objet d'une évaluation préalable, comme une alternative permettant de réduire le risque encouru à la suite de la prise de décision, risque relatif à un avantage concurrentiel réduit, voire perdu, et/ou à une perte de confiance des bailleurs de fonds (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Sergot, 2004). Ce phénomène est d'autant plus présent que les entreprises ayant déjà effectué un choix de localisation bénéficient d'une bonne réputation (Sergot, 2004). Cet élément est en mesure d'expliquer, à certains égards, les phénomènes de concentration d'entreprises, actives dans un même secteur, observés sur certaines aires géographiques (Mayer et Mucchielli, 1999). Néanmoins, il est à remarquer que ce sont surtout les PME, du fait de leurs limitations au niveau du temps et de l'argent à consacrer à la récolte des données, puis à l'analyse des données, qui sont sujettes à ce type de comportements (Sergot, 2004).

2.1.3.2. LIENS PERSONNELS DES DÉCIDEURS PAR RAPPORT À LA RÉGION CONSIDÉRÉE
(Camagni et Rabelotti, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Fradin et Guesnier, 1992 ; Perrin, 1992a ; Sergot, 2004)

Les liens personnels tissés par les décideurs leur permettent d'acquérir, même si cela n'est pas le but premier, plus d'informations, informations n'engendrant pas, voire peu, de dépenses et considérées à la fois comme de qualité et plus faciles à analyser (point 2.1.3.1 du dossier), sur certaines aires géographiques (Perrin, 1992b ; Sergot, 2004). Ces localisations entrent donc naturellement dans leur palette de sélections possibles, ce qui peut expliquer dans une certaine mesure la présence de ce paramètre en tant que facteur d'attractivité dans le modèle étudié ici.

Néanmoins, ce seul accès facilité aux informations requises n'est pas l'unique conséquence des liens personnels détenus par le décideur dans une région particulière sur son choix. En effet, ce dernier tend naturellement à préférer les environnements "qui lui sont plus familiers" (Perrin, 1992b).

Cerner le réseau de relations personnelles des individus appelés à prendre une décision de localisation pourrait, dans le cadre d'une stratégie de développement territorial, être utile, mais n'est pas chose facile. Il ne se borne pas aux strictes relations entretenues dans un cadre professionnel. D'une manière générale, le réseau de relations personnelles a tendance à se former dans les environs du lieu dans lequel se trouve le décideur par le biais des interactions, forcément plus fréquentes, qu'il peut y développer. Ces relations sont susceptibles d'être en perpétuel mouvement, d'où encore une difficulté supplémentaire pour les cerner, mais permettent aux individus y appartenant de partager des références communes (Sergot, 2004) qui leur octroient la possibilité d'accroître leur capacité à communiquer entre eux. (Perrin, 1992a)

Leurs préoccupations et préférences tendent, de ce fait, vers une certaine similitude, ce qui peut expliquer la confiance accordée par les décideurs aux personnes faisant partie d'un tel réseau. Les décideurs ont tendance ainsi à accorder d'emblée plus de crédit au choix effectué par des personnes du réseau, personnes y appartenant du fait d'un lien longuement antérieur dans le domaine des affaires ou simplement d'un lien d'ordre amical ou familial, et, en conséquence, sont parfois incités à imiter leur choix d'implantation physique. (Sergot, 2004)

A plusieurs reprises, dans le cadre d'études portant sur des cas effectifs d'entreprises innovantes actives dans des secteurs divers, il a été remarqué l'existence d'un lien particulier entre l'aire géographique d'implantation de l'entreprise et les relations personnelles des décideurs (Camagni et Rabelotti, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Fradin et Guesnier, 1992 ; Perrin, 1992a), ce qui conforte les propos mentionnés ci-avant. Au sein de ces observations, les lieux sélectionnés correspondent quelquefois simplement au lieu d'origine du décideur (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Sergot, 2004) ou à son lieu d'habitation (Camagni et Rabelotti, 1992). Un tel phénomène est dû à l'aide que peut escompter recevoir le décideur dans le cadre du développement de l'entreprise : son réseau de relations personnelles est susceptible de lui faciliter l'accès à certaines ressources et à certains services de support (Perrin, 1992a ; Sergot, 2004).

2.1.3.3. PRÉFÉRENCES PERSONNELLES DES DÉCIDEURS (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Sergot, 2004)

Les préférences des personnes appelées à émettre leur avis dans un choix de localisation d'entreprise ne sont pas sans impact sur le choix effectif, même si ce dernier est, d'un point de vue strictement rationnel, censé offrir à l'entreprise considérée la perspective la plus importante, parmi toutes les possibilités, de profit réalisable (Sergot, 2004).

Cette constatation est valable non seulement pour les cas de localisation de PME, entreprises au sein desquelles la personne endossant le rôle d'entrepreneur est souvent reconnue comme extrêmement influente sur les décisions, mais également pour ceux concernant les entreprises d'une taille plus importante (Sergot, 2004). L'impact de ce facteur d'attractivité demeure cependant plus marqué dans le cas de PME, car ces dernières disposent notamment de moins de moyens, représentés entre autres par les personnes internes et externes appelées à formuler des évaluations, leur permettant d'assurer la mise en place d'un processus aussi objectif que possible (même s'il ne l'est jamais totalement) dans la recherche d'informations, l'évaluation des diverses alternatives, puis leur sélection (Sergot, 2004).

Dans ce cadre, les personnes appelées à influencer de manière importante sur les choix de localisation sont généralement des personnes occupant des fonctions à un haut niveau de la hiérarchie organisationnelle. De ce fait, elles peuvent être qualifiées de ressources humaines fortement qualifiées. Dès lors, leurs préférences personnelles, susceptibles de faire pencher le choix plutôt en faveur d'un certain lieu géographique que d'un autre, répondent aux mêmes critères que ceux émis sous le point 2.1.2.3 de ce dossier par rapport aux ressources humaines d'un haut niveau de compétences ainsi que ceux exposés sous le point 2.2.3.3 de ce même dossier.

Dans la réalité, cette interférence entre intérêts de l'entreprise et intérêts personnels s'avère effective selon les recherches menées auprès d'entreprises innovatrices (Camagni et Rabellotti, 1992).

2.1.3.4. PASSÉ DE L'ENTREPRISE CONSIDÉRÉE (Fradin et Guesnier, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004)

L'entreprise ne doit pas être considérée comme une simple organisation dénuée d'attaches, mais comme une organisation possédant son propre passé (Crevoisier, Maillet et Vasserot, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004) susceptible d'influencer ses choix futurs. Le passé lui-même de chaque entreprise est lié, à un degré propre à chaque cas, à celui du secteur dans lequel les activités sont menées (Sergot, 2004).

Dès lors, les choix précédents de localisation sont susceptibles d'influencer les choix actuels, ceci sous trois perspectives décrites ci-après.

Premièrement, le terme de localisation induit en lui-même la perte, pour l'entreprise, d'un certain détachement par rapport à l'espace géographique. Cette perte peut être temporaire jusqu'à un nouveau choix de localisation, mais peut aussi perdurer malgré la volonté de mobilité géographique de l'entreprise. En effet, il se peut que les ressources naturelles ayant valeur d'input principal soient particulièrement présentes sur un lieu et difficilement, voire pas, transportables, que des liens d'ordre social se soient créés au fil du temps et impliquent l'apparition de difficultés supplémentaires

dans l'hypothèse d'un changement de localisation ou encore que les ressources pécuniaires de l'entreprise, investies dans la localisation préalable, restreignent son champ d'actions quant à un nouveau choix d'implantation (Rallet et Torre, 2004). Dans de tels cas, l'aire géographique de prospection utilisée par les décideurs est généralement circonscrite à un rayon peu important autour de l'aire géographique initiale d'implantation de l'entreprise (Rallet et Torre, 2004).

Dans une seconde perspective, toutes les localisations préalables de l'entreprise lui ont permis d'acquérir une connaissance plus approfondie et plus concrète des avantages et inconvénients liés à certaines aires géographiques (Sergot, 2004). Il s'ensuit une prise en considération automatique de ces possibilités dans la palette, comportant les sélections envisageables, établie par les individus chargés de cette tâche. Du fait de la possession d'emblée d'informations répondant aux critères déjà cités sous le point 2.1.3.1, à savoir d'une quantité suffisante d'informations (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004), d'une qualité satisfaisante (Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004), d'une analyse déjà effectuée sur ces informations en grande partie (Sergot, 2004) ainsi que de dépenses très réduites dans l'acquisition des informations (Sergot, 2004), l'attention des décideurs se porte d'abord sur les aires géographiques déjà exploitées (Sergot, 2004). C'est seulement dans une étape suivante, si aucune de ces alternatives ne répond aux critères de sélection préétablis, qu'il est envisagé un élargissement de la recherche à des localisations méconnues, voire inconnues par l'entreprise (Sergot, 2004). Dès lors, il apparaît que les PME localisées sur une seule ou très peu d'aire(s) géographique(s) sont en mesure de générer en interne moins de connaissances empiriques sur les choix de localisation que les grandes entreprises étendues géographiquement (Sergot, 2004).

Il est encore important de mentionner que les expériences préalables des entreprises en matière de localisation influencent les critères de sélection mis en place par les décideurs ainsi que leur éventuelle hiérarchie en termes d'importance (Sergot, 2004). D'une manière générale, la nouvelle localisation doit tout à la fois présenter les caractéristiques majeures positives obtenues lors des localisations précédentes et pallier aux paramètres ayant manqué à l'entreprise durant ses expériences antérieures. Dans le processus de recherche, d'analyse puis de sélection des alternatives possibles, une différence existe également entre les PME implantées sur un ou très peu de lieu(x) géographique(s) et les grandes entreprises étendues sur un nombre plus important d'aires géographiques. En effet, le premier type d'entreprises a été, dans son passé, moins souvent confronté à la sélection d'une localisation que le second type d'entreprises. Il s'ensuit que le processus mis en place s'apparente à un processus pouvant être qualifié de ponctuel, soit répondant au cas par cas (Sergot, 2004). Au contraire, dans le cas des grandes entreprises, le processus a été sollicité à plus de reprises, si bien qu'il a pu être perfectionné, voire même standardisé (Sergot, 2004). En conséquence, toute recherche effectuée par le second type d'entreprises répond à des attentes d'un caractère moins aléatoire.

Enfin, comme troisième perspective, l'entreprise en tant qu'entité, tout comme le cas des décideurs évoqué sous le point 2.1.3.2, contribue à créer au fil du temps des relations notamment au sein de l'aire géographique qui comprend son implantation (Sergot, 2004). Ici aussi, cette tendance à la localisation des relations est due aux opportunités d'interactions plus fréquentes proposées par la notion de proximité spatiale (Sergot, 2004). De ce réseaux de relations, pour ainsi dire, personnelles à l'entreprise, les mêmes conséquences que celles mentionnées sous le point 2.1.3.2 de ce dossier sont susceptibles de se présenter. Il est néanmoins à prendre en considération que les décideurs sont généralement des personnes appartenant à un haut

niveau de la hiérarchie organisationnelle, soit des chefs d'entreprise dans le cas de PME. Dès lors, les relations personnelles de l'entreprise tendent, dans une certaine mesure, à se confondre avec leurs propres relations personnelles, si bien qu'une distinction n'est pas à effectuer dans chaque cas concernant les conséquences.

Dans une tout autre approche, lorsqu'une entreprise récemment créée s'intéresse à une zone industrielle, le passé de l'entreprise en question, quasiment inexistant, ne peut pas entrer en compte dans le processus de décision (Mucchielli et Puech, 2003). Ce facteur d'attractivité est donc valable uniquement pour des entreprises effectuant un choix de localisation (supplémentaire ou nouveau) alors qu'elles sont déjà établies sur une aire géographique quelconque.

Il est encore intéressant de noter que ce facteur d'attractivité prend considérablement de l'importance dans le cas d'une décision de localisation qui résulte d'une acquisition. En effet, les choix passés de l'entreprise acquise entreront en compte dans l'influence des choix futurs non seulement pour la localisation de l'entreprise acquise, mais également pour celle de l'entreprise acquéreuse (Mucchielli et Puech, 2003).

Concernant la validité des arguments proposés sous ce point, certaines recherches menées sur des cas réels de regroupement d'entreprises innovantes actives dans des secteurs divers ont mis en évidence l'existence de la prise en compte de ce facteur par les décideurs lors de leur choix de localisation (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Fradin et Guesnier, 1992). Ces résultats contribuent donc à conforter les théories élaborées sous ce point concernant le présent facteur d'attractivité.

2.1.4. DESIGN DE RECHERCHES GÉNÉRAL FINAL

Suite à tous les éléments présentés sous les points 2.1.2 et 2.1.3, il est désormais possible de compléter entièrement le design de recherches préalablement présenté sous le point 2.1.1.

Dans le but de tenir compte de la distinction émise sous les points 2.1.2 et 2.1.3, les facteurs d'attractivité répertoriés comme des facteurs découlant d'un processus purement rationnel de choix de localisation sont entourés d'un cercle bleu, alors que ceux découlant d'un processus de choix de localisation emprunt de subjectivité sont entourés d'un cercle noir. Il est à noter que ces deux types de facteurs ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. En effet, le processus réel de prise de décision est bien plus complexe : l'objectivité se mêle inévitablement à de la subjectivité, les proportions de ces deux éléments pouvant cependant varier en fonction des caractéristiques du processus en question.

Compte tenu de ces précisions, le design de recherches lié à la détermination des facteurs d'attractivité en général se présente de la manière suivante :



Figure 2 – Design de recherches général final

Les éléments présentés ci-avant ne constituent cependant qu'une première approche de la problématique de ce dossier. En effet, toute mise en œuvre des facteurs d'attractivité décrits ici comme étant généraux n'aboutira pas à un afflux soudain d'entreprises sur le territoire. La généralité voulue dans cette partie rend obsolète toute efficacité au niveau des mesures et actions mises en place en vue d'agir de manière générale sur les facteurs d'attractivité exposés.

Elle a toutefois le mérite de permettre une identification des facteurs d'attractivité, ceci malgré le fait que ces derniers doivent être considérablement ajustés en fonction de chaque situation, c'est-à-dire de la nature précise de la variable dépendante. La décision d'implantation doit donc impérativement être relative à un type d'entreprises plus précis.

Cette démarche suivante est effectuée sous le point 2.2 du dossier qui vise d'abord à établir la détermination exacte des entreprises (variable dépendante) présentant une opportunité pour la collectivité saviésanne, puis à ajuster, voire à compléter, les facteurs d'attractivité (variables indépendantes) présentés ci-avant en vue de pouvoir conserver la flèche indiquant une relation entre ces deux aspects.

2.2. POSITIONNEMENT DE SAVIÈSE PAR RAPPORT AUX FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ

Il s'agit ici de mettre en évidence les "disparités" (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001) entre Savièse et les autres régions.

Ces disparités n'englobent pas uniquement les caractéristiques propres à Savièse qui se retrouvent auprès d'aucune autre municipalité, quelle que soit l'échelle géographique considérée, mais comprennent également les caractéristiques de la collectivité en question qui sont susceptibles d'attirer des entreprises ayant précédemment décidé de s'installer au sein d'une aire géographique plus vaste dont Savièse fait partie. Dans ce contexte, une simple différence d'intensité entre les facteurs de localisation précédemment cités est en mesure de permettre une démarcation de la municipalité par rapport aux municipalités concurrentes.

Il s'agit donc d'identifier sous cette partie de dossier, tout d'abord, le type d'entreprises susceptible d'être particulièrement attirées par les avantages dont il est possible de bénéficier actuellement et dans une perspective de long terme (Sergot, 2004) par le biais d'une localisation sur la municipalité, ceci en formulant l'hypothèse que la zone industrielle qui fait l'objet de cette réflexion est déjà disponible pour les entités intéressées.

Ce lien initial volontaire entre la situation possible future et la situation actuelle a pour intention d'augmenter les chances de succès du projet.

En effet, d'une part, l'importance de la culture dans la réussite de l'implantation d'une zone industrielle sera soulignée dans la suite de ce dossier. Or, la culture relative à une région n'est pas un élément qui se décrète subitement, mais qui nécessite un processus d'adaptation de tous les (ou en tout cas de la majorité des) acteurs concernés aboutissant à une adéquation avec le mode de fonctionnement (explicite et implicite) à terme de la collectivité (Perrin, 1992b, Arifon, 2007).

D'autre part, la mise en évidence des caractéristiques relatives à la situation actuelle et "discriminantes" de Savièse lui permet d'entrer d'emblée dans une perspective de démarcation au niveau de la concurrence territoriale (Arifon, 2007), démarcation si possible basée sur des facteurs de localisation objectifs, c'est-à-dire sur des facteurs de localisation perceptibles par le plus grand nombre de décideurs une fois l'information parvenue. Ces compétences discriminantes se constituent des éléments naturels, c'est-à-dire de ceux ne résultant pas d'une intervention humaine, formant la collectivité publique, des compétences possédées ou pouvant être développées ainsi que de son histoire déterminant la culture de la collectivité en question (Arifon, 2007), culture à laquelle la majorité des acteurs s'y réfèrent.

Ne pas exploiter de tels atouts, d'une part, ne suivrait pas la logique de développement territorial utilisée généralement par tout groupe d'acteurs locaux en vue de maximiser son bien-être (Perrin, 1992b). D'autre part, une telle décision serait dommageable aux possibilités de mise en place de la stratégie discriminante retenue, car une plus grande incertitude quant à la réalisation des effets attendus serait de mise. Bien entendu, dans la phase d'optimisation de l'exploitation des caractéristiques "naturelles" décelées, l'intégration, dans le processus d'évolution de la collectivité, d'actions visant à maximiser le succès de la politique choisie n'est nullement exclue, voire même est recommandée (Perrin, 1992b).

Dans un second temps, les facteurs de localisation décrits sous la partie précédente seront adaptés dans le but d'exposer la palette optimale de facteurs en adéquation avec l'ambition établie. Dans ce contexte, un nouveau facteur de localisation, propre aux entreprises ciblées, viendra compléter la liste exposée.

Enfin, la question de la hiérarchisation des facteurs d'attractivité mentionnés sera traitée. En effet, rares sont les localités qui peuvent se vanter de présenter la totalité des facteurs nécessaires à l'optimisation de l'implantation d'entreprises sur leur territoire. Dès lors, dans une perspective de maximisation de l'attractivité de Savièse, les efforts entrepris par les acteurs concernés peuvent s'avérer plus efficaces dans la mesure où ils concernent prioritairement les aspects jugés comme des plus importants par les personnes appelées à prendre des décisions de localisation.

2.2.1. TYPE D'ENTREPRISES ADAPTÉ À L'ÉVENTUELLE ZONE INDUSTRIELLE DE SAVIÈSE

Deux aspects sont successivement abordés ici en vue de permettre une détermination du type d'entreprises pouvant être qualifié de particulièrement pertinent en tant que cible dans l'hypothèse d'une création de zone industrielle sur la municipalité de Savièse.

Ainsi, tout d'abord, le paradigme économique actuellement en vigueur (et censé perdurer dans le futur) est exposé. Il a pour but de garantir une validité quant à la prise de position sous le point suivant.

C'est donc seulement dans un deuxième temps qu'une réflexion est menée sur le type d'entreprises cibles susceptible de présenter une réelle opportunité pour le développement de la zone industrielle de Savièse. Le type d'entreprises sélectionné devra, cela va de soi, coïncider avec la donne économique en vigueur.

2.2.1.1. SCHÉMA INITIAL DU CIBLAGE PLUS PRÉCIS DE LA VARIABLE DÉPENDANTE DU DESIGN DE RECHERCHES

Comme déjà mentionné sous le point 2.1.4 présentant le design de recherches valable dans une optique de généralisation, la démarche préalable à un affinage des facteurs d'attractivité déjà identifiés découle inévitablement d'une détermination plus précise quant au type d'entreprises que la collectivité de Savièse peut attirer dans un souci de pertinence.

Schématiquement, le but du point 2.2.1 de ce dossier est d'assurer le passage d'une variable dépendante générale à une variable dépendante spécifique. Il est donc nécessaire de remplacer l'adjectif quelconque, précédemment inscrit sur la variable dépendante du design de recherches général, par un terme plus précis octroyant, lui, la possibilité d'entamer une recherche adaptée à la problématique exacte de la municipalité de Savièse.

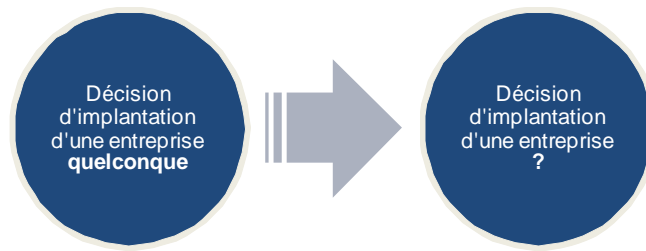


Figure 3 – Schéma de recherches initial de la variable dépendante spécifique

Le passage d'une variable dépendante à l'autre, représenté par la flèche sur le schéma ci-avant, s'effectuera ici en deux étapes.

Dans un premier temps, une détermination quant aux réalités actuelles (et futures) régissant le système économique désormais globalisé sera effectuée. De par la situation générale de la Suisse, une première détermination générale des types d'entreprises adéquats sera possible.

Ensuite, l'attention sera portée plus particulièrement sur les réalités relatives à l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, ce qui permettra de définir encore plus précisément les entreprises pouvant alors être présentées comme des cibles. C'est autour de ces dernières que la suite de la recherche gravitera.

2.2.1.2. PARADIGME ÉCONOMIQUE ACTUEL (ET FUTUR)

La Suisse étant un pays avec une économie déjà développée, depuis l'émergence de la globalisation induite par le développement des transports (Cœuré et Rabaud, 2003) et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Audretsch, 2003 ; Brons, de Groot et Nijkamp, 2003 ; Arifon, 2007), elle n'est plus en mesure de concurrencer le reste du monde sur la base du niveau des coûts (Audretsch, 2003) tels que la main-d'oeuvre. Ce phénomène de concurrence accrue s'accroît encore dans les zones géographiques liées par des accords visant à abolir certains aspects de la notion de territorialité, ce qui est notamment le cas dans l'Union européenne avec l'utilisation d'une monnaie unique et l'augmentation des possibilités de circulation au niveau des capitaux (Cœuré et Rabaud, 2003).

En outre, la mondialisation a conduit, non seulement à une exposition plus grande des entreprises à la concurrence, mais aussi à une plus grande mobilité d'une partie des inputs nécessaires à l'activité de production, ceci qu'il s'agisse de biens ou de services (Sachwald, 2004).

En effet, l'économie fonctionne désormais comme un réseau global, réseau interconnecté à la fois de manière physique et de manière virtuelle, capable de prendre en compte, dans ses raisonnements, toutes les aires géographiques de la planète, ce qui rend complètement obsolète un raisonnement purement local quant au développement économique. Il s'ensuit une impossibilité de contrôle total de la destinée économique par les collectivités publiques. (Brons, de Groot et Nijkamp, 2003).

Il est à remarquer que le manque de ressources naturelles sur le territoire suisse ne constitue pas un atout stratégique pour le développement de la production industrielle (Dümmler, 2003).

Sa croissance économique, tout comme la croissance économique des pays industrialisés et donc offrant à leur population un niveau de vie comparativement assez

élevé, est dès lors assurée principalement par la production d'innovations (Bodson et Quevit, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Brons, de Groot et Nijkamp, 2003 ; Dümmler, 2003), élément qui permet de générer une forte valeur ajoutée, de conserver des marges importantes et de se repositionner par rapport à un avantage comparatif (désormais mondial) définitivement perdu dans le domaine de l'industrie traditionnelle (Bodson et Quevit, 1992 ; Audretsch, 2003). Plus encore, l'innovation, dans le contexte actuel, peut se présenter comme une explication quant aux différences de croissance économique à un niveau local (Cheshire, 2003).

Le comportement effectif de l'économie suisse par rapport à sa politique en matière d'innovations peut être mis en évidence. En effet, le Suisse se positionne dans le groupe de tête des pays effectuant de la recherche et du développement, intensité mesurée en pourcentage du PIB (Dümmler, 2003). Cette constatation conforte ainsi la prise de position précitée quant à la stratégie future de développement économique du pays.

L'innovation est cependant une branche particulière de la création, branche visant à permettre la réalisation, en tout cas à terme, d'un profit financier. Or, il s'avère que la création est un processus complexe qui ne peut pas simplement se décréter (Perrin, 1992b) : seul un ensemble optimal de caractéristiques environnementales est en mesure d'induire l'innovation.

Ainsi, l'activité d'innovation à proprement parler et celles liées à l'innovation (constituées des entreprises bénéficiant des besoins engendrés par cette activité sans produire elles-mêmes de l'innovation) se traduisent par le développement de "secteurs high-tech" et de "services sophistiqués" (Sachwald, 2004). Dès lors, les innovations successives engendrées par ces nouveaux éléments peuvent être perçues comme les "destructions créatrices", évoquées par Schumpeter, qui permettent à l'économie de se régénérer et engendrent un processus sociologique (la concurrence accrue des entreprises anciennes et nouvelles sur le marché), ce qui implique également des "changements politiques et culturels" (Lévesque, 2005). Cette production permanente d'innovations se profile ainsi comme "l'une des caractéristiques du nouveau capitalisme" (Lévesque, 2005).

Afin de répondre aux questions soulevées par cette nouvelle donne internationale caractérisée par un apparent affranchissement de la notion de territoire, la "nouvelle économie géographique" s'est développée depuis les années nonante. Elle se constitue d'un mélange entre les sciences économiques et les sciences géographiques permettant d'inclure la notion de territoire dans les analyses effectuées. Son but principal consiste à fournir des explications quant aux phénomènes de concentration et de dispersion des activités économiques. (Cœuré et Rabaud, 2003)

La grande majorité des références scientifiques utilisées pour l'identification des facteurs de localisation (en général et pour Savièse en particulier) dans ce dossier proviennent d'ailleurs de cette nouvelle discipline.

Dans le cadre de recherches menées au sein de ce récent domaine d'études, il a pu être observé que les entreprises, qualifiées d'high-tech et agissant au niveau de la recherche et du développement et/ou à celui de la production, ont une tendance récurrente à s'implanter dans des mêmes aires géographiques, donnant ainsi naissance à des concentrations spatiales d'activités (Sergot, 2004).

De plus, comme le démontre l'étude menée par Fritsch auprès d'entreprises manu-

facturières d'onze régions européennes, au niveau des activités de recherche et développement, la localisation des entreprises joue un rôle important dans le sens où des différences interrégionales ont été trouvées, mais pas encore totalement expliquées (Fritsch, 2003).

Ce changement de paradigme en faveur de l'innovation continue dans l'économie représente donc une opportunité pour les régions qui peuvent désormais, même sans la présence de ressources naturelles initialement discriminantes, se profiler comme attrayantes pour des entreprises (high-tech).

2.2.1.3. ENTREPRISES CIBLES POUR LA FUTURE ZONE INDUSTRIELLE DE SAVIÈSE

Partant des considérations émises sous le point 2.2.1.2, dans une optique de positionnement sur le long terme, il est clair que l'éventuelle zone industrielle de Savièse doit miser sur cette notion d'innovation et d'activités à forte valeur ajoutée, ceci ne serait-ce que pour correspondre au paradigme en vigueur dans l'économie suisse, soit dans l'économie de la région au sein de laquelle la municipalité s'inscrit.

En effet, comme présenté plus loin dans ce dossier (point 2.2.5.1), les choix de localisation s'effectuent selon un schéma de décision se concentrant sur des choix d'ordre d'abord macro pour tendre ensuite vers ceux relatifs au niveau micro (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). Dès lors, positionner une région en inadéquation avec le choix de base du pays risque d'aboutir systématiquement à une inadéquation aux attentes des décideurs ayant préalablement choisi le pays en question. Le risque est alors considérablement important qu'aucune implantation d'entreprise ne se produise sur l'espace géographique de la région.

Dans ce contexte économique pouvant être qualifié d'"économie du savoir", le savoir devient la matière première principale de la formation des outputs des entreprises y étant actives (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Cappellin, 2003), c'est pourquoi la présence d'un capital savoir constitue d'emblée un avantage pouvant être considéré comme discriminant s'il est possédé par la région en question.

L'HES-SO de Sion, en tant qu'institut de formation public, peut être considéré comme un réservoir à la fois de savoir et de ressources humaines possédant les qualifications adéquates avec les besoins du marché. En outre, sa proximité avec le monde de l'entreprise, caractéristique la distinguant des universités, constitue un avantage lui permettant d'être proches de leurs besoins. La municipalité de Savièse a donc a priori tout avantage à positionner son éventuelle future zone industrielle en relation avec cet élément (Cooke, 2003).

Néanmoins, la seule entrée dans ce paradigme de l'innovation ne permet pas à une volonté de développement économique de se transformer en concrétisation. Le choix du secteur d'activité a, comme lors du paradigme industriel, toujours de l'importance (Cœuré et Rabaud, 2003), car tous les secteurs n'ont pas les mêmes exigences au niveau de leur fonctionnement (Cooke, 2003 ; Guinet, 2003). Cette différence entre secteurs se répercute au niveau des systèmes et exigences en matière d'innovation. Les théories économiques basées sur les avantages comparatifs peuvent ainsi être appliquées ici. Il est à remarquer que de faibles avantages comparatifs de base peuvent, par le biais d'actions volontaires ou d'externalités positives du développement, être transformés en avantages comparatifs se rapprochant d'un absolu. Ainsi, les avantages en question mériteront d'être plus rapidement perçus par les dirigeants

ciblés.

Par conséquent, il est préalablement nécessaire d'identifier le type de secteurs auquel les innovations des entreprises cibles pour la région s'adresseront (Cooke, 2003). A nouveau ici, l'HES-SO de Sion peut se profiler comme élément de base permettant de développer les avantages discriminants de Savièse. Deux domaines, distincts en termes d'exigences pour les entreprises y étant actives, y sont présents : le domaine concernant les technologies du vivant (plus précisément, l'agroalimentaire, la biotechnologie et la chimie analytique) et celui concernant les systèmes industriels (www.hevs.ch).

Un choix doit donc être effectué entre ces deux options, ceci dans le but de pouvoir, par la suite, mieux répondre aux besoins des entreprises sélectionnées comme cibles.

Il se trouve que le canton de Bâle-Ville possède déjà une renommée mondiale, agrémentée par des coopérations internationales, dans le domaine des "sciences de la vie" et de "l'industrie chimique" (www.basel.ch), c'est-à-dire dans le domaine des technologies du vivant. Par rapport à cette localisation géographique, Savièse voit son avantage comparatif lié au réservoir de savoir constitué par la HES-SO de Sion réduit à nant. Les entreprises high-tech y relatives, de tailles diverses, forment un cluster positionné comme le plus important de Suisse au niveau du nombre d'employés (Dümmler, 2003). Pour des raisons d'accès au savoir, élément fondamental dans le nouveau paradigme économique, toute entreprise, même de taille très restreinte, a avantage à s'implanter dans le canton de Bâle-Ville plutôt que partout ailleurs en Suisse. La compétence discriminante décelée dans ce domaine pour Savièse n'en est dès lors plus une.

Reste, par déduction, le domaine des systèmes industriels, domaine qui peut toucher, en fonction des activités concernées, plusieurs secteurs économiques (www.hevs.ch). Savièse peut, pour ce genre d'activité et du fait de sa proximité avec l'HES-SO de Sion, présenter un intérêt discriminant dans ce domaine. Les entreprises actives dans ce secteur se transforment ainsi en cibles les plus pertinentes pour une implantation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Il n'est pas nécessaire, pour attirer des entreprises, de constituer d'emblée un "pôle de compétitivité" (réunion d'un niveau d'activité économique optimal et d'un réservoir de savoir) à Savièse concernant ce secteur d'activité : la création d'un "pôle d'excellence scientifique" (réservoir de savoir) dans le domaine des systèmes industriels peut suffire à attirer un nombre relativement important d'entreprises (Sachwald, 2004).

En outre, les entreprises high-tech sont "des entreprises à très forte valeur ajoutée et faiblement consommatrices d'espace" (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005).

Ce type d'entreprises correspond donc parfaitement aux contraintes, dues à un espace restreint offert par l'éventuelle zone industrielle de Savièse (point 3.2.2.7 du dossier pour plus de précisions), qui obligent les entreprises désirant s'implanter sur la commune de Savièse à se regrouper géographiquement. Or, cette contrainte peut être transformée en avantage si cette concentration géographique s'accompagne de la naissance de relations de réseau géographiquement ciblées, le tout amenant à la formation d'un cluster (Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003). Il est reconnu que cette forme de coopération est en mesure d'amener de la valeur ajoutée à la région ainsi

qu'une augmentation du nombre d'emplois (Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003). Afin d'optimiser ce regroupement, il est par conséquent nécessaire d'attirer des entreprises présentant une certaine cohérence dans les activités qu'elles entreprennent, cohérence contenue dans la définition qu'il est tenté d'esquisser sous le présent point.

En affinant la détermination du type d'entreprises cibles au niveau de la taille cette fois, les entreprises pouvant être catégorisées dans la classe des PME apparaissent comme une cible privilégiée, non seulement du fait de la superficie limitée de l'éventuelle zone industrielle saviésanne, mais aussi du fait de leur flexibilité (Sergot, 2004).

Les PME sont également numériquement très bien représentées au niveau de l'innovation dans des domaines high-tech et leurs apports sont essentiels à ce domaine (Maillat, 1992). Cet état de fait permet de disposer d'une cible formée par un nombre suffisamment conséquent d'entreprises pour pouvoir espérer en attirer un certain pourcentage sur la zone industrielle, pourcentage censé permettre une exploitation à terme totale de cette zone industrielle.

Il est important de souligner que leur taille limitée ne les restreint pas forcément au niveau de leurs réalisations. En effet, certaines grandes entreprises collaborent fréquemment avec des PME high-tech, tout comme avec des universités, ceci au niveau international (Sachwald, 2004). Elles mettent ainsi en place des "réseaux d'innovation" en adaptant la localisation en fonction des buts des différentes recherches ou des phases de recherches (Maillat, 1992 ; Sachwald, 2004). Cette externalisation totale ou partielle des activités d'innovation par les grandes entreprises est principalement due à "la complexification du processus d'innovation" (Sachwald, 2004), complexification qui s'amplifie au fur et à mesure que des innovations sont développées.

De plus, les PME présentent, dans leur développement, une dépendance plus grande à leur implantation de base (Gordon, 1992) que les grandes entreprises menant une stratégie de déploiement de leurs activités sur plusieurs sites géographiques. Ces dernières jouent sur l'avantage comparatif des pays ou régions, non seulement sous un aspect global, mais pour chacune des parties composant leur activité (Sergot, 2004). En termes de retombées au niveau des emplois ou du travail externalisé, la PME se présente ainsi comme une entité octroyant à la région une certaine diversification des activités, ceci malgré la gravitation autour d'un même secteur d'activité de base. Les partenariats entre entités différentes, du fait des possibilités limitées des PME, risquent d'être plus fréquents, ce qui facilite l'émergence d'un milieu innovateur (Maillat, 1992) (point 2.2.3.11). Enfin, son implication en tant qu'acteur du développement régional est plus prononcée du fait de son enracinement au niveau de sa localisation (Gordon, 1992), ce qui peut être bénéfique pour toute la collectivité saviésanne. Cette immobilité spatiale est encore plus vraie dans le cas de start-up (Sternberg, 2003), c'est-à-dire d'entreprises en phase initiale de leur cycle de vie.

Enfin, la dimension restreinte de la zone industrielle de Savièse ne présente pas un frein à l'émergence de ce qui peut être appelé un cluster. En adéquation avec la possible future réalité saviésanne, le terme de cluster peut être défini comme une concentration d'entités, sur un espace géographique donné, actives dans un même secteur et présentant des relations entre elles (Guinet, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Sachwald, 2004). En effet, dans la méta-étude sur les clusters menée par Van der Linde, le plus petit cluster de l'échantillon, actif dans les instruments de musique et se situant à Mirecourt en Lorraine (France), n'est constitué que de huit entreprises

employant cinquante personnes (Van der Linde, 2003).

En définitive, il apparaît que les entreprises (PME) qualifiées d'high-tech (particulièrement innovantes, car poussées à l'innovation par le terme même qui les définit) et actives dans le domaine des systèmes industriels constituent des cibles particulièrement pertinentes pour le développement de l'éventuelle future zone industrielle localisée sur Savièse.

Toutefois, lors de l'identification des facteurs d'attractivité censés attirer les entreprises définies ici comme cibles, seules la notion d'high-tech (Sergot, 2004) et parfois de taille restreinte seront retenues. En effet, la littérature scientifique arrête à ce stade la distinction entre les différents types d'entreprises. Les facteurs principaux de localisation sont ainsi apparemment similaires dans leur ensemble. Bien entendu, des nuances peuvent apparaître au niveau du contenu exact de chaque facteur cité.

2.2.1.4. SCHÉMA FINAL DU CIBLAGE PLUS PRÉCIS DE LA VARIABLE DÉPENDANTE DU DESIGN DE RECHERCHES

Les conclusions résultant de la démarche effectuée sous les points 2.2.1.2 et 2.2.1.3 permettent de passer d'une optique de recherches générale à une optique de recherches entièrement adaptée aux besoins de la municipalité de Savièse.

Comme il est possible de le constater sur le schéma ci-après, la volonté d'attirer des entreprises quelconques sur la zone industrielle est désormais transformée en une volonté d'attirer des entreprises high-tech sur cette même zone industrielle, ceci en fonction des considérations précédemment exposées. Cette nouvelle cible, restreinte par rapport au précédent design de recherches, a pour ambition d'engendrer un développement économique aussi optimal que possible de l'éventuelle future zone industrielle.

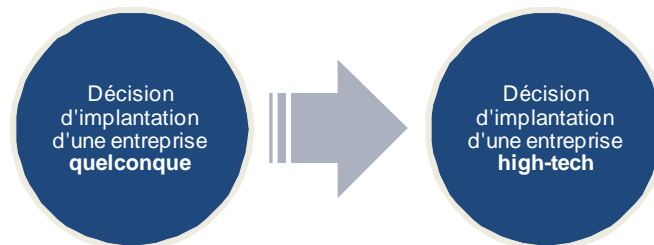


Figure 4 – Schéma de recherches final de la variable dépendante spécifique

Etant donné qu'un design de recherches se constitue d'éléments en relations, toute modification d'un paramètre risque d'engendrer des modifications (directes ou indirectes) sur l'ensemble des autres paramètres le composant.

En conséquence, la modification de la variable dépendante du design de recherches, déjà présenté sous les points 2.1.1 et 2.1.4, engendre l'apparition de changements au niveau des variables indépendantes gravitant autour d'elle, c'est-à-dire au niveau des facteurs d'attractivité. Cette répercussion se justifie par le fait qu'une modification du but (représenté par la variable dépendante) engendre inévitablement une modification des moyens nécessaires à son atteinte (représentés par les variables indépendantes).

Les points suivants traitent donc des modifications à apporter, dans ce contexte, aux facteurs de localisation précédemment émis sous les points 2.1.2 et 2.1.3.

2.2.2. DESIGN DE RECHERCHES SPÉCIFIQUE INITIAL

La nouvelle variable dépendante schématisée sous le point 2.2.1.4 peut maintenant être introduite au cœur du design de recherches consacré à l'identification exacte des facteurs d'attractivité favorisant l'implantation d'entreprises high-tech sur une aire géographique déterminée.

La modification de la variable dépendante au centre de ce design de recherches n'est pas sans impact sur les facteurs d'attractivité (soit sur les variables indépendantes). En effet, ces derniers, pour continuer d'être en mesure de déployer une influence sur la décision de localisation des entreprises, doivent modifier leurs caractéristiques en les orientant au maximum vers les attentes des personnes appelées à effectuer les choix de localisation en question.

Le ciblage plus précis opéré sur la variable dépendante engendre, par conséquent, une nécessité de spécialisation des facteurs d'attractivité, d'où l'adjectif spécifique introduit systématiquement auprès de chaque variable indépendante mentionnée sur le design de recherches ci-après.

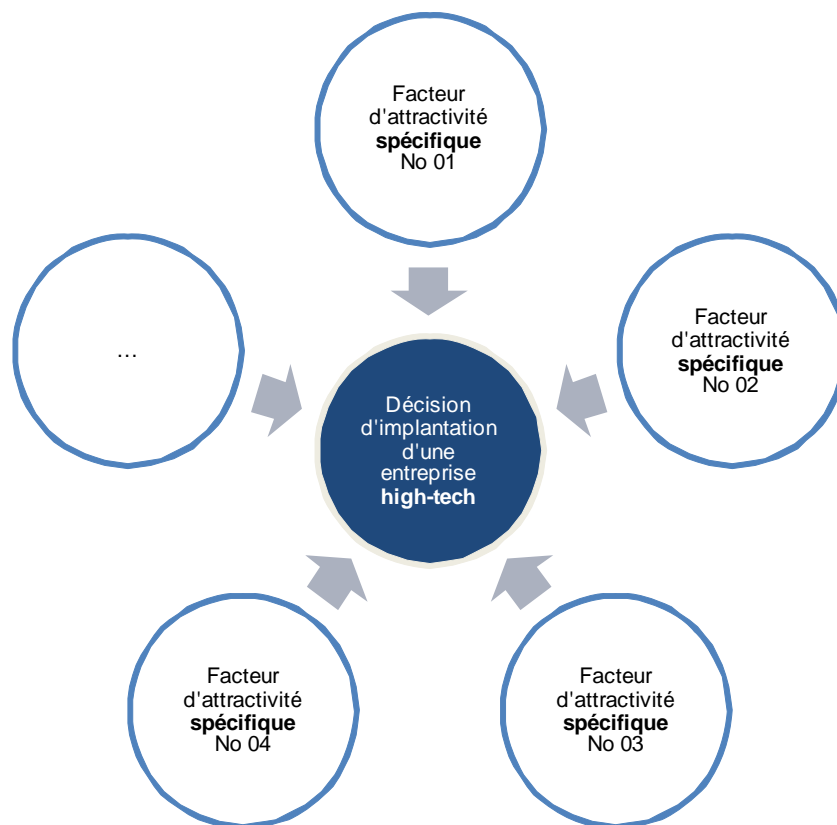


Figure 5 – Design de recherches spécifique initial

Les deux éléments, qui divergent entre le présent design de recherches et celui destiné à la détermination des facteurs d'attractivité valables dans une optique de généralité, sont par conséquent le terme high-tech (remplaçant le terme quelconque) et le terme spécifique (remplaçant le terme général).

Le passage des facteurs d'attractivité généraux aux facteurs d'attractivité spécifiques implique la nécessité de leur réexamination, puis de leur éventuelle redéfinition dans une perspective ciblée vers les besoins et les attentes des entreprises définies comme high-tech. C'est précisément le but poursuivi sous les points 2.2.3 à 2.2.5 du pré-

sent dossier.

Il est à noter que la modification des facteurs d'attractivité se traduit non seulement par une adaptation relative à leur contenu en termes d'exigence de la part des entreprises (point 2.2.3), mais aussi à une potentielle apparition de facteurs d'attractivité supplémentaires (point 2.2.4) propres à leurs attentes. Cette dernière série de facteurs de localisation, du fait de sa spécificité, ne peut pas exister dans un modèle général, ce qui explique la séparation effectuée ci-après entre ces deux aspects.

Enfin, une hiérarchisation en termes d'importance dans la prise de décision au sein de ces variables indépendantes est esquissée sous le point 2.2.5. Ce dernier élément devrait faciliter la mise en place par la collectivité publique d'une stratégie pertinente en termes de résultats dans le but d'attirer sur son éventuelle future zone industrielle les entreprises cibles.

2.2.3. ADAPTATION DES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ PRÉCÉDEMMENT ÉMIS COMME ÉTANT GÉNÉRAUX

La détermination des entreprises cibles précédemment effectuée n'est pas sans impact sur la nature des facteurs d'attractivité. Ces derniers, déjà présentés de manière générale, soit sous un aspect compatible avec les attentes de quasiment n'importe quelle entreprise, peuvent désormais être affinés en fonction des attentes des entreprises qu'il est escompté attiré sur le territoire de la municipalité de Savièse.

Dans ce but, les facteurs précédemment émis sont traités ici sous l'angle exclusif d'un objectif d'adéquation avec les besoins des entreprises high-tech actives dans les secteurs technologiques.

2.2.3.1. CONDITIONS DE LA DEMANDE FAVORISANT L'INNOVATION

(Fontane et Houdayer, 2002 ; Cheshire, 2003 ; Van der Linde, 2003; Sachwald, 2004)

Pour une entreprise high-tech, être localisée proche de la demande lui permet de produire des innovations en plus grande adéquation avec les attentes de ses clients (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sachwald, 2004), car les interactions, notamment directes, avec ceux-ci sont naturellement plus fréquentes. En outre, les clients peuvent être appelés à donner leur avis au cours de l'innovation.

Dès lors, ce n'est plus la recherche d'un marché de taille importante qui prédomine, mais la recherche d'un marché doté de consommateurs pouvant être utilisés en tant que références dans leurs comportements (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sachwald, 2004). Ces consommateurs doivent à la fois disposer de connaissances suffisantes sur le produit et être représentatifs des attentes du marché (Fontane et Houdayer, 2002).

Dans ce même ordre d'idées, un rapprochement géographique par rapport aux "clients importants" (Bodson et Quevit, 1992 ; Tabariès, 1992), auxquels des entreprises high-tech sont souvent liées, peut être considéré comme un paramètre entrant dans la prise de décision. Ici aussi, le rapprochement permet des collaborations plus fréquentes où les rencontres sont plus efficaces en termes de transmission de savoir. De plus, il se trouve que les "clients importants" des entreprises high-tech bénéficient déjà d'un certain savoir qui peut être utilisé par l'entreprise (Fradin et Guesnier, 1992). Il s'ensuit une plus grande adéquation des innovations produites aux be-

soins exacts des clients.

Plus encore, cette relation entre l'entreprise et ses consommateurs est supposée constituer une part d'explication quant à l'apparition d'un effet de stimulation régionale du savoir, phénomène qui constitue en lui-même un facteur d'attractivité pour les entreprises high-tech (point 2.2.3.2) (Bodson et Quevit, 1992 ; Fritsch, 2003).

Quoi qu'il en soit, ces interactions entre entreprises et clients sont indispensables pour permettre une adéquation entre l'offre et la demande, c'est-à-dire pour permettre l'émergence d'innovations (Bodson et Quevit, 1992). En effet, une invention, pour se transformer en innovation, doit impérativement posséder une valeur marchande, d'où son obligation de coïncider avec les attentes du marché.

Néanmoins, malgré cette apparente territorialisation de la localisation de la demande et des entreprises, des relations d'un niveau international ne sont pas exclues pour palier à certains déficits de la zone concernée ou pour maximiser les avantages retirés par l'entreprise (Bodson et Quevit, 1992).

2.2.3.2. PRÉSENCE D'UN CAPITAL SAVOIR AYANT VALEUR D'INPUT PRINCIPAL

(Bramanti et Senn, 1992 ; Camagni et Rabelloiti, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Gordon, 1992 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003 ; Cappellin, 2003 ; Dohse, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Sergot, 2004)

Différemment à l'angle de vue adopté dans une perspective de généralisation du modèle des facteurs d'attractivité, les ressources naturelles ne constituent pas l'input principal (point 2.1.2.2) permettant aux entreprises high-tech de créer de la valeur ajoutée par le biais de transformations. Leur input principal se constitue du savoir (Fontane et Houdayer, 2002 ; Cappellin, 2003 ; Dohse, 2003 ; Sternberg, 2003 ; Sergot, 2004), élément qui marque d'ailleurs leur particularité par rapport aux entreprises traditionnellement actives dans de la production industrielle.

Dès lors, le savoir peut se décliner en "informations" (Bramanti et Senn, 1992 ; Formica, 2003) "scientifiques et techniques" (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992), en "progrès technologique" (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001) et en "connaissances" (Camagni et Rabelloiti, 1992 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001). Tous ces éléments entrent en jeu dans l'élaboration d'innovations par les entreprises (Bramanti et Senn, 1992) en se profilant comme indispensables à l'aboutissement d'un tel processus (Bramanti et Senn, 1992 ; Camagni et Rabelloiti, 1992 ; Sternberg, 2003).

En effet, l'innovation, malgré le caractère de progrès qu'elle porte en elle, ne peut exister qu'à condition qu'elle se fonde sur des éléments existant préalablement à son apparition, c'est-à-dire sur le savoir déjà engrangé par l'entreprise (Camagni et Rabelloiti, 1992) ou, plus précisément, par ses ressources humaines. Cette forme préalable d'appropriation rend le savoir sujet à des interprétations personnelles, si bien que les interactions, visant à l'acquérir, avec des entités environnantes (instituts de recherches, autres entreprises, clients...) n'est pas sans impact sur l'input utilisé par l'entreprise et, a fortiori, sur l'output produit par cette même entreprise (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992).

Le savoir peut revêtir différentes formes en fonction de sa nature : la première de ses formes permet de le qualifier d'"explicite" dans le sens où il peut être "codifié", alors que la seconde de ses formes lui donne un caractère "tacite" (Cappellin, 2003 ; Ru-

therford, 2003).

Le savoir explicite, d'une nature détachée de l'espace géographique de provenance, est facilement transportable par le biais d'un support (physique tel le papier ou virtuel tel l'informatique) (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001) et donc aisément imitable par la seule possession des informations qui le composent (Rutherford, 2003).

Par contre, c'est la seconde forme de savoir (le savoir tacite) qui demande plus d'efforts aux entreprises pour y accéder. Du fait de sa détention essentiellement par des personnes ("connaissances, expériences et intuitions cumulées") (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Audretsch, 2003), elle nécessite une coopération entre entités (ressources humaines, instituts, entreprises, clients...) et une insertion de l'entreprise dans le réseau considéré pour pouvoir participer à cette coopération (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cappellin, 2003). Dans ce contexte, la notion de confiance entre acteurs devient indispensable pour que l'entreprise considère comme fiables les savoirs récoltés (Audretsch, 2003 ; Cappellin, 2003) si bien que la notion d'attachement territorial du savoir reprend ici toute sa signification (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Rutherford, 2003). Peut-être grâce à sa difficulté d'appropriation, c'est cette forme de savoir qui contribue à la constitution des avantages concurrentiels des entreprises actives dans des domaines intenses en innovations (Rutherford, 2003).

Une telle coopération visant à faire émerger des innovations dans les processus de recherches et de production est encore plus importante au sein de clusters composés de PME (Cappellin, 2003 ; Formica, 2003). Au contraire des grandes entreprises, les PME ne disposent pas d'énormément de ressources leur permettant d'accéder au savoir ou de former elles-mêmes leur savoir. Leur fonctionnement sous forme de réseaux de partenariats leur permet donc d'abolir les restrictions de réalisation dues à leur taille et de se profiler comme compétitives sur des aspects jusqu'alors réservés aux grandes entreprises.

Quoi qu'il en soit, l'accès au savoir, permettant d'aboutir à l'innovation technologique, ne peut pas s'effectuer par le simple accès aux informations dont il émane (Gordon, 1992). Au contraire, c'est l'"apprentissage" qui doit permettre une assimilation de ces informations, puis leur transformation en innovation (Cappellin, 2003 ; Cooke, 2003). L'apprentissage peut être défini comme un "perfectionnement dans la capacité d'acquérir et d'adapter le savoir" (Cooke, 2003). Il a ainsi valeur de processus central dans toute ambition d'innovation (Cappellin, 2003). Toute comme la transmission du savoir, les interactions entre acteurs (internes à l'entreprise, mais aussi externes) sont indispensables au développement d'un processus d'apprentissage compétitif par rapport à celui d'autres acteurs (Cooke, 2003). Il s'agit à la fois de mettre en commun les connaissances et aptitudes pour porter en exergue ce qui est déjà connu et de produire des efforts communs pour essayer de comprendre ce qui n'est pas encore cerné par le savoir (Cooke, 2003 ; Rutherford, 2003). La capacité à changer (Rutherford, 2003) dans une optique d'évolution est ainsi octroyée aux entreprises. Pour stimuler l'existence du savoir tacite, les régions ont tout intérêt à favoriser l'apparition de normes implicites d'apprentissage adéquates sur leur territoire (Rutherford, 2003).

La présence territorialisée d'un potentiel de savoir, représenté par une "expertise scientifique, technique et technologique", se profile ainsi comme un facteur d'attractivité particulièrement important (Gordon, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002) pour les entreprises high-tech. Un tel réservoir de savoir est alimenté et dynamisé par des

ressources humaines fortement qualifiées (point 2.2.3.3 de ce dossier), par les instituts de formation qui sont géographiquement proches (point 2.2.3.4), par la culture en vigueur sur l'espace (point 2.2.3.11) ainsi que par les instituts de recherches également proches au niveau géographique (point 2.2.4.1) (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003).

Dans le cas des entreprises high-tech, une exigence supplémentaire vient s'ajouter à cette nécessité d'accéder au savoir : celle d'accéder au savoir le plus récent (Dohse, 2003 ; Sternberg, 2003). Cette nécessité vise à leur permettre la réalisation de l'objectif compris dans leur appellation même, à savoir l'atteinte d'une technologie de pointe.

Une accélération et une complexification constantes des processus visant à la production de l'innovation sont observables dans l'économie actuelle, ce qui oblige, en outre, les entreprises high-tech à accéder, à assimiler, puis à transformer le savoir en innovations de plus en plus rapidement pour rester à la pointe de la technologie (Dohse, 2003).

Etant donnée l'importance actuelle du savoir implicite et de l'apprentissage qui s'avèrent toujours localisés par rapport au processus d'innovation utilisé par toute entreprise high-tech, les régions pâtissant, dans le paradigme économique antérieur, d'une faible dotation en ressources naturelles (inputs principaux), sont désormais en mesure de devenir particulièrement attractives pour les entreprises agissant dans le contexte de l'économie du savoir (Audretsch, 2003). La condition sine qua non de cette attractivité consiste en la mise en place d'un réservoir de savoir implicite (savoir et idées) (Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003), soit d'un facteur d'attractivité territorialisé que les régions attractives par le biais du faible coût de leurs ressources naturelles ne sont pas en mesure de mettre en place (Audretsch, 2003). Les régions, bénéficiant déjà d'un haut niveau d'industrialisation et n'étant plus compétitives dans les secteurs traditionnels, peuvent ainsi également se positionner comme attractives par rapport aux besoins de certaines entreprises et tirer profit du contexte actuel de globalisation (Audretsch, 2003).

Outre les quelques considérations émises précédemment, les impacts que la proximité géographique peut avoir sur le savoir disponible dans une région considérée et l'apprentissage y étant en vigueur sont plus amplement développés sous le point 2.2.3.6 de ce dossier consacré aux opportunités et contraintes physiques liées à la zone industrielle.

2.2.3.3. PRÉSENCE (EFFECTIVE OU POTENTIELLE) DE RESSOURCES HUMAINES FORTEMENT QUALIFIÉES

(Camagni et Rabelotti, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Audretsch, 2003 ; Sergot, 2004)

Les entreprises high-tech se caractérisent par la production d'outputs à la pointe de la technologie. Pour se faire, elles requièrent la contribution de ressources humaines particulièrement qualifiées (Camagni et Rabelotti, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Perrin, 1992a ; Tabariès, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004), aspect qui se profile alors comme un facteur d'attractivité essentiel. Or, cette nécessité en termes de qualifications implique une spécialisation des individus (Perrin, 1992a). Il s'ensuit que la recherche de ressources humaines fortement qualifiées se heurte à une diminution de la population globale susceptible de répondre aux critères de sélection. Les ressources humaines adéqua-

tes devenant plus importantes qu'antérieurement et, en même temps, plus rares (D'Ambrogio et Ratti, 1992), ce facteur d'attractivité voit inévitablement son importance s'accroître dans le choix de localisation.

Pour mettre en exergue, dans le contexte de l'économie du savoir, l'importance des compétences détenues par les individus et leur relative rareté, il est possible de citer le cas de certaines entreprises ayant choisi une implantation d'une partie de leurs activités à l'étranger du fait qu'une seule personne, détentrice d'une compétence clé pour l'entreprise, ne désirait pas mener son activité auprès de l'implantation initiale de l'entreprise (Fontane et Houdayer, 2002). Il apparaît ainsi clairement que, du fait de l'importance des compétences des employés hautement qualifiés pour certaines entreprises actives dans des domaines à fortes exigences en matière d'innovation, non seulement les besoins de l'entreprise sont pris en compte dans le choix de localisation, mais aussi ceux des ressources humaines ciblées par l'entreprise (Sergot, 2004). Cette stratégie a pour but d'assurer à l'entreprise de conserver (en cas de délocalisation) (Sergot, 2004) et d'acquérir les ressources humaines nécessaires à son positionnement optimal sur le marché. Elle répond "indirectement" aux attentes actuelles et futures de l'entreprise (Sergot, 2004).

Des scientifiques (Fontane et Houdayer, 2002) et des ingénieurs (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Tabariès, 1992) composent principalement le type de personnel recherché par les entreprises high-tech.

Le coût lié à l'acquisition des services de ces ressources humaines entre également en considération (Fontane et Houdayer, 2002), mais dans un ordre chronologique secondaire à l'exigence relative aux qualifications. La durée du travail en vigueur dans le pays selon la législation contribue également à forger des distinctions quant aux implantations géographiques, les pays octroyant une durée plus conséquente étant favorisés (Fontane et Houdayer, 2002).

Compte tenu des considérations précédentes, être capable d'attirer et de retenir, sans distinction d'importance entre ces deux actions, la main-d'œuvre recherchée par les entreprises ciblées octroie un avantage considérable à la région qui est alors en mesure d'immobiliser des facteurs de production généralement mobiles dans le contexte actuel de mondialisation. Dans cette optique, la région en question doit offrir à ce personnel fortement qualifié un cadre de vie supérieur à celui de leur pays de provenance. Une telle attention portée aux ressources humaines, qui passe également par la formation dispensée, est fondamentale pour oser exposer au grand jour la volonté d'attirer des entreprises high-tech. (Sachwald, 2004)

Ces ressources humaines fortement qualifiées ne doivent pas seulement être appelées à travailler au sein des entreprises high-tech, mais également dans les instituts de recherche et universités ayant une influence sur la région en question (Sachwald, 2004). Les collaborations entre entreprises privées et instituts publics deviennent alors encore plus intéressantes pour les entreprises.

Avant d'aller plus loin dans les facteurs d'attractivité du personnel recherché par les entreprises high-tech, il est important de souligner que la mise en œuvre d'un tel processus d'attraction n'est pas sans poser quelques interrogations au niveau éthique. En effet, l'émigration du personnel qualifié de certaines régions vers des régions leur offrant un meilleur cadre de vie implique une diminution du "potentiel de développement" du premier type de régions (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001). Ce déplacement des facteurs d'attractivité risque ainsi d'augmenter le niveau des disparités

économiques et sociales entre certaines régions (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001).

Les facteurs susceptibles d'attirer et de retenir des ressources humaines fortement qualifiées sont listés ci-après. Ils sont censés répondre aux préférences communes de l'entité groupe qui peut être formée à partir de la définition de personnel fortement qualifié (Haas et Möller, 2003).

- Cadre de vie offert aux ressources humaines pouvant être qualifié d'agréable (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Gordon, 1992 ; Perrin, 1992a ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004)

Dans le cas d'une analyse d'opportunité professionnelle, non seulement l'activité professionnelle et sa rémunération sont prises en considération, mais aussi les conditions de vie hors travail qui y sont relatives. Elles sont d'autant plus analysées lorsque l'opportunité professionnelle en question implique un déménagement. La présente nécessité de cadre de vie agréable est encore renforcée par le fait que, souvent, la famille du travailleur hautement qualifié est appelée à le suivre géographiquement dans un tel choix (Sergot, 2004).

Il est à noter que ces facteurs d'attractivité relatifs aux ressources humaines fortement qualifiées, mis en comparaison avec ceux proposés par d'autres régions ayant la même volonté, sont également importants pour permettre de retenir les individus qui répondent aux exigences et qui sont déjà domiciliés dans la région.

A cet effet, les éléments suivants peuvent être cités comme en mesure de constituer un cadre de vie agréable, destiné non seulement au travailleur fortement qualifié en question, mais également à sa famille appelée à le suivre dans le cas d'un déménagement nécessaire pour pouvoir exercer l'activité professionnelle :

- Climat de sécurité (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002)

Le sentiment de sécurité dans la vie de tous les jours du travailleur hautement qualifié et de sa famille est un élément essentiel dans son choix. En effet, il permet d'éviter de vivre dans un contexte de peur permanente. Cette sécurité doit être effective au niveau civil, mais aussi au niveau économique (stabilité de la monnaie...).

- Environnement de qualité (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005)

Les ressources humaines étant appelées à passer une grande partie de leur temps auprès de l'entreprise, voire même à s'y domicilier à proximité, elles préfèrent naturellement les aires géographiques comportant un environnement de qualité (Cœuré et Rabaud, 2003). Dès lors, des paramètres, tels la "qualité de l'air" (absence ou niveau bas de pollution) ainsi que la "qualité du cadre urbain et rural", sont pris en compte dans leur raisonnement quant à un choix d'offrir ou non leurs services sur une aire géographique considérée (Tabariès, 1992). Des conditions climatiques favorables entrent également dans la présente évaluation (Sergot, 2004). Il en va de même pour la propreté apparente du lieu géographique considéré (Fontane et Houdayer, 2002).

En fait, il s'agit de toutes les caractéristiques permettant à la région considérée de former ce qu'il est possible d'appeler sa "rente de position" (D'Ambrogio et Ratti, 1992), soit des caractéristiques constituant le "charme du lieu" (Dejardin et Fripiat, 1998) et attirant de ce fait certaines entités.

- Conditions optimales de logement (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004)

L'offre de logements, sous forme de locations, d'achats et/ou de constructions possibles, doit être suffisamment importante pour permettre au travailleur fortement qualifié et éventuellement à sa famille de trouver une localisation qui lui (leur) convien(ne)t (Fontane et Houdayer, 2002). Dans ce cadre, un des critères retenus est notamment la durée nécessaire au déplacement du travailleur de son lieu d'habitation jusqu'à son lieu de travail et vice versa (Sergot, 2004). Cette durée doit être aussi courte que possible afin de lui éviter des pertes de temps qui pourraient être consacrées à ses loisirs ou à sa famille. Dans ce même ordre d'idées, il va de soi que de mauvaises conditions de circulation, contribuant à allonger la durée des trajets, se profilent sous forme d'élément dissuadant le travailleur à proposer ses services sur la région considérée (Sergot, 2004).

Hormis la qualité relative aux conditions de logement, c'est leur coût respectif qui entre en ligne de compte dans la décision des personnes hautement qualifiées (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004). Ce dernier doit être en adéquation avec les capacités financières des travailleurs et éventuellement de leur famille. Il est à remarquer ici que des situations diverses en termes de capacité financières peuvent se présenter malgré une relative similitude au niveau du montant des salaires versés à ce type de collaborateurs. En effet, leur situation familiale respective peut contribuer à l'apparition de fortes inégalités au niveau du budget destiné au logement (budget grevé à la fois des limites financières et des besoins qui augmentent en fonction du nombre d'individus).

Compte tenu des considérations précédemment émises, il est donc nécessaire d'offrir une palette assez diversifiée de biens immobiliers.

- Coût de la vie adapté aux possibilités financières des individus (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004)

Malgré la perception de salaires relativement importants, le coût de la vie dans la région considérée doit permettre aux ressources humaines fortement qualifiées de continuer à mener leur train de vie (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004) antérieur généralement assez élevé, voire, dans l'idéal, à accroître ce dernier grâce à un différentiel entre le salaire perçu et le coût de la vie plus important qu'auparavant.

- Possibilités optimales de scolarisation des enfants (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Sergot, 2004)

Sensibilisées à l'importance des études et aux perspectives d'avenir qu'elles sont en mesure d'octroyer, les ressources humaines qualifiées recherchent des conditions d'apprentissage offrant toutes les chances de réussite professionnelle à leurs enfants.

Dans cette optique, les écoles financées par les collectivités publiques ainsi que les écoles privées sont évaluées afin de déterminer si elles correspondent à leurs attentes (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Sergot, 2004). Une des deux alternatives précitées doit au moins combler leurs désirs à ce niveau.

- Système social en mesure d'assurer une certaine sécurité (Sergot, 2004 ; Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005)

Les différents éléments composant le système social de la région considérée sont évalués ici. Il s'agit principalement du système de santé (Sergot, 2004) et du système de prévoyance professionnelle en vigueur.

D'une manière générale, il est nécessaire que ces divers éléments assurent une

sécurité vis-à-vis de l'avenir suffisamment importante au travailleur hautement qualifié ainsi qu'à sa famille. Les éventuels écueils liés à la vie ne risquent pas d'être, par ce biais, renforcés par d'autres problèmes d'ordre financier par exemple.

- Possibilités importantes de divertissement (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004)

Il s'agit ici de toutes les infrastructures dont le travailleur fortement qualifié et sa famille peuvent bénéficier durant leur temps libre. Ces infrastructures doivent ainsi permettre de s'adonner à une variété assez large de loisirs (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004) sportifs et culturels (Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004) et doivent également offrir des services aux particuliers (restaurants et autres) (Sergot, 2004).

Il est à remarquer les grandes villes présentent généralement un attrait plus important, de ce fait notamment, pour les travailleurs fortement qualifiés (Sergot, 2004). Néanmoins, dans une telle perspective d'accès aux loisirs, les éventuels trajets nécessaires pour y accéder peuvent présenter une alternative intéressante, mais ceci à condition que le temps inhérent au trajet ne soit pas trop conséquent.

- Possibilités de maintien et de création des liens sociaux et familiaux (Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004)

Egalement dans l'hypothèse où la famille étroite du travailleur hautement qualifié a choisi de se domicilier sur sa nouvelle localisation, le solde des liens familiaux qu'ils ont à leur actif (parents, frères, sœurs, cousins...) continue d'importer, bien qu'à un degré d'importance moindre, dans leur décision. Il est ainsi souhaité que l'éloignement ne soit pas trop important et/ou que les possibilités de transport offrent suffisamment d'alternatives intéressantes pour palier à ce désagrément. Il en va de même pour les liens sociaux (amis, connaissances professionnelles) créés sur son ancienne localisation.

En outre, dans le but de favoriser la création d'un nouveau réseau social (Rallet et Torre, 2004), il est apprécié des travailleurs fortement qualifiés que suffisamment d'opportunités de rencontres avec des personnes partageant les mêmes intérêts qu'eux (autres travailleurs hautement qualifiés...) soient offertes sur la région géographique considérée.

○ Conditions fiscales favorables aux personnes physiques

(Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cœuré et Rabaud, 2003)

Les taux d'imposition en vigueur dans le pays ou la région considéré(e) contribuent à favoriser ou à empêcher la venue ou le maintien de la présence de travailleurs particulièrement qualifiés (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Cœuré et Rabaud, 2003).

En effet, une trop forte imposition implique une réduction du revenu perçu par le travailleur hautement qualifié. Or, ce dernier est généralement habitué à un niveau de vie en rapport avec la rémunération qu'il est en mesure d'exiger. Une telle imposition trop conséquente risque d'engendrer une réduction de ce niveau de vie et, par répercussion, un intérêt plus faible, voire même une absence d'intérêt, de la part de la personne à devenir un collaborateur de l'entreprise en question.

Le raisonnement inverse, relatif à une faible imposition comparativement aux autres pays ou régions, peut également se tenir.

- Présence d'instituts de recherches et d'universités

(D'Ambrogio et Ratti, 1992; Tabariès, 1992 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004)

La présence de telles organisations, en rapport avec les qualifications recherchées auprès des ressources humaines, permet d'accroître l'intérêt de ces dernières pour la région considérée (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Tabariès, 1992). Du fait de leur influence sur le milieu, elles ont une valeur de "soutien" (D'Ambrogio et Ratti, 1992) qui permet, d'une part, au personnel hautement qualifié de rester à la pointe des exigences de son domaine et, d'autre part, de lui proposer, par le biais de leur influence sur les entreprises respectives, des challenges professionnels particulièrement stimulants.

- Perspectives d'avenir offertes aux ressources humaines

(Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Sergot, 2004)

Les ressources humaines fortement qualifiées sont à la recherche d'un épanouissement professionnel qui les a d'ailleurs incitées à se doter des compétences les rendant particulièrement recherchées par les entreprises high-tech. Dès lors, non seulement un poste intéressant à court terme permet de les retenir, mais également toute une série de possibilités susceptibles de contenter leurs ambitions à plus ou moins long terme (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Sergot, 2004). Ces perspectives d'avenir en termes d'emplois peuvent se traduire par des possibilités d'évolution au sein de l'entreprise considérée, au sein d'autres entreprises présentes également sur la zone (Sergot, 2004) ou encore au sein d'organisations publiques, telles des instituts de recherches.

Dans cette même logique d'épanouissement professionnel, la présence de possibilités, pour les ressources humaines fortement qualifiées, de créer leur propre entreprise au sein de l'espace géographique considéré constitue un atout susceptible de les attirer plus facilement (Sergot, 2004). La palette des choix envisageables au niveau de leur carrière professionnelle s'en trouve élargie.

Les ressources humaines fortement qualifiées sont en général passionnées par leur activité professionnelle et ne l'exercent pas dans la seule optique de bénéficier d'une rémunération. Dès lors, il est important pour elles de pouvoir exercer leur activité dans de bonnes conditions non seulement à court ou moyen terme, mais également à long terme. A titre d'exemple défavorable, il est possible de citer la Suisse qui oblige des personnes, pourtant très qualifiées et encore en mesure d'apporter des contributions en termes de savoir à la société, à prendre leur retraite dès soixante-cinq ans si elles sont actives dans le secteur public. Il s'ensuit une expatriation de ces personnes fortement qualifiées qui vont proposer leurs services dans d'autres pays moins rigides au niveau des impacts de l'âge, comme par exemple les Etats-Unis. Malheureusement, leurs contributions futures ne bénéficieront pas directement au pays (et aux entreprises y relatives) ne leur ayant pas accordé une grande flexibilité.

Un tel raisonnement est également appliqué par rapport à la personne effectuant un choix de localisation lié à celui de l'individu hautement qualifié considéré : plusieurs opportunités de travail doivent se profiler pour cette personne, ceci même si son domaine d'activité est différent de celui de la personne initialement ciblée (Sergot, 2004). De cette sorte, ce sont généralement les grandes villes qui obtiennent la préférence de localisation des ressources humaines hautement qualifiées (Sergot, 2004).

En outre, le fait de mener une activité professionnelle sur une aire géographique, reconnue comme intéressante au niveau des activités qui y ont lieu, facilite une éventuelle recherche d'emploi ultérieure effectuée par les ressources humaines auprès d'autres localisations (D'Ambrogio et Ratti, 1992). Les perspectives de mobilité volontaire (ou imposée, en cas de chômage par exemple) du personnel ne sont ainsi pas réduites du fait d'un choix professionnel antérieur.

Résultant de toutes les attentes des ressources humaines en matière d'avantages qui pourront en être retirés par elles, certaines entreprises préfèrent adopter un "comportement mimétique" par rapport à celui d'autres entreprises actives dans le même secteur (Sergot, 2004). Dans ce cadre, elles obtiennent l'assurance de proposer aux ressources humaines autant d'avantages d'une qualité similaire à ceux offerts par les entreprises concurrentes (Sergot, 2004). Cette déduction peut, de ce fait, être en mesure d'expliquer une partie (assez faible en proportion) du phénomène d'agglomération d'entreprises d'un même secteur sur une aire géographique commune.

Il est encore important de souligner que l'augmentation de l'ouverture des ressources humaines vis-à-vis de la mobilité contribue à faciliter leur présence (temporaire) sur d'autres aires géographiques afin d'y exercer une activité professionnelle (Rallet et Torre, 2004). Il en va de même pour leurs déplacements susceptibles de leur permettre d'accéder à certains avantages listés ci-avant (proximité avec la famille, accès à des infrastructures de loisirs...) (Rallet et Torre, 2004) : une absence ou un déficit peut être comblé(e) par une offre de moyens permettant d'accéder à une mobilité facilitée.

Concernant la nécessité ou non de proximité physique des ressources humaines fortement qualifiées par rapport à l'entreprise considérée, elle est plus amplement traitée sous le facteur d'attractivité intitulé opportunités et contraintes physiques liées à la zone industrielle (point 2.2.3.6 de ce dossier).

Enfin, quant au solde des ressources humaines, solde mineur en termes d'effectifs, susceptible d'apporter une contribution à l'entreprise, comme par exemple les ressources humaines préposées au nettoyage des locaux ou à des activités de stricte manutention, sa présence ne se traduit pas en un facteur d'attractivité ayant de l'importance par rapport au choix de localisation d'entreprises high-tech (Bodson et Quevit, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992). En effet, les tâches en découlant ne demandant pas d'importantes qualifications, le personnel répondant aux critères est généralement suffisamment abondant, au vue de la faible demande, dans tout lieu géographique.

2.2.3.4. PRÉSENCE D'INSTITUTS DE FORMATION EN RELATION AVEC LE SECTEUR D'ACTIVITÉ (Bodson et Quevit, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Gordon, 1992 ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Madiès, 2003 ; Sachwald, 2004)

Le lien traditionnel décelé lors de l'identification de ce facteur dans une perspective générale (point 2.1.2.4 de ce dossier) est également valable ici par rapport aux entreprises high-tech. Par conséquent, la présence d'instituts de formation supérieure permet de regrouper les ressources humaines fortement qualifiées recherchées par ces entreprises (Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Madiès, 2003). Ils leur permettent d'acquérir les compétences sou-

haitées par les entreprises ainsi que de mettre à jour les compétences déjà acquises en vue de maintenir l'adéquation de ces dernières avec les besoins des entreprises (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992). Cette mise à jour permet, en outre, aux entreprises high-tech de conserver leur position d'entité détenant le savoir le plus récent (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992). La mise à jour des compétences est d'autant plus nécessaire que le personnel est hautement qualifié (Bodson et Quevit, 1992), c'est-à-dire en lien direct avec du savoir en perpétuelle évolution.

La relation qui lie les instituts de formation aux entreprises actives dans des domaines high-tech est cependant plus étendue que celle déjà citée dans la cadre d'une généralité valable pour toute entreprise, quel que soit son domaine d'activité (point 2.1.2.4 de ce dossier).

La présence d'instituts de formation à proximité de l'entreprise, même au sein desquelles les ressources humaines n'ont pas effectué leurs études, se positionne en tant qu'avantage lors du recrutement (D'Ambrogio et Ratti, 1992). Ce phénomène est dû au fait que les travailleurs qualifiés perçoivent une telle présence comme une garantie d'adéquation entre les objectifs de l'entreprise et les réalités technologiques.

Les entreprises high-tech sont appelées à rester sans cesse à la pointe de la technologie, c'est-à-dire à proposer sans cesse des innovations. Or, comme déjà exposé préalablement lors de la présentation du facteur d'attractivité exprimé par la présence d'un capital savoir ayant valeur d'input principal (point 2.2.3.2 de ce dossier), l'innovation ne peut s'appuyer que sur ce qui existe déjà. Il en résulte une nécessité pour les entreprises high-tech d'avoir accès aux savoirs les plus récents, savoirs scientifiques généralement possédés rapidement après leur apparition, voire dès leur apparition, par les instituts de formation d'un niveau supérieur, telles les universités (Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sachwald, 2004) et les hautes écoles. Des liens d'une nature partenariale se tissent ainsi entre le monde académique et les entreprises high-tech sur la région considérée (Bodson et Quevit, 1992 ; Gordon, 1992 ; Perrin, 1992a ; Fontane et Houdayer, 2002). Le présent facteur d'attractivité, par l'intermédiaire de son lien direct avec l'acquisition du savoir, constitue l'un des éléments clés nécessaires à l'atteinte des objectifs formulés par les entreprises high-tech : son importance parmi les paramètres liés à la décision de localisation est donc grande (Tabariès, 1992).

Dans une perspective d'exigences supplémentaires, la proximité avec des instituts de formation d'un degré supérieur bénéficiant d'une image reconnue dans leur secteur d'activité offre aux entreprises des opportunités supplémentaires (Tabariès, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002). En effet, leur localisation à proximité de tels instituts permet d'accroître les connotations positives liées à leur réputation (Tabariès, 1992), ceci grâce au rapport implicite effectué avec la présence de l'institut réputé lors de l'évocation du lieu de localisation. Ce gain au niveau de la réputation s'exprime notamment lors des démarches de recrutement effectuées par l'entreprise (Tabariès, 1992) : un plus grand nombre de ressources humaines correspondant aux qualifications requises est susceptible de désirer travailler dans un environnement bénéficiant d'une telle réputation. En outre, l'image positive de l'entreprise se fait ressentir au niveau de la confiance qui lui est accordée par ses clients. Plus encore, lorsque des partenariats sont noués avec l'institut réputé, l'entreprise bénéficie quasi entièrement de la renommée de l'institut (Tabariès, 1992) et peut ainsi voir ses prestations sollicitées par des clients bien plus importants en termes de renommée et/ou de chiffre d'affaires réalisable.

En outre, les instituts de formation d'un degré supérieur se profilent également comme des incubateurs de start-up, plus particulièrement encore de start-up actives dans des domaines high-tech (Sternberg, 2003). Ils permettent à certains de leurs étudiants d'acquérir les connaissances nécessaires à leur entrée dans le monde du travail en tant qu'entrepreneurs (Sternberg, 2003). Généralement, la localisation s'effectue proche de l'institut de formation en question afin de pouvoir bénéficier de ses apports ultérieurs de connaissances (Sternberg, 2003). Sous cet angle, les instituts de formation favorisent par conséquent aussi l'implantation d'entreprises à leur proximité. A ce niveau, il est possible de citer l'exemple de la Silicon Valley qui, par le biais de relations entre entreprises et instituts de formation, permet à des start-up de ce type de voir le jour (Sachwald, 2004).

2.2.3.5. POSSIBILITÉ D'ACCÈS FACILITÉ À DU CAPITAL (RISQUE) (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Gordon, 1992 ; Dümmler, 2003 ; Sergot, 2004)

Les données émises, dans une perspective de généralisation, sous le point 2.1.2.5 du présent dossier sont encore valables ici. Les spécificités relatives aux activités menées par les entreprises high-tech peuvent toutefois être mises en évidence dans le but d'apporter des considérations spécifiques à leurs besoins en termes de financement.

Toute innovation se précède d'une phase de recherche et de développement. Or, cette phase ne génère pas de profits pour l'entreprise : bien au contraire, elle implique souvent de fortes dépenses.

Dans ce contexte, le manque de moyens de financement est un des obstacles majeurs à la création d'innovations (Tabariès, 1992 ; Dümmler, 2003 ; Lévesque, 2005).

Parant des considérations émises précédemment, un accès facilité à du financement par le biais d'emprunts bancaires commerciaux ne suffit pas à lui seul. En effet, l'obtention d'un tel financement nécessite l'apport de garanties au prêteur de fonds qui, bien souvent, devant le risque engendré par l'innovation dont il est question, risque traduit par le manque de garanties, refuse de mettre à disposition les fonds (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Sergot, 2004).

Parmi ces garanties, il est notamment nécessaire de mettre en évidence une débouchée commerciale de l'innovation qui doit non seulement présenter une attractivité au moins minimale, mais aussi être perceptible par le bailleur de fonds (Dümmler, 2003). Par conséquent, la demande émanant du marché, voire la future demande, relative à l'innovation doit être clairement identifiable et en adéquation avec l'offre (Lévesque, 2005). Or, une innovation étant par définition quelque chose de nouveau, malgré les éventuelles études de marché, il demeure par essence une part d'incertitude dans toutes les prévisions pouvant être émises. Le risque étant d'emblée plus grand que pour d'autres activités plus traditionnelles, la recherche de capitaux s'annonce plus difficile.

Cette difficulté dans la recherche de financement pour des entreprises high-tech est encore accentuée par l'augmentation de la vitesse à laquelle le cycle de vie des produits se déroule (Gordon, 1992 ; Dümmler, 2003) : la durée sur laquelle les retombées de la recherche et du développement peuvent être exploitées par le biais de la commercialisation de l'innovation afin de couvrir les frais engendrés est de plus en plus restreinte à cause de la rapidité croissante des changements technologiques

(Dümmler, 2003).

Dès lors, pour combler cette lacune en termes de ressources, il est nécessaire, pour l'entreprise innovatrice, de pouvoir accéder à d'autres formes de financement incluant dans la culture qui leur est liée une notion de prise de risque plus large (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Sergot, 2004). Le capital-risque est en mesure d'offrir de tels avantages (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Sergot, 2004).

Une telle source de financement se profile comme extrêmement bien adaptée aux besoins de PME high-tech et est d'ailleurs très fortement utilisée par ce type d'entreprises, notamment dans leurs phases de démarrage et de début de croissance (Sergot, 2004). Par conséquent, ce n'est pas étonnant de constater l'apparition de PME innovatrices dans les régions où de telles possibilités sont largement offertes (Gordon, 1992), ceci d'autant plus que généralement ce type de possibilités est offert sur des zones géographiques particulières et que les entités le mettent à disposition d'autres entités localisées à une certaine proximité (Sergot, 2004).

Cet état de fait s'explique, d'une part, par les sources d'informations utilisées par les fournisseurs de capital-risque, sources devant être particulièrement fiables et provenant en grande partie du réseau personnel et professionnel de l'entité en question. En effet, par le biais des opportunités de contacts offertes, maximisées par la proximité géographique, les réseaux de relations, surtout personnels, présentent une telle tendance de regroupement. D'autre part, étant donné le niveau de risque élevé encouru par tout fournisseur de capital-risque, ce dernier incite l'entreprise bénéficiant de son financement à se localiser à sa proximité, car il peut alors exercer un contrôle plus étroit sur elle afin de minimiser autant que possible le risque. Cette préférence pour une localisation de l'entreprise high-tech géographiquement proche de lui s'explique également par les charges moins importantes supportées par le fournisseur de capital-risque dans les démarches administratives permettant d'assurer le suivi du dossier de son client. (Sergot, 2004)

C'est seulement une fois que l'entreprise génère des bénéfices suffisants que la nécessité de recourir à des fournisseurs de capital-risque décroît et qu'elle est en mesure d'assurer elle-même tout ou partie de son financement (Sergot, 2004).

A titre d'exemple de l'importance, pour le développement d'entreprises fortement actives dans l'innovation, du capital-risque, il est possible de citer le cas de la Silicon Valley. C'est notamment le développement du capital-risque, sur cette aire géographique, développement considéré comme une innovation essentielle pour la Silicon Valley, qui a permis le succès mondial de ce cluster (Sachwald, 2004).

2.2.3.6. OPPORTUNITÉS ET CONTRAINTES PHYSIQUES LIÉES À LA ZONE INDUSTRIELLE

Le détail, émis dans une optique de généralisation, des opportunités et contraintes physiques relatives à la zone industrielle (point 2.1.2.6 du présent dossier) évaluée par les décideurs est entièrement valable lorsqu'il concerne des entreprises high-tech.

Il est toutefois possible d'apporter, sous ce point, des précisions clairement attribuées, par les auteurs respectifs auxquels il est fait référence, au cas de choix de localisation d'entreprises high-tech. Etant donné que ces informations supplémentaires n'ont qu'une valeur de complément par rapport à celles déjà exposées, leur clas-

sification en différents aspects est effectuée conformément celle établie sous le point 2.1.2.6.

- Superficie de la zone industrielle
(Camagni et Rabellotti, 1992)

Une superficie de la zone industrielle en mesure de supporter les éventuelles expansions physiques de l'entreprise est un paramètre présentant une certaine importance au niveau de son influence sur les choix de localisation des entreprises high-tech (Camagni et Rabellotti, 1992).

- Possibilités d'accès physique à la zone industrielle
(Camagni et Rabellotti, 1992 ; Perrin, 1992a ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Fristch, 2003)

Il apparaît que l'implantation d'une entreprise sur une aire géographique particulièrement accessible facilite ses contacts avec les tierces organisations, ce qui contribue à favoriser son niveau d'innovation (Fritsch, 2003).

Des infrastructures de transport, suffisamment importantes pour offrir des facilités de déplacement géographique et fonctionnant de manière optimale, constituent un paramètre d'attraction important pour les entreprises high-tech (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Perrin, 1992a ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992).

- Possibilité de bénéficier des externalités positives liées à un regroupement géographique
(Camagni et Rabellotti, 1992 ; Gordon, 1992 ; Perrin, 1992a ; Tabariès, 1992 ; Dejaradin et Fripiat, 1998 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Audretsch, 2003 ; Baptista, 2003 ; Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003 ; Dümmler, 2003 ; Fritsch, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004)

Du fait des éléments mêmes sur lesquels repose l'économie du savoir, économie au sein de laquelle s'inscrivent les entreprises qualifiées d'high-tech, les externalités liées au savoir prennent encore plus d'envergure lorsque la concentration géographique porte sur des entreprises appartenant au présent paradigme économique (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Audretsch, 2003).

Un regroupement géographique d'entreprises appartenant à un même secteur permet l'apparition d'une stimulation localisée du savoir technologique relatif au secteur en question (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Mayer et Mucchielli, 1999 ; Dümmler, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). En effet, le savoir lié à la technologie est un savoir essentiellement de nature tacite (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Madiès, 2003).

Dès lors, la proximité géographique, qui tend à favoriser les contacts informels entre individus provenant d'organisations diverses, permet l'émergence d'une plus grande capacité d'innovation pour les entreprises qui se localisent sur la zone géographique concernée (Camagni et Rabellotti, 1992 ; Perrin, 1992a ; Dejaradin et Fripiat, 1998 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Baptista, 2003 ; Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003 ; Fritsch, 2003 ; Rallet et Torre, 2004 ; Sergot, 2004). Cet effet lié à la proximité géographique est encore amplifié lorsqu'il met en relation des individus provenant d'organisations fortement tournées vers l'innovation, ce qui est le cas des entreprises

de type high-tech (Camagni et Rabelotti, 1992). En effet, le développement de toute innovation relative à la technologie fait appel à des savoirs tacites et incertains, c'est-à-dire à des savoirs nécessitant de la proximité géographique pour réduire leur incertitude intrinsèque (Perrin, 1992a ; Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003 ; Sergot, 2004) et leur permettre de se transformer, une fois l'innovation achevée, en savoir codifiable.

Néanmoins, l'innovation liée à la technologie requiert des compétences et des connaissances particulières qui ne sont, de fait, pas toutes localisées sur le même lieu géographique (Gordon, 1992). La proximité géographique permet à l'entreprise considérée, dans ce cadre, de faciliter les apprentissages, d'intégrer des modes de fonctionnement, des valeurs et des références communes, le tout permettant d'accéder plus facilement à des réseaux géographiquement dispersés d'échange et de partage du savoir (Gordon, 1992 ; Rallet et Torre, 2004). L'appartenance géographique rend alors plus facile le développement de la proximité organisée nécessaire à un transfert optimal des savoirs dispersés sur des aires géographiques diverses (Rallet et Torre, 2004). L'assimilation ou le développement de certains savoirs tacites localisés sur d'autres zones géographiques peut être résolu(e) par une rencontre physique temporaire entre certains individus provenant des organisations en cause, une telle démarche étant facilitée par le progrès réalisé au niveau des moyens de transport et de communication (Rallet et Torre, 2004).

Il est à remarquer ici que les PME, du fait du nombre restreint de personnes composant leurs ressources humaines, sont moins flexibles que les grandes entreprises quant à d'éventuels déplacements temporaires d'une partie de leurs effectifs, une personne étant parfois responsable de plusieurs parties de processus localisées, dans ce cadre, chacune à des endroits différents (Rallet et Torre, 2004). En conséquence, leur choix de localisation correspond souvent à l'emplacement de leurs exigences de proximité géographique temporaire avec d'autres organisations (Rallet et Torre, 2004).

2.2.3.7. SITUATION OPTIMALE EN TERMES DE DROITS ET OBLIGATIONS PAR RAPPORT À LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE

Les entreprises de type high-tech, comme toute entreprise appartenant au secteur privé, ont pour objectif principal la réalisation d'un profit financier censé leur assurer une existence sur le marché.

Par conséquent, leurs attentes, concernant les droits et obligations par rapport à la collectivité publique sur le territoire de laquelle les décideurs évaluent une potentielle implantation, sont déjà entièrement exposées sous le point 2.1.2.7, point consacré à une analyse sous un angle général, de ce dossier.

Néanmoins, des précisions quant au contenu de certains paramètres peuvent être formulées pour ce type d'entreprises. A cet effet, chacune des rubriques ci-après résulte de la même classification que celle effectuée sous le point 2.1.2.7.

- Législation permettant un exercice optimal des activités de l'entreprise
(Fontane et Houdayer, 2002)

Au niveau de l'impact de la législation relative au travail, les lois qui régissent les rapports de travail avec des personnes de nationalité différente présentent une certaine importance (Fontane et Houdayer, 2002) pour les entreprises high-tech, car les

compétences particulières de leurs ressources humaines peuvent les amener à recourir à du personnel fortement qualifié provenant de pays étrangers.

- Législation adéquate en matière de propriété intellectuelle
(Fontane et Houdayer, 2002 ; Brons, de Groot et Nijkamp, 2003)

Les entreprises, dont la recherche et le développement constituent une grande part de leurs activités, sont particulièrement sensibles à la possibilité d'accéder à une protection optimale de leurs innovations (Fontane et Houdayer, 2002). La législation relative à la propriété intellectuelle revêt donc une importance capitale pour elles.

En effet, c'est seulement dans la phase d'exploitation des innovations qu'une perspective de profit pour l'entreprise se dessine, perspective indispensable à son maintien sur le marché. Par conséquent, réduire, voire supprimer, la perspective de profit inhérente aux possibilités de protection intellectuelle revient à réduire considérablement le potentiel d'innovation de la région considérée, soit l'incitation, pour les firmes qui y sont localisées, à innover (Brons, de Groot et Nijkamp, 2003). Dès lors, une aire géographique sujette à une telle réduction se positionne, au niveau du présent facteur d'attractivité, comme non pertinente aux yeux des décideurs.

- Fiscalité favorable à l'entreprise
(Formica, 2003 ; Sachwald, 2004)

Les incitations financières peuvent présenter un biais à la localisation des entreprises (Formica, 2003 ; Sachwald, 2004). Plus grave encore, elles peuvent s'avérer, une fois le court terme passé, préjudiciables au développement économique de la collectivité publique considérée (Formica, 2003 ; Sachwald, 2004).

En effet, certaines entreprises, implantées dans la région principalement du fait de ce type d'incitations, risquent de ne pas posséder les caractéristiques des entreprises ciblées (Formica, 2003 ; Sachwald, 2004), soit de ne pas être des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. Or, comme présenté sous le point 2.2.3.1 du présent dossier, ce sont les acteurs, partageant une proximité géographique et culturelle, qui permettent l'émergence d'un milieu innovateur. Du fait de cette conséquence induite par de trop forts avantages fiscaux, l'aire géographique risque de ne plus se profiler comme attrayante envers les entreprises initialement ciblées.

- Facilités accordées à l'entreprise dans le cadre de ses activités par la mise à disposition d'infrastructures publiques
(Dümmmler, 2003 ; Formica, 2003)

Les infrastructures mises à disposition par les collectivités publiques jouent également un rôle important dans la production de l'innovation (Dümmmler, 2003). Leur présence, à condition que les caractéristiques dont elles disposent soient en mesure de répondre aux besoins spécifiques des entreprises cibles, constitue, aux yeux des décideurs, un atout pour la région considérée.

Pour les PME, de tels avantages, représentés par la mise à disposition d'infrastructures publiques, confèrent au présent facteur d'attractivité encore plus d'attrait compte tenu de leurs limites en termes de ressources (Formica, 2003).

2.2.3.8. PRÉSENCE D'ENTREPRISES APPARENTÉES ET DE SUPPORT

RÉPONDANT AUX BESOINS DE PME INNOVATRICES

(Bodson et Quevit, 1992 ; Perrin, 1992a ; Enright, 2003 ; Formica, 2003)

Les éléments mentionnés, dans une approche de généralisation, sous le point correspondant (point 2.1.2.8 du présent dossier) sont entièrement applicables dans le but d'attirer des entreprises high-tech.

Toutefois, du fait de la taille de PME des entreprises cibles invitées à s'implanter sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, des précisions peuvent être apportées en fonction de leurs besoins.

En effet, leur taille restreinte implique généralement un manque de moyens par rapport aux grandes entreprises (Enright, 2003 ; Sergot, 2004) : manque de moyens financiers et/ou en termes de ressources humaines (Sergot, 2004).

Pour palier à cet apparent désavantage concurrentiel par rapport aux entreprises d'une envergure plus importante, l'aire géographique considérée se doit d'offrir des prestations en aussi parfaite complémentarité que possible par rapport aux activités menées par les PME (Perrin, 1992a ; Enright, 2003), ceci à des coûts abordables par ces dernières (Enright, 2003).

Plus particulièrement, pour les PME high-tech, il s'agit de pouvoir accéder, par le biais d'une externalisation totale ou partielle, à une aide technique sur certains aspects concernant leurs processus de support, à des conseils (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992) relatifs à leurs processus centraux (Bodson et Quevit, 1992), à des conseils (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Formica, 2003) au niveau économique (Enright, 2003 ; Formica, 2003), à des services de marketing et de design ainsi qu'aux informations générales dont elles ont besoin (résultats de recherches (Bodson et Quevit, 1992) par exemple) (Enright, 2003 ; Formica, 2003).

2.2.3.9. CONTEXTE DE CONCURRENCE TENDANT VERS LA CO-OMPÉTITION

(Bodson et Quevit, 1992 ; Fradin et Guesnier, 1992 ; Gordon, 1992 ; Perrin, 1992a ; Cappellin, 2003 ; Van der Linde, 2003)

Contrairement à l'incertitude quant à la prédiction du choix de proximité ou d'éloignement par rapport aux entreprises concurrentes évoquée sous le point 2.1.2.9 consacré à une généralisation valable pour toute entreprise, les attentes des entreprises high-tech à ce niveau sont plus précisément cernées.

Une localisation géographiquement proche d'entreprises proposant des biens et/ou services concurrents permet l'apparition d'un contexte formé par un mélange de coopération (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992) et de compétition, soit d'un contexte de co-ompétition, entre les entreprises (Bodson et Quevit, 1992 ; Fradin et Guesnier, 1992 ; Perrin, 1992a ; Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003 ; Cappellin, 2003). En outre, la co-ompétition ne s'applique pas uniquement à des entreprises concurrentes par le fait qu'elles proposent le même bien ou service, mais désormais à des entreprises simplement actives au sein d'un secteur d'activité commun (Cappellin, 2003). Cette atmosphère permet de stimuler les innovations au sein du regroupement d'entreprises. Le phénomène de co-ompétition est d'ailleurs représentatif des liens qui se mettent en place dans les clusters régionaux (Enright, 2003).

Quant aux activités et aux doses respectives de coopération et de compétition les

plus opportunes, elles ne peuvent être déterminées qu'en fonction de la prise en compte de tous les paramètres concernant les entreprises en cause ainsi que leur environnement (Enright, 2003).

Des échanges de savoir (Audretsch, 2003) (généralement bilatéralement volontaires, mais parfois aussi unilatéralement volontaires), soit de l'input principal de toute entreprise high-tech (point 2.2.3.2 du dossier), s'en trouvent favorisés par la proximité géographique caractérisant la localisation de ces entreprises, à la base, concurrentes ou risquant de le devenir (Gordon, 1992).

Outre les gains mutuels pouvant être obtenus par le biais de la coopération, la compétition demeure bénéfique pour le développement des entreprises high-tech (Fontane et Houdayer, 2002 ; Baptista, 2003 ; Sternberg, 2003), car ces dernières, conformément à ce qui a été mentionné comme première facette sous le point 2.1.2.9 de ce dossier, se trouvent dans une position où elles sont perpétuellement poussées à proposer de nouvelles innovations pour rester à la pointe de la technologie et donc conserver toutes leurs chances de survie sur le marché (Gordon, 1992 ; Baptista, 2003). Il est inutile de rappeler, pour des entreprises se voulant high-tech, l'importance de demeurer à la pointe de la technologie pour espérer pouvoir se maintenir sur le marché sous cette identité (Gordon, 1992). A cet effet, elles doivent s'adapter suffisamment vite et anticiper aussi tôt que possible les changements de leur secteur (Gordon, 1992).

En conséquence de toutes les attentes précitées à ce niveau de la part des entreprises positionnées comme high-tech, une présence de concurrents sur une aire géographique est interprétée comme une opportunité d'exploitation d'un phénomène de co-ompétition. Le facteur d'attractivité dont il est question ici est alors considéré comme potentiellement effectif sur la zone.

En tant qu'exemple d'un contexte de co-ompétition optimal, il est possible de citer le cas de la Silicon Valley. Les PME localisées sur cette zone géographique classent leurs concurrents en tant que troisième référence la plus importante quant à la provenance des données sur l'évolution technologique dans leur domaine (Gordon, 1992). Dès lors, par rapport au présent facteur d'attractivité, la Silicon Valley se positionne comme particulièrement intéressante en tant que choix de localisation pour les entreprises high-tech (Gordon, 1992).

2.2.3.10. OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES LIÉES À LA LOCALISATION

La stratégie adoptée par toute entreprise étant relative à une volonté individuelle d'ordre essentiellement interne, il faut se contenter, dans une perspective de mise en exergue des attentes des entreprises de type high-tech, des informations émises sous le point 2.1.2.10 de ce dossier.

Il est à remarquer que les conséquences relatives à des opportunités de prise de participation, de fusion et/ou de partenariat, conséquences évoquées dans la présentation des généralités, ne sont pas en mesure de se développer sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse dès 2015. En effet, cette dernière ne peut pas être d'emblée l'implantation effective d'entreprises alors qu'elle ne détient aucun passé en tant que telle. Par contre, une fois les premières entreprises implantées sur l'aire géographique considérée, les entreprises attirées par des opportunités de prise de participation, de fusion et/ou de partenariat pourront évaluer les possibilités à ce niveau sur la municipalité de Savièse.

2.2.3.11. CULTURE IMPLIQUANT L'EXISTENCE D'UN MILIEU INNOVATEUR

(D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Maillat, 1992 ; Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b ; Sergot, 2004)

Les données, exposées sous le point 2.1.2.11 de ce dossier et concernant la culture, sont également valables dans la présente perspective ciblant plus particulièrement les entreprises de type high-tech. Néanmoins, du fait de leur exigence d'innovation permanente, la culture la plus adéquate, pour leur permettre d'envisager l'atteinte de performances optimales, peut être décrite ci-après plus précisément.

D'une manière générale, la culture optimale pour le développement d'entreprises high-tech doit contribuer à l'existence d'un "milieu innovateur" (Maillat, 1992 ; Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b). En effet, c'est la proximité géographique, couplée à la proximité culturelle orientée vers l'innovation, qui permet, selon les études menées dans ce cadre, l'apparition d'un milieu pouvant être qualifié d'innovateur (Sergot, 2004).

Il est important de préciser que les PME, du fait de leurs capacités restreintes notamment en termes de moyens financiers et de ressources humaines, pour devenir particulièrement innovatrices, ont besoin de pouvoir déployer leurs activités au sein d'un milieu innovateur (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Maillat, 1992 ; Sergot, 2004). Les relations entretenues avec de tierces entités, internes ou externes au milieu en question, leur permettent de combler leurs lacunes liées à une envergure limitée (D'Ambrogio et Ratti, 1992). Cet état de fait les rend plus dépendantes des aires géographiques comportant une culture amenant à l'existence d'un milieu innovateur (Perrin, 1992a), ce qui peut représenter une opportunité pour les collectivités publiques préoccupées par leur développement économique.

Dans le cas des milieux innovateurs aussi, le passé de la collectivité publique considérée est indissociable de la culture actuellement en vigueur ainsi que de celle susceptible de se déployer à l'avenir (Maillat, 1992 ; Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Sternberg, 2003). Néanmoins, dans une perspective d'innovation, seule une culture adéquate relative à l'endroit où est localisée l'entreprise ne suffit pas : sa propre culture interne ne doit pas s'opposer aux processus d'innovation qu'elle projette de mettre en place (Camagni et Rabelotti, 1992), car toute innovation implique une remise en question de la totalité des composantes de l'entreprise (Camagni et Rabelotti, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992). Dans le même ordre d'idées, les relations entretenues au sein du milieu innovateur évoluent en fonction de l'émergence successive d'innovations, ce qui permet de conclure que les relations formant un tel milieu sont en perpétuelle évolution (Bodson et Quevit, 1992 ; Maillat, 1992 ; Cappellin, 2003). C'est dans ce cadre qu'une adéquation, qui, si elle n'est pas effective d'emblée, peut le devenir au fil du temps, entre la culture de l'entreprise et celle du milieu au sein duquel elle agit est indispensable. Dès lors, un milieu innovateur tend à faciliter l'adoption, par l'entreprise, de la culture nécessaire au maintien de sa qualification d'high-tech.

La vision partagée par tous les acteurs d'une aire géographique contribue à renforcer leurs relations grâce à leur perception respective de posséder une certaine connivence avec le groupe qui n'était constitué, avant cette prise de conscience, que du fait du rapprochement géographique de ses membres (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Maillat, 1992 ; Cappellin, 2003 ; Enright, 2003 ; Sergot, 2004). Dès lors, la proximité physique permet de maximiser les chances d'évolution de cette vision vers une nouvelle vision commune (Cappellin, 2003 ; Enright, 2003 ; Sergot, 2004), car les relations entre les individus (Cappellin, 2003 ; Dümmler, 2003 ; Sergot, 2004 ;

Lévesque, 2005) contribuent à forger cette dernière (Cappellin, 2003 ; Sergot, 2004). Plus encore, l'émergence d'une telle proximité à la fois physique et culturelle peut engendrer le développement de la confiance entre les membres (Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b) et éventuellement d'un langage technique propre à l'aire géographique considérée (Audretsch, 2003 ; Cappellin, 2003). Ce dernier, comme toutes les caractéristiques partagées par les entités du milieu, facilite alors encore la communication entre les divers acteurs localisés (Maillat, 1992). L'émergence de l'innovation s'en trouve favorisée (Lévesque, 2005).

Grâce au partage d'une même culture, les entreprises concurrentes deviennent aptes à mettre en place un climat de co-ompetition (point 2.2.3.9 de ce dossier) (Perrin, 1992a ; Sergot, 2004). En tirant profit d'un tel climat, des actes tendant à atteindre certains buts peuvent raisonnablement être déployés de manière conjointe par plusieurs entreprises, à la base, concurrentes (Maillat, 1992 ; Perrin, 1992a ; Sergot, 2004), comme par exemple ceux ayant trait à la transmission de connaissances aux ressources humaines du milieu (Maillat, 1992 ; Sergot, 2004).

Quant aux relations entre entreprises ne menant pas des activités quasiment ou totalement similaires, la culture partagée les incite à instaurer des relations entre elles qui favorisent l'exploitation de leurs éventuelles complémentarités (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Maillat, 1992 ; Perrin, 1992a). En conséquence, une stimulation supplémentaire des capacités d'innovation est susceptible de découler du rapprochement de ces entreprises différentes selon la seule perspective des activités menées (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992).

Toutes ces relations tendent alors à permettre l'apparition de "réseaux" au sein du milieu local qui renforcent encore son existence (Maillat, 1992 ; Brons, de Groot et Nijkamp, 2003).

Au niveau des autres caractéristiques d'une culture relative à un milieu innovateur, plusieurs paramètres précis peuvent être cités. Il apparaît qu'une culture orientée vers l'innovation est en mesure de permettre aux entreprises, établies sur le secteur où elle émane, d'avoir une propension supérieure à l'innovation par rapport à des entreprises localisées sur des aires géographiques ne possédant pas cette caractéristique, ceci malgré une invariabilité au sein des autres paramètres susceptibles d'influencer les entreprises en cause (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Audretsch, 2003).

Pour une entreprise orientée vers l'innovation, l'environnement doit accepter, voire, encore mieux, solliciter les nouveautés (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004). A cet effet, les valeurs, découlant de la culture et communes aux entités localisées géographiquement sur la même aire, doivent tendre vers une envie d'évolution (Sergot, 2004 ; Dejardin et Fripiat, 1998) répercutée sur la technologie (Sergot, 2004) et encourager les risques pris à cet effet par certains individus dans le cadre d'activités entrepreneuriales (Maillat, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sternberg, 2003).

Les espaces géographiques, où la mobilité, notamment inter-entreprises, relative aux ressources humaines fait partie intégrante de la culture du lieu, catalysent le potentiel d'innovations des entreprises y étant localisées (Gordon, 1992 ; Maillat, 1992 ; Dejardin et Fripiat, 1998 ; Audretsch, 2003 ; Fritsch, 2003). Il en va de même pour la mise en place, sur l'aire géographique en question, d'activités favorisant la rencontre des ressources humaines d'entreprises différentes (Audretsch, 2003 ; Cappellin, 2003). Le but demeure, dans ce cadre, de stimuler le partage de savoirs tacites entre

individus, partage à la base d'un accroissement du potentiel d'innovation de chaque entreprise (Gordon, 1992 ; Maillat, 1992 ; Perrin, 1992a ; Audretsch, 2003 ; Fritsch, 2003 ; Sergot, 2004 ; Lévesque, 2005). De plus, le partage de savoirs est favorisé grâce à la culture commune aux individus en interactions qui leur permet de partager un "système de représentations" tendant à homogénéiser leur compréhension des savoirs (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Maillat, 1992 ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992).

Par exemple, le contexte culturel proposé par le Japon, favorable à l'émergence d'innovations, peut être pris en référence pour illustrer le cas d'une culture nationale totalement orientée vers l'innovation. Pourtant classé deuxième puissance économique mondiale, le Japon ne possède pas de ressources naturelles pouvant être exploitées sur son territoire. Afin de compenser ce qui peut apparaître comme une lacune au niveau de son potentiel économique, le gouvernement soutient fermement l'innovation, ceci notamment en évitant toute coupure dans les budgets liés à la science, à la technologie. Le pays a donc opté pour une stratégie de croissance par le biais de l'économie du savoir. Dans ce contexte, le Japon est réputé pour ses innovations en matière de robotique. Au contraire de certains pays occidentaux, les croyances religieuses y ayant cours ne présentent pas un frein à la création de robots pouvant parfois revêtir une apparence quasi humaine : cet aspect culturel contribue à favoriser les innovations technologiques susceptibles de contrarier certaines représentations religieuses traitant de la place à octroyer à l'être humain dans la société. De plus, la résolution des problèmes est abordée différemment par rapport à la culture occidentale : aucune solution n'est mise en pratique avant d'en connaître la totalité des impacts. Une pareille ouverture sur l'innovation a permis aux universités japonaises, dispensant un enseignement au niveau de la robotique, d'obtenir également une solide réputation mondiale. (Bouffartigue et Tournier, 2008)

Toutefois, un milieu innovateur n'est pas la garantie, à lui seul, d'un contexte favorable à l'entreprise pour assurer une pérennité économique. Au contraire, il peut même, à certains égards, se présenter comme un danger pour elle.

Afin de minimiser un tel risque, d'une part, il est important que le milieu innovateur ne se contente pas de ses relations internes : une ouverture sur l'extérieur demeure indispensable (Bodson et Quevit, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Maillat, 1992 ; Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b ; Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003 ; Cappellin, 2003). De telles relations, caractérisées par une absence de proximité géographique entre les intervenants, se trouvent, de nos jours, facilitées par les résultats du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ari-fon, 2007). Notamment dans le cas d'entreprises high-tech, les compétences spécifiques, auxquelles il est fait appel pour atteindre un haut niveau d'innovation, nécessitent d'entretenir des relations avec des organisations clés du domaine pouvant être localisées à l'extérieur de l'aire géographique délimitant le milieu innovateur (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Sachwald, 2004). Elles aussi, comme les relations internes au milieu, sont appelées à évoluer en fonction des innovations produites par chaque entreprise (Bodson et Quevit, 1992 ; Maillat, 1992 ; Cappellin, 2003). Il est à remarquer que la création de tels liens avec l'extérieur, indispensables pour assurer la pérennité du milieu, lui fait encourir le risque de perdre certaines caractéristiques de sa culture (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992). Par conséquent, un équilibre est à rechercher entre relations internes et externes pour bénéficier d'un maximum d'avantages de chacun des deux types de relations.

D'autre part, une remise en question de la culture en vigueur est également indis-

pensable pour éviter l'étouffement par le milieu innovateur lui-même des entreprises qui y sont implantées (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Sergot, 2004). Le système de représentations, découlant de la culture commune dont les relations entre les différentes parties sont accentuées par l'existence du milieu innovateur, peut se transformer en danger s'il contribue à pousser les acteurs à occulter certains aspects lors des analyses de faits nécessaires à accroître leur savoir, notamment leur savoir empirique lié à leurs expériences sur le marché (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992). Le même risque, dû au système de représentations commun, existe concernant les changements ayant lieu à l'externe du milieu innovateur : s'ils ne sont pas décryptés d'une manière conforme à la réalité par les entités du milieu, ils risquent d'impliquer une inadéquation du milieu à son propre environnement (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992), inadéquation dont les conséquences peuvent se traduire par une perte de la compétitivité du milieu, voire par la sortie du marché des entreprises s'y étant localisées.

Enfin, la Silicon Valley constitue un exemple de milieu innovateur qui permet aux PME high-tech s'y localisant d'accéder à une culture qui favorise leurs performances en termes d'innovation. Ainsi, la culture sur cette aire géographique est clairement orientée vers la technique (Gordon, 1992 ; Maillat, 1992). En outre, les entreprises localisées dans ce milieu géographique exploitent les échanges de savoir pour créer des innovations, bien souvent, se traduisant par le "développement de nouveaux produits" (Gordon, 1992). Des entreprises peuvent être créées dans le but unique d'exploiter des innovations produites au sein d'autres entreprises, puis disparaissent parfois en même temps que l'innovation en question (Gordon, 1992). Quant aux ressources humaines fortement qualifiées actives dans cette région, elles possèdent une culture orientée vers la gestion de projets, ce qui les rend particulièrement enclines à changer d'entreprises selon les besoins engendrés par la réalisation de projets (Gordon, 1992 ; Perrin, 1992b ; Sachwald, 2004). La localisation des clients, par rapport à cette région, incite les entreprises du milieu à entretenir des relations avec l'extérieur particulièrement importantes en termes de transmission d'informations relatives aux attentes du marché (Gordon, 1992). Les clients internes au milieu ne sont néanmoins pas, dans ce cadre, négligés (Gordon, 1992). Les échanges de connaissances (volontaires et involontaires) avec des entreprises concurrentes ainsi que le contrôle réciproque permanent possible de leur évolution constituent également une clé de la réussite de la région concernant l'innovation au niveau high-tech (Gordon, 1992). Les relations externes au milieu, augmentant le potentiel d'innovation, sont fortement exploitées, ceci d'autant plus qu'elles sont facilitées par la réputation de la Silicon Valley : des partenariats lient les entreprises high-tech de la Silicon Valley à d'autres entreprises de pointe pouvant même être localisées sur d'autres continents (Gordon, 1992 ; Sachwald, 2004). Plus encore, du fait de la spécialisation des composants requis pour créer les innovations, il apparaît souvent que les fournisseurs sont localisés à l'extérieur du milieu innovateur (Gordon, 1992).

2.2.3.12. INFORMATIONS POSSÉDÉES PAR LES DÉCIDEURS SUR L'IMAGE, LA RÉPUTATION DE LA RÉGION ET LA CONFIANCE (Diallo, 2002)

Dans le cas particulier dont il est question ici, les généralités émises pour le facteur d'attractivité correspondant sous le point 2.1.3.1 de ce dossier sont toujours valables. Il suffit donc de s'y référer.

Toutefois, il est nécessaire d'ajouter d'autres paramètres afin de présenter l'intégralité du présent facteur d'attractivité sous un angle visant à favoriser l'implantation d'en-

treprises high-tech sur une aire géographique précise. Ces paramètres ont pour ambition d'apporter des réponses aux limites en termes d'informations déjà évoquées, réponses auxquelles, bien entendu, les entreprises high-tech sont censées y être particulièrement sensibles.

Les deux paramètres supplémentaires présentés ci-après, à savoir les informations possédées par les décideurs sur l'image et la réputation de la région ainsi que la confiance, n'ont aucune valeur s'ils sont utilisés isolément : leur effet ne peut se déployer qu'en présence d'autres facteurs d'attractivité jugés importants par les personnes appelées à effectuer un choix de localisation (Diallo, 2002). Néanmoins, ils présentent l'avantage d'offrir une intensification de la perception des autres facteurs de localisation et de garantir une prise en compte induite par leur apparente véracité par les décideurs (Diallo, 2002). Dans un contexte de concurrence entre collectivités publiques pour attirer certaines entreprises sur leur territoire, une telle possibilité d'augmentation de la perception d'attrait n'est pas à négliger pour conserver toutes les chances de réussite dans la mise en œuvre de la politique décidée.

Dans cette optique, se rendre visible et, plus précisément, plus visible que les autres territoires enclins à accepter la localisation des entreprises cibles, est indispensable pour garantir une prise en compte de l'aire géographique considérée par les individus appelés à intervenir dans un choix de localisation (Diallo, 2002).

A cet effet, le territoire concerné doit fournir des "signaux" suffisamment souvent pour attirer l'attention des décideurs, puis pour maintenir un positionnement optimal dans la perception de ces mêmes décideurs (Diallo, 2002).

Ces signaux représentent le lien qui existe entre tout site potentiel d'implantation et les entreprises susceptibles de s'y localiser. Toutefois, ce lien est relativement ténu et susceptible de se briser rapidement. Il est donc nécessaire de le renforcer. Dans ce but, l'aire géographique concernée doit fournir à ses entreprises cibles des "signaux visibles, compris et validés" par elles. Ces trois exigences exprimées sous forme d'adjectifs permettent pour les décideurs de limiter les dangers encourus par l'entreprise en cas d'une localisation erronée du fait d'une possession de données biaisées. Mais, pour répondre à ces exigences, les signaux doivent être constitués de paramètres "faisant partie de l'univers socio-économique, des repères et des références" au sein desquels les entreprises cibles évoluent. Il s'ensuit une augmentation de la "confiance" qui permet d'assimiler sans craintes les signaux envoyés concernant la "réputation" du lieu en question. (Diallo, 2002)

Une telle émission d'office de signaux offre l'avantage de fournir directement des informations sur les choix de localisation aux personnes appelées à prendre une décision d'implantation. Des démarches d'acquisition des données sont donc inutiles pour ces dernières qui, de plus, sont interpellées par la localisation en question même si elle n'aurait pas été envisagée sans incitations. (Diallo, 2002)

Pour générer la confiance, il est cependant nécessaire que les signaux proviennent d'entités possédant une certaine crédibilité dans l'univers au sein duquel gravitent les entreprises définies comme cibles. Pour permettre cette crédibilité, une absence d'influence de la collectivité publique dans laquelle est inscrit le territoire, tout du moins apparente, est indispensable. En outre, ils permettent l'émission de signaux pouvant être qualifiés de "visibles, compris et validés". Ce fait est dû, d'une part, à leur possession des mêmes valeurs et représentations que les entités auxquelles ils s'adressent et, d'autre part, à leur partage d'une trajectoire globale organisationnelle en rap-

port avec celle de l'évolution de leur secteur et donc plus ou moins similaire à celle des entreprises auxquelles ils s'adressent. (Diallo, 2002)

A cet effet, les entités pertinentes pour émettre des signaux peuvent être réparties en deux groupes. Le premier groupe est composé d'individus ayant des caractéristiques auxquelles le décideur est en mesure de s'identifier (Diallo, 2002). Par exemple, il peut s'agir d'une personne ayant effectué ses études dans le même établissement que le décideur (Diallo, 2002). Quant au second groupe, il est constitué d'entités ayant atteint une haute réputation aux yeux des décideurs, telles des universités reconnues sur une aire géographique plus étendue que leur seule localisation ou des chercheurs réputés présents dans les instituts de recherches de la région considérée (Diallo, 2002 ; Sachwald, 2004). En relation avec ce dernier exemple, il est possible, à la limite, d'attirer des chercheurs étrangers reconnus dans la phase initiale de développement de la zone industrielle afin de permettre l'émission de signaux très crédibles vis-à-vis des entreprises cibles (Sachwald, 2004).

Il apparaît ainsi que les freins liés au manque d'informations (Madiès, 2003 ; Sergot, 2004), à une qualité incertaine des informations (Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004) exprimée notamment par le manque de pertinence (Sergot, 2004), à une incapacité d'analyse systématique et globale de la part du décideur (Sergot, 2004) ainsi qu'aux dépenses sous forme monétaires et de temps (Sergot, 2004) évoqués sous le point 2.1.3.1 de ce dossier peuvent être levés par la mise en pratique de la stratégie susmentionnée par la collectivité publique désirant attirer sur son territoire des entreprises high-tech.

La mise en place de mesures de marketing relatives au territoire (Cappellin, 2003), mesures de marketing permettant tout à la fois de fonder une image et une réputation en adéquation avec les attentes économiques de la région ainsi que de créer une certaine crédibilité s'apparentant à de la confiance, sont susceptibles d'apporter ces deux éléments supplémentaires nécessaires pour augmenter le niveau d'attractivité d'une zone industrielle. Néanmoins, pour aboutir au type de résultats recherché ci-avant, une action de seul type purement marketing par rapport à la collectivité dans son ensemble ne suffit pas (Diallo, 2002). L'action en question est bien plus complexe : elle doit prétendre tout à la fois proposer des solutions aux besoins actuels et futurs relatifs aux entreprises cibles, solutions auxquelles les entités chargées d'émettre les signaux doivent démontrer y adhérer (Diallo, 2002).

Enfin, comme exemple de réputation acquise par une région, il est possible de citer la représentation que se font la plupart des personnes des ressources humaines actives au Tessin. Ces dernières sont censées posséder tout à la fois, du fait de leur proximité géographique et culturelle avec l'Italie ainsi que de leur appartenance à la Suisse, "une imagination latine" et "une certaine rigueur suisse" (D'Ambrogio et Ratti, 1992).

Quant à un exemple de volonté de constitution d'une image et d'une réputation auprès des décideurs, le canton de Genève peut être cité. Sa stratégie, lui permettant de se profiler comme concurrente par rapport aux autres aires géographiques, correspond aux considérations émises ici. Il s'agit de "promouvoir et conforter l'image de Genève sur le plan international et européen, de manière à mettre en valeur ses avantages comparatifs par rapport aux villes concurrentes" (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005). Le but est donc d'accroître la perception de l'image du canton à l'extérieur.

2.2.3.13. LIENS PERSONNELS DES DÉCIDEURS PAR RAPPORT À LA RÉGION CONSIDÉRÉE (Sergot, 2004)

Les informations exposées sous le point 2.1.3.2 de ce dossier sont entièrement valables dans le cadre de facteurs d'attractivité adressés à des entreprises high-tech. Ce point a donc pour ambition de n'apporter que la nuance supplémentaire qui permet au facteur de localisation en question d'obtenir le statut de facteur spécifique.

Les liens personnels détenus par les individus appelés à effectuer un choix de localisation inhérent à une entreprise high-tech présentent un impact supplémentaire : l'"isomorphisme institutionnel normatif" y est accru. En effet, la décision de localisation relative à une entreprise high-tech, si elle s'avère inopportune, ne risque pas uniquement de la mettre en péril au niveau financier sur le marché, mais également de mettre à mal, voire de lui faire perdre son statut de high-tech. Or, ce statut, qui lui fournit une identité très forte, conditionne sa réussite financière même, si bien que l'importance de le maintenir prime sur les résultats financiers a priori découlant du choix de localisation. (Sergot, 2004)

Il apparaît ainsi important pour les décideurs de suivre les attentes particulières des individus au sein de leurs relations personnelles qui gravitent également autour de domaines high-tech. En effet, des "normes" essentiellement informelles du groupe, constitué autour du décideur, sont assimilées par les membres au fil du temps. Elles sont censées notamment concentrer l'attention sur les critères de réussite relatifs à toute entreprise high-tech, critères parmi lesquelles figurent les caractéristiques de l'environnement dans lequel est implantée l'entreprise et qui lui permettent de disposer des éléments essentiels à la continuation de son activité particulièrement exigeante sur le plan technologique. (Sergot, 2004)

Les critères, ayant valeur de normes assimilées par le groupe formé grâce aux liens personnels du décideur en question, peuvent impliquer la représentation générale d'une localisation correspondant à celle d'une entreprise high-tech à condition, par exemple, qu'il est possible d'accéder facilement à du capital-risque (indissociable de la notion d'high-tech qui tend à augmenter la probabilité d'échec de l'innovation sur le marché) et à des ressources humaines fortement qualifiées (Sergot, 2004).

2.2.3.14. PRÉFÉRENCES PERSONNELLES DES DÉCIDEURS

Etant donné que le présent facteur ne possède pas de lien direct avec le type d'entreprises qu'il a pour ambition d'attirer sur une aire géographique prédéterminée, aucun élément spécifique ne peut être relevé ici pour le cas des entreprises high-tech.

Comme sa dénomination l'indique, ce sont uniquement les considérations personnelles des individus appelés à émettre une sélection quant au choix de localisation de l'entreprise qui permettent de le cerner. Or, ces individus possèdent des comportements personnels qui ne sont définissables, outre les généralités inhérentes à leur position supposée dans la hiérarchie organisationnelle, qu'au cas par cas.

Afin de posséder la globalité des informations le concernant, il suffit, par conséquent, de se référer au point 2.1.3.3 du présent dossier.

2.2.3.15. PASSÉ DE L'ENTREPRISE CONSIDÉRÉE (FAIBLE IMPORTANCE ICI DANS UN PREMIER TEMPS)

Toutes les informations transmises sous le point 2.1.3.4 du présent dossier sont applicables telles qu'elles en tant que facteur d'attractivité spécifique ayant pour but d'attirer l'implantation d'entreprises high-tech sur une aire géographique prédéterminée.

Il faut néanmoins, concernant la troisième perspective évoquée sous le point 2.1.3.4, c'est-à-dire celle consacrée au réseau de relations personnelles constitué par l'entreprise, prendre en compte les informations transmises sous le point 2.2.3.13 afin d'avoir un aperçu de l'intégralité des conséquences de ces liens pour les entreprises high-tech. Ici aussi, les conséquences possibles sont similaires à celles applicables aux relations personnelles détenues par les individus appelés à effectuer un choix de localisation.

Le seul commentaire supplémentaire à ajouter concerne le caractère totalement nouveau de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse ouverte en 2015. Cette absence d'histoire préalable en tant que zone industrielle impliquera, durant les premières années de son existence, l'absence de possibilité d'exploitation, par des entreprises, d'un passé lié à leur implantation sur la zone industrielle. Cette référence ne peut donc pas être utilisée en tant que facteur susceptible de favoriser (ou de défavoriser) un choix de localisation sur la municipalité saviésanne dans un premier temps. Cependant, les entreprises concernées auront tout de même eu l'opportunité d'acquérir une expérience sur d'autres zones industrielles proches de la municipalité saviésanne, si bien qu'elles seront susceptibles d'utiliser ces apprentissages comme base de connaissances.

Quoi qu'il en soit, une fois les premières années d'existence de la zone industrielle écoulées, la démarche décrite sous le point 2.1.3.4 pourra également être mise en place par rapport à l'analyse d'un choix de localisation sur la municipalité de Savièse.

2.2.4. FACTEUR D'ATTRACTIVITÉ PARTICULIER AU TYPE D'ENTREPRISES SÉLECTIONNÉ

Le facteur d'attractivité supplémentaire identifié sous ce point est exclusivement lié aux attentes des entreprises présentées comme particulièrement pertinentes pour une implantation sur l'éventuelle zone industrielle de Savièse, mais n'est plus pertinent dans le cadre d'une généralité effectuée au sujet des zones industrielles.

Il vient donc compléter la palette exposée sous le point 2.2.3, ceci en étant valable uniquement pour le type d'entreprises précédemment choisi.

2.2.4.1. PRÉSENCE D'INSTITUTS DE RECHERCHES EN RELATION AVEC LE SECTEUR D'ACTIVITÉ (Bodson et Quevit, 1992 ; Camagni et Rabellotti, 1992 ; Crevoisier, Maillat et Vasse-rot, 1992 ; Gordon, 1992 ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Van der Linde, 2003 ; Sachwald, 2004 ; Sergot, 2004)

Ce facteur d'attractivité se distingue du modèle général, car seules les entreprises high-tech, c'est-à-dire très actives au niveau de l'innovation, utilisent le savoir (Bodson et Quevit, 1992 ; Camagni et Rabellotti, 1992 ; Tabariès, 1992 ; Fritsch, 2003 ; Sergot, 2004) comme input principal dans leur processus de production (Gordon, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Audretsch, 2003). Ces entreprises considèrent donc la présence (ou l'absence) localisée de cet élément comme une caractéristique discriminante pour les régions classées parmi les options d'implantation envisagées

(Camagni et Rabelotti, 1992 ; Fritsch, 2003 ; Sergot, 2004).

Le concept d'innovation implique une valeur marchande du résultat, contrairement au concept de nouvelles connaissances et d'invention qui n'englobent pas nécessairement cette notion de bénéfice marchand (Cooke, 2003 ; Lévesque, 2005).

Or, même si les entreprises appartenant au secteur privé ont pour objectif la génération de profits, il n'en demeure pas moins que les nouvelles connaissances et les inventions permettent d'atteindre ces innovations. Par conséquent, des partenariats avec des instituts de recherches (Bodson et Quevit, 1992 ; Perrin, 1992a ; Van der Linde, 2003) publics ou privés s'avèrent nécessaires pour combler les lacunes des entreprises qui, par définition, sont réticentes à s'aventurer sur des formes de production n'engendrant aucun profit. Ces instituts, occupés à répondre aux préoccupations effectives de la société, permettent, en outre, de garantir l'apport d'une certaine évolution en fonction des besoins du marché dans les techniques utilisées (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992).

Cette nécessité de partenariat est encore plus vraie dans le cas d'entreprises ne disposant pas de suffisamment de moyens à consacrer aux activités de développement qui ne garantissent pas une débouchée commerciale (Audretsch, 2003). Un tel accès au savoir est donc une condition sine qua non de réussite pour les PME (Formica, 2003).

La présence d'instituts de recherches a également le mérite de faciliter l'accès aux informations nécessaires dans le cadre des activités menées par les entreprises high-tech (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Fritsch, 2003 ; Van der Linde, 2003). En effet, le réseau international, qui se tisse à travers ces instituts de recherches (publics ou privés), permet d'accéder de manière plus rapide et plus systématique non seulement aux résultats émis par l'institut domestique, mais également aux résultats provenant d'instituts étrangers partenaires (Fontane et Houdayer, 2002). Cet avantage peut être considéré comme une "économie d'agglomération" (Fontane et Houdayer, 2002).

Les instituts de recherches se profilent parallèlement comme des entités en mesure de jouer un rôle d'incubateurs pour de nouvelles start-up (Bodson et Quevit, 1992 ; Sternberg, 2003). Les incubateurs peuvent se définir comme des entités auxquelles les jeunes dirigeants appartenaient avant de fonder leur propre entreprise (Sternberg, 2003). Ces entités leur ont préalablement permis d'acquérir à la fois les connaissances et l'expérience nécessaires pour espérer mener à bien le développement de leur propre entreprise (Sternberg, 2003). Or, les start-up se positionnent comme des éléments positifs du développement régional, permettant de rendre effectif le concept de "destruction créatrice" de Schumpeter et de garantir une innovation permanente (Sternberg, 2003).

Enfin, la renommée de certains instituts de recherches (privés ou publics) permet, par le biais d'une localisation à leur proximité, d'accroître le côté positif de l'image véhiculée par l'entreprise, ce qui peut lui permettre d'accéder à certaines catégories de clients plus exigeants (Tabariès, 1992). Cet effet positif, généré par une telle localisation, peut également se répercuter par un attrait plus important des ressources humaines fortement qualifiées (D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Tabariès, 1992) quant à l'occupation d'un poste au sein de l'entreprise ou encore par une facilité accrue à nouer des partenariats avec des entités de grande qualité (Tabariès, 1992).

A titre d'exemple, le cas du cluster de la Silicon Valley, situé dans une zone géographique caractérisée notamment par la présence d'instituts de recherches formant un "pôle d'excellence" de renommée mondiale (Sachwald, 2004), tend à conforter la présente prise de position quant à l'importance de la présence d'instituts de recherches pour favoriser l'implantation d'entreprises high-tech.

2.2.5. HIÉRARCHIE AU NIVEAU DE L'IMPORTANCE DES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ

Le fait d'établir une hiérarchie en termes d'importance au sein des facteurs de localisation permet de mettre en place une stratégie globale impliquant, en priorité, l'apparition de fortes retombées au niveau des actes de localisation, puis, dans un deuxième temps, de peaufiner la stratégie, ceci malgré l'apparition de retombées marginales nettement inférieures. L'efficacité des mesures prises et des actions menées peut ainsi en être consciemment accrue.

Dès lors, dans la résolution du présent cas, l'idéal consisterait à établir une détermination de la hiérarchie effective des facteurs d'attractivité pour les entreprises cibles. En effet, seuls des éléments basés sur la réalité sont en mesure de promettre, avec une marge d'erreurs restreinte, l'atteinte des résultats escomptés.

En parcourant la littérature scientifique, deux distinctions ont pu être relevées dans ce contexte.

D'une part, il s'agit d'une distinction entre les niveaux géographiques considérés à travers laquelle la plupart des entreprises semblent mener leurs réflexions de localisation (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004) et leur implication sur l'importance accordée à certains facteurs de localisation (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Madiès, 2003 ; Sergot, 2004).

D'autre part, la seconde distinction se constitue d'une importance accordée à certains facteurs de localisation plutôt qu'à d'autres (Dejardin et Fripiat, 1998), ceci sur une même échelle géographique. Si la plupart des auteurs sont d'accord pour affirmer l'existence d'un tel processus décisionnel, la détermination d'une hiérarchie universelle, voire partiellement universelle, semble poser bien plus de problèmes (Cœuré et Rabaud, 2003). En effet, les mécanismes effectifs de prise de décisions au sein des entreprises restent encore passablement obscurs (Sergot, 2004) et les intérêts ainsi que les stratégies internes varient d'une entreprise à l'autre, y compris entre des entités appartenant au même secteur d'activité.

2.2.5.1. DISTINCTION ENTRE LES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ DU FAIT DU NIVEAU GÉOGRAPHIQUE CONSIDÉRÉ

Avant d'entrer plus précisément dans des éléments de réponses, il est impératif de rappeler l'angle de vue qui est adopté dans le cadre du présent dossier. En effet, pour un impact global, soit pour un afflux massif d'entreprises aussi proche que possible de l'aire géographique choisie, voire même sur l'aire géographique choisie, il est tout à fait légitime de se baser sur un angle de vue global, tel le canton du Valais ou encore le territoire suisse, octroyant une plus grande aire géographique.

Toutefois, dans ce dossier, l'utilisation d'un tel mode de pensée n'est pas adéquate, car le champ d'actions attribué à la collectivité publique de Savièse se borne à ses limites territoriales. Dès lors, le développement économique ne peut être considéré

comme effectif qu'à partir du moment où des entreprises sont établies sur son territoire et suivent un cycle de vie adéquat. Partant de ce constat, il apparaît évident que les facteurs présentés comme particulièrement importants à un niveau micro-géographique apparaissent comme les plus importants pour la collectivité. Cette dernière ne dispose d'aucun moyen pour attirer les entreprises dans une considération géographique plus générale.

Il est néanmoins à noter que la présence de facteurs de localisation d'une réputation dépassant celle des aires géographiques supérieures peut permettre à la municipalité d'abolir le schéma successif de réflexion des dirigeants en se positionnant d'emblée comme une évidence. Un tel cas est, par exemple, effectif pour la Silicon Valley où la réputation de la région forgée sur ses facteurs d'attractivité dépasse clairement celle des facteurs d'attractivité de l'aire géographique plus générale dans laquelle elle s'inscrit.

Le processus de décision de localisation peut se définir comme une succession de prises de décision quant à un choix entre plusieurs aires géographiques de plus en plus réduites jusqu'à aboutir au lieu d'implantation effectif (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Madiès, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003 ; Sergot, 2004). Ce processus séquentiel part du principe que chaque série d'unités géographiques inférieures qui compose une unité géographique supérieure possède plus de caractéristiques communes internes que de caractéristiques communes avec une série d'unités géographiques inférieures formant une autre unité géographique supérieure (Mucchielli et Puech, 2003).

Par rapport au cas de Savièse, cela peut se traduire par un choix entre les continents (ici, en faveur de l'Europe), puis un choix entre les pays (ici, en faveur de la Suisse), un choix ensuite entre les régions (ici, en faveur de la suisse romande), puis un choix entre les cantons (ici, le Valais) et enfin un choix entre les municipalités (ici, Savièse) (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Cœuré et Rabaud, 2003 ; Mucchielli et Puech, 2003).

Néanmoins, malgré cette apparente hiérarchie stricte appliquée à la prise de décision, certaines unités géographiques qui semblent résulter d'un choix précédent dans le processus décrit ci-avant peuvent être prises en considération dans le choix même de l'unité géographique supérieure. En effet, les entreprises, préparées au fait qu'un choix parmi les unités inférieures devra être effectué, peuvent anticiper la décision concernant l'unité géographique suivante en évaluant, par exemple l'unité géographique du pays en fonction des avantages et inconvénients relatifs aux régions le composant. (Mayer et Mucchielli, 1999)

Bien entendu, en fonction de l'entreprise considérée, de ses moyens et de sa stratégie de développement, il se peut que les choix géographiques supérieurs soient très rapidement effectués, sans même une comparaison. Néanmoins, même implicitement, ces choix d'implantation sur des aires géographiques plus vastes existent, ce qui ne permet pas de les occulter complètement dans ce dossier.

Quoi qu'il en soit, l'importance des facteurs de localisation préétablis varie en fonction de l'échelle géographique considérée (Mayer et Mucchielli, 1999 ; Madiès, 2003 ; Sergot, 2004). Cet état de fait est notamment dû au caractère localisé des facteurs d'attractivité, si bien que le champs d'effectivité de certains est plus important en termes d'aire géographique que celui d'autres, d'où leur prise en considération par les décideurs à des niveaux géographiques différents selon leur nature (Sergot, 2004).

Pour le choix parmi les grandes aires géographiques, ce sont les facteurs objectifs qui semblent bénéficier de la plus grande attention de la part des décideurs, plus particulièrement, ceux liés à des aspects économiques (Sergot, 2004).

D'une manière générale, les facteurs qualifiés de subjectifs dans ce dossier voient leur importance s'accroître au fur et à mesure que l'échelle géographique considérée se restreint en termes de superficie (Sergot, 2004). Les facteurs qualifiés d'objectifs ont donc une importance prépondérante dans les choix antérieurs du processus (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004).

Compte tenu de toutes les considérations précitées, certains auteurs arrivent cependant à la conclusion que les facteurs de localisation n'influencent pas les choix des décideurs à chaque échelle géographique, mais uniquement à partir d'un certain point (Mucchielli et Puech, 2003). Il est ainsi possible d'en déduire que les stratégies internes de développement sont élaborées préalablement à la réflexion quant à une localisation optimale.

Mais, même dans un tel schéma de fonctionnement, les impacts relatifs à diverses possibilités de localisation doivent être abordés en tout cas en filigrane de la trame de réflexion plus générale. Une telle argumentation ne semble pas, en conséquence, présenter une pertinence particulière. Les remarques présentées par les auteurs en question peuvent être dues à des oublis de la part des personnes ayant été interrogées dans le cadre de recherches, oublis dus à une focalisation sur le but principal des réflexions menées, à savoir la détermination d'une stratégie d'entreprise.

2.2.5.2. HIÉRARCHIE ENTRE LES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ D'UN MÊME NIVEAU GÉOGRAPHIQUE

La présence de certains facteurs de localisation prime sur les autres (Dejardin et Fripiat, 1998), si bien que le choix entre deux territoires pour une implantation physique peut être entièrement déterminé par la présence ou l'absence de ces derniers.

Dans ce contexte, la préférence des décideurs évolue de manière parallèle aux objectifs permettant à l'entreprise de rester sur le marché. Ainsi, les facteurs de localisation relatifs aux matières premières et au marché étaient jugés primordiaux dans le paradigme de l'industrie traditionnelle. La présence de ressources humaines est ensuite devenue capitale dans le contexte de la globalisation : il s'agissait de trouver suffisamment de main-d'œuvre à un prix défiant toute concurrence. Dans le paradigme actuel de l'innovation technologique, le savoir présente le facteur de localisation a priori le plus décisif, notamment par le biais des instituts de formation universitaires et de recherches (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002). (Tabariès, 1992)

Partant des exigences relatives à l'économie du savoir, les ressources humaines fortement qualifiées se profilent comme une clé de l'innovation. Dès lors, leur présence effective ou potentielle sur le lieu géographique considéré devient un facteur de localisation quasiment incontournable dans tout choix d'implantation (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Fontane et Houdayer, 2002 ; Sergot, 2004). De cette exigence découle la nécessité que l'espace considéré offre suffisamment d'attraits pour de tels employés, ceci notamment par le biais de la qualité de vie proposée (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Sergot, 2004). Il en va de même quant à l'exigence d'obtenir un accès aisé à des ressources de savoir qui sont identifiées par la présence immédiate ou proche d'universités et d'instituts de recherches (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Sergot, 2004).

Enfin, une distinction concernant les facteurs d'attractivité à un même niveau géographique peut être établie en fonction du type d'entreprises appelé à prendre cette décision (Sergot, 2004).

Dans le cas d'une PME, d'une part, le manque de ressources à consacrer à une nouvelle recherche d'implantation et, d'autre part, l'influence prépondérante de la personne dirigeante sont caractéristiques des éléments principaux ne permettant pas l'application d'une objectivité totale dans la démarche. De ce fait, les facteurs subjectifs deviennent extrêmement importants. Plus particulièrement, il s'agit de ceux nommés, sur le design de recherches (point 2.2.3, puis point 2.2.6 du présent dossier), "préférences personnelles des décideurs" et "informations possédées par les décideurs sur l'image, la réputation de la région et la confiance". (Sergot, 2004)

A contrario, dans le cas d'une grande entreprise, moins, voire aucune, restriction ne se pose en termes de ressources : les lacunes dans ce domaine peuvent même être comblées en faisant appel à des intervenants externes. En outre, un plus grand nombre de personnes est appelé à participer au processus décisionnel. Il en résulte une perte d'importance, par rapport au cas des PME, des facteurs subjectifs en faveur de facteurs strictement objectifs et une augmentation au niveau de la taille de l'aire géographique à laquelle se borne la recherche. Toutefois, comme déjà évoqué lors de l'identification des facteurs de localisation valables dans l'optique d'une généralité, une rationalité parfaite est impossible tant que des êtres humains interviennent (directement ou indirectement) sur un élément du processus, si bien que les facteurs subjectifs continuent tout de même à déployer un certain impact sur la décision. (Sergot, 2004)

2.2.6. DESIGN DE RECHERCHES SPÉCIFIQUE FINAL

En regard avec les éléments présentés précédemment, le design de recherches spécifique initial peut être complété par les facteurs d'attractivité adéquats.

Sur le schéma ci-après, les facteurs d'attractivité objectifs, provenant du design de recherches général final et ayant simplement été adaptés aux nouvelles exigences plus spécifiques (point 2.2.3), sont inscrits à l'intérieur d'un cercle bleu formé par un trait plein. Les informations contenues dans les cercles en traits discontinus bleus représentent le facteur d'attractivité objectif ajouté du fait de la précision apportée à la variable dépendante (point 2.2.4).

Concernant le cercle noir attribué à certains facteurs d'attractivité, il signifie, comme sous le point 2.1.4, que les paramètres en question sont d'ordre subjectif par rapport aux décideurs.

Enfin, les relations, représentées par une flèche de couleur plus foncée que les autres avertissent, d'une importance plus grande apportée aux facteurs en question par les décideurs par rapport au reste des variables indépendantes (point 2.2.5). Ces considérations sont émises par rapport à un choix se situant à un niveau régional, c'est-à-dire à un niveau sur lequel la municipalité de Savièse possède une emprise. Les flèches provenant de facteurs subjectifs sont uniquement entourées d'une couleur plus foncée, ceci afin de les distinguer des autres relations. En effet, dans une optique de choix régional, l'importance de tous les facteurs subjectifs par rapport à la prise de décision augmente.

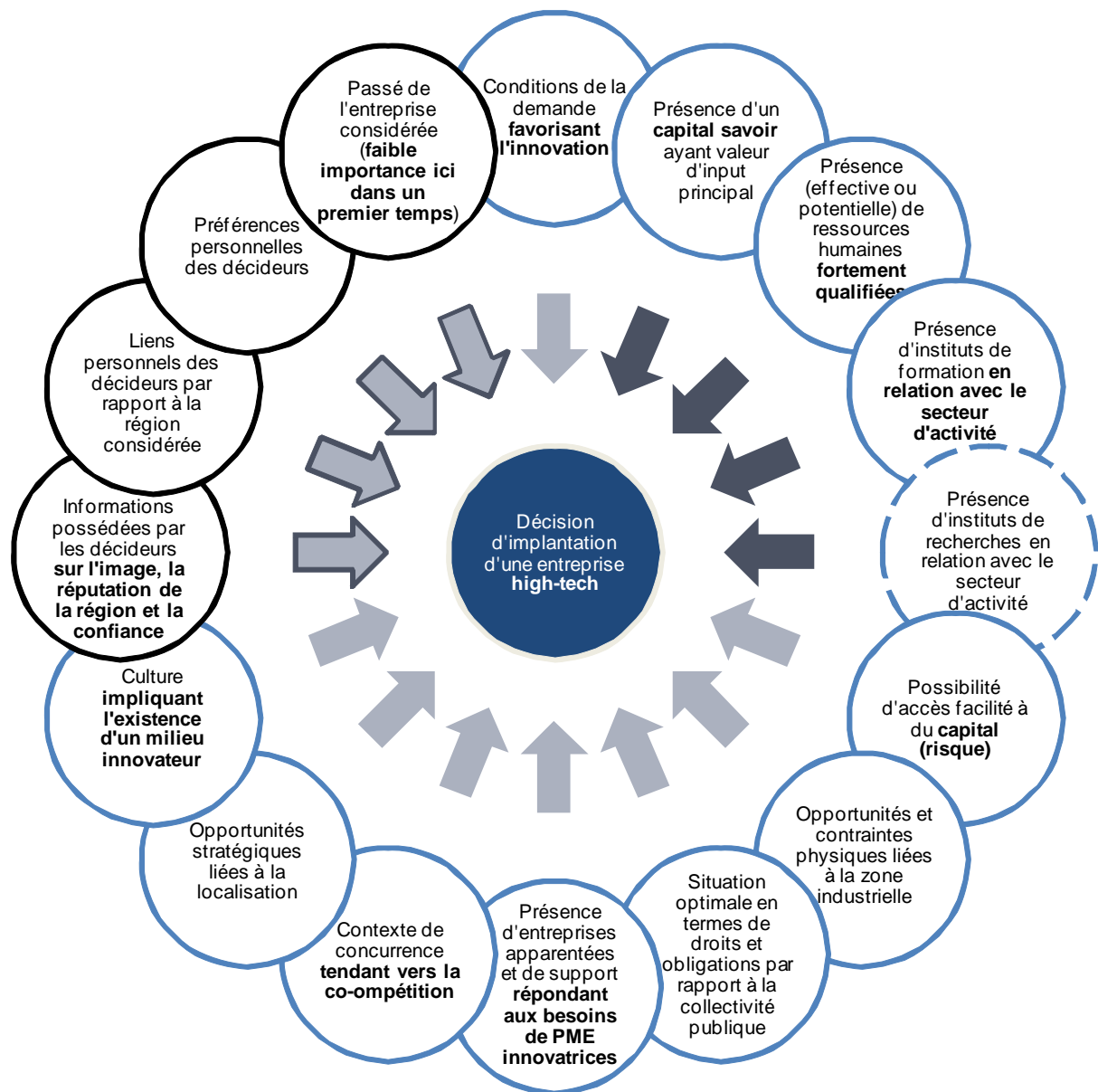


Figure 6 – Design de recherches spécifique final

La situation optimale en termes de facteurs d'attractivité ayant été définie de manière purement théorique, il est désormais nécessaire de procéder à une comparaison du modèle établi ici à la réalité relative à la municipalité de Savièse. La prochaine partie de ce dossier sera donc consacrée à cette démarche.

Elle aura pour avantage de mettre, de manière plus spécifique, en évidence les forces et les faiblesses que présente cette collectivité publique dans l'hypothèse de l'ouverture d'une zone industrielle adressée aux entreprises high-tech.

3. ANALYSE DES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ DANS LE CONTEXTE DE SAVIÈSE

Le point 2 du présent dossier a permis d'identifier, par le biais de la littérature scientifique, les facteurs d'attractivité en mesure de favoriser l'implantation d'entreprises high-tech sur une zone géographique déterminée.

Dans le but de déterminer s'il existe d'ores et déjà une opportunité sur Savièse quant à la création d'une zone industrielle censée attirer des PME high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels, il est nécessaire de confronter chacun des paramètres décelés à la réalité de l'éventuelle future zone industrielle. C'est précisément l'objet de cette partie du dossier.

Le résultat attendu se compose d'une mise en évidence non seulement des facteurs d'attractivité capables, sans le concours d'une démarche quelconque entreprise par la municipalité de Savièse, de favoriser la localisation d'entreprises high-tech sur son territoire, mais également de ceux n'étant pas présents d'emblée. Par ce biais, les forces et faiblesses actuelles de la collectivité publique dans ce domaine seront exposées.

A cet effet, la méthodologie utilisée, lors de cette confrontation entre situation souhaitée et situation réelle, est présentée sous le point 3.1. Quant au point 3.2, il traite de la confrontation effective du design de recherches, élaboré par le biais de la littérature scientifique, à la réalité saviésanne.

3.1. MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

La confrontation des facteurs d'attractivité, permettant d'attirer des entreprises high-tech selon le modèle élaboré à l'aide de la littérature scientifique, aux paramètres correspondant réels de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse a été effectuée à l'aide d'entretiens qualitatifs.

Le canevas d'entretien, tel que soumis aux personnes interrogées, est disponible en annexe 1. D'une manière générale, les facteurs d'attractivité spécifiques, émis sous les points 2.2.3 et 2.2.4 du présent dossier, ont simplement été repris. Par conséquent, c'est la première série de questions de ce canevas, soit les questions No 01 à No 14, qui permet une confrontation des facteurs d'attractivité souhaités à la réalité saviésanne.

Préalablement à cela et pour permettre d'ancrer géographiquement de manière précise le raisonnement de la personne interrogée, la localisation, sur le territoire saviésan, de l'emplacement envisagé pour la zone industrielle lui a été exposée par le biais de la même carte que celle disponible sous le point 3.2.2.7 du présent dossier.

Ensuite, l'hypothèse d'une analyse de l'alternative saviésanne comme choix de localisation d'une entreprise, choix devant être effectué par la personne interrogée, a été posée.

Dans ce contexte, il lui a été demandé de s'exprimer sur la présence effective ou non, selon ses considérations personnelles, de chacun des facteurs d'attractivité répertoriés à travers la littérature scientifique. A ce niveau, un avis allant au-delà d'une

simple réponse par l'affirmative ou par la négative a été sollicité.

Les questions No 01 à No 13 ont pour ambition de permettre l'évaluation précitée. Elles traitent successivement de la possibilité, pour l'entreprise considérée, de pouvoir bénéficier, en cas de localisation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, des paramètres suivants :

- conditions de la demande favorisant l'innovation (point 2.2.3.1) ;
- présence d'un capital savoir ayant valeur d'input principal (point 2.2.3.2) ;
- présence (effective ou potentielle) de ressources humaines fortement qualifiées (point 2.2.3.3) ;
- présence d'instituts de formation en relation avec le secteur d'activité (point 2.2.3.4) ;
- présence d'instituts de recherches en relation avec le secteur d'activité (point 2.2.4.1) ;
- possibilité d'accès facilité à du capital (risque) (point 2.2.3.5) ;
- opportunités et contraintes physiques liées à la zone industrielle (point 2.2.3.6) ;
- situation optimale en termes de droits et obligations par rapport à la collectivité publique (point 2.2.3.7) ;
- présence d'entreprises apparentées et de support répondant aux besoins de PME innovatrices (point 2.2.3.8) ;
- contexte de concurrence tendant vers la co-ompetition (point 2.2.3.9) ;
- opportunité(s) stratégique(s) liées à la localisation (point 2.2.3.10) ;
- culture impliquant l'existence d'un milieu innovateur (point 2.2.3.11) ;
- informations possédées par les décideurs sur l'image, la réputation de la région et la confiance (point 2.2.3.12).

Bien entendu, durant l'entretien, en fonction de la réaction de la personne à l'évocation de chacun des facteurs d'attractivité, des précisions ont été parfois apportées quant à leur contenu et à leur spécificité respective, ceci selon les informations récoltées à travers la littérature scientifique traitant des entreprises high-tech. Mais, à chaque fois, cette évocation s'est effectuée sous forme d'interrogation afin de permettre à la personne interrogée d'y adhérer ou non. Quoi qu'il en soit, afin d'éviter au maximum les éventuels biais induits par un tel choix, toutes les informations supplémentaires susceptibles d'avoir été fournies durant l'entretien, dans ce contexte, se trouvent sous les points inscrits entre parenthèses après chaque facteur d'attractivité cité ci-avant.

Quant au contenu de la question No 14, il incite simplement la personne interrogée à faire part des éventuels autres paramètres entrant dans son raisonnement de choix de localisation, ceci, bien entendu, dans la mesure où ils n'ont pas déjà été pris en considération au cours de l'entretien. A nouveau, une confrontation à la réalité des éléments supplémentaires est demandée. Cette question a donc pour intention d'éviter de restreindre le champ du raisonnement uniquement aux facteurs d'attractivité présentés sur le modèle préalablement élaboré : le modèle lui-même peut ainsi être confronté, dans une certaine mesure, à la manière réelle de procéder des personnes susceptibles d'effectuer un choix de localisation d'entreprise.

Quant à la sélection des personnes appelées à participer aux entretiens qualitatifs, deux critères, en fonction du type de réponses souhaité, ont été retenus.

Le premier critère consiste en une connaissance, de la part de la personne interrogée, des caractéristiques effectives de Savièse : de telles connaissances doivent donc être constituées de manière empirique. Une domiciliation sur la commune, impliquant une confrontation volontaire et/ou involontaire à ses caractéristiques, permet d'assurer la capacité de la personne à émettre des réponses conditionnées par une localisation géographique de l'entreprise évaluée sur Savièse.

Le deuxième critère consiste en une connaissance des besoins des entreprises définies en tant que cibles pour l'éventuelle future zone industrielle, à savoir des besoins de PME high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. Il permet d'assurer que la personne est en mesure, du fait de ses connaissances et de son expérience, de répondre à la deuxième exigence induite par les questions formulées : être capable de se projeter, de manière plausible, en tant que décideur dans un choix de localisation. En outre, ce deuxième critère permet de combler, grâce aux réponses obtenues, une partie des lacunes constatées lors des recherches effectuées à travers la littérature scientifique. Il offre un point de vue relatif non seulement à des PME innovatrices, mais aussi actives dans des domaines high-tech des systèmes industriels.

Compte tenu des exigences précitées, seules trois personnes ont été identifiées comme répondant à tous les critères. Malheureusement, une de ces personnes s'est avérée indisponible durant la période consacrée aux entretiens qualitatifs. Il en résulte que seules deux personnes ont pu y participer. Il est à noter que cette faiblesse au niveau du nombre d'entretiens qualitatifs a cependant été compensée par la pertinence des personnes concernées et, en conséquence, par la qualité des réponses obtenues.

La première personne, ayant participé à un entretien qualitatif dans le cadre de l'élaboration du présent dossier, est M. Hubert Lorenz, l'un des deux fondateurs de Mimotec SA et PDG de cette même société (www.mimotec.ch). Mimotec SA est une PME high-tech active, depuis une dizaine d'années, dans le secteur de la microtechnique ainsi que dans celui de la micromécanique (www.mimotec.ch). Cette société dispose, en outre, d'une réputation favorable non seulement sur le marché suisse, mais aussi au-delà des frontières nationales (www.mimotec.ch). Compte tenu de ses caractéristiques, elle en mesure de constituer un exemple d'entreprise entrant dans la définition de la cible précédemment émise (point 2.2.1 du présent dossier) en vue d'une implantation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Quant à la seconde personne, il s'agit de M. Pierre Pompili, professeur et responsable d'unité auprès de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels. Lors de l'entretien, deux informations, pouvant influencer les réponses formulées par cette personne, sont apparues. D'une part, M. Pompili a tenu à préciser qu'il est un spécialiste des systèmes nomades, mais que cet aspect de zone industrielle n'est pas sa spécialité. En conséquence, les réponses émises par lui ne résultent pas d'une approche méthodique, mais reflètent uniquement son avis personnel. D'autre part, des conseillers de la municipalité de Savièse ont déjà eu une discussion avec M. Pompili concernant les possibilités d'attrait d'entreprises high-tech sur le territoire de la collectivité publique. Par contre, à l'époque, il ne s'agissait pas d'attirer ces entreprises sur la zone dont il est question dans ce dossier, mais sur une autre zone jugée, selon M. Pompili, inadéquate du fait de l'absence de vue dont l'entreprise risque de pâtir en cas d'une implantation de ses locaux sur la zone.

L'entretien avec M. Hubert Lorenz a eu lieu en date du 1^{er} juillet 2007 et celui avec

M. Pierre Pompili en date du 7 juillet 2007. Tous deux ont duré respectivement une heure environ et ont pris la forme, au vue de l'explication du canevas déjà mentionnée, d'entretiens qualitatifs dirigés. Ce type d'entretiens présente l'avantage de permettre la récolte d'informations ciblées, ce qui est requis afin de mener à bien la présente démarche.

La récolte des informations, durant chacun des deux entretiens, s'est effectuée sous forme de prise de notes manuscrites, ceci afin d'éviter la barrière psychologique risquant d'apparaître entre les deux personnes en présence en cas d'utilisation d'un ordinateur portable.

La totalité des réponses formulées dans le contexte précédemment décrit est disponible sous la forme de procès-verbaux. Celui concernant l'entretien effectué avec M. Hubert Lorenz est inséré en tant qu'annexe 2. Quant à celui relatif à l'entretien auquel M. Pierre Pompili a participé, il se trouve en annexe 3.

Afin de compenser le nombre restreint d'entretiens qualitatifs ayant pu être effectués compte tenu des critères de sélection mis en place, une seconde méthodologie a été utilisée dans le but de procéder à la présente confrontation. Il s'agit simplement d'une recherche générale d'informations sur la municipalité saviésanne ainsi que sur son environnement. Le but poursuivi est d'apporter une validité supplémentaire aux avis émis qui, au nombre de deux, ne permettent malheureusement pas une généralisation des informations fournies. En outre, la présente recherche a pour avantage de prendre la forme, à certains égards uniquement, d'une mise en situation incitant à adopter la position d'un décideur dans un choix de localisation d'entreprise. Il est alors possible de se rendre compte, de manière objective, des informations pouvant être obtenues dans ce cadre caractérisé par l'absence de démarches plus particulières.

Au sein de l'analyse de chacun des treize facteurs d'attractivité en question, une séparation distincte entre les deux méthodologies a été établie, ceci dans le but d'éviter toute confusion au niveau de la provenance des informations.

3.2. FACTEURS PROPICES À LA CRÉATION D'UNE ZONE INDUSTRIELLE SUR SAVIÈSE

Le présent point est consacré à la confrontation effective des facteurs d'attractivité nécessaires pour attirer des entreprises high-tech sur une aire géographique déterminée aux paramètres d'ores et déjà présents sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Dans ce but, sous le point 3.2.1, le design de recherches, initiant les démarches ultérieures entreprises, est présenté. Le résultat de la méthodologie mise en œuvre, présentée sous le point 3.1, est exposé sous le point 3.2.2. Enfin, le design de recherches initial est complété en conséquence des informations récoltées sous le point 3.2.3 de ce dossier.

3.2.1. DESIGN DE RECHERCHES PRÉCÉDANT LA CONFRONTATION DES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ SPÉCIFIQUES ATTENDUS À LA RÉALITÉ

Le même design de recherches que celui présenté sous le point 2.2.6 du dossier est repris ici. Ainsi, au niveau des différents types et couleurs de cercles ainsi que des

intensités de coloration de flèches, leur signification demeure identique à celle mentionnée auparavant.

Toutefois, les éléments, énoncés comme certains dans le cas du modèle théorique optimal impliquant une perspective de généralité au niveau des lieux géographiques, ne le sont plus dans une situation précédant une confrontation à la réalité, d'où l'insertion de points d'interrogation à la suite de chaque variable indépendante.

En effet, ces facteurs d'attractivité représentent uniquement des besoins et des attentes provenant des entreprises high-tech. Leur lien avec un espace géographique précis n'est donc pas encore établi.

Dans ce cadre, le design de recherches ci-après présente les facteurs de localisation comme susceptibles d'exister, cette fois, et de pouvoir ainsi influencer sur la décision d'implantation d'une entreprise high-tech à Savièse (variable dépendante), c'est-à-dire sur une aire géographique prédéterminée.

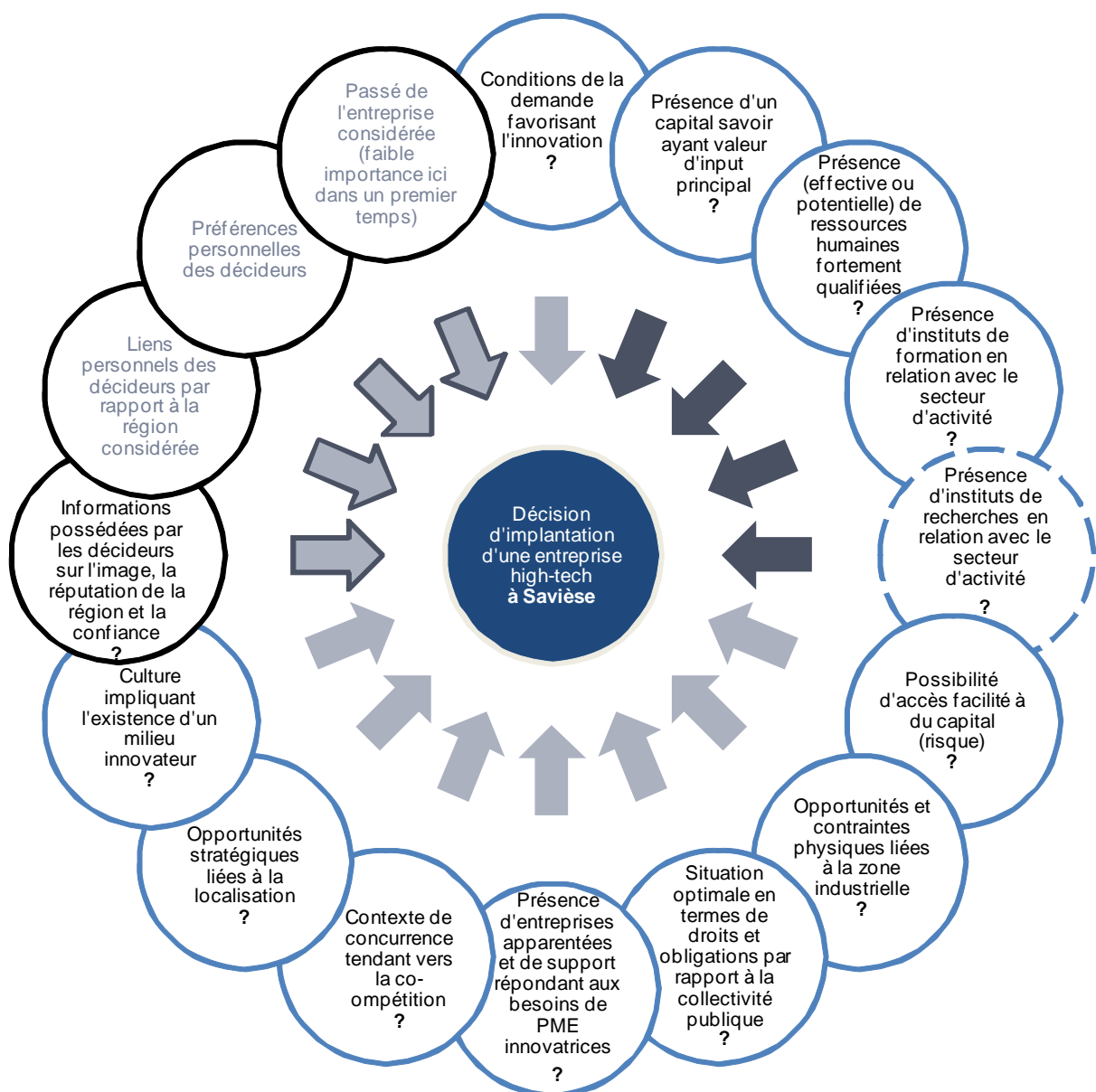


Figure 7 – Design de recherches initial quant aux facteurs d'attractivité de Savièse

Il est à remarquer que tous les facteurs d'attractivité n'ont pas été assortis, sur le

schéma ci-avant, d'un point d'interrogation. En outre, le texte relatif à ces variables indépendantes particulières se présente désormais en gris. Il s'agit en fait de trois paramètres déterminables uniquement par l'entreprise ayant déployé un processus de choix d'implantation physique. Du fait de leur dépendance vis-à-vis de l'entreprise considérée, ces éléments varient de cas en cas. Ils ne peuvent, dès lors, pas être déterminés une fois pour toute par rapport à un lieu géographique précis. Cet aspect ne sera donc pas traité lors des analyses ultérieures.

Quant aux autres facteurs d'attractivité, chacun d'entre eux est analysé par rapport à la situation réelle en vigueur sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse sous le point 3.2.2. Une validation ou non est ensuite effectuée, ce qui permet d'aboutir au design de recherches ayant pour ambition de refléter la réalité saviésanne dans ce domaine (point 3.2.3).

3.2.2. CONFRONTATION DES BESOINS À LA RÉALITÉ EN TERMES DE FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ PRÉSENTS SUR L'ÉVENTUELLE ZONE INDUSTRIELLE DE SAVIÈSE

Chacun des facteurs d'attractivité, inscrits sur le design de recherches du point 3.2.1, est successivement confronté ci-après aux caractéristiques réelles de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse. Compte tenu des données récoltées, une conclusion est émise, à chaque fois, quant à sa présence effective ou non sur l'aire géographique considérée.

3.2.2.1. CONDITIONS DE LA DEMANDE FAVORISANT L'INNOVATION

- Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

La demande, évoquée au sein de l'appellation du facteur d'attractivité dont il est question ici, est entièrement sujette aux outputs produits par les entreprises définies comme cibles pour l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, à savoir par les entreprises high-tech agissant dans le domaine des systèmes industriels.

Or, par l'attribution du caractère high-tech aux entreprises, il en résulte une production d'outputs très spécifiques. Chaque entreprise, détentrice de connaissances sur les technologies découlant de ses innovations, répond à des besoins si particuliers qu'il n'est pas possible de mener une recherche générale ici afin de déterminer si des interactions avec les clients, qui peuvent être des consommateurs finaux ou d'autres entreprises achetant des biens intermédiaires, sont en mesure d'être facilitées par la proximité géographique pour augmenter l'adéquation des innovations aux besoins définis.

Une telle recherche devient envisageable uniquement en cas de connaissance des caractéristiques des clients relatifs à une entreprise particulière. Dès lors, seuls les entretiens qualitatifs, sollicitant la participation de personnes pouvant revêtir la fonction de décideurs, sont en mesure d'apporter une piste de réponse quant au positionnement de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse par rapport au présent facteur d'attractivité. Cette piste demeure néanmoins conditionnée par leurs connaissances de certains cas particuliers d'entreprises.

- Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

M. Lorenz et M. Pompili ont tous deux été d'accord sur le fait qu'il n'est pas possible de bénéficier, en localisant une entreprise sur l'éventuelle future zone industrielle de

Savièse, de la présence de clients pour stimuler l'innovation par le biais d'interactions directes.

La première argumentation, celle évoquée par M. Lorenz, met en avant la distance trop importante par rapport à d'éventuels clients localisés sur Sion pour permettre l'existence d'une telle relation.

Quant à l'argumentation déployée par M. Pompili, elle concerne l'absence, dans le district de Sion, de clients potentiels suffisamment importants en termes de demande pour justifier une localisation d'entreprises high-tech à leur proximité.

Plus encore, la recherche du paramètre par les entreprises high-tech, consistant en une proximité géographique avec les clients, n'est pas effective pour toutes les entreprises selon M. Pompili. En effet, la clientèle, dans certains domaines high-tech, est répartie sur l'aire mondiale sans présenter d'agglomération sur certaines zones géographiques spécifiques. C'est le cas, par exemple, d'entreprises high-tech disposant d'un savoir particulier dans la découpe de rubis ou proposant un nouveau pacemaker. En définitive, tout dépend de l'innovation offerte par l'entreprise, innovation qui détermine la répartition géographique de la demande. Partant de cette considération, une demande à proximité de la zone industrielle n'est donc pas indispensable pour attirer des entreprises high-tech.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Une proximité géographique satisfaisante avec les clients à partir de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse n'est, compte tenu des informations récoltées sous ce point, pas effective actuellement. Le facteur d'attractivité, dont il est question ici, n'est donc pas validé sur l'emplacement considéré.

Néanmoins, il à prendre en considération qu'au vue des avis récoltés, une telle constatation n'est pas rédhibitoire par rapport à l'attrait que la municipalité est en mesure de présenter envers des entreprises actives dans des domaines high-tech. En effet, certaines de ces dernières, en fonction des innovations offertes sur le marché, ne sont d'emblée pas en mesure de bénéficier d'une localisation auprès d'un regroupement de clients, ceci quelle que soit l'aire géographique évaluée. En conséquence, dans de tels cas, le présent facteur d'attractivité n'est pas retenu en tant que critère d'évaluation par les décideurs appelés à émettre un choix d'implantation d'entreprise.

3.2.2.2. PRÉSENCE D'UN CAPITAL SAVOIR AYANT VALEUR D'INPUT PRINCIPAL

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

Comme déjà mentionné sous le point 2.2.3.2 de ce dossier, l'existence d'un tel capital savoir, notamment composé de savoir tacite, est entièrement sujette à la présence, sur la zone industrielle ou à sa proximité, de ressources humaines fortement qualifiées (point 3.2.2.3), d'instituts de formation (point 3.2.2.4) et de recherches (point 3.2.2.5) relatifs au secteur d'activité de l'entreprise considérée ainsi qu'à la culture (point 3.2.2.12) en vigueur dans le cadre des relations entretenues par ces acteurs.

Quant au résultat de la convergence des paramètres précités, à savoir l'apparition d'une expertise localisée sur le territoire de Savièse au niveau des systèmes industriels relatifs à la technologie de pointe, cet élément ne fait actuellement pas partie des atouts du territoire en question.

Par contre, il est à remarquer que la municipalité de Sion, adjacente à la commune de Savièse, met en évidence une certaine expertise que ses acteurs sont en mesure de déployer dans des secteurs de la technologie de pointe, notamment dans celui des systèmes industriels (www.sion.ch). Dès lors, cet aspect, dans la mesure où certains des paramètres tangibles précités sont effectifs, est susceptible d'attirer dans la région des entreprises cibles. Reste à la municipalité de Savièse à leur offrir une meilleure présence des autres facteurs d'attractivité recherchés, en cas de sélection de sa zone industrielle, pour légèrement modifier l'intention d'implantation, formulée par les décideurs, en faveur de la collectivité publique saviésanne.

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

Les résultats des deux entretiens qualitatifs aboutissent à une unanimité quant à la HES-SO de Sion en tant que paramètre déterminant à ce niveau.

M. Lorenz a même élargi cette considération à la HES-SO de Sierre qui, elle aussi, propose un savoir tout à fait satisfaisant, mais en matière d'informatique.

M. Pompili, par rapport aux entreprises étrangères avec lesquelles il a pu avoir des contacts lors de leur choix d'implantation, a constaté que les entreprises high-tech désirent systématiquement être proches d'un institut de recherche appliquée, comme par exemple ceux proposés par l'EPFL (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne) ou les HES. Plus encore, cette caractéristique de la localisation revêt le caractère de déterminant dans leurs démarches. Une telle proximité est recherchée, car elle permet de faciliter les relations entre l'entreprise high-tech et l'équipe de chercheurs de l'institut qui collabore avec elle. Ainsi, parmi les quatre à cinq entreprises à la recherche d'une localisation durant les quatre dernières années, M. Pompili a remarqué que toutes ont pris comme critère la proximité de l'HES et donc du savoir qu'elle détient.

Il a également cité l'exemple, à Champéry, d'une personne qui développe toute seule dans son chalet des éléments pour l'ESA (Agence spatiale européenne) et qui communique avec l'ESA par le biais d'Internet. Ainsi, le réseau Internet peut palier au déficit de proximité physique en permettant également d'accéder au savoir.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Etant donnée la forte expertise que la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels, est en mesure de proposer aux entreprises se localisant à sa proximité, il est possible de considérer le facteur d'attractivité dont il est question ici comme déjà effectif sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Cette expertise a d'ailleurs été spontanément identifiée en tant que capital savoir par les deux personnes interrogées dans le cadre d'entretiens qualitatifs, ceci dès l'évocation de la question y relative. C'est surtout l'adéquation quasi parfaite entre le domaine dans lequel la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels, est spécialisée et le domaine dans lequel les entreprises cibles sont actives qui permet une identification du capital savoir par la seule présence de cet institut de formation et de recherches.

3.2.2.3. PRÉSENCE (EFFECTIVE OU POTENTIELLE) DE RESSOURCES HUMAINES FORTEMENT QUALIFIÉES

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

- Cadre de vie offert aux ressources humaines

Les divers aspects relatifs au cadre de vie dont peuvent bénéficier les ressources humaines décidant de résider sur Savièse sont analysés successivement ci-après :

- *Climat de sécurité*

Le Valais est en mesure d'offrir à ses habitants une stabilité politique et économique ainsi qu'une sécurité optimales (www.vs.ch). Les données de la DEWS (Development Economic Western Switzerland) confirment l'information précitée sur un niveau macro : la Suisse se situe, selon les statistiques présentées, en deuxième position quant à la sécurité assurée aux personnes physiques sur son territoire et quant à la garantie de la propriété privée (www.dews.ch).

- *Environnement de qualité*

La Suisse, au niveau de la qualité de son environnement, se situe à la première place mondiale selon les statistiques publiées par la DEWS (www.dews.ch).

Le Valais, dans l'offre visant à promouvoir le canton en tant que destination touristique, met clairement en exergue l'environnement ainsi que le paysage, caractérisé par l'ensoleillement et la présence de montagnes, dont il est possible de profiter par le biais d'activités diverses (www.valais.ch). Il en va de même pour l'office du tourisme de Savièse qui met également en avant le paysage dans lequel s'inscrit le territoire proposé ainsi que les activités permettant de profiter de l'environnement (www.saviese-tourisme.ch).

- *Conditions optimales de logement*

La Suisse occidentale, dont la DEWS s'occupe de la promotion exogène envers les entreprises, est un territoire sur lequel les ressources humaines peuvent disposer d'une palette d'alternatives différentes suffisamment large, au niveau de l'environnement dans lequel se situe leur habitation, des caractéristiques de l'habitation même et de son prix d'accession, pour être en mesure de répondre de manière satisfaisante à leurs besoins et attentes respectifs (www.dews.ch).

- *Coût de la vie adapté aux possibilités financières des individus*

En admettant que les ressources humaines, dont il est question ici, décident de résider dans la région où elles travaillent, c'est-à-dire à Savièse même ou à sa proximité, le coût de la vie y relatif est adapté à leurs capacités financières respectives générées par le revenu perçu pour leur activité professionnelle.

Cette affirmation est d'autant plus vraie qu'en tant que ressources humaines fortement qualifiées, elles sont en mesure d'exiger un revenu, comparativement à la moyenne de ceux perçus par la totalité de la population active sur l'aire géographique considérée, relativement élevé (www.admin.ch).

Par conséquent, dans un projet à la fois d'habitation et de travail sur le territoire de la confédération helvétique, le coût plus élevé de la vie en Suisse par rapport aux autres pays d'Europe (www.swissworld.org) est compensé par la perception d'un revenu également plus important en Suisse que dans ces pays (www.swissworld.org ; www.rsr.ch).

Les régions de la Suisse suivent la même logique de fonctionnement (www.admin.ch). Ainsi, auprès de grandes villes comme Genève, le coût de la vie est plus élevé qu'en Valais, mais les salaires peçus sont, de manière plus ou moins proportionnelle, également plus élevés.

- *Possibilités optimales de scolarisation des enfants*

L'école publique, pour les enfants domiciliés à Savièse, est assurée directement sur le territoire de la municipalité, ceci depuis l'école enfantine jusqu'au cycle d'orientation, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'école obligatoire. Des transports publics assurent de manière optimale les éventuels déplacements, forcément pas trop conséquents du fait de la localisation des établissements sur la commune, des enfants nécessaires à cet effet. (www.saviese.ch)

Cette proximité géographique et la facilité dans les déplacements permettent d'offrir des conditions optimales de scolarité aux enfants des ressources humaines fortement qualifiées. Une telle considération se base également sur le fait que le système éducatif suisse, selon le classement PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) 2003, en termes de qualité des résultats de l'enseignement obligatoire, accède au douzième rang concernant les mathématiques, au quatorzième rang concernant la lecture, au quinzième rang concernant les sciences et au treizième rang concernant la résolution de problèmes, ceci sur une comparaison internationale entre quarante et un pays (www.oecd.org).

Quant aux études de degré secondaire, Sion offre une palette assez large de possibilités de formation au sein des divers établissements publics (www.vs.ch ; www.avpes.ch ; www.cfps.ch). A cet effet, l'offre de transports publics permet, ici aussi, de desservir de manière satisfaisante la population résidant à Savièse : environ vingt minutes de trajet en bus permettent d'atteindre la ville de Sion (www.carpostal.ch).

Au niveau de l'enseignement public de degré tertiaire, le Valais offre différentes possibilités de formation, ceci essentiellement au sein des HES (www.vs.ch). Le réseau de transports publics permet, ici aussi, de relier les différentes régions, offrant les formations qui répondent aux attentes de l'étudiant, de manière satisfaisante. Il est toutefois à remarquer que les enfants des ressources humaines fortement qualifiées dont il est question, à ce moment-là, sont suffisamment âgés pour être en mesure de résider temporairement sur un autre lieu géographique. Leur mobilité étant accrue, l'offre de formation située uniquement autour de Savièse devient moins importante. En conséquence, cette partie du présent paramètre de réflexion est en mesure de procurer moins d'impact sur la décision de domiciliation à Savièse que les deux autres. Quoi qu'il en soit, d'une manière générale, les universités suisses obtiennent de bons résultats dans les classements internationaux (www.universityrankings.ch).

Etant donné que l'enseignement public, en se basant sur les comparaisons internationales, procure un niveau de formation tout à fait satisfaisant, il n'est pas nécessaire d'examiner l'offre fournie par le secteur privé.

Enfin, des ressources humaines fortement qualifiées provenant de l'étranger peuvent également se satisfaire de l'offre publique d'enseignement dont leurs enfants peuvent disposer en cas d'une domiciliation sur la municipalité saviésanne.

- *Système social en mesure d'assurer une certaine sécurité*

La municipalité de Savièse s'inscrit, concernant le système social mis en place, dans le système en vigueur sur le territoire suisse.

Ainsi, toutes les personnes domiciliées en Suisse, peu importe leur âge, bénéficient de l'assurance de base concernant les soins de santé, assurance régie par la LAMal (Loi sur l'assurance accidents et maladie). Ils ont, de plus, la possibilité de contracter des assurances complémentaires permettant de couvrir les frais relatifs à des prestations supplémentaires relatives à des soins pouvant être considérés comme d'appoint. En outre, le système de santé proposé, par le biais des infrastructures mises en place et des spécialistes qui y sont actifs, est reconnu comme étant de qualité, ce qui permet d'assurer une prise en charge optimale des patients. (www.dews.ch)

Concernant la prévoyance professionnelle, la Suisse permet de garantir, par le biais de diverses assurances sociales mises en place, un revenu, en fonction des situations respectives, temporaire ou permanent d'une ampleur suffisante aux personnes en cas de perte ou de cessation de leur activité professionnelle, ce qui permet de faciliter les transitions liées à des changements d'état dans la vie. Plus encore, la confédération helvétique met en évidence sa volonté de préserver cette sécurité offerte à ses habitants au niveau du système social en place à l'avenir. (www.admin.ch)

- *Possibilités importantes de divertissement*

Au niveau des divertissements permettant de profiter de l'environnement offert par Savièse et sa région, en été, des possibilités de randonnées, de pratique du vélo, du canyoning et de l'escalade sont offertes. En outre, il est possible de découvrir et de profiter, durant les loisirs, de nombreux endroits agréables, tels que des bisses, des curiosités naturelles ou historiques... Quant aux perspectives d'activités extérieures durant les loisirs en hiver, l'offre diversifiée de plusieurs stations de sports d'hiver, situées à une distance raisonnable de Savièse, est aisément accessible par ses habitants. (www.saviese-tourisme.ch)

Un contact avec la population saviésanne, à travers le partage d'activités, est facilité par une adhésion possible à une ou plusieurs société(s) locale(s) (www.saviese.ch ; www.saviesans.ch). De plus, l'Université populaire de Savièse propose une palette élargie d'activités qui permettent également de favoriser les rencontres (www.unipopsaviese.ch). Il existe encore, directement sur le territoire de la municipalité, une école destinée à dispenser des notions de musique et d'art, notamment de théâtre, à des personnes de tout âge (www.emas.ch).

Bien entendu, les domaines, ayant contribué à la réputation de Savièse, peuvent se transformer en occupations durant les temps de loisirs : possibilité d'assister à des pièces de théâtre au sein du théâtre Le Baladin (www.saviese.ch ; www.lebaladin.ch), possibilité de profiter de la viticulture locale (www.saviese.ch) et possibilité de visiter des expositions en relation avec la peinture (www.saviese.ch). Toutes ces activités sont accessibles sur le territoire même de la municipalité saviésanne (www.saviese.ch).

En définitive, la collectivité publique de Savièse est en mesure de proposer une offre d'activités diversifiées, ces dernières pouvant répondre aussi bien à certaines attentes de ressources humaines fortement qualifiées qu'à celles de leurs enfants. Bien entendu, les goûts individuels doivent être pris en compte au cas par cas afin de pouvoir prétendre tirer une conclusion quant à l'attrait représenté par les activités précitées pour les personnes ciblées ici. Néanmoins, la diversifi-

cation de l'offre permet d'accroître la probabilité d'adéquation sur un ou plusieurs aspect(s).

- *Possibilité de maintien et de création de liens sociaux et familiaux*

Concernant les liens sociaux et familiaux créés précédemment à la localisation sur la municipalité de Savièse, les différents moyens de transports, présentés plus amplement sous le point 3.2.2.7, permettent de les maintenir plus facilement.

Quant à la possibilité de créer des liens sociaux directement sur la municipalité, les occasions de rencontres, d'adhésion à des sociétés locales (www.saviese.ch ; www.saviese-tourisme.ch ; www.saviesans.ch) et/ou de participation à des cours collectifs durant les loisirs (www.unipopsaviese.ch) ne manquent pas sur le territoire de la commune.

- Conditions fiscales favorables aux personnes physiques

Selon la DEWS, la Suisse permet aux personnes physiques y étant domiciliées de bénéficier d'un taux d'imposition sur le revenu se positionnant comme le moins élevé d'Europe et le quatrième plus favorable du monde (www.dews.ch). Quant à l'impôt sur la fortune, il n'a pas un grand impact sur l'affirmation précitée, car, d'une part, la fortune des ressources humaines fortement qualifiées n'est généralement pas exorbitante et, d'autre part, le taux d'imposition, tous montants de fortune confondus, est inférieur à 1 % dans tous les cantons (Administration fédérale des contributions, 2007).

Sur le plan cantonal, l'impôt sur la fortune dans le chef-lieu de Sion est un des plus élevés par rapport à ceux en vigueur dans les autres cantons pour une fortune nette de 400'000 CHF. Il demeure l'un des plus élevés, mais améliore son classement au fur et à mesure que la masse de fortune augmente en valeur. (Administration fédérale des contributions, 2007)

Au niveau de l'impôt sur la fortune, la municipalité de Savièse propose le taux le moins favorable en cas de possession de 75'000 CHF de fortune, puis améliore son classement en termes d'attractivité au fur et à mesure que la masse de la fortune imposable augmente. Malgré ce phénomène, elle demeure parmi les communes qui imposent le plus intensément la fortune des personnes physiques qu'elles accueillent. (Administration fédérale des contributions, 2008)

Pour les comparaisons internes au territoire suisse et relatives à l'impôt sur le revenu, étant donné que les ressources humaines fortement qualifiées perçoivent un salaire élevé en Suisse, le revenu brut retenu dans l'estimation des impôts sur le revenu se situe ici à 100'000 CHF par année (www.admin.ch).

Au niveau des comparaisons cantonales, en prenant en considération l'impôt sur le revenu dans le chef-lieu de chaque canton, puis les communes du canton du Valais, les constations ci-après peuvent être effectuées. Chaque constatation est séparée en fonction de la situation personnelle du contribuable concerné :

- *Personne célibataire*

La charge fiscale cantonale, communale et paroissiale relative au revenu s'élève à environ 16'000 CHF par an dans le chef-lieu du canton, soit à Sion, ce qui classe le Valais environ dans la moyenne suisse en termes d'attractivité. Le positionnement est approximativement le même pour les tranches supérieures de revenus. (Administration fédérale des contributions, 2007)

Concernant les différences entre communes du canton du Valais, la municipalité de Savièse impose les personnes célibataires, percevant un revenu brut annuel d'environ 100'000 CHF, au plus fort taux du canton. Il est néanmoins à remarquer que, plus le montant total de revenu brut augmente, plus la commune se profile comme attractive, mais demeure néanmoins parmi celles qui imposent le plus fortement leurs habitants. (Administration fédérale des contributions, 2008)

- *Personne mariée, sans enfant*

La charge fiscale cantonale, communale et paroissiale relative au revenu se monte à environ 10'000 CHF par année en cas de domiciliation sur Sion. Le canton du Valais se classe ainsi parmi les cantons les plus attractifs pour ce genre de ressources humaines. Par contre, pour les tranches supérieures, le canton du Valais perd de l'attractivité en termes de classement. (Administration fédérale des contributions, 2007)

La commune de Savièse se place parmi celles du canton du Valais imposant le plus fortement les personnes mariées et sans enfant. La même constatation que pour les personnes célibataires peut être effectuée ici : plus le revenu brut augmente, plus la commune se fait rejoindre, et parfois dépassée, par d'autres municipalités qui imposent plus fortement leurs contribuables. Quoi qu'il en soit, elle demeure à la traîne en termes d'attractivité considérée sous le présent aspect. (Administration fédérale des contributions, 2008)

- *Personne mariée, avec deux enfants*

La charge fiscale cantonale, communale et paroissiale relative au revenu est d'environ 7'000 CHF par année à Sion. Le canton du Valais se classe ainsi parmi les cantons les plus attractifs. Néanmoins, ici aussi, plus le revenu brut monte, moins l'écart entre le Valais et les cantons initialement les moins attractifs est important. Une perte d'attractivité a donc lieu à ce niveau. (Administration fédérale des contributions, 2007)

La municipalité de Savièse suit ici la même tendance que celle exposée sous les deux autres types de contribuables précédents. (Administration fédérale des contributions, 2008).

Malgré les constatations émises ci-avant, il est à remarquer que, du fait des différences relativement sensibles entre les montants d'impôts des diverses régions par rapport aux hauts revenus perçus par les ressources humaines fortement qualifiées, la fiscalité valaisanne et, plus particulièrement, celle de Savièse demeurent attractive pour les ressources humaines fortement qualifiées.

En outre, ici aussi, tout comme lors de la présentation des impacts de la fiscalité sur le comportement de localisation des entreprises sous le point 2.1.2.7 du présent dossier, les ressources humaines sont appelées à tenir compte des outputs produits par la municipalité et dont elles peuvent bénéficier. Par conséquent, un taux d'imposition plus élevé peut se justifier dans certains cas. Cette explication peut être appliquée à la collectivité publique de Savièse qui offre, sur son territoire, des infrastructures intéressantes.

- *Présence d'instituts de recherches et d'universités*

Les mêmes instituts de recherches et de formation que ceux présentés respectivement sous le point 3.2.2.4 et sous le point 3.2.2.5 du présent dossier sont susceptibles de se profiler en tant qu'atouts aux yeux des ressources humaines fortement qualifiées. Il est à remarquer que chacun d'entre eux est en adéquation avec

le secteur d'activité des entreprises cibles et, en conséquence, avec les besoins inhérents aux ressources humaines.

Bien entendu, demeure la question de la réputation de l'établissement qui, de par ses caractéristiques, est en mesure de constituer un facteur d'attractivité encore plus important pour les ressources humaines fortement qualifiées. Cette dernière est cependant sujette à la perception et aux valeurs de chaque individu, ce qui ne permet pas de généraliser ici l'éventuelle appréciation qui peut en être donnée. Néanmoins, tous ces instituts bénéficient d'une reconnaissance, quant aux titres délivrés, sur le plan national et européen grâce à la réforme de Bologne (www.admin.ch).

- Perspectives d'avenir offertes aux ressources humaines

Etant donné qu'aucune entreprise n'est actuellement localisée sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, la possibilité, pour les ressources humaines fortement qualifiées, d'envisager une carrière auprès de plusieurs entreprises high-tech n'existe pas sur la présente zone industrielle. Cependant, plus cette dernière comportera d'entreprises, plus cette perspective deviendra plausible aux yeux des ressources humaines fortement qualifiées. Cet aspect est donc entièrement sujet au développement effectif de l'éventuelle zone industrielle et ne peut pas être déterminé à ce jour. Quant aux perspectives d'évolution au sein d'une même entreprise, seules les perspectives de carrière offertes à titre individuel par l'entreprise sont en mesure d'apporter une réponse à cette interrogation : une généralité n'est donc actuellement pas envisageable.

Il est néanmoins à remarquer la présence, géographiquement proche de l'éventuelle future zone industrielle, de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels (points 3.2.2.4 et 3.2.2.5). Des perspectives d'emploi, notamment renforcées par les collaborations dans le cadre de l'entreprise, à moyen ou long terme, au sein de cet institut peuvent se révéler par ce biais plus perceptibles par les ressources humaines. Toutefois, au-delà de l'âge légal de la retraite, il n'est plus possible d'exercer une fonction rémunérée en Suisse dans un institut de recherches public, restriction qui n'existe pas dans le secteur privé.

Concernant la possibilité de créer sa propre entreprise à moyen ou long terme, la zone industrielle de Savièse offre, dans un premier temps en tout cas, suffisamment d'espace pour laisser libre court à l'imagination des ressources humaines fortement qualifiées par rapport à une telle trajectoire personnelle.

Etant donnée la proximité avec l'HES-SO de Sion, institut de formation et de recherches reconnu sur le plan fédéral, les potentielles collaborations de l'entreprise dans laquelle sont actives des ressources humaines fortement qualifiées devraient leur garantir de demeurer attractifs en cas de changement de localisation géographique et donc de place de travail.

Enfin, concernant la palette d'activités professionnelles offerte aux conjoints des ressources humaines fortement qualifiées en cas d'une localisation de toute la famille sur la municipalité de Savièse ou à ses alentours, le municipalité de Sion, qui dispose d'une place économique déjà développée, est en mesure de répondre à leurs attentes par des possibilités d'emploi diversifiées (www.sion.ch).

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

Concernant les ressources humaines fortement qualifiées déjà présentes sur la région, M. Lorenz et M. Pompili ont été d'accord sur le fait qu'il en existe actuellement sur le territoire saviésan.

D'une part, selon M. Lorenz, il s'agit de celles qui terminent l'école avec des compétences recherchées par les entreprises high-tech, mais qui, faute de trouver les employeurs adéquats dans la région, doivent s'expatrier dans un autre canton ou pays.

D'autre part, M. Pompili estime que certaines personnes, avec des compétences particulières en adéquation avec les attentes des entreprises high-tech, sont probablement déjà domiciliées sur le territoire de Savièse. Cependant, toutes ne sont pas connues, faute de l'existence d'un réseau à ce niveau. La probabilité de leur présence est d'autant plus forte que la commune, en dix-huit ans, a vu sa population croître d'environ deux milles habitants, ce qui lui permet de bénéficier aujourd'hui d'une population d'environ six milles deux cents individus.

Quant à la capacité de la municipalité saviésanne à attirer encore d'autres ressources humaines fortement qualifiées, les deux personnes, ayant participé à un entretien qualitatif, les ont globalement estimées effectives sur le territoire saviésan.

Ainsi, M. Pompili a considéré le cadre de vie saviésan comme en parfaite adéquation avec les attentes des ressources humaines fortement qualifiées.

Dans ce contexte, les atouts particulièrement intéressants relevés pour Savièse sont :

- une situation géographique permettant d'accéder en cinq minutes aux ressources que la ville de Sion offre, soit notamment aux commerces ;
- de nombreuses facilités offertes directement sur le territoire de la municipalité aux habitants, telles que le théâtre ou les écoles pour les enfants ;
- une vue agréable à partir de son territoire qui se caractérise par des montagnes et un panorama dégagé ;
- une situation sur la rive droite (ce qui permet de bénéficier de plus d'ensoleillement) ;
- une route agréable à emprunter pour y accéder.

En définitive, la collectivité publique offre toutes les commodités d'une grande ville et les inconvénients y relatifs en moins, car le lieu d'habitation est situé en dehors d'une grande ville. Le cadre de vie offert est donc particulièrement attractif. D'ailleurs, M. Pompili a fait remarquer que la municipalité est fortement attractive en tant que lieu de résidence au vue des villas qu'elle comporte.

M. Lorenz a considéré que les éventuels conjoints de ces ressources humaines fortement qualifiées ne devraient pas avoir de difficultés à trouver, en cas de déménagement sur Savièse, une place de travail adéquate sur la municipalité de Sion, ceci d'autant plus que la conjoncture économique actuelle est favorable. Une opportunité peut même se présenter, à cet égard, pour les conjoints : les employeurs semblent avoir du mal à recruter certains profils particuliers d'employés. Toutefois, une nuance a été émise à ce niveau, nuance qui se constitue du degré de mobilité auquel le conjoint est enclin à se soumettre. En effet, résider sur la municipalité de Savièse et travailler sur celle de Sion implique des trajets quotidiens que tous les individus ne

sont pas d'accord d'effectuer.

Par contre, M. Lorenz a souligné que le cadre magnifique offert par le Valais, caractérisé par l'ensoleillement et la présence des Alpes, à lui seul, n'est pas en mesure de constituer un attrait suffisant pour les ressources humaines fortement qualifiées. Le Valais n'est pas l'unique endroit à proposer un cadre splendide à ses habitants : d'autres régions, telles que Chamonix, disposent également d'une offre avec de telles caractéristiques. L'expérience dans ce domaine de M. Lorenz lui a d'ailleurs permis de remarquer que ce problème apparaît surtout lorsque des profils de compétences pointus sont recherchés.

Quant aux divertissements offerts sur le territoire valaisan aux ressources humaines fortement qualifiées, ils ne sont pas en mesure, selon M. Lorenz, de satisfaire les attentes de personnes passionnées d'opéra ou appréciant particulièrement les visites de musées, car l'offre proposée dans ces domaines est trop restreinte. Néanmoins, à Savièse, pour des personnes passionnées par le théâtre, Le Baladin est un atout certain. Il en va de même pour les sociétés locales qui permettent de nouer facilement des contacts avec les habitants. Par conséquent, concernant l'offre de divertissements, seuls les intérêts individuels des ressources humaines peuvent apporter une réponse quant à un intérêt de domiciliation sur la commune ou non.

Enfin, Savièse, selon la considération de M. Lorenz, se profile avec une offre optimale concernant les possibilités de scolarité offertes aux enfants des ressources humaines fortement qualifiées. Toutefois, une UAP (unité d'accueil parental) manque sur la municipalité de Savièse. Dans le cadre de ressources humaines fortement qualifiées, une telle structure permettrait une prise en charge des enfants avant, pendant et après les périodes de cours, prise en charge qui permettrait aux deux conjoints du couple de travailler à plein temps.

Les transports publics qui desservent la commune répondent, toujours selon les considérations de M. Lorenz, de manière tout à fait satisfaisante aux éventuels besoins des ressources humaines et de leurs enfants.

Enfin, M. Pompili a mis en évidence le fait que les entreprises peuvent payer leurs ressources humaines moins cher en Valais que dans les grandes villes. En effet, le coût de la vie y est moins élevé. Ce paramètre se présente en tant qu'avantage dans une perspective d'attrait des entreprises high-tech.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Compte tenu des données récoltées sous le présent point, il apparaît que la municipalité de Savièse possède un grand nombre d'atouts susceptibles de convenir aux attentes des ressources humaines fortement qualifiées. La collectivité publique possède d'ailleurs, dans ce domaine, une réputation de localité résidentielle particulièrement agréable. Cette réputation est notamment alimentée par la domiciliation de ressources humaines, percevant un revenu relativement élevé, sur son territoire.

Bien entendu, comme toujours, des améliorations quant à l'offre, par exemple en termes de divertissements, permettraient d'augmenter encore l'attrait des ressources humaines envers cette localité. Toutefois, la situation actuelle paraît comporter suffisamment de points positifs, notamment en comparaison avec les paramètres des autres localités de la région, pour devenir un réservoir de ressources humaines fortement qualifiées.

Le présent facteur d'attractivité, consistant en une présence effective ou potentielle de ressources humaines fortement qualifiées sur la municipalité de Savièse, peut, compte tenu des considérations précédemment émises, être validé.

3.2.2.4. PRÉSENCE D'INSTITUTS DE FORMATION EN RELATION AVEC LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

Trois établissements pertinents s'inscrivent dans un cercle de vingt-cinq kilomètres par rapport à la localisation de l'éventuelle future zone industrielle sur le territoire saviésan. La distance de vingt-cinq kilomètres a été retenue, car une proximité géographique temporaire plus restreinte permet à l'entreprise considérée de bénéficier des avantages qu'il peut être retiré d'une interaction avec de tels voisins. En outre, les instituts, pour être retenus, doivent être facilement accessibles afin de ne pas engendrer une trop grande perte de temps lors des trajets.

Par rapport à l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels, se présente comme l'institut de formation le plus proche géographiquement et le plus pertinent quant aux activités menées par les entreprises cibles.

En effet, il se situe à environ cinq kilomètres de l'emplacement destiné à l'éventuelle zone industrielle, ce qui représente, en termes de temps de déplacement unitaire, environ sept minutes (<http://maps.google.ch>). Une localisation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse permet ainsi à l'entreprise considérée de bénéficier également d'une association implicite de son image à l'image de l'établissement.

Quant à la formation dispensée, elle est en mesure de couvrir les principaux domaines relatifs aux systèmes industriels, à savoir "l'électronique, les télécommunications et l'informatique" (orientation "Infotronics"), "la gestion des énergies, l'électronique de puissance, la mécanique et l'automatisation" (orientation "Power and Control") ainsi que "la mécanique et la technologie des matériaux" (orientation "Design and Materials") (www.hevs.ch).

Il est à remarquer que la présence de la HES-SO de Sierre, située à environ vingt-deux kilomètres (soit environ vingt-trois minutes de trajet) (<http://maps.google.ch>), est également en mesure de se profiler en tant qu'atout pour la municipalité de Savièse. Les formations en informatique de gestion et en économie d'entreprise dispensées (www.hevs.ch) permettent de faciliter le recrutement, respectivement, de ressources humaines fortement qualifiées au niveau informatique, si le besoin engendré par l'innovation de l'entreprise active dans le domaine des systèmes industriels s'en fait ressentir, et de cadres appelés, toujours si le besoin s'en fait ressentir, à apporter leur contribution à la gestion de l'entreprise cible en question.

La HES-SO revendique l'apport à ses étudiants d'une formation en adéquation directe avec les besoins des entreprises, ce qui les rend employables par les entreprises dès la sortie de l'école. En outre, une offre de formation continue est disponible afin de garantir une mise à jour des connaissances préalablement acquises. Quant à son éventuelle réputation permettant à l'entreprise d'en bénéficier en cas de localisation à sa proximité, il est à savoir que la HES-SO entretient des relations internationales avec d'autres instituts, ce qui permet de lui conférer une certaine visibilité également à l'étranger. (www.hes-so.ch)

Enfin, le CVPC (Centre valaisan de perfectionnement des cadres et chefs d'entreprises) est aussi localisé sur la municipalité de Sion. Il se trouve à environ six kilomètres de l'éventuel site d'implantation possible sur Savièse pour les entreprises high-tech, ce qui représente une durée unitaire de déplacement d'environ onze minutes (<http://maps.google.ch>). Les possibilités de formation ou de perfectionnement offertes en gestion d'entreprise présentent une certaine flexibilité permettant de concilier vie professionnelle et temps de formation (www.cvpc.ch). Un tel centre se profile comme une opportunité pour permettre, non seulement au personnel administratif des entreprises cibles, mais également aux chefs des PME high-tech d'acquérir, en plus des compétences métiers dont ils disposent déjà, des bases pour gérer au mieux leur entreprise.

Par conséquent, les prestations de la HES-SO de Sierre et du CVPC se positionnent, dans le cas présent, comme une offre supplémentaire, facilement accessible à partir de la zone industrielle, qui engendre l'apparition de plus larges perspectives à plus ou moins long terme pour les décideurs appelés à effectuer un choix de localisation d'entreprise. Ils ne contribuent pas directement à la présence du facteur d'attractivité dont il est question ici, facteur d'attractivité plutôt évalué sous l'angle des processus centraux de l'entreprise, mais permettent de lui offrir une dimension plus large en couvrant également certains besoins actuels ou futurs au niveau de ses processus de support.

- Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

La proximité de la HES-SO de Sion ainsi que les avantages dont l'entreprise peut bénéficier du fait de cette proximité ont été estimés comme effectifs en cas de localisation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse par M. Lorenz ainsi que par M. Pompili.

- Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Compte tenu des informations récoltées ci-avant, le présent facteur d'attractivité peut être validé en tant qu'effectif sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, ceci malgré le fait que seul un institut de formation, à savoir la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels, a été identifié, lors des entretiens qualitatifs, comme à proximité des potentielles entreprises high-tech implantées sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Mais l'impact que la HES-SO peut avoir sur ce facteur d'attractivité est grand, car la formation dispensée au sein de cet institut correspond totalement aux besoins émanant des entreprises cibles de la zone, à savoir aux besoins de PME high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. Dès lors, l'institut en question suffit pour couvrir la totalité des attentes de ces entreprises. La faiblesse de la présence, en termes de quantités d'instituts de formation relatifs à l'activité principale des entreprises cibles, est ainsi amplement comblée par la qualité, en termes d'adéquation des outputs, soit de la transmission de connaissances, que l'établissement en question procure.

Quant aux autres instituts de formation identifiés lors de la recherche générale d'informations, ils ne sont pas fondamentaux pour les entreprises cibles, mais sont tout de même en mesure de renforcer le présent facteur d'attractivité en proposant des formations relatives aux processus de support des entreprises. La palette d'offre est ainsi complétée de manière intéressante.

3.2.2.5. PRÉSENCE D'INSTITUTS DE RECHERCHES EN RELATION AVEC LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

Seuls les instituts, menant des recherches au sein d'un ou de plusieurs domaine(s) composant les processus centraux des entreprises considérées comme cibles, sont en mesure d'entrer en considération lors de la recherche d'une présence effective ou non de ce facteur d'attractivité par les décideurs.

Dans ce cadre, l'institut de recherches de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels, situé à environ cinq kilomètres de l'implantation envisageable pour les entreprises high-tech sur la municipalité de Savièse (<http://maps.google.ch>), apparaît comme totalement adéquat par rapport aux attentes que peuvent avoir de telles entreprises. Des partenariats sont également noués avec d'autres instituts dans le cadre de recherches, ce qui permet d'accroître le volume disponible de savoir ainsi que les perspectives de réalisations communes. (www.hevs.ch)

Quant à l'institut de recherches de l'EPFL, il est localisé à environ cent seize kilomètres de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, ce qui correspond à environ une heure et dix minutes de temps de trajet unitaire (<http://maps.google.ch>). En conséquence, l'importance de la distance ne permet pas ici de parler de proximité géographique qui contribuerait à faciliter les échanges de savoir tacite entre ressources humaines et à augmenter les opportunités de collaboration.

Néanmoins, cet institut de recherches possède l'avantage de bénéficier d'une reconnaissance mondiale et d'avoir à son actif des partenariats avec d'autres instituts de recherches internationaux réputés (www.epfl.ch). Dans ce contexte, en cas de collaboration sur un projet avec cet institut, l'entreprise concernée est en mesure de bénéficier des avantages liés à une telle image ainsi que du réseau de transmission de connaissances géographiquement élargi. A cet effet, des partenariats peuvent tout de même être noués (www.epfl.ch), mais nécessitent un ou des déplacement(s) géographique(s) temporaire(s) de l'une ou l'autre partie.

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

Les deux intervenants dans le cadre de ce dossier ont identifié la HES-SO de Sion en tant qu'institut de recherches avec lequel il demeure possible de collaborer. M. Lorenz a d'ailleurs souligné que de telles collaborations sont déjà pratiquées par Mimotec SA.

D'autres instituts ont été mentionnés par M. Pompili au niveau des collaborations envisageables pour les entreprises actives dans des domaines high-tech. Dans la région de Sion, la Suva, HYDRO Exploitation, EOS, l'institut d'ophtalmologie de Sion, SFR et Calcio s'inscrivent également dans de la recherche de pointe. Bien entendu, certaines PME, employant cinq à dix personnes, sont aussi susceptibles de travailler dans des domaines techniques, mais leur envergure est moindre par rapport aux instituts précités. En prenant une distance géographique un peu plus conséquente, des possibilités de collaboration avec l'Idiap, localisé à Martigny, sont possibles. Il en va de même pour des collaborations avec Novelis ainsi qu'Alcan sur la région sierroise.

M. Lorenz a ajouté collaborer, dans le cadre des activités menées par Mimotec SA, aussi un peu avec l'EPFL. La société en question mène des projets CTI, soit des pro-

jets soutenus par la confédération et caractérisés par une utilisation des connaissances académiques par les entreprises, ce qui implique la mise en œuvre d'une collaboration avec des instituts, quelle que soit la distance séparant les deux entités.

Ainsi, malgré la distance géographique, des collaborations avec l'EPFL demeurent possibles selon M. Lorenz et M. Pompili. M. Lorenz a tout de même ajouté que des collaborations plus fréquentes avec cet institut de recherches seraient favorisées en cas de localisation de l'entreprise à proximité de l'EPFL, comme par exemple directement dans son parc technologique. Par contre, les collaborations avec l'HES-SO de Sion seraient, compte tenu de la distance, moins fréquentes. Bénéficier de la totalité des avantages de proximité avec les deux instituts n'est donc pas possible : un choix doit s'effectuer pour les entreprises ne pouvant envisager qu'une seule localisation physique.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Le facteur d'attractivité, concernant la présence d'instituts de recherches en relation avec les systèmes industriels, peut être considéré comme effectif en cas d'une localisation d'entreprises sur la municipalité de Savièse.

Comme dans le cas du facteur d'attractivité consacré aux instituts de formation, la HES-SO de Sion est déjà en mesure de répondre parfaitement aux besoins d'entreprises high-tech à ce niveau. A une distance raisonnable de la municipalité de Savièse, bon nombre d'autres organisations ont été citées, dans le cadre des entretiens qualitatifs, comme potentiellement aptes à mener des collaborations avec des entreprises high-tech actives dans les systèmes industriels. Cette palette d'alternatives contribue ainsi à élargir le champ de perspectives des décideurs lors de l'évaluation de l'aire géographique en question.

Enfin, de par la totalité des informations récoltées, il apparaît que la distance géographique n'est pas un obstacle infranchissable à la réalisation d'une collaboration sur un projet : cette constatation permet d'inclure de nouvelles alternatives dans la palette offerte sur la région, telles une collaboration avec l'EPFL.

3.2.2.6. POSSIBILITÉ D'ACCÈS FACILITÉ À DU CAPITAL (RISQUE)

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

Au niveau des établissements bancaires et des possibilités d'emprunts commerciaux qu'ils offrent, la région de Sion, à environ cinq kilomètres et demi de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse (soit à environ dix minutes en termes de temps unitaire de déplacement) (<http://maps.google.ch>), n'en manque pas (www.sion.ch ; www.rcvs.ch). En effet, bien que Zurich, Bâle, Genève et Lugano apparaissent comme les clusters les plus importants au niveau suisse, la région de Sion possède elle aussi un cluster financier d'un total d'environ sept milliards de francs suisses (ce qui correspond au total des actifs des banques qui y étaient localisées en 1998) (Dümmler, 2003).

La présence de ces établissements est notamment due aux besoins générés par la zone industrielle de la commune de Sion. Dès lors, les entreprises high-tech implantées sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse sont en mesure de bénéficier également des prestations proposées.

En outre, les établissements bancaires en question sont généralement présents sur

le plan cantonal ou national (www.zefix.ch), ce qui permet à la région de bénéficier de prestations bancaires quasiment similaires à celles disponibles sur les autres aires géographiques.

Quant aux autres possibilités de financement, Ccf SA (Centre de compétences financières) se positionne comme facilitatrice dans la recherche de financement, sous forme de fonds propres ou de fonds étrangers, par les entreprises implantées en Valais. Dans ce cadre, cette société est a priori en mesure de fournir elle-même la totalité ou une partie du capital nécessaire et/ou de mettre en lien l'entreprise considérée avec le réseau le plus adapté. Dans tous les cas, la ou les solution(s) proposée(s) répond(ent) à une analyse de la phase dans laquelle se trouve l'entreprise par rapport au cycle de vie standard d'une entreprise du même type. (www.ccf-valais.ch)

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

Parmi les quatre à cinq entreprises en recherche de localisation que M. Pompili a pu observer durant les quatre dernières années, toutes ont émis, en tant qu'un des critères de choix, l'accès à des emprunts bancaires les moins contraignants pour l'entreprise.

Selon M. Lorenz, une localisation sur la municipalité de Savièse n'implique ni avantages, ni inconvénients supplémentaires par rapport à un autre choix de localisation quelconque dans la recherche de financement.

Par contre, le capital-risque ne paraît pas être un mode de financement fréquemment utilisé par les entreprises high-tech dans la région. A titre d'exemple, M. Lorenz a cité Mimotec SA qui a obtenu du financement sous forme d'emprunts bancaires, d'une entrée dans le capital de Ccf SA et auprès de clubs de business. Il a également fait remarquer que les crédits LIM, source de financement dont a bénéficié Mimotec SA au début de son activité, deviennent de moins en moins fréquents dans la région de Sion.

Quant à M. Pompili, il a considéré que les possibilités de financement sont un aspect qu'il serait bien d'améliorer sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, ceci malgré l'existence en Valais de Business Angels. A cet effet, il a suggéré que la municipalité pourrait tisser un réseau de relations relatif, par exemple, au capital-risque.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Suite aux informations récoltées, une localisation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse ne paraît pas impliquer un accès facilité à du capital adéquat au vue des activités menées par l'entreprise. Néanmoins, par rapport à la situation en vigueur sur d'autres aires géographiques, aucun désavantage notoire n'a été relevé.

En conséquence, il a été choisi de ne pas valider ici le présent facteur d'attractivité. Ce choix ne signifie pas qu'il n'existe aucune possibilité de financement d'entreprises high-tech en cas d'une localisation sur le territoire saviésan, mais que ces dernières sont insuffisamment mises en avant et facilitées pour les entreprises cibles. Dans ce contexte, un effort est à effectuer. Ce dernier constitue l'interprétation qui doit être apportée au présent choix de ne pas valider le facteur d'attractivité en question.

3.2.2.7. OPPORTUNITÉS ET CONTRAINTES PHYSIQUES LIÉES À LA ZONE INDUSTRIELLE

○ Localisation géographique précise de l'éventuelle future zone industrielle

Etant donné que le présent facteur d'attractivité se constitue d'une évaluation des opportunités et contraintes physiques liées à l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, il est nécessaire, sous ce point, de déterminer l'emplacement géographique plus précis qui lui est destiné.

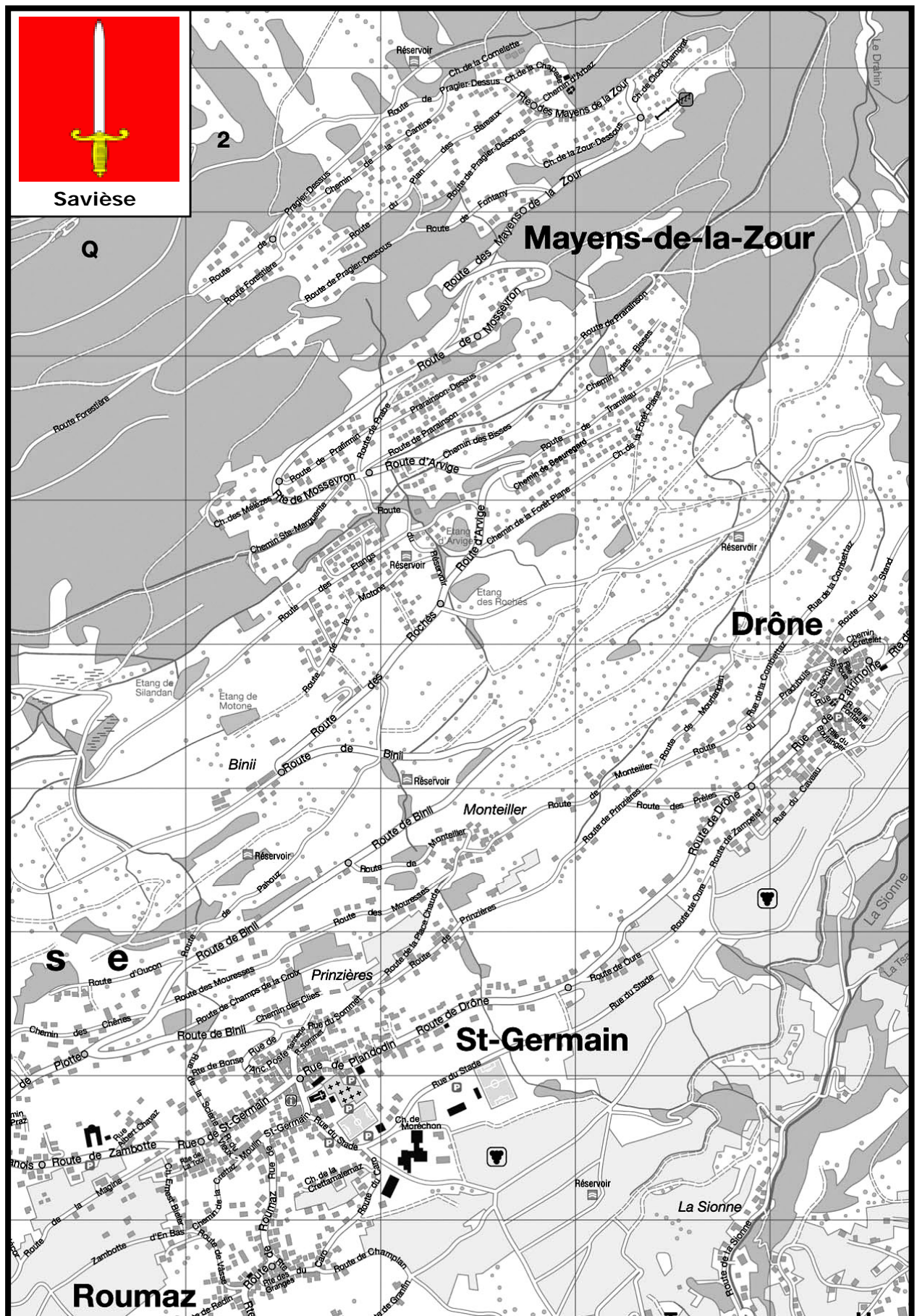
Dans cette optique, les deux premières cartes présentées ci-après permettent de localiser l'aire géographique (encadrée en bleu sur la deuxième carte) au sein de laquelle la zone industrielle est susceptible de s'inscrire par rapport à la totalité du territoire saviésan.

Quant à la troisième carte, elle propose un agrandissement de la zone précédemment encadrée en bleu, agrandissement qui permet de situer de manière plus précise la partie de territoire qui pourrait devenir zone industrielle en 2015 (surface formée par les droites en bleu foncé). Actuellement, toutes les parcelles relatives à cette zone se trouvent en zone agricole. Plus précisément, il s'agit de vignes en deuxième et troisième zone.

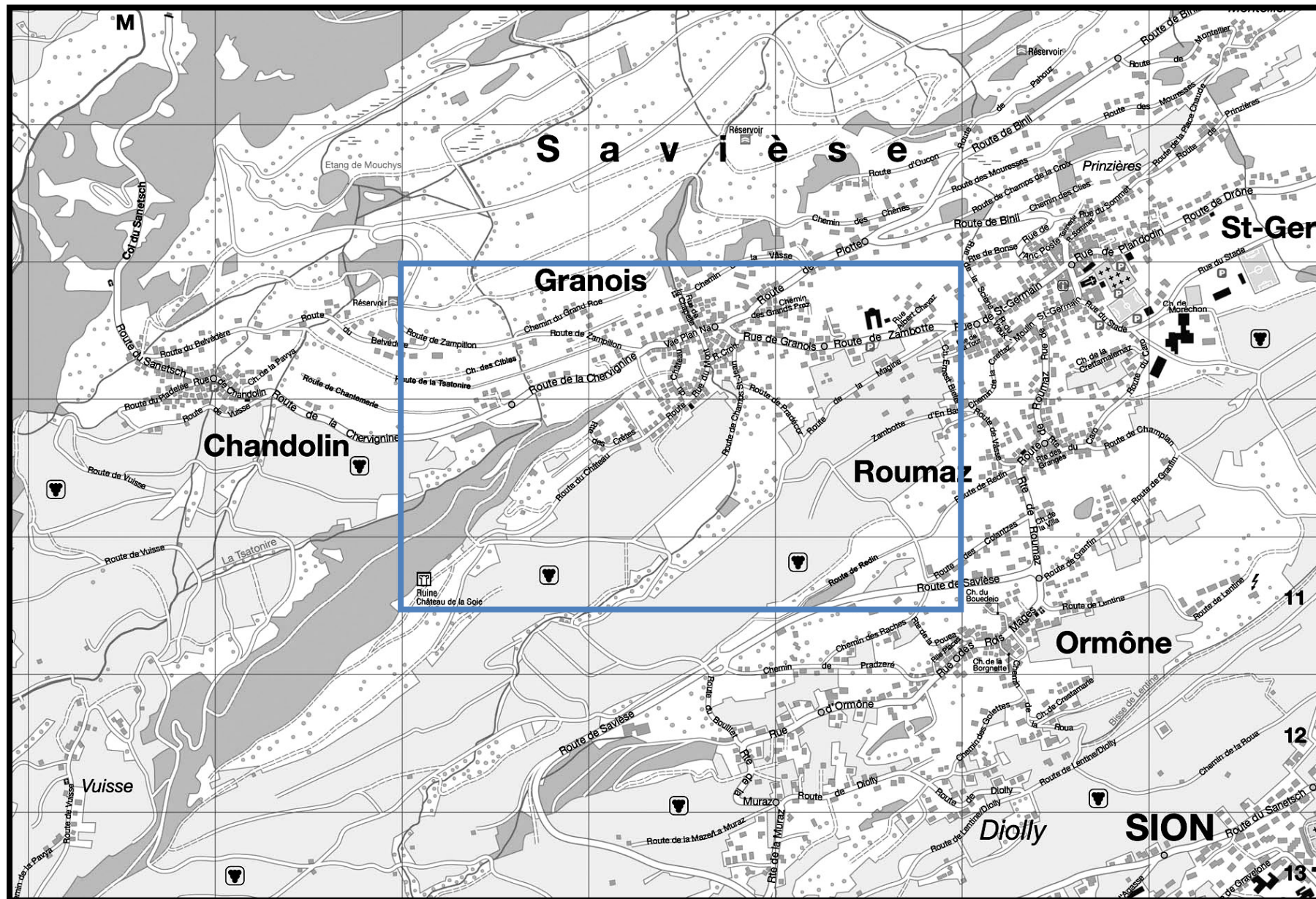
Il est à remarquer que, comme mentionné sur cette troisième carte, l'éventuelle zone industrielle sera en mesure de bénéficier, dès son ouverture, de la nouvelle route devant être réalisée sur le territoire saviésan d'ici à 2013 (mentionnée par une ligne en bleu clair sur la carte). La circulation supplémentaire, engendrée par l'éventuelle implantation d'entreprises sur le territoire saviésan, ne devrait pas se profiler sous forme d'externalité négative pour les habitants de la municipalité : l'emplacement de la zone industrielle est suffisamment éloigné des villages pour constituer une zone à part entière et son accès ne nécessite pas d'emprunter une route traversant un ou des village(s).

Enfin, il est important de noter que les parcelles en question, si elles ne sont pas affectées en zone industrielle en 2015, demeureront en zone agricole. Par conséquent, l'éventuel choix de la municipalité de se consacrer à une trajectoire exclusivement résidentielle n'impliquera pas l'ouverture de ces parcelles en zone à bâtir.

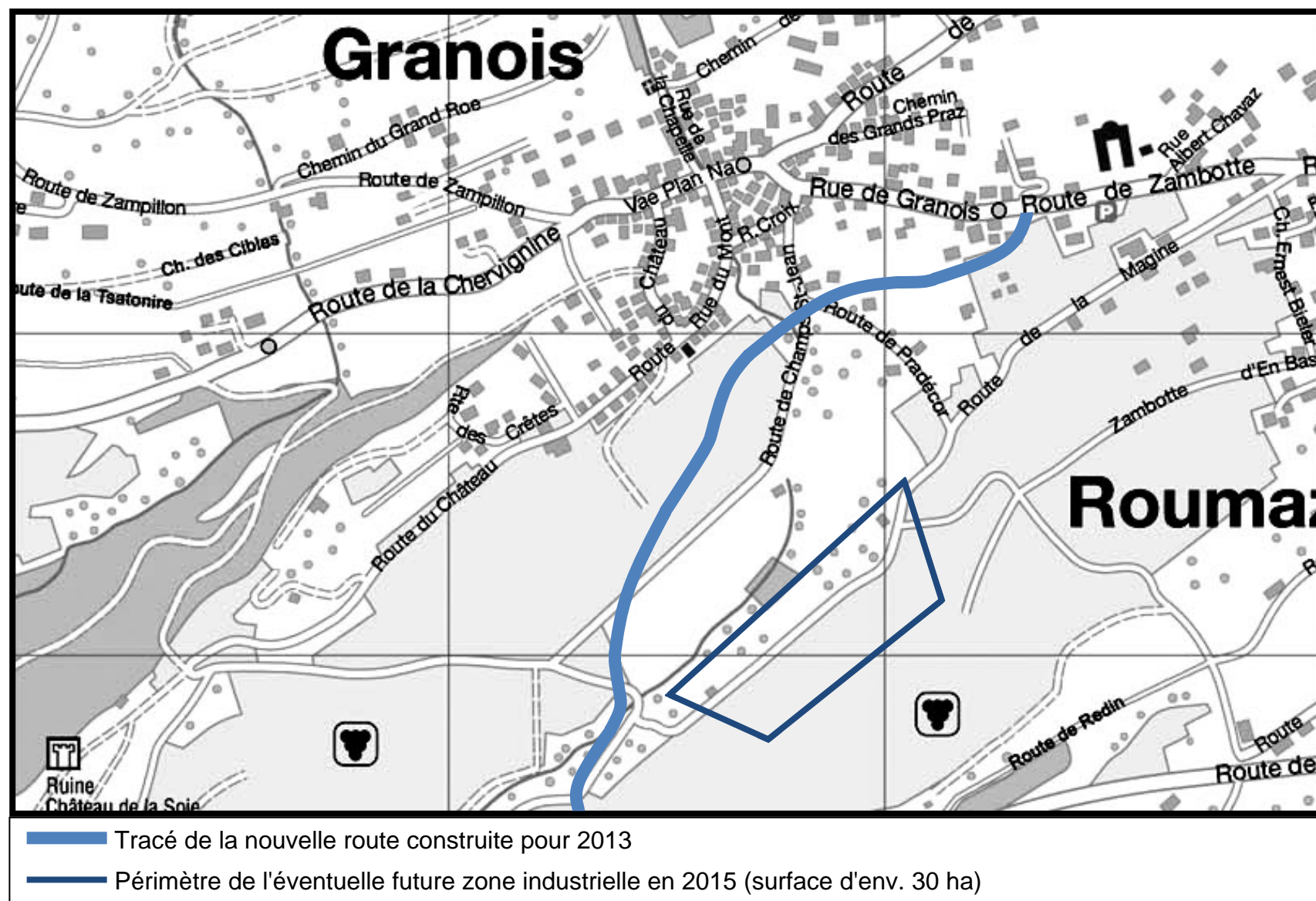
Toutes les informations précitées relatives à cet emplacement ont été transmises par M. Grégoire Luyet actif auprès de la municipalité de Savièse. Le présent dossier n'a donc en aucune manière contribué à déterminer l'emplacement et les caractéristiques physiques des parcelles revêtant le caractère de zone industrielle en cas de choix d'emprunt d'une telle trajectoire par la collectivité publique saviésanne. Il est encore à tenir compte que les mentions supplémentaires, insérées en bleu sur la carte, sont présentes uniquement à titre indicatif : les tracés ne prétendent nullement décrire, avec exactitude, les caractéristiques géographiques de la nouvelle route ainsi que celles de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.



Source de la carte de base : www.saviese.ch



Source de la carte de base : www.saviesse.ch



Source de la carte de base : www.saviese.ch

Figure 8 – Situation géographique de l'éventuelle future zone industrielle sur le territoire saviésan

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

- Superficie de la zone industrielle

Comme mentionné sur la carte ci-avant permettant de situer géographiquement l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, la superficie de l'aire géographique offerte aux entreprises high-tech s'élève à approximativement trente hectares (soit 300'000 m²).

Dans ce cadre, il est à remarquer que Savièse s'inscrit ici dans la tendance suisse, à savoir une limitation des perspectives d'expansion des entreprises du fait de la superficie relativement réduite de la zone industrielle (Dümmli, 2003).

Néanmoins, le choix de s'adresser à des entreprises, qui revêtent le caractère d'high-tech, permet de remédier à ce problème, car ces dernières n'ont pas besoin d'une superficie conséquente pour pouvoir déployer leurs activités ainsi que pour mettre en œuvre leur croissance (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005). De plus, dans un premier temps, l'éventuelle future zone industrielle ne comportera aucune localisation d'entreprise, ce qui laisse largement de surface aux premières entités venues pour pouvoir envisager, lors de l'évaluation de la localisation, à plus ou moins long terme une expansion, voire même pour la préparer en devenant propriétaires de plus de surface de terrain que nécessaire à court terme.

- Possibilités d'aménagement de la zone industrielle

L'aire géographique considérée dans ce dossier n'existe pas encore en tant que zone industrielle sur le territoire de la municipalité saviésanne. En conséquence, aucune stratégie quant à son développement n'a encore été élaborée, ce qui d'emblée exclut toute considération quant aux aménagements possibles selon la marge de manœuvre octroyée par le règlement de constructions et de zones.

Par contre, concernant les possibilités de raccordement aux services de base, à savoir à l'eau, à l'électricité et aux égouts, aucun problème notoire ne devrait apparaître compte tenu du fait que des bâtiments relativement proches géographiquement, à savoir des habitations, sont en mesure de bénéficier de ces services. Il en va de même pour les questions d'évacuation des déchets. D'une manière générale, les besoins des entreprises high-tech à ce niveau ne devraient pas être trop conséquents en volume compte tenu du type d'activités menées qui ne s'apparentent de loin pas à de l'industrie lourde.

- Coûts d'acquisition de la localisation

Etant donné qu'outre l'emplacement géographique de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, aucun paramètre relatif à sa stratégie de développement n'a été déterminé, il n'est pas possible de se prononcer ici sur les coûts relatifs à l'accession, pour l'entreprise high-tech considérée, aux parcelles ainsi qu'aux locaux.

- Possibilités d'accès à des infrastructures publiques

Comme pour le paramètre précédent, étant donné qu'aucune stratégie n'a encore été élaborée concernant le développement de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, il n'est possible de formuler ni remarque positive ni remarque négative quant à la situation dont pourront bénéficier les éventuelles futures entreprises localisées sur l'aire géographique en question.

- Possibilités d'accès physique à la zone industrielle

Comme mentionné sur la carte présentée sous ce point dans le but de permettre de situer géographiquement l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, la nouvelle route, construite sur la municipalité d'ici à 2013, se profile comme une infrastructure d'accès suffisamment importante en termes de capacité par rapport aux besoins engendrés par la localisation d'entreprises high-tech.

Ainsi, un déplacement d'une durée unitaire d'environ dix minutes (soit environ cinq kilomètres et demi) (<http://maps.google.ch>), permet d'atteindre la ville de Sion. A partir de cette ville, il est possible d'avoir accès à l'autoroute, à la gare permettant de disposer de trains qui relient les régions de Suisse et des régions étrangères ainsi qu'à l'aérodrome de Sion.

Quant à l'accès depuis la zone industrielle à Genève, qui dispose d'un aéroport international avec une offre satisfaisante en termes de desserte des principales destinations internationales (www.gva.ch), il implique un déplacement d'environ une heure et quarante minutes (soit environ cent soixante-huit kilomètres) (<http://maps.google.ch>). Il est néanmoins à remarquer qu'il est possible d'effectuer ce trajet entièrement en train depuis la gare de Sion (www.sbb.ch). En outre, l'aéroport international de Genève est reconnu comme ayant un impact positif sur les possibilités qu'il offre au canton du Valais au niveau économique (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005).

Dès lors, suffisamment de possibilités sont offertes à partir de la zone industrielle pour garantir aux entreprises un accès physique relativement facile aux autres aires géographiques.

- Possibilités de communication virtuelle à partir de la zone industrielle

D'une manière générale, la Suisse romande est dotée d'un réseau de communication pouvant être considéré comme développé et contribuant à attirer des entreprises sur son territoire (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005).

La fibre optique apparaît comme un moyen permettant d'accéder, en termes de communication virtuelle, à une grande quantité de données avec une rapidité de transmission optimale (www.journaldunet.com).

Dans ce cadre, la mise en place d'un réseau de fibre optique sur le territoire de l'éventuelle future zone industrielle paraît une solution adéquate aux attentes des entreprises high-tech. Comme le prouvent les récentes réalisations dans la région en la matière, la mise en place d'un tel réseau demeure tout à fait envisageable (www.tsr.ch). Dès lors, le présent paramètre peut être considéré comme potentiellement présent sur l'aire géographique considérée.

- Possibilité de bénéficier des externalités positives liées à un regroupement géographique

Etant donné que l'éventuelle future zone industrielle de Savièse comprend une superficie de trente hectares, l'implantation successive d'entreprises high-tech implique une certaine proximité géographique entre les entités localisées, ce qui présente l'avantage d'offrir la possibilité aux externalités positives (point 2.1.2.6), notamment à celles relatives à la transmission de savoir tacite, d'apparaître sur l'aire géographique en question. Ces externalités peuvent, en conséquence, d'ores et déjà être considérées comme potentiellement existantes par les décideurs appelés

à effectuer un choix de localisation d'entreprise high-tech.

- Risque de pâtir des externalités négatives liées à un regroupement géographique

L'éventuelle future zone industrielle de Savièse, dans un premier temps, ne comportera pas ou très peu d'entreprises, car ces dernières n'auront eu qu'un court laps de temps pour procéder à un choix de localisation. En conséquence, lors de la phase de démarrage de la présente zone industrielle, sur une analyse de court terme, les décideurs ne peuvent déceler aucune externalité négative liée à une agglomération d'entreprises.

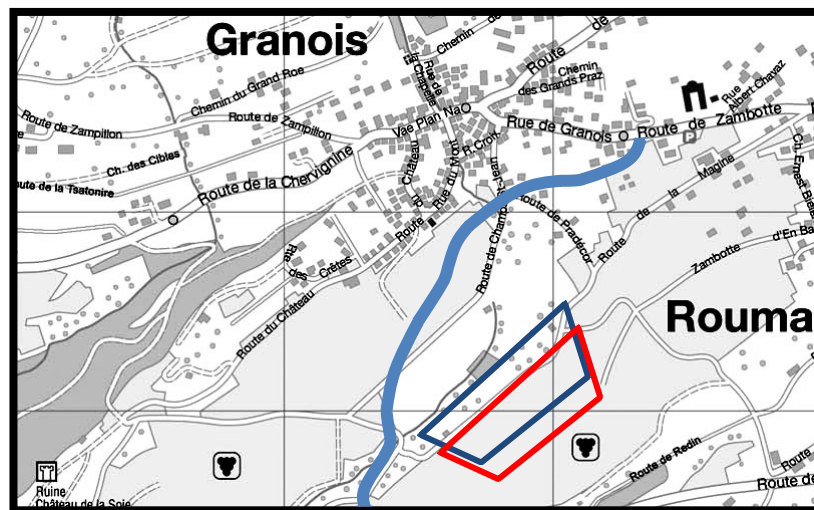
Un tel résultat est également valable dans une perspective d'analyse sur le moyen et sur le long terme. En effet, les risques de concurrence accrue sont très restreints dans les domaines high-tech du fait que, généralement, chaque entreprise possède des compétences spécifiques dans son domaine, compétences qui lui permettent de se démarquer de ses concurrents. Quant aux risques de pollution, ils sont quasiment inexistants dans le cas d'entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels, leurs activités ne générant pas d'externalités notoires. Enfin, la probabilité que des conflits de voisinage apparaissent est également très mince, car les activités menées par les entreprises cibles ne sont pas en mesure de générer de trop fortes externalités négatives et l'éventuelle future zone industrielle est relativement éloignée de l'emplacement des villages de la municipalité.

o Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

- Choix de l'emplacement de l'éventuelle future zone industrielle et nouveau paramètre à prendre en compte dans le présent facteur d'attractivité

Suite à la présentation de l'emplacement de la zone industrielle envisagé par la commune, M. Pompili a émis une évaluation du choix. Il apparaît ainsi que la surface, se situant au Sud de la route qui coupe la zone industrielle, est en mesure, compte tenu de la belle vue qu'elle offre, de répondre aux attentes d'entreprises high-tech. Par contre, le solde de la surface, à savoir la zone située au Nord de la même route, ne permet pas de bénéficier de cet avantage et, de ce fait, n'est pas en mesure d'attirer des entreprises high-tech.

Afin de remédier à ce problème et compte tenu de la disponibilité de la zone au Sud de la route, la suggestion, formulée par M. Pompili, est d'y localiser la totalité de l'éventuelle future zone industrielle, ceci dans le même ordre d'idées que le périmètre mentionné en rouge sur le schéma ci-après :



Source de la carte de base : www.saviese.ch

Figure 9 – Suggestion de modification de l'emplacement choisi pour la zone industrielle

Le raisonnement de M. Pompili par rapport à l'évaluation précitée se base sur un paramètre non-identifié lors des recherches menées à travers la littérature scientifique ou plutôt identifié uniquement sous d'autres angles. En effet, le paramètre en question a été mentionné à titre d'attente personnelle concernant le lieu d'habitation des ressources humaines fortement qualifiées, c'est-à-dire dans la description du facteur d'attractivité intitulé "présence (effective ou potentielle) de ressources humaines fortement qualifiées" et est également susceptible de se retrouver au sein du facteur d'attractivité intitulé "préférences personnelles des décideurs", facteur qui implique l'arrivée de la notion d'évaluation subjective.

Or, dans le présent contexte, M. Pompili a situé l'attente de bénéficier d'une vue magnifique en tant qu'attente de l'entreprise high-tech elle-même. Le raisonnement sous-jacent est que ce paramètre permet d'accroître la créativité des ressources humaines de telles entreprises. A titre d'exemple, les entreprises high-tech, envisageant une localisation au sein du canton de Neuchâtel, formulent, sous forme de condition à la localisation, des demandes pour pouvoir implanter leur infrastructure au bord du lac. En définitive, elles sont à la recherche d'un endroit où il fait bon vivre et cela s'exprime notamment par un cadre en termes d'espace et de vue.

En conséquence, le paramètre, tel que présenté ici, entre à proprement parler dans le processus de production, de création d'innovations des entreprises cibles et se devrait d'être mentionné de manière à part entière au sein du présent facteur d'attractivité consacré aux opportunités et contraintes physiques relatives au choix de localisation.

- Evaluation du facteur d'attractivité

Les deux personnes interrogées ont considéré que l'implantation prévue pour la zone industrielle offre, aux entreprises désirant s'y localiser, suffisamment de perspectives d'expansion de leur infrastructure. M. Pompili a d'ailleurs ajouté que l'éventuelle future zone industrielle elle-même est en mesure d'étendre sa surface initialement prévue compte tenu de la localisation qui est envisagée par rapport au territoire saviésan. En effet, les alentours de l'éventuelle future zone industrielle sont également occupés par des vignes en troisième zone. Mais, dans ce cadre, il est nécessaire d'offrir, sur la surface supplémentaire, une vue magnifique aux entreprises high-tech.

Parmi les quatre à cinq entreprises en recherche de localisation que M. Pompili a pu observer durant les quatre dernières années, toutes ont émis, parmi les critères d'évaluation, la mise à disposition facilitée de locaux.

Au niveau des possibilités d'accès à l'éventuelle future zone industrielle, sa localisation ne devrait pas être un problème selon M. Lorenz et M. Pompili. En effet, M. Pompili a souligné la proximité par rapport à Sion, proximité qui, en temps, s'élève à environ cinq minutes de trajet, ainsi que la capacité suffisante de la future route par rapport au trafic engendré. Il a, en outre, mis en évidence l'importance de disposer d'infrastructures de transports optimales (autoroutes, grands aéroports...) pour les individus actifs dans des domaines high-tech, car ces derniers exigent de fréquents voyages sur un plan international. Selon M. Lorenz, tant qu'il est possible de maintenir des interactions à partir de la zone industrielle, la localisation est favorable. Néanmoins, il est nécessaire de s'assurer que des entreprises permettant ces interactions, telles FedEx pour les livraisons, desservent également l'éventuelle future zone industrielle.

Par contre, M. Pompili a mis en évidence le fait que le Valais, malgré les infrastructures de transport que le canton propose, demeure géographiquement éloigné de beaucoup d'éléments. Ainsi, les entreprises étrangères ont plutôt tendance à s'implanter à Lyon Nord, à Winterthur ou à Bâle, aires géographiques qui proposent des grands axes de transport.

Au niveau de l'expérience acquise en tant que décideur par M. Lorenz, il a expliqué le choix de localisation de Mimotec SA sur la zone industrielle de Sion par un accès plus aisé de son personnel, composé surtout de personnes qui habitent à Fully et à Martigny, aux locaux de l'entreprise. L'accès aux locaux de l'entreprise est également facilité pour les clients, ceci grâce à leur implantation à la sortie directe de l'autoroute et, parfois, grâce à la proximité avec l'aéroport de Sion.

Concernant les aménagements nécessaires pour permettre aux entreprises high-tech de mener leurs activités sur l'éventuelle future zone industrielle, aucun problème particulier ne devrait se poser selon M. Pompili, ceci que ce soit au niveau de l'infrastructure, de l'accès à Internet (par le biais de la fibre optique) ou du raccordement au gaz.

Au niveau de la potentialité d'apparition d'externalités liées au savoir, M. Lorenz et M. Pompili ont considéré également tous deux qu'une fois les entreprises implantées sur la zone, cet avantage apparaîtra naturellement, conformément à ce qui a déjà pu être observé sur d'autres aires géographiques. Par contre, M. Lorenz a mis en évidence le fait que de telles caractéristiques ne peuvent émerger qu'à la condition que les entreprises localisées sur la zone correspondent aux entreprises définies comme cibles, c'est-à-dire qu'il s'agisse d'entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Etant donné que le choix de l'emplacement de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse n'est pas encore arrêté définitivement, mais provient d'une réflexion menée par la municipalité, les problèmes liés à la vue inhérente à la zone, problèmes exposés précédemment, n'entrent pas dans le choix de validation ou non du présent facteur d'attractivité. En effet, cet aspect peut aisément être modifié par la commune.

La superficie prévue et les possibilités d'expansion peuvent être considérées, par rapport aux informations récoltées, comme adéquates aux attentes d'entreprises high-tech : la surface et la localisation permettent une expansion ; la surface est tout à la fois suffisamment restreinte pour permettre aux externalités positives liées au regroupement d'entreprises d'apparaître.

Quant aux autres paramètres constituant le présent facteur d'attractivité, à savoir les possibilités d'aménagement, le coût du terrain et de l'infrastructure, l'accès physique à la zone ainsi que les possibilités d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication depuis la zone industrielle, il n'y a a priori pas d'obstacles apparents qui empêcheraient la municipalité d'œuvrer de manière optimale, dès l'éventuelle décision d'ouverture de la zone industrielle, sur ces aspects.

Par conséquent, le présent facteur d'attractivité est en mesure d'être considéré comme présent de manière satisfaisante sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse par rapport aux attentes des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. Cette validation doit être comprise, d'une part, comme le fait que les paramètres, effectifs avant la décision d'ouverture de la zone industrielle, correspondent aux attentes des entreprises high-tech et, d'autre part, comme le fait que la commune possède elle-même, pour le reste des paramètres, la capacité d'orienter de manière positive les démarches permettant d'arriver à une situation optimale en cas d'ouverture de la zone industrielle.

3.2.2.8. SITUATION OPTIMALE EN TERMES DE DROITS ET OBLIGATIONS PAR RAPPORT À LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

- Législation permettant un exercice optimal des activités de l'entreprise

Les entreprises high-tech sont actives, de par les innovations qu'elles prétendent proposer, au niveau de la recherche. Dans ce cadre, il est important que la législation du pays en question n'empêche pas l'entreprise de déployer les activités qui lui permettent de se maintenir en tant qu'high-tech. Dans le classement international proposé par la DEWS, l'ensemble de la législation suisse se situe comme la deuxième la plus favorable, juste après Singapour, par rapport aux recherches pouvant être menées dans un cadre scientifique (www.dews.ch). Ce classement est donc tout à fait favorable pour permettre aux entreprises high-tech de considérer, à cet égard, de manière positive une localisation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Quant aux conditions d'emploi des ressources humaines, quarante deux heures représentent la durée moyenne effective de travail par semaine dans la confédération helvétique. Le temps de travail est donc généralement plus élevé que dans les pays voisins. Quant aux vacances, de quatre à cinq semaines par an, elles représentent une perte de jours de travail moins importante que dans les pays voisins. (www.dews.ch)

D'une manière générale, les charges relatives aux employés, supportées par les entreprises, sont plus élevées en Suisse que dans les autres pays européens. Toutefois, les autres paramètres précités, paramètres sur lesquels la Suisse s'avère une localisation plus favorable, permettent de nuancer cette constatation et de conserver un rapport entre la qualité et le coût du travail tout à fait satisfaisant. (www.dews.ch)

Enfin, la Suisse a noué des accord bilatéraux avec l'Union européenne qui permettent de faciliter, pour les entreprises implantées sur son territoire, l'emploi de personnel provenant de pays de l'Union européenne (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005 ; www.dews.ch). Il s'agit notamment de l'accord de Schengen sur la libre circulation des personnes (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005 ; www.dews.ch).

Pour les entreprises high-tech, entreprises qui recherchent par conséquent des compétences particulières et qui, de ce fait, ont une probabilité plus élevée d'avoir recours à des personnes étrangères, les facilités octroyées par les accords précités se profilent comme particulièrement intéressantes.

- Législation adéquate en matière de propriété intellectuelle

Les questions de propriété intellectuelle répondent à des lois de portée nationale en Suisse (www.ige.ch).

Dès lors, aucune spécificité quant à une localisation sur la municipalité de Savièse n'est à analyser par les décideurs intervenant lors d'un choix d'implantation d'entreprise.

Néanmoins, il est à remarquer que la Suisse garantit des droits optimaux aux entreprises au niveau de la propriété intellectuelle, ceci par le biais de dépôts de brevets, de dépôts de marques, de protections de designs et de protections de droits d'auteurs. En outre, des accords internationaux ont été signés par la Suisse et permettent de faciliter notablement les démarches liées à l'élargissement de la protection intellectuelle concernant les éléments précités sur plusieurs pays étrangers. (www.ige.ch)

La DEWS conforte d'ailleurs, par le biais de ses statistiques internationales, l'affirmation précitée. En effet, la Suisse se place, juste après l'Allemagne, en deuxième position avec un score proche du maximum (www.dews.ch).

- Fiscalité favorable à l'entreprise

D'un point de vue international, la Suisse se profile comme un pays offrant une "fiscalité attractive" aux entreprises s'y localisant (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005 ; www.dews.ch ; www.economiesuisse.ch).

Quant au positionnement du Valais parmi les vingt-six cantons de Suisse, il accède à la sixième place la plus favorable concernant l'imposition du bénéfice net des sociétés anonymes, mais seulement à la vingt et unième place au niveau de l'imposition du capital. De manière globale, il demeure toutefois à la neuvième place d'attractivité quant à la charge fiscale totale relative tout à la fois au bénéfice net et au capital des sociétés anonymes. (Administration fédérale des contributions, 2007)

Quant aux possibilités de bénéficier d'exonérations fiscales, seule une négociation avec la collectivité publique concernée et/ou la connaissance de la stratégie appliquée par cette dernière envers l'éventuelle future zone industrielle de Savièse est en mesure d'apporter une réponse. Néanmoins, il est à remarquer que des exonérations fiscales au niveau cantonal et communal, pour une période pouvant aller jusqu'à dix ans, demeurent possibles par leur présence dans la législation. De telles exonérations sont accordées à condition que l'entreprise considérée remplisse,

notamment au niveau de ses caractéristiques, certaines conditions. (www.dews.ch)

- Facilités accordées à l'entreprise dans le cadre de ses activités par la mise à disposition d'infrastructures publiques

Etant donné qu'aucune décision n'a encore été prise quant à la création ou non de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, aucune infrastructure publique n'est actuellement disponible sur le territoire en vue de faciliter les activités menées par les entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels.

En outre, en admettant une ouverture de cette zone en tant que zone industrielle, il est à remarquer qu'en fonction de la stratégie choisie pour son développement, des infrastructures publiques peuvent faire partie de l'offre émanant du territoire. En conséquence, cet aspect du présent facteur d'attractivité est à reconsidérer dès que la zone sera officiellement disponible pour les entreprises désirant s'y localiser.

- Accès à une certaine stabilité garantie sur la durée

Le Valais est en mesure d'offrir aux entreprises high-tech une stabilité politique et économique ainsi qu'une sécurité optimales (www.vs.ch). Le canton, duquel fait partie la municipalité de Savièse, s'inscrit donc dans la tendance suisse qui permet aux entités, présentes au sein du pays, de bénéficier tout à la fois d'une stabilité politique et économique ainsi que de la paix sociale (www.diplomatie.gouv.fr).

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

M. Pompili a évoqué, durant l'entretien qualitatif, le fait que certaines entreprises étrangères s'intéressent à venir en Suisse, car elle ne fait pas partie de l'Union européenne et du fait de la réputation "made in Switzerland" qu'elle véhicule.

Concernant les ressources humaines étrangères employées par les entreprises, la Suisse et le Valais permettent d'y avoir recours relativement facilement grâce aux accords de Schengen et aux permis L selon M. Lorenz.

Les deux intervenants ont été d'accord sur le fait que les possibilités de propriété intellectuelle, en Suisse, sont satisfaisantes par rapport aux attentes des entreprises high-tech. M. Lorenz a, en outre, mentionné que des mandataires spécialisés sont en mesure d'apporter une aide aux entreprises au niveau des démarches à entreprendre. Une localisation de tels mandataires à proximité de l'entreprise n'est alors pas nécessaire.

Concernant la fiscalité, M. Pompili a pu observer, parmi les quatre à cinq entreprises à la recherche d'une localisation durant les quatre dernières années, que les aspects fiscaux sont un des critères d'évaluation récurrents. Il a, en outre, mis en évidence le rôle à jouer par la municipalité en vue d'attirer des entreprises high-tech : un tel aspect peut être décisif. En effet, les entreprises sont à la recherche d'une fiscalité leur étant la plus favorable possible. M. Lorenz a été dans le même sens en citant, en tant que facteur d'attractivité, la fiscalité sous l'angle des exonérations fiscales envisageables.

- Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Compte tenu des informations récoltées, la municipalité de Savièse, du fait qu'elle s'inscrit en tant que territoire de la confédération helvétique, permet de garantir aux entreprises high-tech des conditions optimales à la réalisation de leurs activités. Dès lors, la plupart des conditions cadres sont déjà effectives sur la zone industrielle de Savièse.

Quant aux autres paramètres compris dans le présent facteur d'attractivité, notamment celui relatif à la fiscalité, ils demeurent sous l'influence de la municipalité de Savièse et ne peuvent être évalués qu'une fois la zone industrielle effectivement ouverte. Mais, du fait de la capacité d'action de la municipalité à cet égard, ils peuvent être considérés d'ores et déjà comme présents. C'est donc ici l'absence d'entraves notoires à leur apparition qui doit être comprise lors de la validation globale du présent facteur d'attractivité.

En conséquence, le facteur d'attractivité, relatif à une situation optimale en termes de droits et obligations par rapport à la collectivité publique, peut être considéré comme effectif sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

3.2.2.9. PRÉSENCE D'ENTREPRISES APPARENTÉES ET DE SUPPORT RÉPONDANT AUX BESOINS DE PME INNOVATRICES

- Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

Etant données les relations entretenues par l'entreprise considérée avec les entités apparentées et de support, la proximité géographique bénéficie de restrictions moins strictes que pour certains autres facteurs d'attractivité en termes de distance. En effet, il s'agit de relations essentiellement de type client (l'entreprise considérée) à prestataires de biens et/ou services (les entreprises apparentées et de support). Dès lors, le territoire de la municipalité de Sion peut aisément être englobé dans la présente réflexion.

Concernant les entreprises apparentées, à savoir les fournisseurs de prestations nécessaires aux processus centraux de l'entreprise, les exigences des domaines high-tech impliquent généralement une si forte spécialisation au niveau des inputs que les fournisseurs, forcément plus rares en nombre, sont recherchés pour leurs compétences à travers l'aire géographique mondiale. En conséquence, les chances de disposer d'un tel fournisseur près du lieu d'implantation évalué par l'entreprise sont très minces, ceci d'autant plus que ce dernier n'est pas forcément en mesure, sur le plan des compétences, de répondre aux attentes de toutes les entreprises de la zone, entreprises s'inscrivant, en fonction de leurs innovations respectives, dans une différence par rapport aux caractéristiques de leur demande individuelle. Il est donc tout à fait normal de ne pas disposer de telles entreprises à proximité de la zone, comme le confirment d'ailleurs les comportements en vigueur dans la Silicon Valley (Gordon, 1992). Une absence de fournisseurs ne contribue ainsi pas à affaiblir, selon le raisonnement des décideurs, l'évaluation du facteur d'attractivité analysé ici.

Quant aux entreprises de support, elles sont déjà implantées sur la municipalité de Sion (www.sion.ch) en vue notamment de desservir les besoins relatifs à la zone industrielle de cette commune. Dès lors, l'offre est suffisamment étayée (www.sion.ch) pour permettre aux entreprises high-tech, désirant se localiser sur le territoire saviésan, de trouver les prestataires répondant le mieux à leurs besoins, voire même pour

les mettre en compétition notamment par rapport aux prix relatifs à leurs prestations. Des déplacements physiques sporadiques, d'une durée unitaire d'environ dix minutes (soit environ cinq kilomètres et demi) (<http://maps.google.ch>), sont alors en mesure de garantir des relations commerciales optimales.

A ce niveau, il est encore à noter qu'en Valais, une aide est disponible pour les nouveaux entrepreneurs, désirant évoluer au sein de domaines high-tech, notamment celui des "sciences de l'ingénieur", et proposant des innovations dans ce sens, par le biais de la fondation The Ark (www.theark.ch). Ainsi, concernant les prestations relatives aux processus de support de telles entreprises, des facilités sont offertes en vue de maximiser les chances de réussite des entreprises naissant dans ce contexte (www.theark.ch). En conséquence, le choix d'une localisation en Valais de la nouvelle entreprise considérée peut être guidé par la présente opportunité. Dans ce cadre, l'éventuelle future zone industrielle de Savièse fait partie des aires géographiques plus restreintes pouvant être prises en compte par les décideurs lors des démarches inhérentes à un choix d'implantation précis.

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

Concernant la présence, à proximité de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, d'entreprises apparentées, soit de fournisseurs, M. Lorenz et M. Pompili ont jugé tous deux que cet élément n'influe pas sur le choix de localisation des entreprises high-tech.

M. Lorenz a d'ailleurs cité le cas de Mimotec SA qui a des fournisseurs en Allemagne et à Châtel-Saint-Denis. Par contre, il a mis en évidence qu'il est important que la zone industrielle soit desservie par des entreprises assurant le transport de produits, telles FedEx et TNT.

M. Pompili a transmis le même genre de considérations : les entreprises high-tech, de par leur qualification d'high-tech, ont recours à des fournisseurs internationaux. De plus, leurs matières premières sont des composants spécifiques pouvant provenir du Japon, de Chine... Il ne s'agit donc pas de grandes quantités de marchandises à transporter jusqu'à la zone industrielle. En outre, il a mis en évidence la proximité actuelle de la poste par rapport à l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, proximité qui constitue d'ores et déjà un avantage aux yeux des entreprises susceptibles d'évaluer en tant que localisation possible la présente zone industrielle.

Quant à la présence d'entreprises de support, tous deux ont considéré que celles déjà localisées sur Sion permettent de répondre de manière tout à fait adéquate aux éventuelles attentes des entreprises high-tech. En outre, la zone est située suffisamment proche de Sion pour que les déplacements nécessaires à cet effet n'engendrent aucune réticence au niveau du choix de localisation de la part des décideurs.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Il apparaît clairement, de par les informations récoltées, que la présence de fournisseurs, sur l'aire géographique évaluée par les entreprises high-tech en vue d'une éventuelle localisation, est un critère n'entrant généralement pas en considération, ceci notamment du fait que leurs fournisseurs sont susceptibles d'être éparpillés sur l'aire mondiale.

Quant aux prestataires de biens et services relatifs aux processus de support des entreprises cibles, la recherche générale d'informations et les entretiens arrivent à une conclusion similaire. Ainsi, les prestataires, actuellement implantés sur la municipalité de Sion, peuvent être considérés, compte tenu de la distance pas trop importante par rapport à l'éventuelle future zone industrielle de Savièse et de la faible fréquence des rencontres entre parties, comme en totale adéquation avec les attentes des entreprises cibles.

En conséquence des réalités précitées, le facteur d'attractivité dont il est question sous ce point peut être considéré comme déjà effectif en cas d'une localisation sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

3.2.2.10. CONTEXTE DE CONCURRENCE TENDANT VERS LA CO-OMPÉTITION

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

L'éventuelle future zone industrielle de Savièse n'existant pas encore, il est certain qu'aucune compétition, ni coopération entre entreprises high-tech ne peut émaner à partir des trente hectares sur lesquels les entreprises seront éventuellement appelées à se localiser. En élargissant la circonférence du cercle de recherche d'entreprises pouvant se prêter au phénomène de co-ompétition, aucune zone industrielle n'est actuellement disponible sur le territoire de la municipalité selon le règlement de constructions et des zones de Savièse (www.saviese.ch). Cet état de fait réduit également à néant l'hypothèse de la présence déjà effective d'entreprises high-tech aux alentours de la zone industrielle dont il est question ici.

Quoi qu'il en soit, dans la mesure où la culture favorisant l'émergence d'un milieu innovateur apparaît, les relations entre entreprises localisées devraient se mettre naturellement en place, ce qui permettra au contexte de co-ompétition d'apparaître à moyen ou long terme. Dès lors, les considérations émises sous le point 3.2.2.12 du présent dossier sont nécessaires à l'émergence du contexte même recherché à travers le présent facteur d'attractivité.

Néanmoins, pour les entreprises, lors de l'analyse, il demeure difficile d'évaluer, surtout en tant qu'entités externes, l'existence effective ou non d'un contexte de co-ompétition. Pour palier à ce problème, le fait concret généralement pris en considération est la présence effective ou non d'entreprises, considérées à la base comme concurrentes ou potentiellement concurrentes, sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse. Mais, ici aussi, l'inexistence actuelle de cette zone industrielle ne permet pas de valider le présent facteur d'attractivité. Ses chances d'apparition peuvent toutefois être maximisées à condition que les autres facteurs d'attractivité, analysés dans cette troisième partie du dossier, soient suffisamment favorables selon l'appréciation des décideurs pour les inciter à implanter un nombre important d'entreprises cibles sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

Concernant le contexte de concurrence, M. Pompili n'a pas estimé qu'il doit se situer à proximité géographique de l'entreprise considérée. En effet, pour les entreprises high-tech, la concurrence se situe à un niveau national et international. Sur un même site, elle n'existe donc généralement pas.

M. Lorenz, quant à lui, a considéré qu'entre la zone industrielle de Savièse et celle

de Sion, l'éloignement est trop important pour permettre de favoriser les interactions informelles entre les employés des différentes entreprises. Par contre, la conclusion de mandats entre entreprises demeure possible.

Quant aux coopérations internes à la zone industrielle, elles devraient apparaître, selon M. Lorenz, naturellement au fur et à mesure du développement de la zone industrielle. Toutefois, pour permettre à ce phénomène d'exister, il est nécessaire que les entreprises localisées sur la zone possèdent des caractéristiques communes, c'est-à-dire qu'elles soient toutes actives dans le domaine des systèmes industriels.

Au contraire de l'avis émis par M. Lorenz, concernant la coopération, M. Pompili a cité l'exemple d'une entreprise localisée sur le site de l'EPFL. Le marketing est effectué en Belgique, le design est effectué à Lausanne, les sous-systèmes proviennent de Grande-Bretagne... Par conséquent, comme pour la concurrence, quand il s'agit d'high-tech, l'aire considérée aujourd'hui est mondiale. Toutefois, la proximité est en mesure, selon lui, de permettre aux entreprises d'exploiter certains éléments en commun, comme des services financiers ou administratifs.

- Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Les deux séries d'informations récoltées arrivent à la même conclusion, à savoir l'absence du présent facteur d'attractivité localisé sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Néanmoins, il n'apparaît pas certain que ce facteur d'attractivité soit recherché par les décideurs sur les aires géographiques prises en considération. En effet, la spécificité des activités menées par les entreprises high-tech implique qu'elles soient recherchées par les éventuels clients pour leur offre respective au niveau mondial. De ce fait, leurs concurrents, soit les entreprises susceptibles de les empêcher de conclure certains contrats de vente, se situent également sur une aire mondiale. Toujours compte tenu de la spécificité des activités menées, il en va de même pour d'éventuelles collaborations spécifiques avec d'autres entreprises du même secteur.

Malgré tout, par rapport au reste des informations récoltées sous le présent point, il n'est pas possible d'exclure, à plus ou moins long terme, l'émergence d'un contexte de co-ompetition sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

La question relative à l'importance du présent facteur d'attractivité dans un choix d'implantation d'entreprises high-tech demeure, en conséquence des considérations précédemment émises, ouverte.

3.2.2.11. OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES LIÉES À LA LOCALISATION

- Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

Seule chaque entreprise est en mesure de se prononcer, de manière individuelle, quant à la stratégie mise en avant lors d'un choix de localisation. Emettre une généralité sur l'aspect prédominant, de ce fait, n'est pas envisageable. Néanmoins, la présence d'un maximum d'aspects positifs, aux yeux des décideurs intervenant dans le choix d'implantation d'entreprises high-tech, concernant les autres facteurs d'attractivité traités sous ce point permet de garantir une plus grande probabilité qu'une adéquation peut se révéler entre l'offre de la municipalité saviésanne et la stratégie individuelle de l'entreprise.

Concernant les possibilités de prises de participation, de fusions ou de partenariats avec d'éventuelles entreprises déjà localisées sur la zone industrielle de Savièse, ce qui contribuerait à favoriser l'implantation de la nouvelle entreprise considérée, cet aspect du présent facteur d'attractivité n'est clairement pas en vigueur actuellement et aussi longtemps qu'aucune entreprise n'est localisée sur l'aire géographique en question. Par conséquent, ce n'est qu'une fois la zone industrielle partiellement occupée qu'il est possible de procéder à une évaluation des éventuelles opportunités pouvant se profiler ici. Néanmoins, cette facette supplémentaire du facteur d'attractivité n'est susceptible d'apparaître sous un angle positif que dans une perspective de long terme. Il ne peut donc pas contribuer à la phase de démarrage de la présente zone industrielle, phase dont il est plus particulièrement question sous ce point 3.

Quoi qu'il en soit, les informations récoltées, lors des entretiens qualitatifs, permettent, d'une part, de valider la prise en compte de ce facteur d'attractivité dans la réflexion des personnes en mesure d'être appelées à effectuer un choix de localisation et, d'autre part, de donner des exemples de stratégies utilisées par des entreprises high-tech.

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

A titre d'exemple d'opportunité stratégique liée à la localisation, selon les informations fournies par M. Lorenz, la stratégie de localisation initiale de Mimotec SA a été de s'implanter à proximité de son plus gros client potentiel. Aujourd'hui, tous les clients de l'entreprise sont situés à l'extérieur du Valais, mais l'entreprise bénéficie d'une proximité avec la HES-SO de Sion.

Selon M. Pompili, les aspects pris en compte par les entreprises high-tech lors d'une localisation sont fréquemment les suivants :

- le cadre de vie offert par la localisation (Il s'agit ici d'un paramètre nécessaire, mais en rien suffisant.) ;
- le coût lié à la localisation ;
- les possibilités d'accès, pour l'entreprise, aux compétences dont elle a besoin.

L'accès aux compétences représente un élément important, mais pas prioritaire selon M. Pompili. En effet, il est possible de s'implanter à proximité d'écoles dans le monde entier. De plus, la localisation doit être facilement accessible et pas cher. Il doit également être possible, pour l'entreprise, de bénéficier, sur l'aire géographique considérée, des ressources humaines dont elle a besoin.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Le présent facteur d'attractivité est validé par rapport à la réalité de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse. Cependant, cette validation ne doit pas être comprise comme la garantie que chaque décideur considérera, lors de l'évaluation particulière de la potentielle localisation par rapport aux attentes de son entreprise, les opportunités stratégiques comme effectives.

En effet, les entreprises high-tech, dans le cadre d'une localisation, émettent des requêtes envers la zone industrielle considérée, requêtes se traduisant par une demande de la présence de certains autres facteurs d'attractivité traités dans ce dossier et susceptibles d'être considérés comme stratégiques par les entreprises cibles. Or, il s'avère que l'éventuelle future zone industrielle est en mesure de répondre positivement à certaines de ces attentes, ceci conformément aux résultats de la

confrontation de chaque facteur d'attractivité à la réalité saviésanne sous ce point. De ce fait, la probabilité d'adéquation, sous un angle de généralisation, est suffisamment conséquente pour permettre la validation effectuée sous ce point.

Néanmoins, la décision finale quant à une adéquation ou non de la zone avec les attentes stratégiques de l'entreprise ne peut être effectuée qu'au cas par cas, c'est-à-dire qu'en fonction du contenu de ces attentes.

3.2.2.12. CULTURE IMPLIQUANT L'EXISTENCE D'UN MILIEU INNOVATEUR

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

La condition sine qua non à l'émergence d'un milieu innovateur est l'existence non seulement d'une proximité organisée, mais également d'une proximité géographique (point 2.2.3.11). Du fait que la zone industrielle, à l'heure actuelle, n'existe pas encore sur la municipalité de Savièse, aucune entreprise n'y est implantée, ce qui exclut d'emblée toute possibilité de proximité géographique avec une quelconque entreprise songeant à s'y localiser. Dès lors, la notion de milieu innovateur est inexistante.

Néanmoins, il est à remarquer que les trente hectares (point 3.2.2.7), composant la surface de l'éventuelle future zone industrielle, ainsi que l'absence de toute autre zone industrielle à sa proximité immédiate obligent les décideurs, souhaitant implanter leur entreprise sur l'aire géographique considérée, à bénéficier d'une proximité géographique avec les autres entreprises implantées sur la même aire. Dans ce cadre, la proximité géographique émergera au fur et à mesure de l'implantation d'entreprises sur le territoire.

Quant à la proximité organisée, du fait de la volonté d'attirer des entreprises ayant des caractéristiques fondamentales communes, à savoir étant de taille PME, agissant dans le domaine des systèmes industriels et s'identifiant comme high-tech, elle devrait naturellement émerger grâce à l'effet catalytique de la proximité géographique. En effet, de par les activités menées, toutes les entreprises ciblées possèdent déjà un certain nombre de références et de valeurs communes permettant d'amorcer le développement d'une proximité organisée plus complète.

Enfin, étant donné que l'éventuelle future zone industrielle sera localisée de manière dissociée par rapport aux lieux d'habitation et de vie des habitants de Savièse (point 2.2.3.11), la culture actuellement en vigueur sur le territoire ne devrait pas se poser en tant que barrière à l'émergence d'un milieu innovateur. Une telle considération tient également compte du fait que, d'une part, les activités menées par les entreprises high-tech dans le domaine des systèmes industriels ne sont pas en mesure de remettre en cause des aspects fondamentaux de la culture, comme pourraient l'impliquer certaines actions déployées par des entreprises actives dans les biotechnologies. D'autre part, les externalités négatives, telles la pollution ou le bruit, susceptibles d'être produites par ces entreprises et subies par la population, sont quasiment inexistantes.

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

M. Lorenz et M. Pompili ont été unanimes sur le fait que la culture saviésanne ne devrait pas se poser en tant que barrière à l'implantation d'entreprises high-tech.

M. Lorenz a considéré que les habitants de Savièse sont favorables aux échanges d'idées. Il a néanmoins souligné que des personnes externes seraient également

susceptibles de s'implanter sur la zone industrielle de Savièse. Ainsi, sur le territoire même de la zone industrielle, une culture de type milieu innovateur devrait apparaître au fur et à mesure du développement de la zone.

Quant à M. Pompili, il a considéré que l'éloignement de la zone industrielle par rapport aux villages ainsi que les problèmes relatifs au fait que les troisièmes zones, zones à partir desquelles serait formée l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, devraient tomber les unes après les autres, contribueront à favoriser l'absence de refus par rapport à cette éventuelle zone industrielle. Le caractère un peu conservateur des habitants de Savièse ne devrait donc pas poser problème ici.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Compte tenu des informations récoltées sous le présent point, l'absence de l'existence de la zone industrielle ainsi que d'entreprises high-tech sur la municipalité de Savièse empêchent l'émergence d'une culture permettant l'existence d'un milieu innovateur. Par conséquent, le présent facteur d'attractivité n'est pas en mesure d'être validé par rapport à l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Il est toutefois intéressant de remarquer que les données, qui ont pu être regroupées ici, tendent toutes à mettre en évidence le fait que la culture actuellement en vigueur sur la municipalité de Savièse ne devrait pas s'opposer à l'implantation d'entreprises high-tech sur le territoire de la collectivité publique. En conséquence, le milieu innovateur ne devrait pas rencontrer de résistance à ce niveau lors de son apparition.

3.2.2.13. INFORMATIONS POSSÉDÉES PAR LES DÉCIDEURS SUR L'IMAGE,
LA RÉPUTATION DE LA RÉGION ET LA CONFIANCE

○ Informations obtenues par le biais d'une recherche générale

Force est de constater que l'image et la réputation actuelles de Savièse ne sont pas orientées vers les technologies de pointe.

La municipalité propose, à premier abord, néanmoins une image d'ouverture sur les idées provenant également de l'extérieur, mais qui passe par une réputation au niveau valaisan dans les domaines de la viticulture, du théâtre (www.saviese.ch ; www.lebaladin.ch) et de la peinture (www.saviese.ch), c'est-à-dire dans des domaines plutôt culturels.

En conséquence, ce sont les entreprises elles-mêmes, choisissant de s'implanter sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, qui contribueront à forger, pour la municipalité, une image et une réputation d'ouverture, voire même de performance, envers, cette fois, les hautes technologies dans le domaine des systèmes industriels.

Il est encore à noter que, si la municipalité ne possède pas déjà une telle réputation sur son territoire, elle s'inscrit, toutefois, géographiquement près, c'est-à-dire à environ cinq kilomètres (sept minutes de trajet) (<http://maps.google.ch>), d'un institut public de formation tertiaire dispensant notamment des connaissances dans le domaine des systèmes industriels (point 3.2.2.4).

Cette situation peut être tournée en opportunité en associant clairement la zone industrielle à la présence de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels, ce qui permettrait de faciliter la naissance d'une image high-tech lors de l'évocation du nom de Savièse.

Plus encore, cet établissement peut endosser le rôle de référence aux yeux des décideurs, car il possède, tout à la fois, certaines valeurs et certains systèmes de représentation qui se rapportent à ceux en vigueur auprès des entreprises high-tech actives dans les systèmes industriels et une indépendance suffisante vis-à-vis de la municipalité saviésanne. Dès lors, les signaux, provenant de cet institut, sont susceptibles d'être pris fortement en considération par les personnes appelées à se prononcer sur un choix de localisation relatif à une entreprise cible. Ainsi, par exemple, le signal peut se constituer d'une collaboration, relayée de temps à autre par les médias, de la HES-SO avec des entreprises high-tech implantées sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

○ Informations obtenues par le biais d'entretiens qualitatifs

Au niveau de l'image induite par l'évocation du nom de Savièse, M. Lorenz et M. Pompili ont tous deux cité la vigne et le vin. M. Pompili a ajouté que le cadre de vie de Savièse commence à être reconnu. Selon lui, les habitants de Savièse sont des gens entiers, travailleurs et avec lesquels une amitié se tisse facilement.

Quant aux sources utilisées afin d'effectuer une implantation d'entreprise, M. Lorenz a cité le cas de Mimotec SA en exemple. Deux étapes sont mises en œuvre dans ce cadre. Tout d'abord, seul le conseil d'administration de l'entreprise effectue l'étude d'implantation. Afin d'élargir le champ de recherches connu, ils peuvent, par exemple, décider de faire paraître une annonce visant à chercher des régions et procéder ensuite à l'analyse des offres obtenues par ce biais. C'est seulement lors de la deuxième étape, soit dès que la région d'implantation a été sélectionnée, que les communes et la promotion économique sont contactées afin de discuter des détails liés à la localisation.

Quant à M. Pompili, il a mis en avant l'importance des sources, ceci compte tenu du fait que quasiment toutes les entreprises qui ont choisi de venir s'installer dans la région ont été démarchées. Il s'agit donc de mettre en place une sorte de marketing relatif à la région. La DEWS doit faire la promotion des régions envers les entreprises étrangères. A cet effet, il est nécessaire que la collectivité publique concernée prépare les informations permettant d'intéresser les entreprises high-tech.

○ Conclusion quant à la présence effective ou non du facteur d'attractivité

Il apparaît clairement que la municipalité de Savièse ne possède actuellement ni la réputation, ni l'image d'une collectivité publique particulièrement tournée vers la technologie de pointe dans le domaine des systèmes industriels. Cette constatation est tout à fait en adéquation avec la trajectoire empruntée par la commune de Savièse : la volonté de se profiler en tant que détentrice d'une certaine expertise dans l'high-tech n'est pas (encore) décrétée.

Par conséquent, le présent facteur d'attractivité ne peut pas être validé par rapport à l'éventuelle future zone industrielle de Savièse.

Quoi qu'il en soit, il est à remarquer que cette absence actuelle n'empêche en rien la collectivité publique, à l'avenir, de favoriser des actions, voire même d'en entreprendre elle-même, afin de bénéficier d'une réputation dans la technologie de pointe et, plus particulièrement, dans celle relative aux systèmes industriels.

3.2.3. DESIGN DE RECHERCHES RÉSULTANT DE LA CONFRONTATION DES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ SPÉCIFIQUES ATTENDUS À LA RÉALITÉ

A l'aide des informations présentées sous le point 3.2.2, il est désormais possible d'établir un design de recherches validant ou rejetant l'existence de chacun des facteurs d'attractivité présentés sous le point 3.2.1.

A cet effet, les facteurs, ayant été identifiés comme effectifs sur la municipalité de Savièse, sont présentés sur le schéma suivant au sein d'un cercle bleu ou noir. Quant à ceux ayant été rejetés dans le cas de cette municipalité, ils sont mentionnés au sein d'un cercle gris. Enfin, les facteurs d'attractivité ne pouvant pas être jugés sous forme de généralité par rapport à la municipalité, car relatifs à chaque cas d'entreprise, présentent un texte gris.



Figure 10 – Design de recherches final quant aux facteurs d'attractivité de Savièse

Il est à noter que les éléments présentés ci-avant ne doivent pas être compris comme le reflet d'une situation définitive. En effet, d'une part, une collectivité publique est, comme tout organisme, en perpétuelle évolution. D'autre part, le fait même d'ou-

vrir une zone industrielle implique la mise en œuvre de changements au sein de la collectivité dans le but d'en assurer un impact aussi positif que possible.

Cet aspect concernant l'évolution souhaitable de la situation actuelle en vue de maximiser les chances d'attrait de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse envers les entreprises high-tech sera d'ailleurs abordé dans la partie suivante du présent dossier.

4. ANALYSES DANS L'HYPOTHÈSE DU CHOIX D'UN SAVIÈSE INDUSTRIEL

Sous ce point, l'hypothèse qu'une zone industrielle sera ouverte en 2015 sur la municipalité de Savièse est formulée. Par conséquent, il ne s'agit plus de discuter de la pertinence quant à un tel choix, mais bel et bien d'extrapoler sur les conséquences que ce dernier pourrait produire par rapport à la municipalité.

Une telle démarche permet d'aller plus loin que la simple détermination, effectuée sous les deux points précédents, de la présence d'une opportunité ou non de création de zone industrielle. En effet, sous les points 2 et 3 du présent dossier, cet aspect a été estimé uniquement par rapport à l'attitude des personnes appelées à effectuer un choix de localisation pour une entreprise. Dès lors, seuls les intérêts de l'entreprise, intérêts représentés par la décision du type d'acteurs précité, ont été considérés. Or, toute localisation d'entreprise est la traduction d'une convergence de deux intentions (Madiès, 2003) : celle de l'entreprise considérée exprimée par la demande (qui juge la zone offerte comme satisfaisante par rapport à ses besoins) et celle de la collectivité publique exprimée par l'offre (qui désire que des entreprises s'implantent sur son territoire). Reste donc à traiter de l'aspect concernant l'offre par rapport à la zone industrielle dont il est question dans ce dossier.

Comme toute organisation, une collectivité publique est guidée, au niveau de ses actes, par les profits qu'elle peut en retirer. Toutefois, à la différence des organisations actives dans le secteur privé, les profits ne se traduisent pas uniquement par l'apparition d'un bénéfice d'exploitation purement financier, mais également et surtout par l'apparition d'outputs aussi optimaux que possible par rapport aux besoins et attentes de ses membres, soit de ses citoyens. A cet effet, il est traité, sous le présent point, des avantages ou inconvénients que la municipalité de Savièse est susceptible de rencontrer en cas d'ouverture d'une offre de zone industrielle sur son territoire. En définitive, il s'agit de déterminer si une telle offre est en mesure de lui procurer des avantages suffisamment importants pour palier aux éventuels inconvénients qui peuvent survenir et pour compenser l'implication nécessaire de la municipalité à ce niveau.

A cet effet, la méthodologie utilisée, dans le but d'émettre les prédictions précitées, est tout d'abord présentée (point 4.1). Ensuite, les conséquences sont séparées en deux aspects : celles se profilant sous forme de risques (point 4.2), c'est-à-dire susceptibles d'engendrer un impact négatif sur la collectivité publique, et celles se profilant sous forme de chances (point 4.3), c'est-à-dire permettant à la collectivité publique d'en retirer un profit, quel que soit ce dernier. En conséquence des chances et risques possibles décelés, des conditions de réussite (point 4.4), visant à maximiser la probabilité de succès au niveau du développement de la présente zone industrielle, sont émises. Enfin, la mise en place de conditions de réussite par la municipalité est en mesure d'impliquer une modification des paramètres initialement présents sur la zone industrielle telle qu'envisagée sous les deux points précédents, à savoir une modification des facteurs d'attractivité inhérents à Savièse. Dans le but de prendre également en compte ces conséquences, conséquences pouvant favoriser ou défavoriser la propension des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels à se localiser sur le territoire saviésan, le design de recherches, comportant les facteurs d'attractivité décelés au niveau de la situation initiale de Savièse et présenté sous le point 3.2.3, est mis à jour sous le point 4.4.3.

4.1. MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Deux méthodologies distinctes ont été utilisées sous ce point afin de résoudre la présente problématique.

La première consiste en une recherche, à travers la littérature scientifique, des risques, chances et conditions de réussite inhérents au développement de zones industrielles présentant a priori une similarité partielle avec celle de Savièse, ceci notamment au niveau de certaines caractéristiques des entreprises auxquelles elles sont destinées. Les éléments répertoriés par ce biais ont été retenus ici uniquement dans la mesure où ils comportent une potentialité de pertinence par rapport à ce qui pourrait se produire sur le territoire saviésan. L'avantage d'élargir la recherche aux expériences et avis déjà formulés pour d'autres zones industrielles est de pouvoir bénéficier d'une perspective plus large que celle offerte lors d'une simple extrapolation sans autres fondements. Les chances que des aspects, à ce niveau, aient été oubliés s'amenuisent en conséquence.

Quant à la seconde méthodologie, elle se constitue des mêmes entretiens qualitatifs que ceux réalisés afin de confronter le design de recherches établi par le biais de la littérature scientifique à la réalité de Savièse (point 3.1 du présent dossier pour la totalité des détails y relatifs).

Ce sont donc deux personnes, qui, tout à la fois, sont domiciliées sur la municipalité de Savièse et possèdent des affinités particulières avec les domaines high-tech inhérents aux systèmes industriels, qui y ont participé. D'une part, il s'agit de M. Hubert Lorenz, fondateur de Mimotec SA et PDG de cette même société localisée sur la zone industrielle de Sion. Quant à la deuxième personne, il s'agit de M. Pierre Pompili, professeur et responsable d'unité auprès de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels.

Par contre, au niveau de l'accès aux informations relatives à la présente partie du dossier, les questions concernées diffèrent de celles utilisées précédemment. En effet, les informations, obtenues à l'aide des entretiens qualitatifs et permettant d'apporter des pistes de réponses quant aux conséquences et conditions de réussite du choix de la municipalité de Savièse de s'orienter vers une trajectoire industrielle, se trouvent, cette fois, auprès de la deuxième série de questions du canevas d'entretien (annexe 1), à savoir sous les questions No 15 à No 17.

Lors des entretiens qualitatifs, avant d'aborder cette deuxième série de questions, le contexte, dans lequel les avis doivent être émis, a été exposé aux personnes interrogées. Ainsi, l'hypothèse de base utilisée se constitue de l'ouverture, sur la municipalité de Savièse, de la zone industrielle telle que présentée précédemment.

Seules trois questions d'ordre général leur ont, dans ce cadre, été formulées. La première question (No 15) a pour intention de les amener à s'exprimer, par anticipation, sur les effets négatifs, à savoir sur les risques, qu'une telle zone industrielle est susceptible de présenter pour la collectivité publique. Au contraire, la deuxième interrogation (No 16) porte exclusivement sur les aspects positifs, à savoir les chances, que la zone industrielle devrait être en mesure de générer pour la municipalité saviésanne. Enfin, la dernière question de cette partie (No 17) sollicite des pistes de solutions à mettre en place, ceci dans le but de minimiser les risques précédemment évoqués et de maximiser les chances.

La méthodologie, relative à l'utilisation de la littérature scientifique, n'a volontairement pas été mise à contribution dans la rédaction du canevas d'entretien. Au contraire, c'est l'expérience détenue par les personnes interrogées, expérience concernant tout à la fois l'aspect citoyen privé de Savièse et l'aspect des domaines high-tech relatifs aux systèmes industriels, qui a sciemment été mise en exergue. Sous cet angle, les entretiens qualitatifs permettent donc d'obtenir des aspects concernant le présent point en adéquation quasiment totale avec la réalité effective de Savièse. Cette méthodologie, du fait des personnes sélectionnées, se profile donc comme un complément très intéressant à celle constituée de l'exploration de la littérature scientifique.

Le procès-verbal, concernant l'entretien accordé par M. Hubert Lorenz, se trouve en annexe 2. Quant à celui relatif à l'entretien effectué avec M. Pierre Pompili, il est inséré en tant qu'annexe 3. A chaque fois, ce sont les questions No 15 à No 17 qui permettent d'accéder aux réponses formulées par chacune des deux personnes concernant l'aspect dont il est traité dans cette partie de dossier.

Sous les points suivants, la distinction entre les deux méthodologies, utilisées pour résoudre la présente problématique, est clairement mentionnée afin de permettre une identification de la provenance des informations mises en évidence.

4.2. RISQUES INHÉRENTS À UN SAVIÈSE INDUSTRIEL

La présentation sélectionnée sous ce point, qu'il s'agisse de la partie consacrée à la littérature scientifique ou de celle consacrée aux entretiens qualitatifs, ne reflète en rien une hiérarchie de probabilité ou d'importance quant aux risques qui pourraient survenir dans le cas du choix, par la municipalité de Savièse, de l'emprunt d'une trajectoire industrielle. En conséquence, chacun des risques présentés ci-après est à considérer de manière indépendante des autres.

4.2.1. RISQUES DÉCELÉS À TRAVERS LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

4.2.1.1. BIAIS PROVENANT DE LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR DÉTERMINER ET ÉVALUER LES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ

Malgré des convergences apparentes entre auteurs sur les facteurs d'attractivité identifiés à travers la littérature scientifique sous le point 2 du présent dossier, il n'est pas possible d'exclure la présence de biais dans les recherches menées.

Tout d'abord, la rationalité limitée inhérente à tout individu est en mesure de constituer le premier biais. En effet, les personnes appelées à effectuer un choix de localisation ne sont généralement pas capables de tenir compte simultanément de tous les facteurs d'attractivité précités, ceci notamment à cause du nombre important de données à traiter en vue d'analyser toutes les alternatives de localisation possibles de manière totalement rationnelle. (Sergot, 2004)

Concernant la détermination des caractéristiques nécessaires à certains facteurs d'attractivité, notamment à ceux relatifs aux milieux innovateurs, il est important de tenir compte du fait que les études menées dans ce domaine concernent essentiellement des cas d'aires géographiques possédant le facteur d'attractivité escompté, c'est-à-dire en situation de réussite sous cet aspect. Dans ce contexte, un manque d'études quant aux aspects susceptibles d'amener à un échec du développement du facteur d'attractivité en question peut constituer un biais dans l'identification des paramètres le composant. Il en va de même pour d'éventuelles caractéristiques régio-

nales ayant favorisé un développement de la zone, mais qui ne demeurent pas décelées comme telles. En effet, la volonté d'inclure la notion d'aire géographique au sein des recherches menées implique la prise en considération de nouvelles variables provenant des caractéristiques du lieu, telles le passé du territoire. (Sergot, 2004)

Quant aux entretiens qualitatifs, ils sont eux-mêmes en mesure d'apporter un biais aux résultats du présent dossier. En effet, hormis leur nombre restreint qui implique une relativisation des résultats obtenus, les questions inhérentes aux facteurs d'attractivité ont focalisé l'attention de chacune des personnes interrogées sur certains paramètres (Cœuré et Rabaud, 2003 ; Sergot, 2004), ceci malgré la question No 14 du canevas d'entretien (annexe 1) qui offre la possibilité de s'exprimer sur d'éventuels facteurs d'attractivité oubliés. De plus, la mise en situation de décision quant à un choix de localisation, mise en situation effectuée par le biais du canevas d'entretien, ne permet pas de refléter de manière certaine le comportement effectif de la personne appelée à prendre une décision : il se peut que, face à une situation réelle, la personne appelée à prendre la décision de localisation ne réagisse plus de la même manière qu'en théorie (Sergot, 2004). Cette probabilité est d'autant plus forte que les deux personnes interrogées ne sont pas régulièrement appelées à effectuer un choix de localisation d'entreprise high-tech.

Enfin, dans le but de garantir une adéquation du modèle d'attractivité présenté dans le présent dossier avec la réalité, il est nécessaire que les décideurs perçoivent et utilisent, lors de leur processus de décision, la totalité des aspects exposés sous les points précédents. Il s'agit ici de la concrétisation du but des sciences économiques qui visent à comprendre le comportement des agents économiques. Néanmoins, ce dernier demeure sous l'influence, non pas des modèles théoriques élaborés, mais bel et bien de chacun des agents considérés. Dans ce contexte, garantir que tout un chacun utilisera le présent modèle ne peut être qu'absurde. Par conséquent, les informations développées ici, qu'il s'agisse de la détermination des facteurs d'attractivité ou de leur évaluation par rapport à la situation effective de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, doivent être comprises comme celles résultant de l'observation d'un nombre limité, par rapport à la population totale concernée, d'individus, résultats qui prétendent apporter une généralisation et qui, de ce fait, ne peuvent pas prétendre refléter le comportement individuel précis de chacune des entités, même de celles étudiées lors de la recherche.

Ainsi, les considérations émises ci-avant se profilent en tant que premier risque relatif au choix d'une trajectoire industrielle par la municipalité de Savièse. En effet, si cette dernière base la totalité de son analyse ainsi que de l'élaboration de sa stratégie d'attrait des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels sur les seules informations comprises dans ce dossier et que ces dernières sont en partie biaisées pour une ou plusieurs des raisons évoquées précédemment, l'effet escompté par la collectivité publique n'apparaîtra, en fonction de l'aspect concerné, soit pas du tout, soit que partiellement. En conséquence, les mesures prises risquent de se solder par des échecs.

4.2.1.2. CONCURRENCE TERRITORIALE TROP FORTE

Devant l'opportunité représentée par l'émergence de l'économie du savoir, dont les acteurs économiques sont des entreprises ne nécessitant pas d'importantes aires géographiques pour mener à bien leurs activités et ont la capacité de générer une forte valeur ajoutée (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005), de nombreuses collectivités publiques helvétiques sont tentées de mettre en œuvre des actions afin

d'attirer des entreprises high-tech sur leur zone industrielle. Ce phénomène est d'autant plus important que la Suisse possède, par rapport à un grand nombre d'autres pays, un territoire exigu (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005). A titre d'exemple, il est possible de citer le canton de Genève qui a pour ambition d'attirer des entreprises high-tech européennes sur son territoire (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005).

Dès lors, les alternatives de localisation offertes aux décideurs sont de plus en plus nombreuses et chaque collectivité a tendance à procéder à une surenchère d'avantages offerts aux entreprises cibles afin d'assurer le développement de sa propre zone industrielle. Du fait de cette concurrence accrue au niveau de l'offre de localisation, la municipalité de Savièse risque de pâtir au niveau de sa visibilité envers les entreprises high-tech et, en conséquence, de n'en attirer que peu, voire de n'en attirer aucune sur son territoire.

Dans le cas particulier de Savièse, le danger que représente la zone industrielle de Sion est a priori particulièrement important, ceci d'autant plus que la municipalité de Sion met en évidence une certaine volonté de se positionner comme attractive pour des entreprises high-tech (www.sion.ch). En effet, comme il est possible de le constater sous le point 3.2 du présent dossier, un grand nombre de facteurs d'attractivité, identifiés comme effectifs sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, sont des facteurs d'attractivité implantés sur la région de Sion. Il s'ensuit que la zone industrielle de Sion est en mesure d'offrir un grand nombre d'avantages aux entreprises high-tech similaires à ceux proposés par Savièse, l'inconvénient de la distance pour l'accès aux facteurs d'attractivité en moins. Même si cette distance n'est pas très importante, comme précédemment mis en évidence, elle est en mesure, lors d'une évaluation sur un niveau géographique micro de l'alternative, de se profiler en tant que paramètre décisif pour la personne appelée à prendre une décision.

Afin de minimiser le présent risque, la collectivité de Savièse ne doit pas se contenter, si elle veut se lancer sur une trajectoire industrielle, des facteurs d'attractivité identifiés comme effectifs, mais doit renforcer la présence de ces derniers et œuvrer à l'apparition de la présence des facteurs d'attractivité manquants. En définitive, il s'agit de trouver des solutions pour démarquer l'offre saviésanne des autres offres concurrentes et pour, par ce biais, accroître la visibilité de la commune en tant que potentielle localisation d'entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels.

4.2.1.3. CULTURE ÉMANANT DU PASSÉ DE LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE NE PERMETTANT PAS L'APPARITION ET/OU LE DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE

Au vue des résultats des entretiens qualitatifs (point 3) et, plus particulièrement, de ceux relatifs au facteur d'attractivité "culture impliquant l'existence d'un milieu innovateur" (point 3.2.2.12), la culture saviésanne ne devrait pas apparaître en tant que frein au développement de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse consacrée à l'implantation d'entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. Effectivement, certaines convergences, comme par exemple l'ouverture envers les échanges d'idées, entre la culture saviésanne actuelle et celle nécessaire à l'émergence d'un milieu innovateur semblent déjà se dessiner. La probabilité d'apparition du présent risque est donc extrêmement faible.

Néanmoins, il demeure important, dans les démarches entreprises par la municipalité, de conserver à l'esprit la définition même du territoire, à savoir que c'est "un pro-

duit original, aménagé, géré et défendu dans les intérêts du groupe qui l'occupe avec ses structures historiques, sociales, culturelles et économiques" (Sergot, 2004). Dans ce contexte, la commune de Savièse, comme toute collectivité publique, est elle-même marquée par une trajectoire propre qui lui a permis de s'adapter aux différents changements de son environnement (Lévesque, 2005). Or, ce passé, qui est notamment à l'origine de sa culture, des valeurs communes aux habitants, a un impact sur sa trajectoire future (Bodson et Quevit, 1992 ; Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b ; Lévesque, 2005 ; Arifon, 2007), si bien qu'une modification de la culture ne peut pas s'effectuer de manière radicale. Au contraire, une transition doit être mise en place pour permettre, à un moment donné, la convergence temporaire de la majorité des aspects caractérisant à la fois l'ancienne et la nouvelle culture : le tout doit donc être considéré sous l'angle d'une continuité. Le cas échéant, le heurt des deux cultures risque fortement de contribuer à l'échec de l'éventuelle future zone industrielle.

Plus encore, le passé distinct de chaque région, combiné à ses facteurs d'attractivité propres, en fait une entité distincte de toutes les autres (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Cooke, 2003 ; Madiès, 2003). Partant de ce constat, il n'est pas possible de garantir le succès d'une transformation de Savièse en zone industrielle par la simple application de principes ayant fonctionné sur d'autres territoires. En effet, lors de la définition des mesures, de leur mise en place, puis de leur adaptation dans le temps, ce sont les acteurs directement concernés par ce projet qui sont le mieux à même d'appliquer les ajustements impliqués par la réalité aux politiques publiques décidées (Lacas, Polèse et Shearmur, 2001 ; Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003). Ici aussi, le cas échéant, la culture risque de se poser en barrière par rapport à la concrétisation du présent projet de zone industrielle.

4.2.1.4. MANQUE D'ADHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ SAVIÉSANNE ET DES AUTRES ACTEURS APPELÉS À PARTICIPER AU PROJET

En fonction des paramètres favorisant le développement d'une zone industrielle par le biais de l'implantation d'entreprises cibles (point 2), il apparaît clairement que certaines mesures peuvent être prises par la municipalité de Savièse en vue de favoriser l'émergence, sur son territoire, d'une zone industrielle dédiée aux entreprises high-tech.

Toutefois, tous les aspects présentés dans ce dossier ne peuvent pas être mis en place par le biais de la législation et ne sont pas du ressort unique de la municipalité saviésanne (Perrin, 1992a ; Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Arifon, 2007), mais également d'entités privées (Solé Parellada et Valls Pasola, 1992 ; Arifon, 2007). Dans ce dernier cas, certains éléments s'avèrent faire appel à la volonté personnelle des acteurs (Arifon, 2007) possédant le pouvoir d'agir pour favoriser l'émergence d'une zone industrielle sur la commune de Savièse. Or, ces derniers se caractérisent "par des appartenances multiples et plurielles" (Lévesque, 2005) et, en conséquence, par des intérêts parfois divergents (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992).

Compte tenu de cette constatation, il peut s'avérer nécessaire d'avoir recours aux outils du marketing public pour fédérer tous les acteurs ou, en tout cas, la majorité des acteurs autour de ce désir de création d'un pôle de haute technologie sur le territoire saviésan. Comme pour tout projet entrant dans le cadre d'une gestion publique, la volonté collective de réalisation du projet en question est souvent indispensable pour permettre son existence à court terme et est toujours indispensable pour permettre sa survie, voire son développement, à moyen et à long terme.

Un manque d'adhésion et de volonté quant à l'apparition, puis au développement économique optimal de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse risque fortement de mettre non pas forcément le projet, mais sa concrétisation en péril. En conséquence, il ne suffit pas de décréter une portion de territoire zone industrielle pour que le développement économique de la zone s'opère : la démarche est bien plus complexe et nécessite un effort permanent de la part de chaque partie appelée à apporter une contribution à la réalisation du projet.

4.2.1.5. INCERTITUDE TEMPORELLE QUANT AU DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE

A terme, le regroupement géographique, sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, d'entreprises high-tech actives dans les systèmes industriels formera, si l'objectif initial est maintenu et les impacts effectifs l'atteignent, ce qu'il est possible de nommer, du fait de sa spécialisation, un cluster.

Or, l'évolution de tout cluster, évolution nécessaire pour lui permettre de devenir une unité en mesure de provoquer des retombées positives sur l'économie de la région, peut prendre des décennies (Bröcker, Dohse et Soltwedel, 2003), le paramètre temps ne pouvant être que très peu, voire pas du tout, maîtrisé par la collectivité publique (Sternberg, 2003). Mais, d'une manière générale, tout changement de comportement de la part des acteurs ne peut devenir réel qu'après une certaine durée (Perrin, 1992a). Dans le cas présent, l'éventuelle ouverture de la zone industrielle par la municipalité implique justement une adaptation de la part des décideurs, à savoir la prise en compte de l'alternative saviésanne dans leur évaluation globale lors de chaque choix d'implantation d'entreprise.

Durant la période de développement de la zone industrielle, il peut parfois être difficile de déterminer si sa trajectoire est sur une voie l'amenant à son optimum ou si, au contraire, le développement de la zone industrielle, tel que mis en œuvre dans la région, n'est pas en mesure d'apporter l'impact économique voulu à plus long terme. Dans cette perspective, un processus itératif d'amélioration, mis en place par les acteurs concernés par le cluster, peut aider la collectivité publique à diriger la zone industrielle en question sur la voie du succès (Cooke, 2003).

En définitive, le risque qui se profile sous le présent point est l'abandon du projet à moyen terme, faute de pouvoir bénéficier rapidement des retombées escomptées. Or, un tel projet de zone industrielle, pour aboutir à un succès, demande une implication des acteurs sur le long terme. Il en résulte qu'en cas d'abandon prématuré, les éventuels investissements déjà effectués risquent de revêtir le caractère de perte pour la collectivité publique.

4.2.1.6. EXTERNALITÉS NÉGATIVES SUPPORTÉES PAR LA PARTIE RÉSIDENTIELLE DE LA MUNICIPALITÉ ET LIÉES AU DÉVELOPPEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE

La société civile peut être considérée comme un système complexe dans lequel les éléments la composant sont, à des degrés divers selon les cas, interconnectés. Il en résulte qu'agir sur un de ces éléments, comme par exemple sur le développement économique, engendre des conséquences sur d'autres éléments.

L'emplacement prévu pour l'éventuelle future zone industrielle de Savièse est un emplacement caractérisé par une dissociation, à l'aide d'une certaine distance géographique, avec les zones d'habitation (point 3.2.2.7). Ainsi, l'accès à la zone industrielle ainsi que le déploiement des activités sur son sol peuvent s'effectuer, en gran-

de partie, sans interférences avec la vie résidentielle de la collectivité publique.

Cependant, il ne demeure pas possible d'exclure le risque d'externalités dont il est question ici, ceci notamment du fait que la zone industrielle s'inscrit dans une municipalité qui possède un territoire relativement restreint (environ sept milles hectares (www.saviese.ch)) (Rallet et Torre, 2004). Cette situation implique une certaine contiguïté physique entre personnes résidant à Savièse et entreprises high-tech. Dès lors, des tensions sont susceptibles d'apparaître, car les conséquences des actions menées par chacune des parties affecte également tout ou portion du territoire de l'autre partie (Rallet et Torre, 2004).

Dans le contexte de ce dossier, il est plus particulièrement possible de mettre en évidence un lien entre le "développement économique" de la région considérée et son "développement social" (Lévesque, 2005). Ainsi, un afflux de personnel qualifié risque d'engendrer une hausse du coût des loyers et du prix de vente des habitations dans la région, l'offre restant stable alors que la demande augmente. Dans un tel cas, la demande continue à se maintenir à un haut niveau, car la zone en question possède des avantages suffisamment importants aux yeux des demandeurs, tels par exemple des infrastructures de qualité, un climat favorable à l'innovation ou encore un lieu de travail proche du domicile, pour combler l'effet négatif (Thisse, 1997) engendré par cette hausse des prix. Néanmoins, l'augmentation des prix relatifs à l'immobilier risque d'empêcher certains individus, disposant d'insuffisamment de ressources, de (continuer à) résider sur la municipalité (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005). Il s'ensuit une certaine sélection, automatiquement effectuée par le phénomène précité, de la population domiciliée sur la commune.

Bien entendu, par rapport au phénomène précité et sous un angle de raisonnement strictement fiscal, les individus générant de plus forts revenus ont un impact bénéfique sur la municipalité, car ils lui permettent d'accroître ses recettes fiscales tout en devant mettre à disposition des outputs plus ou moins similaires, en termes de volume, à ceux initialement proposés. Toutefois, une telle considération n'est pas forcément valable sous l'angle de l'analyse du contexte proposé sur la partie résidentielle du territoire de la municipalité : une diversité peut être un atout de par les complémentarités qui peuvent être mises à jour et utilisées entre les individus. De plus, l'image de cette partie résidentielle est affectée par un tel phénomène (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005). Il reste à déterminer si la nouvelle image produit un impact positif ou négatif sur l'attrait que procure la municipalité (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005), c'est-à-dire si plus de ressources humaines fortement qualifiées émettent le désir de s'y domicilier ou si, au contraire, elles préfèrent des aires géographiques possédant une image différente.

Ce phénomène de transfert des coûts générés par l'activité économique est également applicable aux autres formes que peuvent revêtir les externalités, comme par exemple une augmentation de la circulation sur certaines parties du réseau routier (Conseil d'Etat du Canton de Genève, 2005) de la municipalité.

Il est néanmoins à remarquer que, du fait du type d'entreprises cibles, à savoir des entreprises high-tech actives dans les domaines des systèmes industriels, les externalités, liées à une détérioration des composants du cadre de vie de la municipalité saviésanne, comme la production de pollution importante (Rallet et Torre, 2004) ou l'apparition d'infrastructures imposantes sur la zone industrielle, ne sont, pour ainsi dire, pas en mesure d'apparaître. Cette réduction de risque est due au choix de positionner la commune de Savièse dans une volonté d'attraction d'entités actives au

sein de l'économie du savoir.

4.2.1.7. EXERCICE DE PRESSIONS IMPORTANTES PAR DES ENTREPRISES DE LA ZONE INDUSTRIELLE SUR LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE

Ce ne sont pas les pressions exercées par les entreprises lors d'une négociation d'implantation, comme par exemple concernant les exonérations fiscales temporaires, qui sont considérées sous le présent point. En effet, ces dernières font partie des règles implicites de la compétition que se livrent, au niveau de l'attraction d'entreprises cibles, les diverses collectivités publiques concernées. En outre, l'implantation de l'entreprise considérée n'étant pas déjà effective, sa préférence pour une autre localisation ne peut pas être ressentie, par la collectivité publique, comme une perte, mais plutôt comme une absence de concrétisation d'opportunité. Le deuxième type d'impacts précité est forcément vécu de manière moins négative, car ses implications ne sont pas ressenties par la collectivité comme un changement d'état.

Le risque, dont il est question ici, est, en conséquence, inhérent à des situations pouvant survenir entre la municipalité de Savièse et des entreprises implantées sur son éventuelle future zone industrielle. Dans ce cadre, ces dernières, lors de l'exploitation de l'aspect coopération du contexte de co-ompétition, sont susceptibles de se regrouper pour exercer des pressions sur les autorités locales, pressions ayant pour but de leur procurer certains outputs publics (Dejardin et Fripiat, 1998 ; Enright, 2003), comme par exemple une infrastructure particulière. Une telle pression est d'autant plus forte que le groupe d'entreprises génère de grandes recettes fiscales pour la municipalité et constitue un employeur important par rapport aux habitants de cette même municipalité. Ainsi, un rejet de la requête de la part de la collectivité publique est subordonné à une éventuelle délocalisation des entreprises en cause.

Dans un tel contexte, la collectivité publique se trouve face à deux alternatives dont aucune des deux n'implique généralement un gain pour elle : soit accéder à la demande du groupe d'entreprises et effectuer la dépense publique réclamée, soit ne pas accéder à la demande et courir le risque de perdre des recettes fiscales à venir, de perdre certains de ses habitants employés auprès des entreprises en question et de baisser son niveau d'attractivité concernant la domiciliation de certaines ressources humaines fortement qualifiées. Bien entendu, si une seule entreprise sur la zone présente une capacité de pression suffisamment forte, le même type de pressions peut être effectué par elle seule.

4.2.1.8. EVOLUTION À TERME DE LA PRÉSENCE DE CERTAINS FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ SUR LA ZONE INDUSTRIELLE PAR RAPPORT AUX BESOINS DES ENTREPRISES CIBLES

D'un côté, l'environnement, composé de diverses organisations, dans lequel s'inscrit l'éventuelle future zone industrielle de Savièse est, comme tout environnement, en perpétuelle évolution. De l'autre côté, les entreprises qui s'y seront localisées, comme toute organisation, sont également sujettes à une perpétuelle évolution. Partant de ce constat, il est important que, non seulement sur le court terme, mais également sur le moyen et long terme l'adéquation entre la demande en termes de facteur d'attractivité (émanant des entreprises) et l'offre correspondante (émanant des caractéristiques de la zone industrielle) soit maintenue (Enright, 2003).

A titre d'exemple, les instituts de formation, assurant la transmission de connaissances aux ressources humaines fortement qualifiées recherchées par les entreprises high-tech, doivent continuer à dispenser un enseignement en adéquation avec les

réalités du marché des systèmes industriels, faute de quoi les entreprises, afin d'assurer leur propre survie sur le marché, ne recruteront plus leurs ressources humaines fortement qualifiées et ne mettront plus à jour leurs connaissances par le biais de ces établissements (D'Ambrogio et Ratti, 1992). Dès lors, le facteur d'attractivité intitulé "présence d'instituts de formation en relation avec le secteur d'activité" ne peut plus être considéré comme effectif par les décideurs et, plus encore, les risques de délocalisation d'entreprises s'accroissent. Il en va de même pour tous les autres facteurs d'attractivité présentés dans ce dossier. En outre, les entreprises sont d'autant plus sensibles à un tel phénomène que le facteur ou les facteur(s) concerné(s) représente(nt), dans leur choix de localisation, une importance capitale (point 2.2.5 du présent dossier pour avoir accès à la hiérarchie proposée dans le cas d'entreprises high-tech).

Le présent risque se constitue, en conséquence, d'une divergence, à moyen ou long terme, entre les besoins des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels et l'offre constituée des facteurs d'attractivité de la zone industrielle que la collectivité publique de Savièse est en mesure de mettre à leur disposition. Une telle divergence est susceptible d'entraver le développement économique de la zone industrielle en question.

4.2.1.9. INADÉQUATION À TERME DE LA PARTIE RÉSIDENTIELLE DU TERRITOIRE AUX EXIGENCES DE LA PARTIE INDUSTRIELLE DU TERRITOIRE

Le facteur d'attractivité intitulé "présence (effective ou potentielle) de ressources humaines fortement qualifiées", comme présenté sous le point 2.2.6 de ce dossier, constitue un des éléments les plus recherchés par les entreprises actives dans l'économie du savoir, ce qui est le cas des entreprises high-tech.

Les points 2.2.3.3 et 3.2.2.3 ont également permis de mettre en évidence les attentes de telles ressources humaines, attentes auxquelles c'est majoritairement la partie résidentielle de Savièse qui est en mesure d'y répondre.

Partant des deux constats précités, il apparaît évident qu'en cas d'ouverture d'une zone industrielle destinée aux entreprises high-tech sur la municipalité de Savièse, l'évolution de la partie résidentielle du territoire doit être en adéquation avec celle de la partie industrielle du territoire. Le cas échéant, l'un des principaux facteurs d'attractivité des entreprises cibles n'est plus effectif. En outre, les individus disposant d'une haute qualification semblent être particulièrement attachés à certains paramètres. En effet, il a notamment été constaté, lors des entretiens qualitatifs, que les ressources humaines fortement qualifiées paraissent être relativement sensibles à une proximité de leur logement avec leur lieu de travail.

Ainsi, à titre d'exemple, une capacité insuffisante d'accueil de nouveaux habitants sur la municipalité de Savièse, due à un manque de surface sous forme de zone à bâtir, risque fortement de dissuader les ressources humaines de proposer leurs services sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse et, par répercussion, de dissuader les entreprises high-tech de s'y implanter, voire même de pousser celles déjà implantées à se délocaliser pour accéder plus facilement au personnel dont elles ont besoin.

4.2.1.10. CHANGEMENT DE PARADIGME ÉCONOMIQUE DANS LE FUTUR

Toutes les informations émises à partir du point 2.2 du présent dossier se basent sur l'hypothèse centrale, en l'occurrence formée par la variable dépendante de chaque design de recherches spécifique, qui consiste à admettre que le paradigme économique actuel et futur est l'économie du savoir. Compte tenu du potentiel positionnement de la commune de Savièse au sein de ce paradigme, les entreprises cibles sélectionnées en sont des entreprises caractéristiques, à savoir les entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels.

Or, l'identification des facteurs d'attractivité nécessaires à la municipalité saviésanne, puis leur évaluation ont entièrement été déterminées en vue de correspondre aux attentes du type d'entreprises précité. Il s'ensuit que les conditions favorisées ou mises en place par la municipalité de Savièse, en cas d'ouverture de l'éventuelle future zone industrielle, seront en mesure de répondre aux besoins d'entreprises évoluant dans le présent paradigme, mais pas forcément à ceux d'entreprises inscrites dans un autre paradigme économique.

Partant de cette considération, il est important de remarquer que, lorsqu'un paradigme ne peut plus se vérifier, par exemple dans le contexte d'"une grande crise économique et sociale", un nouveau paradigme est appelé à prendre sa place (Lévesque, 2005). Dans une telle situation, les entreprises, pour assurer leur survie sur le marché, seront appelées, dans une perspective différente au niveau du temps en fonction de chaque situation, à se positionner sur le nouveau paradigme (Perrin, 1992b), ce qui aura pour impact de modifier leurs besoins. En conséquence, les facteurs d'attractivité initialement développés sur la zone industrielle risquent de s'avérer, dès ce moment-là, plus entièrement, voire, encore plus grave, plus suffisamment, adaptés à l'expression du nouveau paradigme forcément différent de l'ancien.

Compte tenu de cette possibilité, si les acteurs possédant une influence sur les caractéristiques de la zone industrielle, notamment la collectivité publique elle-même, ne prêtent pas suffisamment attention à ce qui se passe au niveau du marché international, il se peut que les entreprises présentes sur la zone industrielle se trouveront en difficulté à un moment donné (Bramanti et Senn, 1992 ; D'Ambrogio et Ratti, 1992 ; Sergot, 2004). En effet, l'absence de transition (Sternberg, 2003) au niveau des facteurs d'attractivité proposés sur le territoire, transition permettant leur adéquation avec l'environnement dans lequel le territoire s'inscrit, risque de rendre la zone industrielle inadéquate. L'éventuelle disparition (Sergot, 2004) ou délocalisation des entreprises, initialement localisées sur l'aire géographique considérée, mettra alors à son tour la zone industrielle de Savièse elle-même en difficulté, car le territoire ne sera plus capable de remplir la fonction qui lui aura été assignée lors de son affectation en zone industrielle.

Bien entendu, la probabilité d'occurrence du présent risque est extrêmement faible dans une perspective de moyen terme, mais augmente au fur et à mesure que les valeurs du paramètre temps s'accroissent.

4.2.1.11. EXISTENCE D'UN CYCLE DE VIE RELATIF À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

Etant donné que l'éventuelle future zone industrielle de Savièse a pour ambition d'accueillir un regroupement d'entreprises avec des caractéristiques spécifiques, à savoir des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels,

ce regroupement risque fortement d'être soumis au même cycle de vie que le secteur d'activité dans lequel il agit.

En effet, comme le laisse apparaître l'étude de Van der Linde, le nombre de clusters, dans l'échantillon mis en place, diminue au fur et à mesure que l'âge des clusters pris en considération augmente. Par contre, différemment à ce qui peut être observé au niveau du cycle de vie des entreprises, l'unité qui apparaît est le siècle et non pas la décennie. Quoi qu'il en soit, cette constatation de décroissance est due à l'évolution de la branche elle-même dans laquelle sont actives les entreprises formant le cluster : plus le paramètre temps prend une valeur importante, plus la probabilité qu'un changement technologique important ait lieu est grande. Ce changement technologique est en mesure d'expliquer l'obsolescence des activités menées par les entreprises de la zone si elles n'ont pas été capables de s'adapter aux nouvelles réalités et, par conséquent, le déclin du cluster lui-même. De ce fait, il n'existe pas de cycle de vie standard pour les clusters : chacun est sujet aux conséquences de ses réalités propres. (Van der Linde, 2003)

Ainsi, la volonté d'attirer des entreprises actives dans un même domaine technologique, ce qui est le cas dans le présent dossier, permet certes de maximiser les retombées du développement économique de la zone géographique en question. Par contre, en cas de déclin du domaine choisi ou d'apparition de changements auxquels les entreprises du cluster ont été incapables de s'adapter, le risque est que ce même cluster contribue cette fois au ralentissement économique de la région au sein de laquelle sont implantées les entreprises concernées (Sternberg, 2003). Comme exposé précédemment, ce risque paraît être effectif à long terme.

4.2.2. RISQUES DÉCELÉS PAR LE BIAIS DES ENTRETIENS QUALITATIFS

4.2.2.1. MONTANT IMPORTANT RELATIF AUX DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA MUNICIPALITÉ DE SAVIÈSE EN VUE DE PERMETTRE LE DÉVELOPPEMENT DE SA ZONE INDUSTRIELLE

Lors de l'entretien qualitatif, M. Pompili a mis en évidence le coût engendré, pour la commune, par la mise en œuvre d'actions dans le but d'attirer des entreprises high-tech sur son territoire. A ce niveau, il estime que le bilan, en termes financiers, sera proche de zéro, voire même négatif.

En conséquence, si ces investissements n'impliquent pas les retombées escomptées pour la commune, ce montant consistera en une perte. C'est sous cet angle que le présent risque est à comprendre.

4.2.2.2. ATTRACTIVITÉ LIMITÉE DE LA ZONE INDUSTRIELLE ENVERS LES ENTREPRISES HIGH-TECH

Le présent risque est similaire à celui identifié dans la littérature scientifique et présenté sous le point 4.2.1.2 ("concurrence territoriale trop forte") de ce dossier.

Ce risque, décelé par M. Pompili lors de l'entretien qualitatif, se profile dans le cadre d'une comparaison avec les autres zones industrielles évaluées par les décideurs lors de l'implantation d'entreprises high-tech. Il a notamment cité, dans ce contexte, les zones industrielles de Sion et de Sierre qui se profilent comme des concurrentes directes de celle de Savièse.

Selon lui, même une égalité entre Savièse et l'une de ces deux zones par rapport à la présence des facteurs d'attractivité risque d'engendrer un désintérêt des entrepri-

ses high-tech quant à une localisation sur la municipalité saviésanne. A titre d'exemple, si les trois paramètres recherchés par les entreprises high-tech (p. ex. : accessibilité à des connaissances, fiscalité avantageuse et accessibilité à des emprunts pas onéreux) sont présents à Sion et à Savièse, les entreprises high-tech préféreront se localiser sur la municipalité de Sion.

Plus encore, les critères d'évaluation de l'entreprise doivent être tous remplis par les caractéristiques de la zone industrielle : si un seul critère manque, le choix de l'entreprise ne se portera pas sur la municipalité considérée. Comme exemple, M. Pompili a cité une entreprise américaine active dans les PDA qui a évalué la possibilité de s'implanter dans la région de Sion. Elle a finalement préféré s'implanter dans le canton de Neuchâtel, car la région de Sion n'était en mesure d'offrir que deux des trois paramètres demandés. La HES-SO de Sion disposait des compétences demandées, l'accès à du terrain et à des locaux était possible. Par contre, l'emprunt à un taux préférentiel n'était pas réalisable dans la région de Sion, mais l'était à Neuchâtel.

M. Lorenz a d'ailleurs émis une remarque dans ce même sens durant l'entretien qualitatif. Il a ainsi jugé que le projet de zone industrielle de la commune se profile comme une bonne intention, ceci d'autant plus qu'elle est tout à la fois décentralisée par rapport aux lieux d'habitation de la commune et qu'elle n'est pas destinée à de l'industrie lourde. Par contre, il a fait remarquer que les Saviésans, actuellement, installent leurs entreprises à Sion. De ce fait, attirer des entreprises sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse nécessite d'augmenter l'attractivité de la commune, comme par exemple en proposant le terrain à un prix relativement bas, voire même en l'offrant.

4.2.2.3. CONSTRUCTIONS SUR LA ZONE INDUSTRIELLE DÉGRADANT LE CADRE OFFERT PAR SAVIÈSE

C'est M. Lorenz qui a cité le risque dont il est question ici. En effet, en fonction des réalisations architecturales effectuées par les entreprises, la zone industrielle risque de détonner avec le reste du cadre dans lequel s'inscrit la municipalité de Savièse.

Il est à remarquer que le présent risque n'a pas été décelé à travers les recherches menées dans la littérature scientifique, ceci notamment du fait que les infrastructures exigées par les entreprises high-tech ne sont généralement pas trop imposantes en comparaison de celles exigées par des entreprises actives dans l'industrie lourde.

4.2.2.4. CHANGEMENT RÉGULIER D'ORIENTATION DE LA PART DE LA MUNICIPALITÉ

M. Lorenz a identifié le risque dont il est question ici. Comme le précédent risque, il n'a pas été détecté lors de l'exploration de la littérature scientifique.

Ce risque est totalement lié aux changements de politiciens, notamment au changement du président de la commune, qui sont susceptibles de survenir lors de chaque réélection, soit chaque quatre ans.

En conséquence, tout changement d'orientation par rapport à cette zone industrielle, changement léger, par exemple au niveau des entreprises cibles, ou plus conséquent, comme un changement du choix même d'affectation de la zone, risque de mettre à mal le projet dont le présent dossier fait l'objet.

Comme différence d'orientation conséquente, M. Lorenz a cité, durant l'entretien qualitatif, l'exemple du choix, par le prochain président, de transformer la zone indus-

truelle en un parc de loisirs russe. Nul doute alors que la zone industrielle ne pourra pas se développer.

4.3. CHANCES INHÉRENTES À UN SAVIÈSE INDUSTRIEL

Ici aussi, comme lors de la présentation des risques inhérents au choix d'une trajectoire industrielle par la municipalité saviésanne (point 4.2), l'ordre choisi, sous le présent point, pour la présentation de chacune des chances, n'indique en rien une plus forte probabilité d'occurrence ou un impact plus important de certaines d'entre elles.

4.3.1. CHANCES DÉCELÉES PAR LE BIAIS DE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

4.3.1.1. APPARITION D'EXTERNALITÉS POSITIVES LIÉES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Dans la mesure où le développement économique de l'éventuelle future zone industrielle de Savièse suit le cours prévu, c'est-à-dire que des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels viennent s'y implanter en nombre suffisant, des externalités positives ont alors la possibilité de faire leur apparition (Sternberg, 2003 ; Lévesque, 2005).

Une des formes que sont susceptibles de revêtir les externalités positives est l'augmentation des recettes fiscales de la municipalité (Sergot, 2004).

Ce phénomène est dû, d'une part, à la localisation, sur des parties de territoire initialement inoccupées par des entités, d'entreprises qui sont sujettes aux impôts et notamment aux impôts municipaux. Or, ces dernières, dans la mesure où leur choix respectif de localisation a été réfléchi essentiellement afin de permettre une maximisation des profits pécuniaires, sont en mesure, de par les facteurs d'attractivité offerts par le territoire sélectionné, de se trouver dans un contexte censé favoriser le déploiement de leurs activités. En conséquence, elles octroient à la collectivité publique de Savièse non seulement la possibilité de bénéficier de recettes supplémentaires, mais de bénéficier de recettes potentiellement importantes, car en lien avec leurs bénéfices.

D'autre part, la présence de tels entreprises a pour avantage d'inciter les employés à se localiser à leur proximité, ceci afin de minimiser les temps de déplacement entre le lieu de domicile et le lieu de travail, c'est-à-dire plus particulièrement à s'établir directement sur la municipalité de Savièse. Cette seconde conséquence a également pour effet d'augmenter le nombre d'habitants de la commune. De plus, ces personnes doivent être tout à la fois actives et fortement qualifiées pour répondre aux besoins des entreprises high-tech, ce qui leur garantit la perception de revenus importants. Ainsi, la masse totale d'impôts perçue par la collectivité publique est plus élevée par rapport à la situation antérieure.

Plus encore, l'accroissement des recettes fiscales est en mesure de permettre à la municipalité de Savièse une meilleure production, en termes de qualité et/ou de quantité, d'outputs publics, outputs dont peuvent bénéficier à la fois les personnes physiques et les entreprises qui y sont localisées. Cette augmentation est en mesure d'accroître le nombre d'entités désirant se baser sur le territoire communal, car un tel choix leur permet d'accéder aux biens et services publics en question. En outre, pour les entreprises cibles, il implique un renforcement de la présence du paramètre "facilités accordées à l'entreprise dans le cadre de ses activités par la mise à disposition d'infrastructures publiques", paramètre compris dans le facteur d'attractivité intitulé

"situation optimale en termes de droits et obligations par rapport à la collectivité publique" (points 2.1.2.7, 2.2.3.7 et 3.2.2.8 du présent dossier).

D'autres aspects sont touchés par les externalités positives : une augmentation du nombre d'emplois disponibles sur la municipalité ou encore des opportunités de chiffre d'affaires supplémentaires pour des entreprises locales ayant valeur, par rapport aux entreprises cibles de la zone industrielle, d'entreprises partenaires ou de support et (déjà) implantées sur le territoire communal (Sergot, 2004).

Quant aux externalités purement relatives aux besoins des entreprises localisées sur la zone, elles peuvent apparaître du fait du regroupement géographique d'entreprises actives dans le même secteur. Ces externalités sont celles ayant été classées dans le paramètre des externalités positives sous chacun des points consacrés au facteur d'attractivité "opportunités et contraintes physiques liées à la zone industrielle", c'est-à-dire sous les points 2.1.2.6, 2.2.3.6 et 3.2.2.7. En conséquence, ces externalités sont en mesure de renforcer la présence du facteur d'attractivité auquel elles sont rattachées, renforcement impliquant une plus grande probabilité de localisation d'entreprises cibles sur l'aire géographique considérée. Il en résulte l'adoption automatique d'un meilleur positionnement de la municipalité sur le marché réunissant l'offre et la demande de localisation d'entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels.

En définitive, toutes les implications précitées sont simplement les conséquences positives de l'apparition d'un développement économique lié à la zone industrielle sur la municipalité de Savièse.

Il est encore à noter que le développement potentiel de cette zone est important, ceci du fait que les entreprises high-tech, entreprises cibles dans le présent cas, sont généralement celles qui possèdent le potentiel de croissance le plus grand (Sternberg, 2004). De ce fait, l'évolution du paramètre temps, sans prendre en compte les nouvelles localisations, devrait à lui seul octroyer une augmentation des externalités positives précitées profitant à la collectivité publique saviésanne.

4.3.1.2. CARACTÈRE LOCAL DE L'ENVIRONNEMENT D'INNOVATION

L'environnement d'innovation, une fois constitué, possède l'avantage d'être et de se développer de manière locale (Perrin, 1992a).

Cet état de fait, malgré les relations entretenues à l'externe par les entités le constituant, est dû essentiellement aux caractéristiques du milieu innovateur (Perrin, 1992a), caractéristiques constituées à la fois de la proximité organisée (qui permet une facilitation des transferts de savoirs tacites) et de la proximité géographique, ceci conformément à ce qui a été présenté sous le point 2.2.3.11 de ce dossier.

Il s'ensuit, pour la zone industrielle de la municipalité de Savièse, un double gain.

D'une part, les entreprises déjà localisées sont encore plus ancrées sur le site, car une éventuelle délocalisation implique de supporter des coûts, traduits essentiellement par une baisse temporaire de leur compétitivité, supplémentaires (Perrin, 1992a). Leur ancrage sur l'aire géographique est encore plus important du fait qu'en tant qu'entités actives dans le milieu innovateur en question, elles ont contribué, sous formes d'investissements divers, non seulement à son émergence, mais également à son amélioration (Perrin, 1992a). Or, en cas de délocalisation, l'environnement inno-

vateur, d'un caractère local, ne peut pas être délocalisé avec l'entreprise.

D'autre part, les entreprises cibles en recherche d'un site d'implantation risquent d'être plus intensément attirées par l'éventuelle future zone industrielle de Savièse. En effet, cette dernière dispose de la présence d'un atout essentiel : l'existence du milieu innovateur.

4.3.1.3. ATTRAIT SUPPLÉMENTAIRE DE LA ZONE INDUSTRIELLE ENVERS CERTAINES ENTREPRISES CIBLES GRÂCE À LA PRÉSENCE PRÉALABLE D'ENTREPRISES

La présente chance est totalement en relation avec le facteur d'attractivité intitulé "opportunités stratégiques liées à la localisation" (points 2.1.2.10, 2.2.3.10 et 3.2.2.11 de ce dossier).

D'une part, pour de nouvelles entreprises émergeant sous forme de spin-off, c'est-à-dire possédant d'emblée une attache géographique avant tout choix de localisation, il peut s'avérer plus stratégique de demeurer implantées sur le territoire initial (Tabariès, 1992). En effet, les réseaux de l'entreprise dont elle provient ne sont alors pas à reconstituer et peuvent être plus facilement activés dans le cadre de son développement individuel. Il est à remarquer que, dans des domaines fortement innovateurs, ce qui est le cas d'entreprises high-tech, ce type de création d'entreprises est relativement important (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992 ; Gordon, 1992). En conséquence, la zone industrielle de Savièse possède d'emblée une caractéristique considérée, dans le cas individuelle de la nouvelle entreprise, comme discriminante. Ces chances de conserver l'entreprise en question sur son territoire sont d'autant plus fortes.

Concernant le choix de certaines ressources humaines, anciennement actives auprès des entreprises implantées sur la zone industrielle de Savièse, d'entamer une expérience personnelle en tant qu'entrepreneurs, du fait du réseau préalablement constitué sur le territoire, la zone industrielle de Savièse est d'emblée prise en considération (Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b ; Sergot, 2004) avec, ici aussi, l'avantage de posséder un paramètre discriminant à leurs yeux (Perrin, 1992a ; Perrin, 1992b). La probabilité de localisation de l'entreprise sur le territoire saviésan s'en trouve accrue.

Dans la mesure où les entreprises localisées sur la zone industrielle de Savièse bénéficient d'un développement adéquat, elles peuvent induire un "comportement d'imitation" auprès d'autres entreprises du secteur, ces dernières désirant limiter les risques relatifs à un choix de localisation (Sergot, 2004). Les entreprises, déjà implantées et jugées comme étant bien positionnées sur le marché par les décideurs, ont alors valeur d'exemples à suivre (Sergot, 2004). Encore une fois, ce phénomène tend à augmenter la probabilité de choix du site saviésan par les personnes appelées à prendre une décision de localisation d'entreprise high-tech.

Enfin, le même phénomène que celui précité peut apparaître par rapport aux entités desquelles l'entreprise en question est dépendante, telles les entités qui assurent tout ou partie du financement de l'entreprise. Ainsi, une localisation à proximité d'entreprises suivant une trajectoire jugée optimale tend à les rassurer. Grâce aux moyens de pression dont elles disposent envers l'entreprise en recherche d'un site d'implantation, ces entités sont alors en mesure d'accroître considérablement la probabilité que le choix des décideurs se dirige en faveur de la zone industrielle de Savièse. (Sergot, 2004)

4.3.1.4. PERTE D'IMPORTANCE DE LA DISTANCE GÉOGRAPHIQUE GRÂCE AUX COMPÉTENCES PRÉSENTES SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

Si la zone industrielle se développe de manière à constituer, grâce aux entreprises y étant implantées, un pôle d'excellence dans le domaine des systèmes industriels liés à la technologie de pointe, la distance géographique séparant les entreprises en question de partenaires ou clients localisés sur des aires géographiques distinctes s'estompe à leurs yeux. En effet, dans de tels cas, les coûts engendrés, en termes d'éventuelles difficultés d'accès, de pertes de temps et de frais financiers, sont largement compensés par les compétences auxquelles ces partenaires ou clients peuvent accéder sur la zone industrielle de Savièse (Enright, 2003).

Ainsi, sur un plan non pas uniquement valaisan, mais national et international, les difficultés d'accès à la zone industrielle saviésanne, comparativement à celles d'autres cantons, peuvent être totalement gommées grâce aux capacités de production d'outputs à très forte valeur ajoutée par les entreprises ayant choisi de s'y localiser.

4.3.2. CHANCES DÉCELÉES PAR LE BIAIS DES ENTRETIENS QUALITATIFS

4.3.2.1. ADÉQUATION DE L'OFFRE DE LA MUNICIPALITÉ AUX ATTENTES DES INDIVIDUS À L'AVENIR

La présente chance, qui fait l'unanimité parmi les personnes interrogées dans le cadre d'entretiens qualitatifs, n'a pas été décelée lors des recherches au sein de la littérature scientifique.

M. Lorenz et M. Pompili ont tous deux identifié la proximité entre le lieu de travail et le lieu d'habitation des individus, proximité offerte par la municipalité en cas d'ouverture de l'éventuelle future zone industrielle, comme un aspect positif.

Ainsi, le prix du pétrole devrait encore augmenter, ce qui engendre la nécessité de repenser la mobilité notamment au niveau des trajets entre le domicile des personnes et leur lieu de travail. Dans ce contexte, la municipalité de Savièse serait en mesure de répondre à cette nouvelle problématique en offrant tout à la fois un lieu de résidence agréable et une possibilité d'emploi à proximité. Un simple déplacement quotidien à pieds ou à vélo permettrait alors aux ressources humaines de se rendre sur leur lieu de travail.

Plus encore, M. Pompili a mis en évidence l'implication psychologique de l'augmentation des coûts des transports : du fait de l'entrée de ce paramètre dans le raisonnement des individus, ces derniers essaient de limiter leurs déplacements même lorsqu'il s'agit de petits trajets. Ce paramètre devrait donc prendre de plus en plus d'importance à l'avenir.

En outre, selon M. Pompili, l'attention portée par les entreprises à leurs ressources humaines se développe également de plus en plus. Ce phénomène implique un accroissement de la prise en considération de la qualité de vie qui leur est offerte. Or, Savièse est en mesure de faire valoir un tel atout lié au cadre de vie pour se profiler comme particulièrement attractive envers des entreprises high-tech.

4.3.2.2. AUGMENTATION ET DIVERSIFICATION DES RECETTES FISCALES DE LA MUNICIPALITÉ

La présente chance a également été identifiée en tant qu'externalité positive à travers la littérature scientifique (point 4.3.1.1).

Cette chance a été relevée lors de l'entretien qualitatif ayant eu lieu avec M. Lorenz, puis lors de celui ayant eu lieu avec M. Pompili. Ces deux personnes ont néanmoins abordé cet aspect sous deux angles légèrement différents.

Tout d'abord, M. Lorenz a mis en évidence la diversification des recettes fiscales par le biais de la présence de personnes morales sur la zone industrielle. C'est donc l'aspect relatif à l'apparition d'un nouveau type de personnes qu'il a identifié.

Quant à M. Pompili, il a fait remarquer que les personnes, travaillant auprès d'entreprises high-tech, sont généralement des ingénieurs et des économistes, soit des individus percevant un revenu annuel d'un haut niveau. La localisation de l'entreprise sur la municipalité de Savièse impliquera que certains des employés désireront également se localiser sur la même municipalité, ceci afin de réduire les temps de trajet entre l'entreprise et leur domicile. Dans de tels cas, la commune de Savièse verra ses recettes fiscales inhérentes aux personnes physiques s'accroître, car les personnes domiciliées sur son territoire y paieront leurs impôts. En conséquence, ce n'est pas la diversification des recettes fiscales qui a été mise en avant par M. Pompili, mais leur augmentation.

4.3.2.3. POSSIBILITÉ DE CONSERVER ET D'ATTIRER DES RESSOURCES HUMAINES FORTEMENT QUALIFIÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

Cette chance peut être considérée comme également identifiée au sein de la littérature scientifique, plus précisément lors de l'évocation d'une augmentation du nombre d'emplois sur le territoire de la municipalité, c'est-à-dire lors de la présentation des externalités positives (point 4.3.1.1).

L'avantage plus précis, consistant à conserver les ressources humaines fortement qualifiées sur la municipalité saviésanne, a été identifié par M. Lorenz.

Dans le même ordre d'idées, M. Pompili a mis en évidence le fait que l'implantation d'entreprises high-tech risque d'engendrer une domiciliation d'un certain nombre de leurs ressources humaines sur la municipalité, ces dernières étant attirées par la qualité de la vie à laquelle il est possible d'accéder.

4.3.2.4. PERSPECTIVES DE PROFIT POUR LES ENTREPRISES LOCALES

Ici encore, la chance en question a été classifiée, lors de son identification au sein de la littérature scientifique, parmi les externalités positives (point 4.3.1.1).

C'est M. Pompili qui a cité le présent avantage. Ce dernier ne se profile pas sous la forme d'une certitude, mais il se peut que des entreprises locales de Savièse, telles des serrureries ou des menuiseries, soient en mesure de réaliser, dans une perspective de long terme, un chiffre d'affaires suffisamment important, par le biais des prestations fournies aux entreprises high-tech, afin de pouvoir envisager de continuer à déployer leurs activités uniquement sur le territoire saviésan.

4.4. CONDITIONS DE RÉUSSITE RELATIVES À UN SAVIÈSE INDUSTRIEL

Les risques et les chances décelés précédemment ne représentent en rien une situation définitive de laquelle la municipalité de Savièse ne peut pas s'extraire en cas d'emprunt d'une trajectoire industrielle.

Au contraire, les caractéristiques de la zone industrielle peuvent, par la prise de certaines mesures et/ou la mise en œuvre d'actions, contribuer à maximiser les chances et à minimiser les risques qui lui sont attribués (Dejardin et Fripiat, 1998). Il en va de même pour les facteurs d'attractivité tels qu'identifiés auprès de la collectivité publique de Savièse (Dejardin et Fripiat, 1998).

Enfin, comme lors de la présentation des risques et des chances relatifs au choix d'une trajectoire industrielle par la municipalité, l'ordre d'énumération des conditions de réussite ne prétend pas révéler une hiérarchie d'importance ou de valeur entre les différents éléments.

4.4.1. CONDITIONS DE RÉUSSITE DÉCELÉES PAR LE BIAIS DE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

4.4.1.1. FÉDÉRATION DE TOUS LES ACTEURS AUTOUR DU PROJET DE ZONE INDUSTRIELLE

Cette condition de réussite a pour but de minimiser de manière globale le risque identifié sous le point 4.2.1.4 du présent dossier, à savoir un manque d'adhésion des acteurs envers le projet. A long terme, il a également pour ambition de réduire partiellement le risque relatif à une évolution négative de certains facteurs d'attractivité par rapport aux attentes des entreprises high-tech (point 4.2.1.8).

En effet, dans un projet de zone industrielle, les entités privées appelées à y participer, par simple adhésion ou par une contribution quelconque, sont chacune des entités diverses poursuivant prioritairement non pas les intérêts de la collectivité publique, mais leurs propres intérêts (Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992). Ainsi, une poursuite des intérêts de la collectivité publique ne peut être interprétée, si aucune action ou mesure n'est mise en place à cet effet, que comme une convergence fortuite des deux types d'intérêts en présence.

Dans une optique d'aide à la convergence des différents intérêts, le marketing public peut se profiler en tant que solution. L'objectif principal que doit permettre d'atteindre un tel outil est alors l'identification et/ou la démonstration de la convergence des intérêts privés individuels avec ceux de la collectivité publique. Dans le cas présent, il s'agit de faire en sorte que l'ouverture et le développement de la zone industrielle en question soient perçus par chaque individu comme bénéfiques envers sa propre situation. A cet effet, les démarches participatives peuvent être la méthode choisie. Elles présentent l'avantage de permettre une prise en compte de l'avis de la population par le biais de discussions et une présentation du projet sous une forme plus ouverte.

4.4.1.2. EXPLOITATION/DÉVELOPPEMENT DE FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ DISCRIMINANTS

Etant donné que la zone industrielle de Savièse n'est pas la seule zone industrielle de la région, elle est soumise à une concurrence territoriale. En effet, à titre d'exemple, comme il est possible de le remarquer sous le point 3 du présent dossier, un grand nombre des facteurs d'attractivité identifiés comme d'ores et déjà présents sur la municipalité de Savièse sont localisés sur le territoire de la commune de Sion. Il s'ensuit que la zone industrielle de cette municipalité présente un léger avantage sur les facteurs d'attractivité en question par rapport à celle de Savièse : elle propose aux entreprises cibles une distance géographique moindre, même si cette dernière n'est sollicitée que de manière sporadique, pour en bénéficier.

Plus encore, la concurrence s'étend au-delà de la seule région dans laquelle s'inscrit la municipalité de Savièse, ceci notamment du fait du phénomène de mondialisation (Arifon, 2007).

Dès lors, afin de pouvoir accéder elle aussi aux bénéfices de l'économie du savoir, il devient indispensable pour la municipalité de Savièse d'identifier et de mettre en valeur des aspects, s'apparentant à des facteurs d'attractivité dans la mesure où ils répondent à une demande des entreprises high-tech, qui lui sont particuliers, c'est-à-dire qui correspondent à ses caractéristiques propres. Cela consiste en la mise en place d'une stratégie de discrimination par rapport aux concurrents (Arifon, 2007).

Dans ce cadre, il est à remarquer qu'il n'existe pas de pistes applicables à toute municipalité : chacune doit trouver ses propres éléments discriminants en tenant compte du contexte dans lequel elle s'insère, de sa culture et de son histoire (Perrin, 1992a).

C'est donc seulement une telle stratégie de discrimination qui peut permettre à la collectivité publique de Savièse d'assurer l'implantation d'entreprises cibles sur son territoire et de palier au risque de concurrence territoriale trop forte évoqué sous le point 4.2.1.2 du dossier.

4.4.1.3. DÉMARCHE INFORMATIVE ENVERS LES ENTREPRISES CIBLES ET LEURS DIRIGEANTS

Du fait de la forte concurrence territoriale qui a cours entre les zones industrielles dédiées à des entreprises actives au sein de l'économie du savoir, il est nécessaire, pour la municipalité de Savièse, de s'assurer une certaine visibilité sur le marché en question. En outre, l'offre étant généralement plus importante que la demande de lieux d'implantation, il devient capital, pour attirer des entreprises cibles, d'entreprendre des démarches visant à faire connaître l'alternative de localisation, alternative représentée par la zone industrielle de Savièse, ainsi que ses facteurs discriminants.

Dans ce contexte de forte concurrence, un grand nombre de données sont, spontanément ou suite à des sollicitations, fournies aux personnes non pas effectivement appelées à effectuer un choix de localisation, mais rien que susceptibles de se trouver dans une telle position (Sergot, 2004). Dans ce cadre, des informations d'ordre générales sont en principe octroyées par les municipalités (Sergot, 2004), car elles présentent l'avantage de correspondre à un grand nombre de cas de localisation et donc de toucher une population plus vaste. Toutefois, les décideurs doivent retraiter ces informations afin de les rendre comptables avec la situation exacte dans laquelle ils se trouvent (Sergot, 2004).

Par conséquent, fournir des informations en parfaite adéquation avec les entreprises

cibles est une condition de réussite supplémentaire qui permet à la municipalité de Savièse de se démarquer d'emblée de la majorité des systèmes d'information mis en place par les autres collectivités.

Ces deux mesures peuvent se profiler en tant que réponse au risque engendré par une concurrence territoriale trop forte (point 4.2.1.2).

4.4.1.4. STIMULATION DU RÉSEAU D'INNOVATION PAR LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE

Afin de contribuer à l'émergence d'un milieu innovateur et, par ce biais, de favoriser l'implantation d'entreprises high-tech sur sa zone industrielle, la municipalité de Savièse peut créer des réseaux, auxquels il est possible d'accéder en cas de localisation sur son territoire, répondant à certains besoins particuliers des entreprises cibles (Perrin, 1992b).

Par contre, il demeure important de sélectionner les partenaires les plus adéquats et de tenir compte de la culture en vigueur sur la zone industrielle lors de cette démarche (Perrin, 1992b). Ces deux conditions sont essentielles pour éviter tout heurt entre la culture locale et les avantages qu'entend fournir à la zone la collectivité publique.

La présente mesure peut également être mise en place en cas d'apparition du risque lié à l'évolution de certains facteurs d'attractivité, évolution qui ne leur permet plus de répondre aux besoins des entreprises localisées (point 4.2.1.8).

4.4.2. CONDITIONS DE RÉUSSITE DÉCELÉES PAR LE BIAIS DES ENTRETIENS QUALITATIFS

4.4.2.1. MISE EN AVANT D'UN FACTEUR DISCRIMINANT PAR RAPPORT AUX AUTRES ZONES INDUSTRIELLES

La présente condition de réussite s'apparente à celle identifiée, à l'aide de la littérature scientifique, sous le point 4.4.1.2 de ce dossier. Elle a néanmoins l'avantage ici de comprendre des propositions de solutions concrètes pour la municipalité de Savièse.

C'est M. Pompili qui a émis cette condition de réussite. Elle se rapporte au risque qu'il a identifié quant à une attractivité limitée de la zone industrielle envers les entreprises high-tech à cause d'une trop forte concurrence formée par l'offre des autres zones industrielles.

En réponse à ce risque, M. Pompili a mis en évidence la nécessité, pour la municipalité de Savièse, de se discriminer, d'une façon ou d'une autre, par rapport aux autres zones industrielles.

Préalablement à cela, il est donc nécessaire, pour la municipalité de Savièse, de connaître exactement l'offre émise par les municipalités concurrentes, notamment par celle de Sion et par celle de Sierre, envers les entreprises high-tech.

A titre d'exemple, la collectivité publique saviésanne pourrait mettre en avant la qualité de vie qu'elle peut offrir aux entités qui s'y installent : peu de bruit, environnement magnifique... Un tel paramètre, en plus de la réunion des facteurs d'attractivité attendus par les entreprises high-tech, est en mesure de faire la différence aux yeux des décideurs appelés à se prononcer sur un choix de localisation.

Toutefois, si le paramètre, utilisé en tant que discriminant par la commune, ne constitue pas un paramètre demandé par les entreprises high-tech, il n'aura aucun effet sur leurs comportements de localisation. Il est donc également nécessaire de mener, au préalable, une réflexion quant à la pertinence du paramètre pouvant devenir discriminant.

4.4.2.2. DÉPLACEMENT DE LA ZONE INDUSTRIELLE INITIALEMENT PRÉVUE VERS LE SUD

Afin d'attirer les entreprises high-tech par un de leurs critères fondamentaux, à savoir la vue qui permet à leurs employés d'augmenter leur créativité, il serait pertinent, selon M. Pompili, de déplacer la zone industrielle vers le Sud, ceci conformément à ce qui a déjà été mentionné sous le point 3.2.2.7 du présent dossier.

Il demeure aussi important, lors des mesures prises pour la suite du développement de la zone industrielle, de permettre aux entreprises de bénéficier d'une belle vue sur la totalité de l'aire géographique qui leur est proposée. Un éventuel agrandissement ne doit pas, en conséquence, impliquer qu'une partie de la surface ne réponde plus à ce critère.

4.4.2.3. AMÉNAGEMENT DES MOYENS D'ACCÈS À LA ZONE INDUSTRIELLE

L'accès mis en place pour la zone industrielle doit être cohérent selon M. Lorenz. Il est aussi important, selon lui, de garantir une desserte suffisante de la zone industrielle par les transports publics.

M. Pompili considère que l'accès, possible par la route actuelle, à la zone industrielle est trop en pente. La connexion avec le tracé de la nouvelle route est donc à retravailler. Il doit également y avoir des accès plus importants sur la zone industrielle, car la petite route actuelle qui la coupe présente une capacité insuffisante.

4.4.2.4. AMÉNAGEMENT DES SERVICES DE BASE SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

Il est nécessaire d'entreprendre, avant la mise à disposition de la zone, des actions afin de garantir aux entreprises qui s'y implantent l'accès à l'eau, aux égouts, à l'électricité ainsi qu'à Internet. C'est M. Lorenz qui a fait remarquer le présent paramètre.

4.4.2.5. PRÉVISION D'AMÉNAGEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE LA ZONE INDUSTRIELLE

M. Pompili, suite à la question qui lui a été posée quant à savoir s'il est mieux de proposer uniquement le terrain ou directement l'infrastructure sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, a émis l'idée de faire un plan directeur permettant de prévoir dès le départ les emplacements sur lesquels les cellules seront construites.

De telles cellules présenteraient l'avantage de faciliter tous les raccordements (eau, égouts...) nécessaires dans les locaux de l'entreprise. Une fois l'aménagement de base mis en place, il est, selon lui, bien plus simple de monter chacun les infrastructures de chaque lot.

Dans ce même ordre d'idées, la commune doit, toujours selon M. Lorenz, se déterminer si seul le terrain sera proposé aux entreprises ou si, au contraire, l'infrastructure sera construite par la commune et mise à disposition des entreprises. Cette deuxième alternative, qui correspond à ce qui a été mis en œuvre dans le parc technologique de l'EPFL ou au technopôle à Sierre, permet à la collectivité publique de Savièse de conserver une maîtrise totale de l'aspect que la zone industrielle est sus-

ceptible de revêtir.

4.4.2.6. DIRECTIVES AU NIVEAU DES POSSIBILITÉS DE CONSTRUCTIONS SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

M. Lorenz a également cité la présente condition de réussite pour la zone industrielle. Il s'agit ici d'éviter que les constructions relatives à la zone industrielle détonnent avec le cadre dans lequel s'inscrit la municipalité de Savièse. Ce dernier est donc à préserver par l'édiction de directives ayant pour but de minimiser les risques d'impact architectural négatif sur la collectivité publique.

En conséquence, il s'agit d'assurer, par le biais de ces directives, une cohérence dans l'aménagement du territoire.

4.4.2.7. MISE EN PLACE PAR LA MUNICIPALITÉ D'UN RÉSEAU DE RELATIONS UTILE AUX ENTREPRISES HIGH-TECH

Cette condition de réussite a été identifiée dans le cadre de l'entretien mené avec M. Pompili et également à travers la littérature scientifique (point 4.4.1.4).

La mise en place, par la collectivité publique de Savièse, de ce type de réseaux permet de palier aux éléments qui ne peuvent pas être accessibles, par le biais d'une localisation sur la municipalité, facilement.

A titre d'exemple, M. Pompili a cité un réseau facilitant les emprunts ou la rencontre d'investisseurs pour les entreprises high-tech, ceci malgré l'existence déjà effective de Business Angels en Valais. Au contraire, selon M. Pompili, ce n'est pas à la commune de mettre les fonds à disposition : elle doit simplement se contenter de créer un réseau de relations. Par exemple, un tel réseau peut déjà se créer en mettant en place des contacts avec Ccf SA.

En outre, il a souligné qu'une telle démarche est à mettre en place, car tout choix de localisation est effectué sous l'angle d'une analyse globale des critères retenus par l'entreprise : le défaut d'un seul critère, aussi bons soit la présence de tous les autres critères sur l'aire géographique considérée, empêche une localisation d'entreprise de devenir effective.

4.4.2.8. RECENSEMENT DES PERSONNES PERTINENTES EN TERMES DE COMPÉTENCES POUR LES ENTREPRISES HIGH-TECH SUR LA MUNICIPALITÉ

M. Pompili a fait remarquer, durant l'entretien qu'il n'existe pas sur la commune un réseau de personnes possédant des spécialités susceptibles d'intéresser les entrepreneurs. Dans ce cadre, un recensement des personnes pourrait être intéressant.

4.4.2.9. SÉLECTION DES ENTREPRISES DÉSIRANT S'IMPLANTER SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

La présente condition de réussite résulte de l'entretien qualitatif accordé par M. Lorenz. Il est, selon lui, important que la zone industrielle accueille effectivement des entreprises actives dans le domaine des systèmes industriels, ceci comme initialement prévu, et non pas que la zone industrielle offre une localisation pour toutes sortes d'entreprises sans rapport les unes avec les autres. En effet, un tel développement empêcherait l'émergence d'un milieu innovateur, car les relations entre les entreprises localisées sur la même aire géographique seraient réduites à néant.

En conséquence, il est important que toutes les entreprises localisées sur la zone

soient actives dans le même secteur d'activité ou dans un secteur d'activité proche. A titre d'exemple, un atelier mécanique est une entreprise qui pourrait être implantée de manière pertinente sur la zone industrielle, car il permet aux entreprises high-tech de nouer des collaborations dans la réalisation de robots par exemple.

A cet effet, il est donc nécessaire de prendre des mesures pour apporter une telle garantie de développement selon M. Lorenz.

4.4.2.10. ACTIONS DE PROMOTION DE LA ZONE INDUSTRIELLE ENTREPRISES PAR LA MUNICIPALITÉ DE SAVIÈSE

M. Pompili et M. Lorenz ont tous deux énoncé la présente condition de réussite, condition de réussite également identifiée au sein de la littérature scientifique (point 4.4.1.3).

La simple mise en place de la zone industrielle ainsi que d'une plaquette pour l'annoncer ne suffit pas à attirer des entreprises high-tech. Il demeure nécessaire de faire de la publicité, de mettre en place une campagne de marketing en vue d'attirer les entreprises high-tech sur le territoire de la municipalité.

M. Pompili n'exclut cependant pas totalement la probabilité que des entreprises viennent d'elles-mêmes s'y localiser, mais cette dernière se profile comme relativement rare. A titre d'exemple, des personnes pourraient venir en vacances dans la région, s'y plaire et décider d'y implanter leur entreprise. Mais ce mode d'implantation ne permet largement pas à la zone industrielle de Savièse de développer son activité économique.

Ainsi, M. Pompili considère qu'il est nécessaire, afin de promouvoir la zone industrielle de Savièse, de réaliser un dossier de promotion. Il est également nécessaire, selon lui, que le dossier soit porté plus loin, c'est-à-dire jusqu'aux entreprises cibles. Cette tâche peut être réalisée par la promotion économique du canton du Valais et/ou par la DEWS qui est chargée de la promotion exogène de la Suisse romande.

M. Lorenz a émis un avis allant dans le même sens avec la fondation The Ark. En effet, la création d'une zone industrielle destinée à des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels est susceptible de présenter un atout également pour cette fondation, car elle sera en mesure de faciliter encore plus la tâche à des personnes se présentant avec un projet high-tech.

4.4.2.11. OFFRE D'UN AVANTAGE À L'ENTREPRISE PAR LE BIAIS DU PRIX DU TERRAIN

M. Lorenz préconise la mise en place, par la collectivité publique, d'une mesure permettant de rendre particulièrement attractif le prix du terrain. Il s'agit ainsi de vendre le mètre carré à un prix relativement bas. A l'extrême, le terrain pourrait même être offert aux nouvelles entreprises. Cette dernière alternative a d'ailleurs également été évoquée par M. Pompili par le biais de la remarque quant aux pratiques en vigueur envers les entreprises high-tech.

Selon M. Lorenz, c'est par exemple le choix effectué par certaines communes désirant augmenter leur population. A cet effet, elles ont offert aux nouveaux habitants le terrain sur lequel leur maison allait être construite.

Le but demeure, dans cette optique, d'inciter une première entreprise à se localiser sur la zone industrielle de Savièse, puis une seconde et ainsi de suite... Il faut donc

trouver un aspect permettant de provoquer l'arrivée, sur la zone industrielle, des premières entreprises, c'est-à-dire de rendre l'éventuelle future zone industrielle de Savièse plus attractive que celle de Sion. Par le biais d'une telle décision, il est également possible de profiter du fait qu'à Sion, il y a peu de zone industrielle disponible.

Un tel choix est à considérer comme un investissement de la commune sur le long terme selon M. Lorenz. En effet, les entreprises implantées sur l'éventuelle future zone industrielle vont y payer leurs impôts. La probabilité que leurs employés choisissent de se domicilier sur la commune augmentera et, en conséquence, les recettes fiscales générées par les personnes physiques auront la même propension à l'augmentation.

4.4.2.12. OFFRE D'UN AVANTAGE À L'ENTREPRISE PAR LE BIAIS DE LA FISCALITÉ

M. Lorenz et M. Pompili ont tous deux émis ce paramètre en tant que condition possible de réussite. Ainsi, des aides fiscales peuvent contribuer à attirer l'entreprise sur la zone industrielle. Cela peut se traduire par des taux d'impôts faibles ou même par une exonération d'impôts.

Plus encore, M. Pompili considère ce paramètre comme pouvant être décisif dans le choix de localisation d'une entreprise. A titre d'exemple, il a cité une défiscalisation durant trois à cinq ans. En contrepartie, la commune peut demander à l'entreprise d'induire les employés à se domicilier sur son territoire.

4.4.2.13. LIGNE DIRECTRICE SIMILAIRE SUR LA DURÉE

Cette condition de réussite a été relevée lors de l'entretien qualitatif avec M. Lorenz. Elle vise à éviter un changement d'objectif à moyen terme, soit tous les quatre ans en fonction du changement des politiciens communaux.

4.4.2.14. MESURES MISES EN PLACE PAR LA COLLECTIVITÉ PUBLIQUE AFIN DE PERMETTRE LE SUCCÈS À LONG TERME DE LA ZONE INDUSTRIELLE

M. Pompili a identifié la présente condition de réussite lors de l'entretien qualitatif.

Il s'agit, pour la commune de Savièse, si elle opte pour un tel projet, de se donner les moyens de réussir jusqu'au bout de l'objectif global fixé.

Dans ce cadre, la seule ouverture de la zone industrielle ainsi que la mise en place de l'éventuel aménagement et des éventuelles infrastructures décidées sont insuffisantes pour permettre le développement escompté de la zone industrielle. Au contraire, le projet doit être pensé sur un horizon de long terme, c'est-à-dire sur dix, quinze ou vingt ans. Dans ce cadre, il est nécessaire de prévoir tous les paramètres : découpage et préparation des lots, budgétisation des coûts, relais par des entités pour porter le dossier jusqu'aux entreprises high-tech, démarchage des entreprises cibles...

4.4.3. IMPACT DE LA MISE EN ŒUVRE DES CONDITIONS DE RÉUSSITE SUR LE DESIGN DE RECHERCHES

La mise en œuvre des conditions de réussite traitées sous le point 4.3.1 de ce dossier n'est pas sans impact sur le design de recherches présenté suite à la détermination des facteurs déjà existant dans l'hypothèse où une zone industrielle existe à Savièse (point 3.2.3). En effet, l'effectivité de ces mesures et actions implique un ac-

croissement du nombre et/ou de l'intensité des facteurs d'attractivité adressés à des entreprises high-tech et relatifs à la municipalité.

Par conséquent, sur le design de recherches complété ci-après, les variables indépendantes entourées d'un cercle formé à l'aide d'un trait plein représentent, comme sous le point 3.2.3, les facteurs d'attractivité qui existent déjà actuellement par rapport à l'éventuelle future zone industrielle. Quant aux données inscrites dans un cercle formé, cette fois, par un trait suivi à chaque fois d'un point, elles représentent les facteurs d'attractivité pouvant devenir effectifs par l'application des conditions de réussite. Les variables indépendantes dont le texte est en couleur grise sont celles ne pouvant être déterminées qu'en connaissant l'entreprise concernée par le choix de localisation. Enfin, les informations encadrées par une ligne grise constituent le facteur de localisation qui, malgré la mise en place de mesures et actions favorisant le développement de la zone industrielle, n'existeront toujours pas dans la réalité.



Figure 11 – Design de recherches suite à la mise en place des conditions de réussite

Il est à remarquer que chacune des conditions de réussite précitées n'induit pas forcément le passage de l'état souhaité à l'état potentiellement effectif pour un certain facteur d'attractivité.

Cette constatation s'explique, d'une part, par le fait que certains éléments ne contribuent qu'à modifier des paramètres de facteurs d'attractivité déjà présents dans le but de maximiser leur effet. Or, une telle modification n'est pas visible sur le présent schéma qui se veut par nature simplificateur.

D'autre part, certaines conditions de réussite ne s'apparentent pas à une création ou à une modification de facteurs d'attractivité, mais à la mise en place de conditions cadres nécessaires à l'émergence et à la gestion de tous les ou partie des facteurs d'attractivité en question. Ces paramètres ne sont pas intégrés dans les préoccupations des entreprises à la recherche d'un lieu géographique d'implantation optimal, car ils sont sans effet direct sur les conséquences du choix d'implantation.

A contrario, comme il est possible de le constater sur le design de recherches ci-avant, aucune des conditions de réussite n'a pour effet de préjudicier à ou d'abolir l'existence de certains facteurs d'attractivité préalablement existant.

Une telle conséquence demeure néanmoins théoriquement possible. Ainsi, si les conditions de réussite exposées sous le point 4.3.1 de ce dossier impliquaient un déplacement d'attribution de ressources (essentiellement publiques, mais parfois aussi privées) d'un facteur d'attractivité à l'autre, une diminution, voire une disparition, du premier facteur d'attractivité en faveur du second serait à attendre. Mais les conditions de réussite mises en exergue dans ce dossier sont à comprendre comme des attributions supplémentaires de ressources. Le risque précité se réduit de ce fait à néant. Quoi qu'il en soit, dans les contraintes qui pourront être rencontrées lors d'une éventuelle mise en œuvre de ces éléments, il sera indispensable de tenir compte de cette restriction en termes d'impact.

Dès lors, reste une possibilité d'apparition d'effets préjudiciables sur certains facteurs d'attractivité en supposant cette fois que des relations de type inverse existent entre plusieurs variables indépendantes. Dans un pareil contexte, l'existence ou la maximisation d'un facteur de localisation est en mesure de préjudicier à, voire d'abolir, l'existence d'un ou d'autre(s) facteur(s) de localisation. Toutefois, ce cas de figure ne se présente pas non plus ici : une certaine cohérence est à relever entre l'existence des variables indépendantes identifiées si bien que les variations de l'une n'empiètent généralement pas sur celles d'une autre. Ce risque peut donc également être éliminé dans le cas présent.

5. ANALYSES DANS L'HYPOTHÈSE DU CHOIX D'UN SAVIÈSE RÉSIDENTIEL

Au contraire de l'hypothèse formulée sous le point précédent, les considérations émises sous ce point sont entièrement élaborées en partant de l'hypothèse que la commune de Savièse n'ouvre aucune zone industrielle sur son territoire en 2015. C'est donc une stratégie totalement orientée vers une municipalité à caractère résidentiel, ce qui correspond à la stratégie adoptée à l'heure actuelle, qui se profile ici.

La disjonction entre les deux stratégies, disjonction mise en œuvre par le biais du point 4 et du présent point du dossier, a pour intérêt de permettre une analyse parallèle entre les conséquences et conditions de réussite de chacune des deux options. En effet, c'est seulement une comparaison à ce niveau qui peut être en mesure d'apporter une réponse quant au degré de pertinence, d'une manière globale, relative au choix d'une stratégie plutôt que de l'autre par la municipalité de Savièse.

A cet effet, la structure, utilisée ici pour la présentation des données relatives au choix d'une orientation exclusivement résidentielle, est, en grande partie, identique à celle utilisée sous le point 4 consacré à un choix d'orientation industriel. Le premier point (point 5.1) est ainsi consacré à une présentation de la méthodologie utilisée en vue de résoudre les interrogations suscitées dans cette partie. Ce sont ensuite les aspects négatifs (point 5.2), puis les aspects positifs (point 5.3) relatifs aux conséquences d'une telle décision qui sont exposés. Enfin, les conditions de réussite (point 5.4), conditions permettant de minimiser les risques mis en évidence et de maximiser les chances y relatives, sont présentées.

Par contre, le design de recherches, consacré aux facteurs d'attractivité susceptibles d'attirer des entreprises sur Savièse, n'est pas complété des impacts résultant de la mise en œuvre des conditions de réussite relatives à une trajectoire exclusivement résidentielle. Ces derniers sont pourtant susceptibles de modifier certains paramètres du modèle élaboré, comme par exemple d'accroître ou de décroître l'attrait qu'exerce la municipalité envers les ressources humaines fortement qualifiées. Cependant, dans le choix d'une stratégie orientée vers une trajectoire exclusivement résidentielle, l'absence d'existence d'une zone industrielle rend obsolète toute considération à cet égard, c'est pourquoi le design de recherches n'est pas mis à jour ici.

5.1. MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

A nouveau, dans le but de récolter des informations concernant les aspects soulevés par l'hypothèse d'une orientation totalement résidentielle de la commune, il a été fait appel aux entretiens qualitatifs effectués avec des personnes possédant des affinités à la fois avec la municipalité de Savièse (par le biais d'une domiciliation) et avec les domaines high-tech relatifs aux systèmes industriels. Ce sont donc à nouveau M. Hubert Lorenz, fondateur et PDG de Mimotec SA basée à Sion, et M. Pierre Pompili, professeur et responsable d'unité auprès de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels, qui ont émis leur avis respectif sur la question. Pour plus de précisions concernant le déroulement général de ces deux entretiens, il suffit de se référer au point 3.1 du présent dossier.

Toutefois, seul leur positionnement en tant que citoyens de Savièse a été sollicité dans le cadre des questions formulées en rapport avec le présent aspect. En effet,

comme déjà précisé, cette stratégie de développement de la collectivité publique se caractérise par l'absence totale de zone industrielle sur le territoire. Dès lors, les considérations relatives aux besoins des entreprises et aux conséquences de leur implantation sur une collectivité publique comportant également une partie résidentielle n'est plus requise.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible d'exclure une interférence, dans leurs réponses, avec la perspective de création d'une zone industrielle sur Savièse et, de ce fait, avec leurs affinités propres au niveau des domaines high-tech des systèmes industriels. Cette légère interférence est sciemment voulue, car elle permet, à la personne interrogée, d'effectuer, tout au long de l'entretien, la démarche de réflexion complète proposée à travers ce dossier quant à l'avenir de la municipalité de Savièse. Le champ de perspective qui lui est offert est, par conséquent, plus élargi. Il en résulte des réponses émises également selon une optique implicite de comparaison, ce qui permet la mise en évidence de certaines caractéristiques qui n'auraient pas forcément été abordées spontanément sans la connaissance des deux alternatives. Malgré ces considérations, il n'en demeure pas moins que ce sont les intérêts des citoyens à titre privé, intérêts que la municipalité qui leur permet d'obtenir cette qualification est censée défendre, qui demeurent l'objet des réponses.

Quant à la composition des questions relatives à la présente partie du dossier dans le canevas inséré en tant qu'annexe 1, elle est, hormis la différence concernant l'hypothèse de base, identique à celle utilisée en vue d'analyser les impacts et conditions quant à l'ouverture d'une zone industrielle sur le territoire de la municipalité publique en 2015.

C'est la troisième série de questions du canevas d'entretien, à savoir les questions No 18 à No 20, qui a pour ambition d'amener la personne interrogée à s'exprimer sur une telle possibilité. A nouveau, l'hypothèse de base, dans laquelle s'inscrivent les interrogations formulées, a été exposée à chaque fois. Ensuite, il a été demandé à la personne interrogée d'émettre, par extrapolation, des aspects négatifs auxquels la municipalité risque d'être confrontée une fois un tel choix effectué, ceci à l'aide de la question No 18. Les chances qui peuvent apparaître dans ce contexte ont été abordées par la formulation de la question No 19. Enfin, ce sont les conditions de réussite, permettant de minimiser les risques et de maximiser les chances, dont il a été question au sein de la question No 20.

Ici aussi, les réponses formulées par M. Hubert Lorenz peuvent être consultées sur l'annexe 2 et celles formulées par M. Pierre Pompili sur l'annexe 3.

5.2. REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Il est à constater que le nombre de risques, de chances et de conditions de réussite identifié par les deux personnes interrogées, n'est respectivement pas très élevé.

En fait, durant les entretiens qualitatifs, la municipalité de Savièse est apparue, par rapport à l'offre résidentielle qu'elle propose, suffisamment bien positionnée pour répondre de manière positive aux attentes d'habitants disposant d'un niveau de vie assez élevé. Cette constatation est d'ailleurs en parfaite adéquation avec les résultats de l'analyse consacrée aux paramètres recherchés par les ressources humaines fortement qualifiées (point 3.2.2.3 du dossier). Le fait que les deux personnes interrogées, qui sont elles-mêmes des ressources humaines fortement qualifiées, soient domiciliées sur le territoire de la municipalité constitue une preuve de cet attrait.

En définitive, outre les quelques remarques exprimées ci-après par les personnes interrogées, le défi futur de la municipalité de Savièse non seulement en cas de choix d'une trajectoire exclusivement résidentielle, mais aussi en cas de choix d'une trajectoire industrielle consiste à garantir le maintien des atouts qu'elle offre actuellement à ses habitants. Effectivement, même dans une optique d'orientation industrielle, l'aspect résidentiel ne peut pas être abandonné. Plus encore, cet aspect constitue une des conditions de réussite du défi industriel.

5.2.1. RISQUES INHÉRENTS À UN SAVIÈSE RÉSIDENTIEL

La présentation des risques, effectuée ci-après, ne doit pas être comprise comme une hiérarchie au niveau de leur probabilité d'occurrence ou de l'intensité de leur impact.

5.2.1.1. EVOLUTION DÉFAVORABLE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

M. Lorenz a indiqué, durant l'entretien, qu'il a entendu que les taux hypothécaires allaient augmenter à l'avenir. En conséquence, la construction devrait baisser dans le futur.

Cette constatation se profile en tant que risque pour la municipalité de Savièse, car, en cas de choix d'une orientation totalement résidentielle, elle sera en mesure d'attirer un nombre moins important d'habitants. En effet, la municipalité est essentiellement positionnée, du fait des ressources humaines fortement qualifiées qui y sont domiciliées, en tant que territoire favorable à l'implantation de maisons individuelles de type villas.

5.2.1.2. ATTRAIT D'UNE POPULATION VIEILLISSANTE SUR LA MUNICIPALITÉ

Le présent risque a été relevé par M. Lorenz.

Il ne s'agit pas ici d'un risque particulier à Savièse, mais d'un risque concernant le canton du Valais dans sa globalité d'ici dix, vingt ou trente ans.

En effet, ce dernier a tendance à se profiler, par le biais de sa fiscalité attractive et de l'accès à la propriété simple pour les Suisses et les étrangers, comme particulièrement intéressant pour une population composée de personnes quasiment retraitées et de retraités. Une telle attractivité est notamment ressentie par les individus d'autres cantons et par ceux de pays étrangers.

Partant de ce constat, les personnes domiciliées sur Savièse paieront des impôts sur leur revenu (un certain temps) et sur leur fortune, mais seront relativement rapidement à la charge de la collectivité publique du fait de la dépendance inhérente à la vieillesse. Or, la collectivité publique devra prévoir les infrastructures en question pour assurer leur prise en charge, ce qui engendrera, en plus de la baisse des recettes fiscales, des dépenses supplémentaires. En conséquence, l'offre d'infrastructures, de loisirs par exemple, se restreindra à long terme sur le territoire de la municipalité, ce qui contribuera à faire baisser son attrait envers les ressources humaines fortement qualifiées et encore actives, soit envers le public cible idéal pour toute municipalité.

5.2.1.3. IMPACT DÉFAVORABLE D'UN AFFLUX DE CONSTRUCTION SUR LE CADRE DE LA COMMUNE

M. Lorenz a émis également la présente considération. Il estime dommage que toute

la commune passe en constructions et considère que l'afflux sur la commune à ce niveau est à réguler. Néanmoins, la question par rapport à des enfants qui voudraient construire sur Savièse se pose dans un tel raisonnement.

5.2.1.4. PLACES DE TRAVAIL DANS LA RÉGION PAS OU PEU LIÉES À DES ACTIVITÉS À HAUTE VALEUR AJOUTÉE

M. Pompili a ressorti, lors de l'entretien qualitatif, le présent risque. Il tient compte du fait, dans son raisonnement, que Savièse attire, en tant que commune résidentielle, les personnes d'un revenu assez élevé et qui travaillent à Sion, notamment des personnes actives dans le secteur des services. Elle se profile ainsi comme une zone d'habitation aisée.

Il en résulte que toutes les constructions engendrées permettent de maintenir des places de travail liées à la construction dans la région. Dans ce cadre, le risque est que les places de travail proposées ne concerneront pas ou concerneront peu des activités à haute valeur ajoutée.

5.2.2. CHANCES INHÉRENTES À UN SAVIÈSE RÉSIDENTIEL

Seule la chance suivante a été décelée quant à la poursuite, par la municipalité de Savièse, d'une trajectoire exclusivement résidentielle.

5.2.2.1. ATTRAIT AUTOMATIQUE DE PERSONNES AISÉES SUR LA MUNICIPALITÉ DE SAVIÈSE

M. Pompili a fait remarquer le phénomène automatique d'attraction de la commune envers les personnes disposant d'un niveau de vie assez élevé.

Cela est dû aux caractéristiques que la municipalité est en mesure d'offrir à ses habitants. Il s'agit notamment des caractéristiques mises en évidence ci-après. Le territoire de la municipalité se situe sur la rive droite, soit sur la rive la plus ensoleillée, critère qui permet d'éliminer déjà environ la moitié des alternatives valaisannes relatives à un lieu de résidence. La collectivité publique offre une localisation non pas en plaine, mais un peu sur les hauteurs, critère qui élimine environ le quart des possibilités restantes. Enfin, elle permet de résider proche d'une ville, à savoir Sion, sans pour autant devoir en subir les inconvénients.

Ainsi, des personnes aisées, qui ont une activité professionnelle sur Sion, sont incitées à résider sur le territoire saviésan et y construisent des habitations généralement individuelles. A titre d'exemple, il peut s'agir de docteurs ou de physiothérapeutes actifs auprès de la Suva qui perçoivent plus de cent milles francs suisses de salaire annuel. De tels revenus ont, en outre, un impact positif sur les recettes fiscales de la commune.

5.2.3. CONDITIONS DE RÉUSSITE RELATIVES À UN SAVIÈSE RÉSIDENTIEL

L'ordre relatif aux deux conditions de réussite énumérées ci-après ne reflète aucune indication particulière en termes d'importance.

Selon M. Pompili, l'offre d'infrastructures que la commune met à disposition de sa population est déjà optimale actuellement. Par conséquent, aucune condition de réussite supplémentaire n'est à instaurer en vue de garantir le succès de la trajectoire résidentielle empruntée par la municipalité de Savièse, ceci selon sa propre appréciation.

5.2.3.1. RÉGULATION DES POSSIBILITÉS DE CONSTRUCTION

Cet aspect a été évoqué par M. Lorenz. Il s'agit de préserver le cadre que la municipalité est actuellement en mesure d'offrir à ses habitants par une certaine régulation des constructions pouvant y être réalisées, bref par la garantie de conserver un ensemble de constructions harmonieux.

5.2.3.2. CRÉATION D'UNE UAP SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ

M. Lorenz a fait remarquer, durant l'entretien, qu'une des seules choses manquant à Savièse est la présence d'une UAP (unité d'accueil parentale).

Une telle unité garantit une prise en charge des enfants avant les heures de cours, pendant les heures de cours et après les heures de cours. En conséquence, ce type de structures, implantée sur le territoire de la commune, aurait le mérite de faciliter l'organisation quotidienne des deux conjoints de la famille, tous deux pouvant alors facilement exercer une activité professionnelle à plein temps.

Il est à remarquer que la présente condition de réussite demeure pertinente également en cas de choix, par la municipalité de Savièse, de l'emprunt d'une trajectoire industrielle. Elle aura le mérite d'augmenter l'attrait, envers la collectivité publique, de ressources humaines fortement qualifiées et, par ce biais, d'améliorer la présence d'un des facteurs d'attractivité particulièrement important pour les entreprises high-tech, à savoir la présence effective ou potentielle de ressources humaines fortement qualifiées à proximité du site choisi pour leur localisation.

6. CONCLUSION

Le présent dossier a permis de déterminer, à travers des recherches menées dans la littérature scientifique, les facteurs d'attractivité entrant en considération lors de l'évaluation effectuée par les décideurs des différentes alternatives de localisation d'une entreprise high-tech (point 2). Par la suite, sous le point 3, ces facteurs ont été confrontés à la réalité ayant cours sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse. De cette confrontation en est résultée la constatation que la majorité d'entre eux sont, en cas d'ouverture de la zone industrielle, d'emblée effectifs sur l'aire géographique considérée.

Sous le point 4, l'analyse des chances et des risques d'un tel choix a contribué à déterminer les conditions de réussite inhérentes à une trajectoire caractérisée par une orientation industrielle de la municipalité. La même démarche, effectuée sous le point 5, a mis en exergue les défis futurs en cas d'une orientation exclusivement résidentielle, soit d'une orientation similaire à celle en vigueur sur la municipalité à ce jour.

Compte tenu des résultats suite aux démarches précédemment rappelées, il est désormais possible de formuler une réponse à la problématique à la base du présent dossier, à savoir la détermination de l'existence ou de l'absence d'opportunités sur la municipalité de Savièse quant à la création d'une zone industrielle.

Au vue des résultats obtenus sous le point 3 consacré à la détection de la présence des facteurs d'attractivité adressés à des entreprises high-tech sur le territoire saviésan, il est possible de répondre par l'affirmative à cette interrogation : oui, suffisamment de conditions de base sont réunies pour pouvoir considérer la situation actuelle comme une opportunité. Cette constatation est d'autant plus vraie que, comme mentionné sous le point 4.4.3, la mise en place des conditions de réussite peut permettre à la municipalité de palier aux facteurs d'attractivité manquant actuellement, ceci à l'exception du facteur d'attractivité intitulé "Conditions de la demande favorisant l'innovation".

Or, conformément à ce qu'il a été possible de constater durant les entretiens qualitatifs, une demande à proximité de l'implantation d'entreprises high-tech n'est pas nécessaire, car les entreprises sont insérées, du moment qu'elles revêtent le caractère d'high-tech, au sein d'un réseau mondial à la fois de fournisseurs et de clients, comme peut d'ailleurs l'illustrer le cas des entreprises localisées dans la Silicon Valley. De plus, les outputs produits par des entreprises high-tech sont des éléments à très forte valeur ajoutée, ce qui les rend plus tolérants aux coûts de transports qui peuvent alors être unitairement plus élevés sans que cet aspect n'ait un véritable impact sur le volume des ventes des entreprises.

Néanmoins, les conditions relatives à la simple validation des facteurs d'attractivité ne sont pas suffisantes pour garantir le succès du développement économique de Savièse par le biais d'une zone industrielle destinée à des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. En effet, comme il a déjà été relevé dans ce dossier, l'éventuelle future zone industrielle de Savièse présente une proximité géographique notoire avec celle de Sion. Cette dernière possède l'avantage de se situer en plaine et, de ce fait, d'être plus facilement atteignable physiquement par toute entité. Plus encore, une grande partie des facteurs d'attractivité considérés comme effectifs sur Savièse a pu l'être par leur partage potentiel avec la zone indus-

trielle attachée à la commune de Sion, les composants des facteurs en question étant localisés sur la municipalité de Sion. Une telle différence est peut-être minime en termes de temps de déplacement unitaire, mais, dans le cadre d'une analyse de localisation précise, c'est le niveau micro qui est évalué par les décideurs et ce sont donc des différences sensibles qui sont susceptibles d'orienter leur choix en faveur d'une alternative plutôt que d'une autre.

*"...le destin d'une région...
dépend de ses capacités d'innovation,
de sa créativité et de sa volonté d'agir."*

Crevoisier, Maillat et Vasserot, 1992

Ainsi, en cas de choix de l'emprunt d'une trajectoire industrielle par la collectivité publique de Savièse, il est nécessaire que cette dernière prenne des mesures en conséquence pour s'assurer une démarcation suffisante par rapport à la concurrence. Dans ce contexte, plus que

l'identification de l'opportunité inhérente à la municipalité de Savièse, le présent dossier a permis de mettre en évidence le potentiel de cette collectivité publique au niveau d'une éventuelle évolution au sein de la nouvelle donne que constitue l'économie du savoir.

En effet, comme relevé lors de l'entretien qualitatif accordé par M. Pompili, le territoire de la municipalité de Savièse est en mesure d'offrir aux entreprises high-tech, en cas de déplacement d'une partie de la zone industrielle initialement prévue vers le Sud, un premier paramètre discriminant. Il s'agit de la vue dont il est possible de bénéficier en cas de localisation sur la portion de territoire en question, paramètre d'ailleurs recherché de manière récurrente, selon les observations de M. Pompili, par les entreprises qui se positionnent en tant qu'high-tech.

Quant au second paramètre pouvant devenir discriminant, à savoir la capacité de la commune d'offrir à la fois une proximité entre le lieu de résidence et le lieu de travail aux ressources humaines fortement qualifiées, il a, lors des entretiens qualitatifs, spontanément été mis en évidence en tant qu'opportunité par M. Lorenz et par M. Pompili. Plus encore, du fait de l'accroissement probable futur des coûts liés aux transports, ils ont tous deux considéré que son importance augmentera à l'avenir, le paramètre discriminant devenant alors encore plus important aux yeux des décideurs.

En fin de compte, suite aux recherches menées et aux avis récoltés, il apparaît que les entreprises actives dans les domaines high-tech basent essentiellement leur succès (ou leur échec) sur les ressources humaines fortement qualifiées qu'elles emploient. Par conséquent, la valeur ajoutée produite par ce type d'entreprises provient de la productivité de leurs ressources humaines ; la productivité des ressources humaines est liée à leur motivation qui, elle, est liée à la satisfaction de ces mêmes ressources humaines. Or, leur satisfaction est générée par la perception d'un bien-être, bien-être dont fait partie la qualité de vie offerte.

En parallèle de cette constatation, durant les entretiens et par le biais de l'analyse générale effectuée sous le point 3.2.2.3 de ce dossier, il est clairement apparu que la municipalité de Savièse est en mesure de répondre à une grande partie des attentes, en termes de qualité de vie, des ressources humaines fortement qualifiées. La preuve peut en être donnée par les ressources humaines fortement qualifiées, notamment les deux personnes ayant participé aux entretiens qualitatifs, qui ont d'ores et déjà sélectionné le territoire de la commune de Savièse pour y résider.

Compte tenu des remarques précitées, il apparaît que l'ouverture d'une zone industrielle destinée aux entreprises high-tech offrirait à la collectivité publique de Savièse la possibilité de maximiser le profit retiré de son positionnement résidentiel, ceci grâce à l'exploitation du potentiel entier qui en découle.

De plus, le projet de zone industrielle tel qu'esquissé ici, c'est-à-dire adressé à des entreprises high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels, est en mesure d'intéresser particulièrement la fondation The Ark, car son classement quant aux "forces technologiques du Valais" attribue la troisième place aux "sciences de l'ingénieur" (www.theark.ch). Mais, selon le site Internet de cette dernière, aucune zone en Valais n'est dédiée à des PME high-tech actives dans le domaine des systèmes industriels. Seule une aire géographique est déjà consacrée au domaine des "sciences de l'ingénieur", à savoir le site BlueArk localisé à Viège et consacré au secteur de l'énergie (www.theark.ch). Toutefois, cette relation entre la commune et la fondation n'est actuellement que potentielle, car elle ne peut être déterminée que lors d'une démarche autre que celle entreprise dans ce dossier, visant, elle, à identifier la stratégie de développement de la zone industrielle la plus adéquate.

Effectivement, le succès de la présente zone industrielle ne peut pas s'effectuer par la simple décrétation de la zone en tant qu'industrielle. Toute une réflexion préalable, qui pourrait d'ailleurs faire l'objet d'un autre travail de bachelor, doit consister à définir comment le développement de la zone industrielle sera assuré non seulement sur le court ou le moyen terme, mais aussi et surtout sur le long terme. Cette réflexion préalable n'exclut cependant en rien l'apparition, en cours de trajectoire du développement, de rectifications quant à l'orientation choisie : au contraire, elle constitue la première base indispensable pour permettre ne serait-ce que d'envisager ensuite la mise en place d'un processus d'amélioration continue.

Il est certain que, vu sous cet angle, l'élaboration précise, puis la réalisation du projet de zone industrielle nécessite un investissement, en ressources humaines et financières, considérable de la part de la collectivité publique. Mais c'est seulement à la condition que ce dernier soit déployé qu'il est possible, par la suite, d'envisager l'apport d'une plus-value notoire à la municipalité de Savièse, apport possible par la concrétisation du présent projet.

Comme autre implication positive, le choix par la municipalité de l'emprunt d'une trajectoire industrielle a l'avantage de se profiler en tant que solution permettant de combattre le risque principal identifié lors des entretiens qualitatifs en cas de choix d'une orientation exclusivement résidentielle (point 5.2), à savoir l'afflux sur le territoire de la collectivité publique d'une population vieillissante, risque inhérent non seulement à la municipalité de Savièse, mais au canton du Valais tout entier. En effet, l'éventuelle future zone industrielle est en mesure de procurer un impact positif au territoire formant la zone résidentielle, ceci en y favorisant la domiciliation de personnes encore actives dans la vie professionnelle, soit de personnes pouvant être qualifiées de jeunes.

En définitive, comme l'illustre le schéma ci-après, un cercle vertueux semble pouvoir émerger en cas d'existence simultanée, au sein de la collectivité publique de Savièse, des deux facettes dont il est question dans ce dossier, à savoir d'une facette résidentielle et d'une facette industrielle.

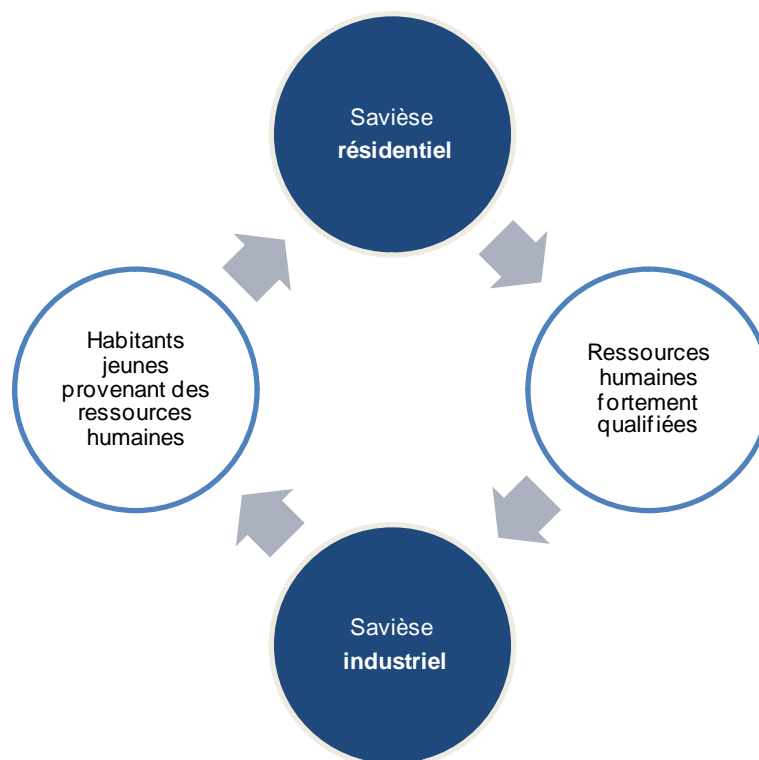


Figure 12 – Cercle vertueux dû à l'existence de Savièse résidentiel et de Savièse industriel

L'interprétation à donner au cercle vertueux est la suivante. La portion résidentielle du territoire de Savièse continuera, surtout grâce à la qualité de vie offerte à ses habitants, à attirer des ressources humaines fortement qualifiées, soit des ressources humaines recherchées par les entreprises high-tech. Ces dernières se localiseront, essentiellement du fait de la présence effective et potentielle de ces ressources humaines, sur la portion industrielle du territoire de la municipalité de Savièse.

La présence de ces employeurs sur le territoire de la municipalité contribuera alors à favoriser la domiciliation sur la portion résidentielle du territoire de ressources humaines fortement qualifiées, soit de ressources humaines à la recherche d'un cadre de vie optimal. Il est à remarquer que cette population, du fait de son insertion dans la vie professionnelle, peut être qualifiée de jeune.

Ainsi, la municipalité de Savièse pourra, malgré son appartenance au canton du Valais, se démarquer de la tendance générale d'évolution de la population en vigueur auprès des autres communes valaisannes, à savoir éviter un vieillissement de sa population. Cette sélection de la population, du fait de la réunion de conditions optimales passant notamment par l'existence d'une portion de territoire résidentiel et par une portion de territoire industriel, s'effectuera automatiquement.

Il est à remarquer que les recettes fiscales perçues par la municipalité augmenteront, ceci par le biais des impôts payés à la fois par les personnes physiques et par les personnes morales. En effet, les personnes physiques domiciliées sur la commune étant essentiellement actives et fortement qualifiées, leurs revenus feront partie de la tranche supérieure des revenus pouvant être perçus dans le canton. Parallèlement, la jeunesse de sa population diminuera les dépenses de la collectivité publique liées à la prise en charge de personnes devenues dépendantes. Quant aux personnes morales, grâce à l'accès possible aux facteurs d'attractivité présentés dans ce dossier ainsi qu'aux avantages discriminants de la municipalité, avantages tendant à accroître la productivité de leurs employés, leurs bénéfices seront également favora-

bles, bénéfiques à partir desquels la municipalité percevra les impôts. A partir de cette masse fiscale plus importante, elle sera en mesure d'offrir des biens et services publics sur son territoire (c'est-à-dire sur la partie résidentielle et sur la partie industrielle) plus importante en termes de qualité et/ou de quantité. Cette résultante contribuera également à augmenter l'attrait de la collectivité publique tout à la fois envers les ressources humaines fortement qualifiées et envers les entreprises cibles.

A nouveau, depuis le cercle intitulé "Savièse résidentiel", le même processus continuera à s'autoalimenter et, caractéristique fondamentale de tout cercle vertueux, à améliorer la situation de la collectivité publique dans son ensemble.

7. SOURCES

7.1. TEXTES SCIENTIFIQUES

Arifon Olivier (juin 2007), "Intelligence économique, intelligence territoriale, intelligence culturelle, trois notions à finalité identique ?", *VI^e Colloque International "TIC & Territoire : Quels développements ?"*, 14 & 15 juin 2007, Université Jean Moulin, Lyon III, France

Audretsch David B. (2003), "Globalization, Innovation and the Strategic Management of Places", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 11-27, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), *Advances in Spatial Science*, Springer, Allemagne

Baptista Rui (2003), "Productivity and the Density of Local Clusters", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 163-181, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), *Advances in Spatial Science*, Springer, Allemagne

Bodson Stéphan et **Quevit** Michel (1992), "Entreprises de haute technologie et milieu de tradition industrielle : Région de Liège", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 127-148, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Bramanti Alberto et **Senn** Lanfranco (1992), "Innovation et zone urbaine intermédiaire : Bergame dans l'axe de développement milanais", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 93-104, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Bröcker Johannes, **Dohse** Dirk et **Soltwedel** Rüdiger (éds) (2003), "Clusters and Competition as Engines of Innovation - An introduction", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 1-10, *Advances in Spatial Science*, Springer, Allemagne

Brons Martijn R.E., **de Groot** Henri L.F. et **Nijkamp** Peter (2003), "Big Government in a Small World : The Effect of Public Expenditure on Economic Growth", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 293-313, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), *Advances in Spatial Science*, Springer, Allemagne

Camagni Roberto et **Rabellotti** Roberta (1992), "PME innovatrices et métropole industrielle dynamique : la zone nord de Milan", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 41-54, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Cappellin Riccardo (2003), "Networks and Technological Change in Regional Clusters", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 52-78, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), *Advances in Spatial Science*, Springer, Allemagne

Cheshire Paul C. (2003), "Territorial Competition : Lessons for (Innovation) Policy", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 331-346, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Ciccone Antonio et Cingano Federico (2003), "Skills and Clusters", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 218-240, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Cœuré Benoît et Rabaud Isabelle (2003), "Attractivité de la France : analyse, perception et mesure", *Economie et statistique*, N° 363-364-365, p. 97-120, Institut national de la statistique et des études économiques, France

Conseil d'Etat du Canton de Genève (janvier 2005), *Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant la politique régionale*, transfrontalière et européenne, Secrétariat du Grand Conseil, Suisse

Cooke Philip (2003), "Regional Innovation and Learning Systems, Clusters, and Local and Global Value Chains", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 28-51, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Crevoisier Olivier, Maillat Denis et Vasserot Jean-Yves (1992), "Innovation et district industriel : l'Arc jurassien suisse", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 105-126, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

D'Ambrogio Ferruccio et Ratti Remigio (1992), "Processus d'innovation et intégration locale dans une zone périphérique", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 167-196, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Dejardin Marcus et Fripiat Bernard (septembre 1998), "Une description a priori de facteurs de développement économique local et régional", *Document de travail*, Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne, Faculté des Sciences économiques, sociales et de gestion, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Belgique

Diallo Demba (2002), "Demande internationale, coordinations non marchandes et politiques publiques dans les dynamiques de localisation", *Workshop "TIC et réorganisation spatiale des activités économiques"*, Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris, Paris, France

Dohse Dirk (2003), "Taking Regions Seriously : Recent Innovations in German Technology Policy", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 372-395, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Dümmli Patrick (2003), "Finance and Innovation - Opportunities and Dilemmas of the High-Tech Clusters in Switzerland", ETH, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich, IRL-Institute, Suisse

Enright Michael J. (2003), "Regional Clusters : What We Know and What We Should Know", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 99-129, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Fontane Frédéric et **Houdayer** Patrice (2002), *Facteurs de localisation internationale des activités de Recherche-Développement : validation empirique*, CAOR, Ecole des Mines de Paris, France

Formica Piero (2003), "Corporate Governance of Cluster Development Agencies : The Case for Market Orientation", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 241-271, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Fradin Eliane et **Guesnier** Bernard (1992), "Intégration locale des PME innovatrices dans une région périphérique : Poitou-Charentes", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 149-166, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Fritsch Michael (2003), "How and Why Does the Efficiency of Regional Innovation Systems Differ ?", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 79-98, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Gordon Richard (1992), "PME, réseau d'innovation et milieu technopolitain : la Silicon Valley", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 197-224, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Guinet Jean (2003), "Drivers of Economic Growth : The Role of Innovative Clusters", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 150-162, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Haas Anette et **Möller** Joachim (2003), "The Agglomeration Wage Differential Reconsidered : An Investigation Using German Micro Data 1984-1997", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 182-217, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Lacas Jean-Dominic, **Polèse** Mario et **Shearmur** Richard (avril 2001), "L'avenir économique des Régions périphériques : revue exploratoire de la littérature avec une attention particulière sur l'impact de l'économie du savoir et l'expérience de pays nordiques", *INRS-Urbanisation, Culture et Société*, Montréal, Canada

Lévesque Benoît (mai 2005), "Innovations et transformations sociales dans le développement économique et le développement social : approches théoriques et politiques publiques", *Collection Etudes théoriques*, No ET0507, CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales), Canada

Madiès Thierry (2003), "Les politiques publiques peuvent-elles influencer sur la localisation des entreprises multinationales ?", *Economie et statistique*, N° 363-364-365, p. 121-127, Institut national de la statistique et des études économiques, France

Maillat Denis (1992), "La relation des entreprises innovatrices avec leur milieu", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 3-22, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Mayer Thierry et Mucchielli Jean-Louis (1999), "La localisation à l'étranger des entreprises multinationales : Une approche d'économie géographique hiérarchisée appliquée aux entreprises japonaises en Europe", *Economie et statistique*, N° 326-327, p. 159-176, Institut national de la statistique et des études économiques, France

Mucchielli Jean-Louis et Puech Florence (2003), "Internationalisation et localisation des firmes multinationales : l'exemple des entreprises françaises en Europe", *Economie et statistique*, N° 363-364-365, p. 129-144, Institut national de la statistique et des études économiques, France

Perrin Jean-Claude (1992a), "Innovations et région en développement : trois zones de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 65-92, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Perrin Jean-Claude (1992b), "Dynamique industrielle et développement local : un bilan en termes de milieux", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 225-260, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Rallet Alain et Torre André (2004), "Proximité et localisation", *Economie rurale*, N° 280, mars-avril, p. 25-41, France

Rutherford Tod D. (2003), "Unions, Innovation and Scale", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 272-292, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Sachwald Frédérique (décembre 2004), "Internationalisation de la R&D des entreprises et attractivité de la France", *FutuRIS-ANRT*, France

Sergot Bertrand (2004), "Les déterminants des décisions de localisation : Les créations de nouveaux sites des entreprises françaises de l'industrie et des services" (p. 17-146), *Thèse de doctorat en sciences de gestion*, Université Paris I - Panthéon Sorbonne, Institut d'Administration des Entreprises, Ecole Doctorale en Sciences de Gestion Paris I - HEC / ED 118, Equipe de Recherche GREGOR / EA 123, France

Solé Parellada Francesco et Valls Pasola Jaume (1992), "Entreprises innovatrices et zone métropolitaine en mutation : Vallès Oriental en Catalogne", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 55-64, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Sternberg Rolf (2003), "New Firms, Regional Development and the Cluster Approach - What Can Technology Policies Achieve ?", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 347-371, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

Tabariès Muriel (1992), "Nouvelles PME et cité scientifique en formation : Ile-de-France Sud", *Entreprises innovatrices et développement territorial*, p. 23-40, Maillat Denis et Perrin Jean-Claude (éds), GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs), EDES (Editions de la Division économique et sociale), Université de Neuchâtel, Suisse

Thisse Jacques-François (1997), "L'oubli de l'espace dans la pensée économique", *Revue Région et Développement*, N° 6-1997, France

Van der Linde Claas (2003), "The Demography of Clusters - Findings from the Cluster Meta-Study", *Innovation Clusters and Interregional Competition*, p. 130-149, Bröcker Johannes, Dohse Dirk et Soltwedel Rüdiger (éds), Advances in Spatial Science, Springer, Allemagne

7.2. DOCUMENTS DE STATISTIQUES

Administration fédérale des contributions (2007), "Chefs-lieux des cantons – Nombres cantonaux 2006", *Charge fiscale en Suisse*, Administration fédérale des contributions,

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/18/22/publ.html?publicationID=2806> (consulté le 10.07.2008), Berne, Suisse

Administration fédérale des contributions (2008), "Personnes physiques par commune 2007", *Charge fiscale en Suisse*, Administration fédérale des contributions,

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/18/22/publ.html?publicationID=3175> (consulté le 10.07.2008), Berne, Suisse

7.3. SITES INTERNET

Site Internet de Google Maps Suisse :

<http://maps.google.ch> (consulté le 05.07.2008, le 06.07.2008 et le 10.07.2008)

Pages consultées :

<http://maps.google.ch/maps?hl=en&tab=wl>

Paramètres : Granois (Savièse) à HES-SO, systèmes industriels (Sion) (05.07.2008)

Paramètres : Granois (Savièse) à Sion (05.07.2008)

Paramètres : Granois (Savièse) à HES-SO, Sierre (06.07.2008)

Paramètres : Granois (Savièse) à CVPC, Sion (06.07.2008)

Paramètres : Granois (Savièse) à EPFL, Lausanne (06.07.2008)

Paramètres : Granois (Savièse) à Aéroport de Genève, Genève (10.07.2008)

Site Internet de la Confédération helvétique :

www.admin.ch (consulté le 04.07.2008 et le 10.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.bbt.admin.ch/themen/hochschulen/00215/00224/index.html?lang=fr> (04.07.2008)

<http://www.bsv.admin.ch/index.html?lang=fr> (10.07.2008)

http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/03/04/blank/key/lohnstruktur/nach_ausbildung.html (10.07.2008)

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/06/key/ind6.indicator.60503.html?open=404#404> (10.07.2008)

Site Internet de l'association AVPES :
www.avpes.ch (consulté le 04.07.2008)

Page consultée :
<http://www.avpes.ch/f/avpes/etablissement.asp>

Site Internet du canton de Bâle-Ville :
www.basel.ch (consulté le 17.06.2008)
Page consultée :
http://www.basel.ch/fr/economie/branches_et_entreprises/sciences_de_la_vie_et_chimie/sciences_de_la_vie_et_industrie_chimique?primaryIndex=5

Site Internet de CarPostal Suisse SA :
www.carpostal.ch (consulté le 04.07.2008)
Page consultée :
http://www.carpostal.ch/fr/index_pag/pag-nat-fahrplan-reservationen/pag-nat-fahrplan.htm

Site Internet de Ccf SA (Centre de compétences financières) :
www.ccf-valais.ch (consulté le 10.07.2008)
Pages consultées :
<http://www.ccf-valais.ch/00fr/services/serv.html>
<http://www.ccf-valais.ch/00fr/services/financing/financing.html>
<http://www.ccf-valais.ch/00fr/services/financing/equi/equity.html>
<http://www.ccf-valais.ch/00fr/services/financing/debt/debt.html>
<http://www.ccf-valais.ch/00fr/services/financing/other/otherass.html>

Site Internet du CFPS (Centre de formation professionnelle de Sion) :
www.cfps.ch (consulté le 04.07.2008)
Page consultée :
<http://www.cfps.ch/>

Site Internet du CVPC (Centre valaisan de perfectionnement des cadres et chefs d'entreprises) :
www.cvpc.ch (consulté le 06.07.2008)
Pages consultées :
<http://www.cvpc.ch/index.php?include=formationslst&menu=11&type=2&gestion-entreprise-valais-sion-suisse>
<http://www.cvpc.ch/index.php?include=formationslst&menu=1&type=1&gestion-entreprise-valais-sion-suisse>
<http://www.cvpc.ch/index.php?include=formationmesure&menu=2&management-valais-sion-suisse>

Site Internet de la DEWS (Development Economic Western Switzerland) :
www.dews.ch (consulté le 09.07.2008)
Pages consultées :
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=225&Itemid=256
Chapitre : Qualité de vie
Chapitre : Recherche, technologie, innovation
Chapitre : Main d'œuvre, coûts salariaux
Chapitre : Fiscalité
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=85&Itemid=101
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=89&Itemid=105
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=86&Itemid=102

http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=63&Itemid=79
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=77&Itemid=93
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=149&Itemid=176
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=59&Itemid=75
http://www.dews.ch/index.php?option=com_content&task=view&id=331&Itemid=306

Site Internet du Ministère des affaires étrangères et européennes de la France :

www.diplomatie.gouv.fr (consulté le 06.07.2008)

Page consultée :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/suisse_447/presentation-suisse_1286/economie_2322.html

Site Internet d'economiesuisse :

www.economiesuisse.ch (consulté le 10.07.2008)

Page consultée :

http://www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/finances_fiscalite/concurrence_fiscale/pages/default.aspx

Site Internet de l'EMAS (Ecole de musique et des arts de Savièse) :

www.emas.ch (consulté le 06.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.emas.ch/index.html>

<http://www.emas.ch/pages/cours.html>

Site Internet de l'EPFL (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne) :

www.epfl.ch (consulté le 06.07.2008)

Pages consultées :

<http://presentation.epfl.ch/page7679-fr.html>

<http://vpiv.epfl.ch/page20451-fr.html>

<http://www.alliance-tt.ch/>

Site Internet de l'Aéroport international de Genève :

www.gva.ch (consulté le 10.07.2008)

Page consultée :

<http://www.gva.ch/desktopdefault.aspx/tabid-174/>

Site Internet de la HES-SO (Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale) :

www.hes-so.ch (consulté le 06.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.hes-so.ch/CMS/default.asp?ID=1579>

<http://www.hes-so.ch/CMS/default.asp?ID=1439>

Site Internet de la HES-SO Valais :

www.hevs.ch (consulté le 17.06.2008 et le 06.07.2008)

Pages consultées :

<http://chimie-bio->

agro.hevs.ch/index.asp?NoLangue=1&NoFiliere=2&NoPage=296&n1=0x296&Filiere=HEVs%20:%20Technologies%20du%20vivant (17.06.2008)

<http://electricite->

mecanique.hevs.ch/index.asp?NoLangue=1&NoFiliere=6&NoPage=37&n1=0x310x37 (17.06.2008 et 06.07.2008)

<http://informatique.hevs.ch/index.asp?NoLangue=1&NoFiliere=10&NoPage=129&n1=0x331x129&Filiere=HEVs%20:%20Informatique%20de%20gestion> (06.07.2008)

<http://economie.hevs.ch/index.asp?NoLangue=1&Nofiliere=8&NoPage=320&n1=0x320&Filiere=HEVs%20:%20Économie%20d'entreprise> (06.07.2008)

<http://isi.hevs.ch/> (06.07.2008)

<http://isi.hevs.ch/systemes/industriels/valais/themes-de-recherche-fr.html>
(06.07.2008)

<http://isi.hevs.ch/systemes/industriels/valais/partenaires-fr.html> (06.07.2008)

Site Internet de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle :

www.ige.ch (consulté le 30.06.2008 et le 06.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.ige.ch/f/einstieg/e1.shtm> (30.06.2008)

<http://www.ige.ch/f/patent/p12.shtm> (30.06.2008)

<http://www.ige.ch/defaultf.htm> (06.07.2008)

<http://www.ige.ch/f/jurinfo/j150.shtm> (06.07.2008)

<http://www.ige.ch/f/jurinfo/j151.shtm> (06.07.2008)

Site Internet LeJournalduNet :

www.journaldunet.com (consulté le 10.07.2008)

Page consultée :

<http://www.journaldunet.com/diaporama/0609-free/3.shtml>

Site Internet du théâtre Le Baladin :

www.lebaladin.ch (consulté le 05.07.2008)

Page consultée :

<http://www.lebaladin.ch/programme.html>

Site Internet de Mimotec SA :

www.mimotec.ch (consulté le 01.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.mimotec.ch/Francais/Societe/societe.html>

<http://www.mimotec.ch/Francais/Societe/entreprise.html>

<http://www.mimotec.ch/Francais/Societe/team.html>

<http://www.mimotec.ch/Francais/Technologie/technologie.html>

<http://www.mimotec.ch/Francais/Produits/produits.html>

<http://www.mimotec.ch/Francais/Publication/publication.html>

Site Internet de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) :

www.oecd.org (consulté le 04.07.2008)

Pages consultées :

http://www.oecd.org/searchResult/0,3400,fr_2649_201185_1_1_1_1_1,00.html

<http://www.pisa.oecd.org/dataoecd/49/60/35188570.pdf>

Site Internet des registres du commerce du canton du Valais :

www.rcvs.ch (consulté le 06.07.2008)

Page consultée :

http://www.rcvs.ch/cgi-bin/hrform.cgi/hraPage?language=2&col_width=365&amt=626

Site Internet de la RSR (Radio suisse romande) :

www.rsr.ch (consulté le 11.07.2008)

Page consultée :

<http://www.rsr.ch/la-1ere/je-me-souviens#vendredi>

Site Internet consacré à la commune de Savièse :

www.saviesans.ch (consulté le 04.07.2008)

Page consultée :

<http://www.saviesans.ch/index.php?page=liens>

Site Internet de la commune de Savièse :

www.saviese.ch

(consulté le 04.07.2008, le 05.07.2008, le 06.07.2008 et le 11.07.2008)

Pages consultées :

http://www.saviese.ch/Site_alpha/services_reglements_construction_zones.htm
(04.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/Ecoles_accueil.htm (04.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/ecoles_horaire_cars_1.htm (04.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/evenement_manifestations.htm (04.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/services_societes.htm (04.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/decouverte_accueil.htm#souf (05.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/decouverte_peintres_ecole_de_saviese.htm
(05.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/decouverte_vignoble_1.htm (05.07.2008)

http://www.saviese.ch/Site_alpha/evenement_exposition.htm (06.07.2008)

http://www.saviese.ch/admin/decouverte_plan_suisse.htm (11.07.2008)

Site Internet de l'office du tourisme de Savièse :

www.saviese-tourisme.ch (consulté le 04.07.2008 et le 10.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.saviese-tourisme.ch/Default.aspx?Section=Ete> (04.07.2008 et
10.07.2008)

<http://www.saviese-tourisme.ch/Default.aspx?Section=Hiver> (04.07.2008 et
10.07.2008)

<http://www.saviese-tourisme.ch/Default.aspx?Section=Agenda> (04.07.2008)

<http://www.saviese-tourisme.ch/Default.aspx?Section=Liens> (04.07.2008)

<http://www.saviese-tourisme.ch/> (10.07.2008)

Site Internet des CFF (Chemins de fer fédéraux) :

www.sbb.ch (consulté le 10.07.2008)

Page consultée :

[http://fahrplan.sbb.ch/bin/query.exe/fn?seqnr=1&ident=e6.029506216.1215704041&
OK#focus](http://fahrplan.sbb.ch/bin/query.exe/fn?seqnr=1&ident=e6.029506216.1215704041&OK#focus)

Site Internet de la municipalité de Sion :

www.sion.ch (consulté le 05.07.2008 et le 11.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.sion.ch/>

Paramètres : Economie / Introduction (05.07.2008 et 11.07.2008)

Paramètres : Economie / Economie sédunoise / Services (05.07.2008)

Paramètres : Economie / Economie sédunoise / Emploi (05.07.2008)

Site Internet de Swissworld :

www.swissworld.org (consulté le 10.07.2008)

Pages consultées :

http://www.swissworld.org/fr/economie/niveau_de_vie/

http://www.swissworld.org/fr/economie/main_d_oeuvre_et_emplois/

Sites Internet de la fondation The Ark :

www.theark.ch (consulté le 05.07.2008 et le 11.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.theark.ch/> (05.07.2008)

<http://www.bioark.ch/> (11.07.2008)

<http://www.phytoark.ch/> (11.07.2008)

<http://www.technoark.ch/> (11.07.2008)

<http://www.ideark.ch/> (11.07.2008)

<http://www.blueark.ch/> (11.07.2008)

Site Internet de la TSR (Télévision suisse romande) :

www.tsr.ch (consulté le 10.07.2008)

Page consultée :

http://tsr.blogs.com/telecom/fibre_optique/index.html

Site Internet de l'Université populaire de Savièse :

www.unipopsaviesse.ch (consulté le 06.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.unipopsaviesse.ch/pages/Qui+sommes-nous+/164>

<http://www.unipopsaviesse.ch/pages/Liste+des+cours/158>

Site Internet proposé par la Confédération helvétique concernant les classements universitaires internationaux :

www.universityrankings.ch (consulté le 04.07.2008)

Page consultée :

http://www.universityrankings.ch/results/results_main_rankings

Site Internet de Valais Tourism :

www.valais.ch (consulté le 10.07.2008)

Page consultée :

<http://www.valais.ch/fr/welcome.cfm>

Site Internet de l'Etat du Valais :

www.vs.ch (consulté le 04.07.2008 et le 06.07.2008)

Pages consultées :

<http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=12623&RefMenuID=0&RefServiceID=0>
(04.07.2008)

<http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=12720&RefMenuID=0&RefServiceID=0>
(04.07.2008)

<http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=12645&RefMenuID=0&RefServiceID=0>
(04.07.2008)

<http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=12665&RefMenuID=12662&RefServiceID=3> (06.07.2008)

<http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=13750&RefMenuID=13412&RefServiceID=3> (06.07.2008)

Site Internet de l'indexe central des raisons de commerce en Suisse :

www.zefix.ch (consulté le 06.07.2008)

Page consultée :

http://www.zefix.ch/zfx-cgi/hrform.cgi/hraPage?alle_eintr=on&pers_sort=original&pers_num=0&language=2&col_width=366&amt=007

Paramètre : recherche de la raison = banque

7.4. REPORTAGE TÉLÉVISÉ

Bouffartigue Vincent et **Tournier** Jérôme (diffusion du 16 juin **2008**), "En route vers le futur", *Japon : le réveil du sumo ?*, *Un œil sur la planète*, 21^{ème} numéro, France 2, France

7.5. IMAGES

Site Internet de la municipalité de Savièse :

www.saviese.ch (consulté le 25.06.2008)

Page consultée :

http://www.saviese.ch/Site_alpha/services_reglements_construction_zones.htm

7.6. ENTRETIENS QUALITATIFS

M. Hubert Lorenz

Fondateur et PDG de Mimotec SA

Rue de la Blancherie 61, 1950 Sion

E-mail : Hubert.Lorenz@mimotec.ch

Tél. : 027 329 09 09

M. Pierre Pompili

Professeur auprès de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels

Responsable d'unité auprès de l'Institut systèmes industriels

Route du Rawyl 47, 1950 Sion

E-mail : Pierre.Pompili@hevs.ch

Tél. : 027 606 87 58

ATTESTATION

Je déclare, par ce document, que j'ai effectué le travail de bachelor ci-annexé seule, sans autre aide que celles dûment signalées dans les références, et que je n'ai utilisé que les sources expressément mentionnées. Je ne donnerai aucune copie de ce rapport à un tiers sans l'autorisation conjointe du RF et du professeur chargé du suivi du travail de bachelor, y compris au partenaire de recherche appliquée avec lequel j'ai collaboré.

Sylvie Duc

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Canevas d'entretien

Annexe 2 : PV d'entretien – Dr Hubert Lorenz

Annexe 3 : PV d'entretien – Pr Pierre Pompili

ANNEXE 1 : CANEVAS D'ENTRETIEN

PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE

La présente recherche s'inscrit dans le cadre d'un travail de bachelor réalisé auprès de la filière économie d'entreprise de la HES-SO Valais de Sierre.

La municipalité de Savièse songe à ouvrir éventuellement une zone industrielle, formée par d'actuelles parcelles en zone agricole, sur son territoire en 2015. Cependant, avant de prendre une telle décision, elle désire posséder une évaluation des chances et des risques relatifs à une pareille trajectoire.

Ainsi, dans le but de résoudre cette problématique, les facteurs d'attractivité permettant d'attirer (et de retenir) des entreprises sur un lieu géographique donné ont tout d'abord été identifiés à travers la littérature scientifique. Un modèle théorique général a pu être établi.

Par la suite, le type d'entreprises le plus pertinent a été déterminé en fonction des réalités économiques actuelles, des contraintes de la zone qui prête à réflexion (surface...) et des avantages avoisinant (HES de Sion...). La cible se compose donc d'entreprises high-tech agissant dans le domaine des systèmes industriels et ayant une taille de PME. Partant de ce choix, les facteurs d'attractivité précédemment identifiés ont, à nouveau à l'aide de la littérature scientifique, été adaptés aux (ou ajoutés selon les) besoins plus spécifiques de telles entreprises dans le but d'améliorer leur impact.

Pour pouvoir se prononcer sur l'existence effective d'une opportunité pour Savièse dans ce domaine, il s'agit toutefois maintenant de confronter le modèle théorique établi à la réalité de la municipalité et d'envisager une projection quant aux effets du choix d'une orientation future plutôt industrielle ou plutôt résidentielle. C'est dans ce cadre qu'il est fait recours à des entretiens qualitatifs.

DONNÉES SUR LA PERSONNE INTERROGÉE

Nom :

Prénom :

Fonction :

Lieu de rendez-vous :

Date :

Heure :

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

Acceptez-vous que votre nom soit cité dans le dossier concernant le présent travail de bachelor ?

A premier abord, que pensez-vous de l'idée consistant à ouvrir une zone industrielle destinée à des PME high-tech agissant dans le domaine des systèmes industriels sur la municipalité de Savièse ?

PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS

Cette première série de questions a pour but de permettre de se prononcer sur l'existence effective ou non, sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, des facteurs d'attractivité répertoriés comme ayant une influence sur les décisions de localisation des entreprises high-tech. A cet effet, la localisation envisagée pour l'éventuelle future zone industrielle est présentée à la personne interrogée à l'aide d'une carte. Il s'agit de celle disponible dans le présent dossier sous le point 3.2.2.7.

Pour chaque question, la personne interrogée est appelée à donner son sentiment personnel sur la situation effective.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS NO 01 À NO 12

Considérez-vous qu'en implantant physiquement une entreprise sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse...

QUESTION No 01

...vous disposerez des conditions de la demande favorables (favorisant l'innovation) par rapport aux objectifs de votre entreprise ? Pourquoi ?

QUESTION No 02

...vous vous trouverez en présence d'un capital savoir satisfaisant en tant qu'input dans votre processus d'innovation/production ? Pourquoi ?

QUESTION No 03

...vous aurez la possibilité d'attirer des ressources humaines fortement qualifiées (scientifiques et ingénieurs) et/ou de bénéficier de leur présence déjà effective dans la région ? Pourquoi ?

QUESTION No 04

...vous pourrez bénéficier de la présence d'un ou de plusieurs institut(s) de formation (universités, HES...) en relation avec votre secteur d'activité ? Pourquoi ?

QUESTION No 05

...vous pourrez bénéficier du savoir d'un ou de plusieurs institut(s) de recherches en relation avec votre secteur d'activité et éventuellement nouer des collaborations à ce niveau ? Pourquoi ?

QUESTION No 06

...vous aurez plus de possibilité d'accès à du capital (emprunts auprès de banques...) et notamment à du capital-risque permettant de financer le développement de votre entreprise ? Pourquoi ?

QUESTION No 07

...vous bénéficierez de suffisamment d'opportunités et d'éventuelles contraintes physiques pas trop importantes liées à la zone industrielle pour vous trouver dans une situation pouvant être considérée comme satisfaisante ? Pourquoi ?

QUESTION No 08

...vous vous trouverez dans une situation satisfaisante au niveau des droits et obligations qui découleront de votre implantation sur la collectivité publique de Savièse ? Pourquoi ?

QUESTION No 09

...vous pourrez faire appel aux services d'entreprises apparentées et/ou de support en mesure a priori de répondre de manière optimale à vos besoins (en tant que PME innovatrice) ? Pourquoi ?

QUESTION No 10

...vous serez en présence d'un contexte de concurrence permettant de stimuler l'innovation de votre entreprise (co-ompetition) ? Pourquoi ?

QUESTION No 11

...vous répondrez à une ou des opportunité(s) stratégique(s) liées à la localisation ? Pourquoi ?

QUESTION No 12

...vous pourrez bénéficier d'une culture favorable à votre secteur d'activité et à l'innovation y relative (notion de milieu innovateur) ? Pourquoi ?

QUESTION No 13

Quelle image évoque pour vous Savièse ? Qu'en est-il de sa réputation ? A quelle(s) source(s) vous fiez-vous pour vous faire une opinion à son sujet (confiance) ?

QUESTION No 14

Y a-t-il d'autres éléments qui entrent en considération pour vous lorsque vous vous trouvez en présence d'un choix de localisation à effectuer ? Si oui, lesquels ?

Avez-vous l'impression qu'ils sont présents sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse ? Pourquoi ?

DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS

Cette deuxième série de questions est entièrement sujette à l'hypothèse que la zone industrielle sera ouverte en 2015. Dans ce contexte, des conséquences positives et/ou négatives sont à prévoir. Il est demandé ici de s'exprimer, par anticipation, sur ces dernières et de proposer des mesures à prendre ou actions à mettre en œuvre afin de minimiser les risques, voire de maximiser les chances de réussite.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS NO 15 À NO 17

En supposant que la municipalité de Savièse choisisse l'option d'ouvrir la zone industrielle en question en 2015...

QUESTION No 15

...quels sont, selon vous, les aspects négatifs que la municipalité risquera de trouver sur sa trajectoire ?

QUESTION No 16

...quelles sont, selon vous, les chances dont la municipalité pourra bénéficier au long de sa trajectoire ?

QUESTION No 17

..., dans le but de minimiser les risques précités et de maximiser les chances, quelles sont, selon vous, les conditions de réussite à mettre en place ?

TROISIÈME SÉRIE DE QUESTIONS

Au contraire des questions inhérentes à la deuxième partie de ce canevas d'entretien, l'hypothèse formulée ici consiste à la poursuite d'une trajectoire de la municipalité caractérisée par une orientation exclusivement résidentielle. Néanmoins, même dans le cas du choix de cette option, des conséquences positives et/ou négatives sont également à prévoir. A nouveau, une prise de position anticipée quant aux potentiels risques et chances, accompagnée de propositions de conditions de réussite, est sollicitée en conséquence.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS NO 18 À NO 20

En supposant que la municipalité choisisse de continuer sur une trajectoire à orientation totalement résidentielle...

QUESTION No 18

...quels sont, selon vous, les aspects négatifs que la municipalité risquera de trouver sur sa trajectoire ?

QUESTION No 19

...quelles sont, selon vous, les chances dont la municipalité pourra bénéficier au long de sa trajectoire ?

QUESTION No 20

..., dans le but de minimiser les risques précités et de maximiser les chances, quelles sont, selon vous, les conditions de réussite à mettre en place ?

REMARQUES ÉVENTUELLES FORMULÉES PAR LA PERSONNE INTERROGÉE

ANNEXE 2 : PV D'ENTRETIEN – DR HUBERT LORENZ

PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE

La présente recherche s'inscrit dans le cadre d'un travail de bachelor réalisé auprès de la filière économie d'entreprise de la HES-SO Valais de Sierre.

La municipalité de Savièse songe à ouvrir éventuellement une zone industrielle, formée par d'actuelles parcelles en zone agricole, sur son territoire en 2015. Cependant, avant de prendre une telle décision, elle désire posséder une évaluation des chances et des risques relatifs à une pareille trajectoire.

Ainsi, dans le but de résoudre cette problématique, les facteurs d'attractivité permettant d'attirer (et de retenir) des entreprises sur un lieu géographique donné ont tout d'abord été identifiés à travers la littérature scientifique. Un modèle théorique général a pu être établi.

Par la suite, le type d'entreprises le plus pertinent a été déterminé en fonction des réalités économiques actuelles, des contraintes de la zone qui prête à réflexion (surface...) et des avantages avoisinant (HES de Sion...). La cible se compose donc d'entreprises high-tech agissant dans le domaine des systèmes industriels et ayant une taille de PME. Partant de ce choix, les facteurs d'attractivité précédemment identifiés ont, à nouveau à l'aide de la littérature scientifique, été adaptés aux (ou ajoutés selon les) besoins plus spécifiques de telles entreprises dans le but d'améliorer leur impact.

Pour pouvoir se prononcer sur l'existence effective d'une opportunité pour Savièse dans ce domaine, il s'agit toutefois maintenant de confronter le modèle théorique établi à la réalité de la municipalité et d'envisager une projection quant aux effets du choix d'une orientation future plutôt industrielle ou plutôt résidentielle. C'est dans ce cadre qu'il est fait recours à des entretiens qualitatifs.

DONNÉES SUR LA PERSONNE INTERROGÉE

Nom : [Lorenz](#)

Prénom : [Hubert](#)

Fonction : [Fondateur et PDG de Mimotec SA](#)

Lieu de rendez-vous : [Mimotec SA, Rue de la Blancherie 61, 1950 Sion](#)

Date : [01.07.2008](#)

Heure : [16h30](#)

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

Acceptez-vous que votre nom soit cité dans le dossier concernant le présent travail de bachelor ?

[Oui.](#)

A premier abord, que pensez-vous de l'idée consistant à ouvrir une zone industrielle destinée à des PME high-tech agissant dans le domaine des systèmes industriels sur la municipalité de Savièse ?

[Je dirais que c'est une bonne intention.](#)

PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS

Cette première série de questions a pour but de permettre de se prononcer sur l'existence effective ou non, sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, des facteurs d'attractivité répertoriés comme ayant une influence sur les décisions de localisation des entreprises high-tech. A cet effet, la localisation envisagée pour l'éventuelle future zone industrielle est présentée à la personne interrogée à l'aide d'une carte. Il s'agit de celle disponible dans le présent dossier sous le point 3.2.2.7.

Pour chaque question, la personne interrogée est appelée à donner son sentiment personnel sur la situation effective.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS NO 01 À NO 12

Considérez-vous qu'en implantant physiquement une entreprise sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse...

QUESTION No 01

...vous disposerez des conditions de la demande favorables (favorisant l'innovation) par rapport aux objectifs de votre entreprise ? Pourquoi ?

Non, au niveau des interactions possibles avec les clients concernant le développement de l'innovation, il n'y a rien. La distance par rapport à Sion est trop importante.

QUESTION No 02

...vous vous trouverez en présence d'un capital savoir satisfaisant en tant qu'input dans votre processus d'innovation/production ? Pourquoi ?

Oui, le savoir qui est disponible auprès de la HES est important. Il y a donc ce qu'il faut en savoir, que ce soit au niveau des systèmes industriels avec la HES de Sion ou même en informatique avec la HES de Sierre.

QUESTION No 03

...vous aurez la possibilité d'attirer des ressources humaines fortement qualifiées (scientifiques et ingénieurs) et/ou de bénéficier de leur présence déjà effective dans la région ? Pourquoi ?

Oui, il y a déjà des ressources humaines fortement qualifiées disponibles. Par exemple, celles qui sortent de l'école et doivent aller travailler hors canton faute de trouver du travail dans la région.

Je pense également que Savièse est susceptible d'attirer d'autres ressources humaines si nécessaire.

Au niveau des possibilités de travail des conjoints, il n'y a apparemment pas de problème pour trouver un job sur Sion : la conjoncture actuellement est favorable. J'ai d'ailleurs régulièrement remarqué des offres d'emplois, concernant des profils particuliers, publiées à plusieurs reprises. Je dirais donc que les employeurs ont de la peine à trouver certains profils, ce qui présente une opportunité pour les conjoints. La question, par contre, est de savoir si le conjoint veut aller jusqu'à Sion pour travailler en admettant qu'il habite à Savièse.

Mais il est utopiste de se dire que les gens vont venir en Valais juste parce que le cadre est magnifique. Nous avons d'ailleurs des gens que nous avons perdus ainsi. Ce genre de problèmes apparaît quand nous recherchons des profils pointus. D'une manière générale, les couples qui ne viennent pas du Valais et dont chaque conjoint provient d'un endroit différent ne sont pas forcément disposés à venir s'installer en

Valais. Il y a des endroits partout où le cadre de vie est magnifique : par exemple, Chamonix a aussi un cadre magnifique avec des montagnes partout. J'ai travaillé avec Sodeval qui s'occupe de la promotion économique du Valais. Sur leur page d'accueil, le Valais est présenté par du soleil et des montagnes. Mais cela ne suffit pas pour faire venir les gens.

Au niveau des divertissements, le Valais n'est pas en mesure de répondre avec une offre suffisante pour des personnes passionnées d'opéra ou de musées (hormis la fondation Gianadda à Martigny). Mais nous avons vite fait le tour de l'offre. Par contre, le théâtre de Savièse (Le Baladin), pour quelqu'un qui aime le théâtre, est agréable. Les sociétés locales de la commune sont aussi très accueillantes. Bien sûr, il faut pour cela aimer le contact avec les gens.

Pour la scolarité des enfants, le Valais et, plus particulièrement, Savièse propose de bons services. Mais, à Savièse, il manque une UAP (unité d'accueil parentale). Sur les 8h40 que travaille la femme, les enfants pourraient ainsi être accueillis avant, pendant et après l'école. Les deux membres du couple peuvent ainsi travailler à plein temps. Savièse, au niveau de l'école enfantine, des crèches et de l'école ainsi que des transports publics, propose de bons services actuellement.

QUESTION No 04

...vous pourrez bénéficier de la présence d'un ou de plusieurs institut(s) de formation (universités, HES...) en relation avec votre secteur d'activité ? Pourquoi ?

Oui, les possibilités de collaboration avec la HES existent. Nous collaborons d'ailleurs déjà avec la HES de Sion.

Nous collaborons également avec l'EPFL. La distance n'est donc pas un obstacle dans ce cas. Vous pensez bien que, quand nous nous inscrivons dans le cadre de projets CTI (= projets soutenus par la confédération. Ces projets se caractérisent par une utilisation des connaissances académiques par les entreprises.), nous devons collaborer avec des instituts, quelle que soit la distance. Mais il est vrai que, si nous étions localisés à proximité de l'EPFL, dans son parc technologique, cela nous avantagerait pour collaborer encore plus avec elle. Mais, dans ce cas, nous collaborerions moins avec la HES de Sion.

QUESTION No 05

...vous pourrez bénéficier du savoir d'un ou de plusieurs institut(s) de recherches en relation avec votre secteur d'activité et éventuellement nouer des collaborations à ce niveau ? Pourquoi ?

Oui, il est possible de collaborer avec ces instituts. Dans notre cas, cela se fait avec la HES de Sion et un peu avec l'EPFL.

QUESTION No 06

...vous aurez plus de possibilité d'accès à du capital (emprunts auprès de banques...) et notamment à du capital-risque permettant de financer le développement de votre entreprise ? Pourquoi ?

Vous êtes très utopiste quand vous parlez d'accès à du capital-risque. Dans notre cas, nous avons obtenu le financement auprès de banques (prêts bancaires), de Ccf SA (= Centre de compétences financières qui offre des services aux entreprises valaisannes) (Cette société doit aider et le fait généralement en entrant dans le capital.) et de clubs de business.

Mais, pour obtenir le financement, ce n'est pas plus compliqué ici qu'ailleurs.

Par contre, il y a un gros inconvénient : les crédits LIM sont en train de tomber à Sion en faveur du Haut-Valais. Au début, nous avons bénéficié de crédits LIM.

QUESTION No 07

...vous bénéficierez de suffisamment d'opportunités et d'éventuelles contraintes physiques pas trop importantes liées à la zone industrielle pour vous trouver dans une situation pouvant être considérée comme satisfaisante ? Pourquoi ?

Au début, nous avons hésité à implanter l'entreprise à Savièse.

Finalement, nous ne l'avons pas fait, car nous avons beaucoup de gens de Fully, de Martigny qui travaillent chez nous : Sion est plus aisé au niveau de l'accès pour eux.

Etre localisé à la sortie directe de l'autoroute est plus simple comme accès aussi pour les clients.

Etre proche de l'aéroport de Sion est aussi un avantage par rapport à certains clients. C'est rare, mais il arrive que certains d'entre eux viennent en jet privé ou en hélicoptère. Ils peuvent alors se poser à proximité.

Mais, du moment que les interactions demeurent possibles par le concours de sociétés comme FedEx pour les livraisons, la zone industrielle présente une bonne situation. Il faut cependant s'assurer que ce type d'entreprises propose également les prestations jusque sur la zone industrielle dont il est question.

Au niveau de la surface offerte pour la croissance, les 30 hectares sont, à mes yeux, amplement suffisants pour offrir suffisamment de perspectives aux entreprises. Nous, actuellement, nous avons besoin de 8'000 m² : il y a donc plus qu'assez de place sur la zone industrielle proposée.

Concernant les externalités de savoir, cela doit être possible une fois les entreprises localisées sur la zone. Mais il faut faire attention de faire une vraie zone industrielle dans le sens où les entreprises implantées doivent être actives dans le même secteur d'activité. Par exemple, un atelier mécanique implanté sur cette zone est en mesure de permettre des interactions : les entreprises high-tech peuvent nouer des collaborations pour réaliser des robots quand elles en ont besoin par exemple. Mais des entreprises sans rapport avec le secteur d'activité ne permettront pas l'apparition de collaborations. Une des conditions de réussite de la zone est donc de mettre en place des mesures pour que seules les entreprises actives dans le secteur des systèmes industriels puissent s'y localiser.

QUESTION No 08

...vous vous trouverez dans une situation satisfaisante au niveau des droits et obligations qui découleront de votre implantation sur la collectivité publique de Savièse ? Pourquoi ?

Concernant la législation relative au travail, la Suisse et le Valais, avec les accords de Schengen et les permis L, permettent d'avoir facilement recours à des employés étrangers.

Au niveau de la propriété intellectuelle, les solutions proposées sur le plan suisse sont satisfaisantes. Le recours à des prestataires de services, dans ce domaine, pour aider à déposer des brevets notamment, est possible. Nous avons d'ailleurs recours à ce genre de services. Mais ils ne sont pas localisés à notre proximité.

QUESTION No 09

...vous pourrez faire appel aux services d'entreprises apparentées et/ou de support en mesure a priori de répondre de manière optimale à vos besoins (en tant que PME innovatrice) ? Pourquoi ?

Les fiduciaires, les assurances... sont toujours là quand il y a des clients. Les déplacements sur Sion ne sont pas un problème.

Par contre, l'accès à la zone industrielle est très important : il ne faut pas avoir l'impression d'être en montagne.

C'est une bonne idée de décentraliser la zone industrielle, une bonne intention, car elle ne produit pas d'industrie lourde. Mais les Saviésans, dans le cadre d'entreprises, s'installent actuellement à Sion...

Une condition pour attirer des entreprises serait de vendre les terrains à un prix du m² très intéressant, voire même que la commune offre le terrain, car la zone industrielle peut être vue par la commune comme un investissement à long terme. Les sociétés installées sur la commune vont y payer leurs impôts, des employés vont venir habiter sur cette zone et également y payer leurs impôts. Je ne sais pas si c'est légalement possible ce que je vous dis, mais l'idée est de rendre attractive pour les entreprises une localisation sur la commune de Savièse plutôt qu'à Sion. Il s'agit également de profiter du fait qu'à Sion il y a peu de zone industrielle disponible.

Quant aux fournisseurs, une proximité géographique avec eux n'est pas forcément importante. Dans notre cas, nous avons des fournisseurs en Allemagne et à Châtel-Saint-Denis. La proximité n'est pas importante, mais il faut être sûrs que FedEx et TNT, soit que les entreprises assurant le transport des produits, montent jusqu'à la zone industrielle de Savièse. L'accès est donc important.

QUESTION No 10

...vous serez en présence d'un contexte de concurrence permettant de stimuler l'innovation de votre entreprise (co-ompetition) ? Pourquoi ?

Entre la zone industrielle de Savièse et celle de Sion, il ne peut pas y avoir d'interactions informelles favorisées entre les employés (trop éloignées l'une de l'autre). Par contre, il peut y avoir des mandats et des échanges entre entreprises.

Sur la zone industrielle de Savièse elle-même, les coopérations se feront naturellement une fois les entreprises installées, mais il faut qu'il s'agisse du type d'entreprises high-tech ciblées et non pas que n'importe quelle entreprise puisse s'y installer. Dès ce moment-là, c'est sûr qu'elles auront des points d'accroche entre elles et la coopération pourra émerger.

QUESTION No 11

...vous répondrez à une ou des opportunité(s) stratégique(s) liées à la localisation ? Pourquoi ?

Notre stratégie de choix de localisation, au départ, était de s'implanter à proximité du plus gros client potentiel. Actuellement, nous n'avons plus ce client, mais il nous a permis d'en avoir d'autres et tous sont en dehors du Valais. La stratégie initiale était donc d'aller ni vers les fournisseurs, ni vers l'école, mais d'aller vers la clientèle. Actuellement, nous sommes proches de l'école (HES de Sion), mais cela ne traduit pas notre stratégie de départ.

QUESTION No 12

...vous pourrez bénéficier d'une culture favorable à votre secteur d'activité et à l'innovation y relative (notion de milieu innovateur) ? Pourquoi ?

La mentalité des gens de Savièse ne pose pas de problème à ce niveau. Ils sont favorables aux échanges d'idées. Mais il n'y a pas que des gens de Savièse qui viendraient sur la zone industrielle. La culture se caractérisera au fur et à mesure et le milieu innovateur devrait se mettre en place naturellement.

QUESTION No 13

Quelle image évoque pour vous Savièse ? Qu'en est-il de sa réputation ? A quelle(s) source(s) vous fiez-vous pour vous faire une opinion à son sujet (confiance) ?

Le nom de Savièse m'évoque la vigne et le vin.

Dans un premier temps, dans le cadre d'un choix de localisation pour notre cas, l'étude d'implantation s'effectue avec le conseil d'administration de la société uniquement. En fonction du style d'objets, nous pouvons aller voir plus loin. Nous pouvons aussi simplement mettre une annonce pour trouver une région et voir ce qui arrive en conséquence par la poste pour élargir le champ de recherches.

Dans un deuxième temps, une fois la région choisie, nous prenons contact avec les communes et la promotion économique pour voir où nous pouvons nous implanter exactement. Mais nous n'allons pas demander à eux s'il est bien de se localiser sur leur territoire.

QUESTION No 14

Y a-t-il d'autres éléments qui entrent en considération pour vous lorsque vous trouvez en présence d'un choix de localisation à effectuer ? Si oui, lesquels ?

Oui, la fiscalité.

Avez-vous l'impression qu'ils sont présents sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse ? Pourquoi ?

Il s'agit de discuter des possibles exonérations fiscales.

DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS

Cette deuxième série de questions est entièrement sujette à l'hypothèse que la zone industrielle sera ouverte en 2015. Dans ce contexte, des conséquences positives et/ou négatives sont à prévoir. Il est demandé ici de s'exprimer, par anticipation, sur ces dernières et de proposer des mesures à prendre ou actions à mettre en œuvre afin de minimiser les risques, voire de maximiser les chances de réussite.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS No 15 À No 17

En supposant que la municipalité de Savièse choisisse l'option d'ouvrir la zone industrielle en question en 2015...

QUESTION No 15

...quels sont, selon vous, les aspects négatifs que la municipalité risquera de trouver sur sa trajectoire ?

Comme les politiciens communaux changent chaque quatre ans, il y a un risque que le président du moment choisisse de faire la zone industrielle dont il est question ici et que le prochain, par exemple, décide de faire un parc de loisirs russe. Il est né-

cessaire que la même ligne soit gardée, ceci malgré les changements de politiciens. Il y a également un risque architectural s'il n'y a pas un minimum de directives qui disent comment construire. Il ne faut pas que la zone industrielle prenne l'aspect d'une verrerie sur la municipalité.

QUESTION No 16

...quelles sont, selon vous, les chances dont la municipalité pourra bénéficier au long de sa trajectoire ?

La commune pourra bénéficier d'une diversification de ses recettes fiscales.

Elle pourra également garder sa matière grise sur place.

QUESTION No 17

..., dans le but de minimiser les risques précités et de maximiser les chances, quelles sont, selon vous, les conditions de réussite à mettre en place ?

Il faut, comme déjà dit, assurer une cohérence dans l'aménagement du territoire.

La zone industrielle doit effectivement accueillir des entreprises, comme prévu, high-tech et non pas accepter l'implantation de toutes sortes d'entreprises sans rapport les unes avec les autres.

Le prix du terrain doit être attractif pour permettre d'attirer les entreprises : faire venir la première entreprise, puis la seconde...

Au niveau de la fiscalité, des aides fiscales, dont peuvent disposer les entreprises sélectionnant la zone industrielle, peuvent se présenter en tant que conditions de réussite.

Un accès cohérent doit également être garanti à la zone industrielle ainsi qu'un accès en transports publics.

Il faut équiper la zone industrielle pour permettre le raccordement des entreprises à l'eau, aux égouts, à l'électricité et offrir des possibilités de raccordement à Internet.

Il faut faire de la publicité pour la zone industrielle, mettre en place une campagne de marketing pour que les entreprises viennent. Par exemple, quand on passe sur certaines communes, on voit des panneaux annonçant la création d'une zone industrielle. Comme autre exemple, certaines communes, voulant augmenter le nombre de leurs habitants, ont offert aux nouveaux habitants le terrain pour construire. Ici aussi, au niveau de la zone industrielle, il faut voir ce qui est légalement possible.

Une stratégie à déterminer consiste à savoir si seul le terrain sera mis à disposition des entreprises ou si un parc technologique sera construit, comme par exemple ce qui a été fait au technopôle à Sierre ou à côté de l'EPFL. Dans ce dernier cas, l'avantage est que la commune garde une maîtrise complète de ce qui est fait au niveau architectural.

Il faut aussi regarder cela avec la fondation The Ark. Elle offre une aide générale aux personnes arrivant avec un projet : les personnes vont être épaulées, coachées, de l'aide va leur être fournie pour créer leur start-up... Plus la fondation sera en mesure de faciliter la tâche aux personnes ayant un projet high-tech, plus elle le fera.

TROISIÈME SÉRIE DE QUESTIONS

Au contraire des questions inhérentes à la deuxième partie de ce canevas d'entretien, l'hypothèse formulée ici consiste à la poursuite d'une trajectoire de la municipalité caractérisée par une orientation exclusivement résidentielle. Néanmoins, même dans le cas du choix de cette option, des conséquences positives et/ou négatives sont également à prévoir. A nouveau, une prise de position anticipée quant aux potentiels risques et chances, accompagnée de propositions de conditions de réussite, est sollicitée en conséquence.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS NO 18 À NO 20

En supposant que la municipalité choisisse de continuer sur une trajectoire à orientation totalement résidentielle...

QUESTION NO 18

...quels sont, selon vous, les aspects négatifs que la municipalité risquera de trouver sur sa trajectoire ?

Il est à tenir compte que, dans dix à vingt ans ou même dans les trente prochaines années, il existera, à Savièse, mais aussi en Valais en général, un afflux de gens presque retraités et de retraités d'autres cantons et de l'étranger. Il faut prévoir les infrastructures en question, car ces gens vont payer des impôts uniquement sur la fortune (pour ceux qui n'ont plus de revenus) ou sur la fortune et le revenu un certain temps, mais deviendront dépendants de la collectivité à un moment donné. Le Valais est particulièrement attractif pour eux, car l'accès à la propriété y est simple pour les Suisses et les étrangers et la fiscalité valaisanne est particulièrement attractive.

Au niveau des constructions de la zone résidentielle, c'est dommage que tout passe en béton. Ce jugement est peut-être égoïste par rapport à des enfants qui voudraient construire... Il faut regarder l'afflux sur la commune, le réguler. Les zones résidentielles sont très permissives. On pourrait aller aussi vers une zone de bâtiments qui permettrait d'accéder à des appartements.

Selon les indices qui se profilent à l'avenir, la construction va baisser, car les taux hypothécaires vont augmenter. Le prix du pétrole va également augmenter. Il est donc nécessaire de repenser la mobilité. Ce serait donc un avantage de faire une zone industrielle high-tech où les gens peuvent travailler près de chez eux. C'est génial de pouvoir aller travailler à pied ou à vélo, car le lieu de travail est proche du domicile.

En définitive, je pense que choisir de rester totalement résidentiel serait une mauvaise optique pour la municipalité.

QUESTION NO 19

...quelles sont, selon vous, les chances dont la municipalité pourra bénéficier au long de sa trajectoire ?

Au niveau des possibilités de construction pour les nouveaux arrivants sur la commune, il ne semble pas y avoir de problèmes sur Savièse. Il y a notamment, près d'où j'habite, encore de la place d'après ce que je peux constater : de nombreuses nouvelles villas se construisent.

QUESTION No 20

..., dans le but de minimiser les risques précités et de maximiser les chances, quelles sont, selon vous, les conditions de réussite à mettre en place ?

Il faut mettre en place une vision harmonieuse de la construction à travers le règlement de constructions...

REMARQUES ÉVENTUELLES FORMULÉES PAR LA PERSONNE INTERROGÉE

Aucune.

ANNEXE 3 : PV D'ENTRETIEN – PR PIERRE POMPILI

PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE

La présente recherche s'inscrit dans le cadre d'un travail de bachelor réalisé auprès de la filière économie d'entreprise de la HES-SO Valais de Sierre.

La municipalité de Savièse songe à ouvrir éventuellement une zone industrielle, formée par d'actuelles parcelles en zone agricole, sur son territoire en 2015. Cependant, avant de prendre une telle décision, elle désire posséder une évaluation des chances et des risques relatifs à une pareille trajectoire.

Ainsi, dans le but de résoudre cette problématique, les facteurs d'attractivité permettant d'attirer (et de retenir) des entreprises sur un lieu géographique donné ont tout d'abord été identifiés à travers la littérature scientifique. Un modèle théorique général a pu être établi.

Par la suite, le type d'entreprises le plus pertinent a été déterminé en fonction des réalités économiques actuelles, des contraintes de la zone qui prête à réflexion (surface...) et des avantages avoisinant (HES de Sion...). La cible se compose donc d'entreprises high-tech agissant dans le domaine des systèmes industriels et ayant une taille de PME. Partant de ce choix, les facteurs d'attractivité précédemment identifiés ont, à nouveau à l'aide de la littérature scientifique, été adaptés aux (ou ajoutés selon les) besoins plus spécifiques de telles entreprises dans le but d'améliorer leur impact.

Pour pouvoir se prononcer sur l'existence effective d'une opportunité pour Savièse dans ce domaine, il s'agit toutefois maintenant de confronter le modèle théorique établi à la réalité de la municipalité et d'envisager une projection quant aux effets du choix d'une orientation future plutôt industrielle ou plutôt résidentielle. C'est dans ce cadre qu'il est fait recours à des entretiens qualitatifs.

DONNÉES SUR LA PERSONNE INTERROGÉE

Nom : **Pompili**

Prénom : **Pierre**

Fonction : **Professeur auprès de la HES-SO de Sion, filière systèmes industriels
Responsable d'unité**

Lieu de rendez-vous : **HES-SO, Instituts Systèmes industriels,
Route du Rawyl 47, 1950 Sion**

Date : **07.07.2008**

Heure : **13h30**

QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

Acceptez-vous que votre nom soit cité dans le dossier concernant le présent travail de bachelor ?

Oui.

A premier abord, que pensez-vous de l'idée consistant à ouvrir une zone industrielle destinée à des PME high-tech agissant dans le domaine des systèmes industriels sur la municipalité de Savièse ?

J'ai déjà été approché par quelques personnes de la commune dans ce cadre. Je vous fais donc un petit historique de ce qui s'est déjà passé.

Deux conseillers communaux m'ont interpellé afin d'apporter des réponses à la question suivante : "Comment faire venir des entreprises high-tech à Savièse pour la zone industrielle ?"

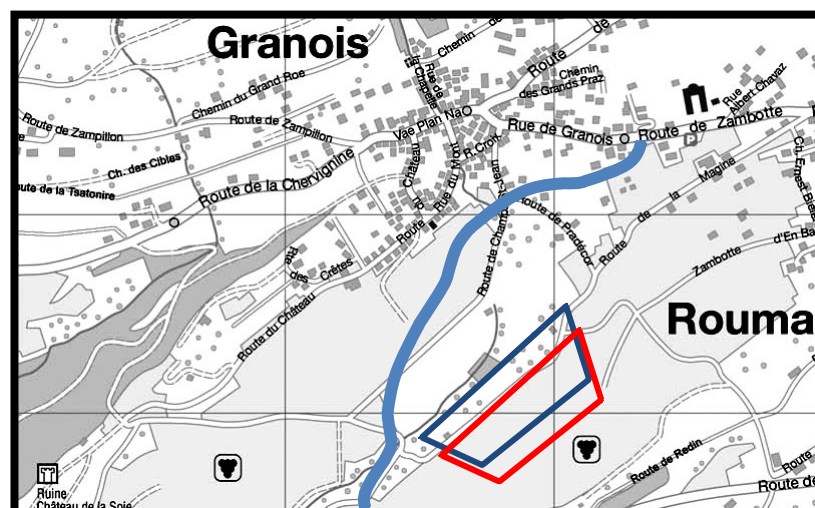
Je leur ai rappelé que je suis spécialiste des systèmes nomades, mais pas économiste. Je ne peux donc y apporter que des réponses partielles.

Personnellement, au vue de l'emplacement initialement prévu pour la zone industrielle, je pensais qu'il n'y avait quasi aucune chance que des entreprises high-tech désirent s'y localiser. J'ai tout de même suggéré de prendre contact avec la HES de Sierre qui possède une filière économie d'entreprise.

Quand les conseillers communaux sont venus me voir, ils ne savaient pas ce que la concurrence, c'est-à-dire notamment Sierre et Sion, offraient aux entreprises high-tech. Les facilités offertes par les concurrents constituent une des premières questions à se poser et il faut posséder des réponses pour pouvoir définir comment nous pouvons nous démarquer des concurrents au niveau de l'offre.

A priori, la zone initialement proposée était, je ne dirais pas vouée à l'échec, mais presque. Elle n'était pas bien préparée de manière structurée. Par rapport aux attentes des entreprises high-tech, on ne peut pas créer une zone industrielle à un endroit où il n'y a pas de vue. Or, l'emplacement initial était un revers. Par exemple, dans le canton de Neuchâtel, les entreprises high-tech demandent de pouvoir se localiser au bord du lac. C'est une des conditions qu'elles posent à leur localisation. Les entreprises high-tech recherchent des endroits où il fait bon vivre. Cet élément doit permettre de stimuler la créativité de leurs employés.

Par rapport au nouvel emplacement (celui montré sur la carte prévue dans le cadre de l'entretien), la surface au côté sud de la route (pas celle qui va être créée, mais celle qui coupe déjà la surface) a une vue super jolie. Je pense donc que ce cadre peut plaire à des entreprises high-tech. Par contre, la surface derrière la route (= celle qui reste), c'est presque à contre-sens. Je déplacerais donc cette surface afin qu'elle se trouve également au sud de la route (cf. par exemple, tracé en rouge sur la carte ci-après).



Source de la carte de base : www.savièse.ch

Les sociétés high-tech veulent un cadre en termes d'espace, de vue.

La zone actuellement prévue est mieux que celle qui m'avait initialement été présentée.

A l'époque, je leur avais dit deux choses. La première, c'était d'oublier le projet d'attirer des entreprises high-tech s'ils ne changeaient pas l'emplacement prévu pour la zone industrielle. La seconde, c'était de voir ce que font les concurrents, ce qu'ils offrent. Ce dernier élément est à connaître.

Il faut aussi penser que le Valais a certes des infrastructures de transports, mais est loin de tout. Cet aspect n'est pas forcément favorable au Valais. Si ce sont des entreprises étrangères, elles iront plutôt à Lyon Nord ou à Winterthur, Bâle. Il y a des grands axes de transports dans ces régions. Il faut donc voir ce qu'offre la concurrence.

Par conséquent, j'ai déjà eu une discussion à ce niveau.

PREMIÈRE SÉRIE DE QUESTIONS

Cette première série de questions a pour but de permettre de se prononcer sur l'existence effective ou non, sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse, des facteurs d'attractivité répertoriés comme ayant une influence sur les décisions de localisation des entreprises high-tech. A cet effet, la localisation envisagée pour l'éventuelle future zone industrielle est présentée à la personne interrogée à l'aide d'une carte. Il s'agit de celle disponible dans le présent dossier sous le point 3.2.2.7.

Pour chaque question, la personne interrogée est appelée à donner son sentiment personnel sur la situation effective.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS No 01 À No 12

Considérez-vous qu'en implantant physiquement une entreprise sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse...

Je tiens à préciser que cet aspect de zone industrielle n'est pas ma spécialité. En conséquence, mes propos ne reflètent pas une approche méthodique, mais correspondent à un avis personnel. Il est important de prendre en compte cet aspect pour appliquer une certaine pondération à mes propos.

QUESTION No 01

...vous disposerez des conditions de la demande favorables (favorisant l'innovation) par rapport aux objectifs de votre entreprise ? Pourquoi ?

Ce n'est pas forcément sûr que ce soit recherché par les entreprises high-tech, car si on regarde certains types d'innovation, le client se trouve sur une aire mondiale. En conséquence, je ne suis pas certain qu'il faille en avoir, ceci étant valable pour certains domaines high-tech.

A titre d'exemple, si nous prenons une entreprise disposant d'un savoir particulier qui concerne la découpe de rubis, la clientèle se trouve sur une aire mondiale : elle n'est pas plus ou moins nombreuse sur certaines aires particulières. Ce n'est donc pas sûr qu'il y ait toujours besoin, pour attirer des entreprises high-tech, d'une demande à proximité.

Sur Sion, je ne vois pas d'entreprises qui pourraient être de gros clients d'entreprises high-tech. Ce sont des gros clients comme Lonza et Ciba qui justifient qu'une entreprise high-tech soit proche d'eux, c'est-à-dire de sa clientèle.

Par exemple, si l'entreprise élabore un nouveau pacemaker, elle n'aura pas de clients à proximité. Cela dépend donc de ce qu'elle fait.

A Sion, à mon avis, il n'y a pas de grandes entreprises pouvant revêtir ce rôle, il n'y a pas la grande entreprise. Ou alors, ce sont des entreprises de service comme par exemple le call center de Nespresso ou celui de Swisscom. Mais je ne crois pas qu'elles soient demandeurs par rapport à des entreprises high-tech.

En définitive, pour les entreprises high-tech, je ne vois guère de gros clients dans le district de Sion.

QUESTION No 02

...vous vous trouverez en présence d'un capital savoir satisfaisant en tant qu'input dans votre processus d'innovation/production ? Pourquoi ?

La HES de Sion est un élément déterminant.

Il y a la DEWS (Development Economic Western Switzerland) qui s'occupe de la promotion exogène de la Suisse. Elle a pour but d'aller chercher les entreprises étrangères et de les faire venir en Suisse, en Suisse romande particulièrement.

On a rencontré des entreprises qui s'intéressent à venir ici, car la Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne, il y a la réputation "made in Switzerland"... Comme critère déterminant pour venir, ces entreprises demandaient une proximité avec l'EPFL ou les HES. Ces entreprises sont très intéressées par les instituts de recherche appliquée : elles ont clairement identifié ce paramètre de proximité qui permet à l'équipe de chercheurs d'être toute proche de l'entreprise, de faciliter les dialogues avec l'entreprise...

Par exemple, je peux vous citer une entreprise américaine active dans les PDAs qui songeait à se localiser ici. La HES avait les compétences : ils sont venus chez nous et on avait tout, mais l'entreprise a terminé à Neuchâtel, car elle demandait une trilogie de paramètres. La trilogie se constituait des compétences (ce qu'offrait la HES), d'une possibilité d'avoir accès à du terrain, des locaux (ce qui était possible) et la possibilité d'avoir un emprunt à prix préférentiel. Ce dernier élément manquait en Valais, mais Neuchâtel le proposait. L'entreprise n'est donc pas venue en Valais. Cet exemple montre bien qu'il ne suffit pas d'avoir seulement quelques paramètres : il faut avoir toutes les conditions demandées par l'entreprise à la fois.

On a vu passer quatre à cinq entreprises en quatre ans. Elles ont pris comme critères la proximité de l'HES et de son savoir, la mise à disposition facilitée de locaux, les aspects fiscaux et l'accès aux emprunts bancaires les plus intéressants (pas trop contraignants pour l'entreprise). En définitive, la science, la fiscalité, les locaux et les sources de financement les moins contraignantes sont recherchés.

QUESTION No 03

...vous aurez la possibilité d'attirer des ressources humaines fortement qualifiées (scientifiques et ingénieurs) et/ou de bénéficier de leur présence déjà effective dans la région ? Pourquoi ?

Au niveau des ressources humaines déjà localisées sur Savièse, il y a quelques personnalités comme dans d'autres régions. Il serait intéressant de recenser celles qui ont des spécialités : il y a peut-être des éléments inconnus ; on ne les connaît pas forcément. Quand je suis arrivé sur la commune, il y a dix-huit ans, elle comportait 4'200 habitants. Aujourd'hui, elle a une population de 6'200 habitants. Parmi les nouveaux arrivants, il y a sans doute des gens qui ont des compétences pointues et il

serait intéressant, pour les entrepreneurs, de les connaître.

Quant au cadre de vie offert par Savièse, il est entièrement favorable aux ressources humaines fortement qualifiées. Savièse est un peu la "Golden Zone" de Sion, car elle se situe à cinq minutes des ressources que les grandes villes proposent et, en plus, elle offre une jolie vue, elle est située sur la rive droite, il y a les montagnes, la vue est dégagée, une belle route permet d'accéder à Savièse. Bref, on a tous les avantages d'une ville sans y être localisé à l'intérieur. C'est une belle région. Actuellement, elle sert surtout pour des villas, pour y construire des maisons... Elle est peut-être valable pour des entreprises, mais il faut qu'il y ait une belle vue depuis l'emplacement. Par rapport à l'emplacement prévu pour la zone industrielle que vous m'avez montré, il serait mieux de déplacer la zone prévue vers le sud (cf. schéma sous "Questions préliminaires"). Les entreprises high-tech ont tendance à privilégier le cadre de vie pour la créativité de leurs employés : il faut donc une vue qui les attire.

QUESTION No 04

...vous pourrez bénéficier de la présence d'un ou de plusieurs institut(s) de formation (universités, HES...) en relation avec votre secteur d'activité ? Pourquoi ?

Comme déjà dis précédemment, il y a la proximité avec la HES. Mais aussi, si nous prenons les collaborations possibles proches de Sion, la Suva, HYDRO Exploitation (qui fait tout ce qui est électricité et maintenance), EOS et l'institut d'ophtalmologie qui propose de la recherche de pointe. Dans le domaine technique, il y a aussi SFR et Calcio qui font des montres et du matériel médical au niveau international. Ensuite, bien sûr, il y a des PME de cinq à dix personnes qui peuvent aussi travailler dans des domaines techniques, mais elles sont de moins grande ampleur que les instituts précités.

Sur Martigny, il y a des possibilités de collaboration avec l'Idiap. Sur Sierre, il y a des possibilités de collaboration avec Novelis et Alcan.

Les collaborations avec l'EPFL sont toujours possibles.

L'avantage est que les chercheurs coûtent moins cher ici que dans les grandes villes, car il faut prendre en considération le coût de la vie plus élevé dans les grandes villes (coûts plus élevés pour le logement...).

Il y a encore l'institut Kurt Bösch à Sion, mais il s'occupe plutôt de domaines relatifs aux services.

QUESTION No 05

...vous pourrez bénéficier du savoir d'un ou de plusieurs institut(s) de recherches en relation avec votre secteur d'activité et éventuellement nouer des collaborations à ce niveau ? Pourquoi ?

Facteur d'attractivité déjà traité dans la réponse à la question No 04

>> question pas posée

QUESTION No 06

...vous aurez plus de possibilité d'accès à du capital (emprunts auprès de banques...) et notamment à du capital-risque permettant de financer le développement de votre entreprise ? Pourquoi ?

Il y a des Business Angels en Valais, mais c'est quelque chose à travailler.

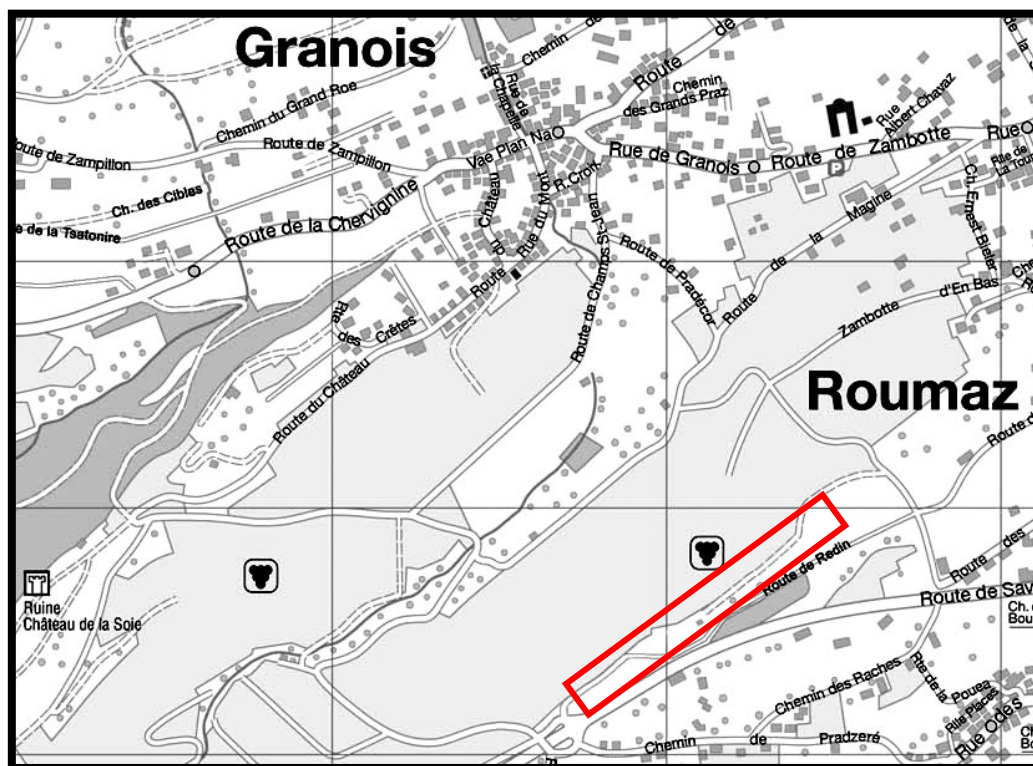
La question se pose ici : "Est-ce le rôle de la commune ?" Je pense que la commune

doit avoir un réseau de relations au niveau du venture-capital par exemple, mais elle ne doit pas mettre à disposition les fonds elle-même. Elle doit avoir des points de contact avec Ccf SA par exemple.

QUESTION No 07

...vous bénéficierez de suffisamment d'opportunités et d'éventuelles contraintes physiques pas trop importantes liées à la zone industrielle pour vous trouver dans une situation pouvant être considérée comme satisfaisante ? Pourquoi ?

Au niveau de la surface, les perspectives sont suffisamment larges : la surface de la zone industrielle peut déborder plus tard plus loin pour son éventuelle expansion. Mais elle doit toujours offrir une vue qui plaît aux entreprises high-tech, c'est-à-dire ne pas déborder vers l'ancien emplacement prévu pour la zone industrielle (cf. schéma ci-après de la zone industrielle initialement prévue).



Source de la carte de base : www.saviese.ch

Il est donc possible d'agrandir la zone industrielle sans autre, ceci d'autant plus qu'il s'agit de vignes actuellement en troisième zone. Les propriétaires devraient être d'accord pour plus que quelques francs le mètre carré de les céder.

Sur cette zone, on attire d'abord des entreprises de taille PME. Une entreprise qui occupe vingt à trente personnes, c'est déjà beaucoup. Quant à la probabilité d'attirer un gros "mammouth", la probabilité est non nulle, mais elle n'est pas d'un non plus.

Pour les externalités liées au savoir, cela devrait se faire naturellement : il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les technopôles.

Au niveau de l'accès, la zone serait à environ deux minutes de Sion, ce qui ne pose pas de problèmes. En plus, la route est suffisamment importante (véritable autoroute).

Pour l'infrastructure, il ne devrait y avoir aucun problème. Pour Internet, il n'y a aucun problème non plus : il faudra de la fibre optique. Le raccordement au gaz n'est pas très loin. Tout peut donc être aménagé sans problème.

QUESTION No 08

...vous vous trouverez dans une situation satisfaisante au niveau des droits et obligations qui découleront de votre implantation sur la collectivité publique de Savièse ? Pourquoi ?

Les questions de propriété intellectuelle sont réglées sur un plan national et, en Suisse, c'est en ordre à ce niveau.

Par contre, au niveau de la fiscalité, la commune peut jouer pour offrir des éléments décisifs. C'est d'ailleurs ce que recherchent les entreprises : elles attendent une défiscalisation, recherchent la fiscalité la plus petite. Par exemple, les entreprises n'auraient pas à payer d'impôts durant trois à cinq ans et, en contrepartie, les gens devraient habiter la commune.

Pour l'infrastructure, faut-il proposer des locaux directement ou seulement le terrain vide aux entreprises ?

Si les locaux sont disponibles, les gens sont tout contents d'y entrer. La question à se poser est : "Y a-t-il beaucoup de locaux libres dans la région ?" Si la réponse est non, cela représente une plus-value d'enfer.

On ne parle pas ici de sociétés industrielles pour lesquelles des halles sont nécessaires.

Il faudrait peut-être prévoir déjà les emplacements pour construire les cellules, car tout l'aménagement est à faire. Il faut notamment retravailler la connexion avec la nouvelle route (car l'accès par la route existante est trop raide). Le tracé doit longer la zone industrielle, car les accès actuels à la zone industrielle sont insuffisants. Si la zone est aménagée, on sait l'infrastructure à mettre en place et les lots peuvent être montés facilement. Je pense qu'il faut faire un plan directeur.

Pour des entreprises high-tech, si les locaux sont prêts, c'est mieux.

QUESTION No 09

...vous pourrez faire appel aux services d'entreprises apparentées et/ou de support en mesure a priori de répondre de manière optimale à vos besoins (en tant que PME innovatrice) ? Pourquoi ?

Dans le domaine high-tech, les fournisseurs sont internationaux. D'ailleurs, la poste est déjà proche de la zone industrielle, ce qui est un avantage. Les matières premières des entreprises high-tech sont des composants spécifiques qui peuvent venir du Japon, de Chine... Ce ne sont donc pas des tonnes de marchandises qui doivent être transportées jusqu'à la zone industrielle.

Pour les entreprises de support, Sion offre suffisamment de possibilités.

QUESTION No 10

...vous serez en présence d'un contexte de concurrence permettant de stimuler l'innovation de votre entreprise (co-ompétition) ? Pourquoi ?

Dans le cadre d'entreprises high-tech, la concurrence se trouve à un niveau national et international. Elle n'a donc pas cours entre individus d'un même site.

Quant aux possibilités de collaboration, je peux vous citer l'exemple d'une entreprise de dix à quinze personnes présente sur le site de l'EPFL. Le marketing pour cette entreprise est effectué en Belgique, le design est effectué à Lausanne, les sous-systèmes proviennent de Grande-Bretagne... Par conséquent, dès qu'on parle

d'high-tech, l'aire considérée est mondiale aujourd'hui. Ce n'est pas le modèle en vigueur dans le domaine des montres au Jura, où les fournisseurs sont localisés à proximité des fabriques de montres, qui est appliqué par les entreprises high-tech. Par contre, une localisation à proximité d'entreprises high-tech peut leur permettre d'exploiter des services financiers ou administratifs en commun, comme cela se fait dans les technopôles.

QUESTION No 11

...vous répondrez à une ou des opportunité(s) stratégique(s) liées à la localisation ? Pourquoi ?

En Valais, les critères sont les suivants :

- 1) Le cadre de vie est le facteur qui permet ou pas d'entrer en discussions. C'est une condition nécessaire, mais elle n'est pas suffisante.
- 2) Le prix de la localisation.
- 3) L'accès aux compétences dont on a besoin. Cet aspect est donc important, mais pas prioritaire, car, des écoles, il y en a dans le monde entier. Par contre, la qualité de vie est importante pour les développements des entreprises high-tech. Le lieu doit être accessible, pas cher (Souvent, cela ne coûte rien.) et il doit être possible d'accéder au réservoir de collaborateurs.

Le réseau Internet permet d'accéder au savoir. Par exemple, à Champéry, il y a une personne toute seule dans son chalet qui développe pour l'ESA (agence spatiale européenne) des éléments et qui communique par le biais de sa connexion Internet.

QUESTION No 12

...vous pourrez bénéficier d'une culture favorable à votre secteur d'activité et à l'innovation y relative (notion de milieu innovateur) ? Pourquoi ?

Est-ce que la culture saviésanne peut être une barrière ?

On est un peu conservateur, mais il ne risque pas d'avoir de manifestations contre la zone industrielle, ceci d'autant plus que la zone industrielle est éloignée des villages et qu'avec le problème de la vigne, les troisièmes zones vont tomber les unes après les autres.

En conséquence, je ne pense pas qu'il y aura d'opposition à cela.

Les entreprises peuvent impliquer que des gens vont habiter à Savièse. Ils privilégient la qualité de la vie. C'est d'autant plus vrai avec ce qui se passe actuellement au niveau du coût des transports. Les collaborateurs des entreprises peuvent être connectés avec le monde entier depuis Internet. C'est peut-être un atout pour demain que la commune de Savièse a là...

A partir de Savièse, on se trouve à cinq minutes de la ville de Sion, des commerces. Il y a tout ce qu'il faut à Savièse. Il manquerait peut-être juste une piscine, mais ce n'est même pas sûr. Il y a donc un cadre de vie pour les employés à mettre en valeur avec l'accès à toutes les facilités offertes par les grandes villes : théâtre sur place, écoles sur place... La proximité commencera à compter, car les petits trajets commencent à coûter. Le déplacement a donc un coût et cet aspect reste dans l'esprit des gens.

QUESTION No 13

Quelle image évoque pour vous Savièse ? Qu'en est-il de sa réputation ? A quelle(s) source(s) vous fiez-vous pour vous faire une opinion à son sujet (confiance) ?

C'est encore une commune viticole, mais le cadre de vie ici commence à être reconnu. Les habitants sont des gens entiers, travailleurs et avec lesquels une amitié se tisse si on va vers eux. Cela correspond à des valaisans moyens quelque part. Ce n'est pas la même chose que sur le plateau de Montana par exemple.

Au niveau des sources, il faut savoir que les entreprises qui sont venues s'installer dans la région ont été démarchées. Elles viennent rarement de leur plein gré. Cela fait partie d'une démarche plus globale, d'une sorte de marketing pour la région.

La DEWS doit en faire la promotion. Il faut donc préparer un document pour l'accueil... Ce n'est pas exclu que ce soient des entreprises qui viennent d'elles-mêmes, mais c'est plus rare. Il peut, par exemple, s'agir de gens qui viennent en vacances, à qui le cadre plaît et qui décident d'y implanter leur entreprise.

QUESTION No 14

Y a-t-il d'autres éléments qui entrent en considération pour vous lorsque vous vous trouvez en présence d'un choix de localisation à effectuer ? Si oui, lesquels ?

Non.

L'infrastructure de transports est importante : avions, autoroutes, grands aéroports..., car les gens voyagent au niveau international dans le cadre d'entreprises high-tech.

Avez-vous l'impression qu'ils sont présents sur l'éventuelle future zone industrielle de Savièse ? Pourquoi ?

DEUXIÈME SÉRIE DE QUESTIONS

Cette deuxième série de questions est entièrement sujette à l'hypothèse que la zone industrielle sera ouverte en 2015. Dans ce contexte, des conséquences positives et/ou négatives sont à prévoir. Il est demandé ici de s'exprimer, par anticipation, sur ces dernières et de proposer des mesures à prendre ou actions à mettre en œuvre afin de minimiser les risques, voire de maximiser les chances de réussite.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS No 15 À No 17

En supposant que la municipalité de Savièse choisisse l'option d'ouvrir la zone industrielle en question en 2015...

QUESTION No 15

...quels sont, selon vous, les aspects négatifs que la municipalité risquera de trouver sur sa trajectoire ?

Le risque est que la zone industrielle de Savièse soit moins attractive que les autres zones (Sion et Sierre) ou à égalité avec elles au niveau de l'attractivité. Si c'est le cas, il risque de n'y avoir personne sur la zone industrielle.

Si les trois paramètres concernant les connaissances accessibles, la fiscalité et les emprunts les moins onéreux sont les trois demandés par les entreprises high-tech et sont idem à Sion et à Savièse, les gens resteront à Sion. Si on prend, on vend la qualité de vie (peu bruyant, ouvert...), les gens peuvent venir à Savièse. Il faut donc se discriminer par rapport aux autres d'une façon ou d'une autre. Mais le risque est que le paramètre discriminant pour la municipalité soit peu ou pas demandé par les

entreprises high-tech. S'il faut au minimum cinq feux verts pour que la décision passe et qu'il y a quatre verts et un rouge, la décision ne passe pas.

Il faut tisser des relations privilégiées peut-être avec certains pour les éléments qui manquent (p.ex. emprunts facilités, investisseurs). Cela est à faire, car un choix de localisation représente un tout et pas seulement certains paramètres particuliers. Tout ne peut pas être offert : il faut s'arranger.

QUESTION No 16

...quelles sont, selon vous, les chances dont la municipalité pourra bénéficier au long de sa trajectoire ?

Le risque est le coût mis par la commune pour développer la zone industrielle. Attirer des entreprises coûtera de l'argent à la commune : le bilan sera négatif ou proche de zéro.

Par contre, le gain se constituera des gens d'un certain niveau de revenu qui vont habiter en plus à Savièse. Un autre gain se constituera peut-être des sous-traitants (serrurerie, menuiserie...) du coin qui pourront vivre là-dessus à la longue.

La commune attirera des gens d'une certaine fortune, possédant certains salaires (salaires assez élevés des économistes et ingénieurs) qui accroîtront les recettes fiscales de la commune grâce aux impôts payés.

QUESTION No 17

..., dans le but de minimiser les risques précités et de maximiser les chances, quelles sont, selon vous, les conditions de réussite à mettre en place ?

Comme déjà évoqué, il faut que la commune tisse les liens nécessaires.

Il faut qu'elle fasse un dossier attractif, un dossier de promotion de sa zone industrielle : mettre une simple plaquette et faire la zone industrielle ne suffit pas pour attirer les entreprises. Après, la promotion économique du canton, la DEWS (qui comporte les cinq cantons romands) peuvent porter le dossier plus loin. Il faut que quelqu'un porte ce dossier plus loin.

TROISIÈME SÉRIE DE QUESTIONS

Au contraire des questions inhérentes à la deuxième partie de ce canevas d'entretien, l'hypothèse formulée ici consiste à la poursuite d'une trajectoire de la municipalité caractérisée par une orientation exclusivement résidentielle. Néanmoins, même dans le cas du choix de cette option, des conséquences positives et/ou négatives sont également à prévoir. A nouveau, une prise de position anticipée quant aux potentiels risques et chances, accompagnée de propositions de conditions de réussite, est sollicitée en conséquence.

PREMIÈRE PARTIE DES QUESTIONS No 18 À No 20

En supposant que la municipalité choisisse de continuer sur une trajectoire à orientation totalement résidentielle...

QUESTION No 18

...quels sont, selon vous, les aspects négatifs que la municipalité risquera de trouver sur sa trajectoire ?

J'ai déjà dit, à l'époque, que Savièse est la "Golden Zone" de Sion et que ceux qui travaillent à Sion viennent habiter à Savièse. Il s'agit notamment de ceux qui sont

dans les services : ils veulent des villas, être indépendants... En conséquence, Savièse ne risque pas grand chose à continuer sur sa trajectoire actuelle. Les entreprises de construction vont continuer et il y aura des places de travail dans la région liées à la construction. Le risque est peut-être que les places de travail seront plus liées à la construction qu'à des activités à haute valeur ajoutée.

QUESTION No 19

...quelles sont, selon vous, les chances dont la municipalité pourra bénéficier au long de sa trajectoire ?

Pourquoi est-ce que moi je suis venu habiter à Savièse (A la base, je viens du Haut-Valais.) ?

Je voulais habiter sur la rive droite. Ce critère élimine déjà environ 50 % des lieux d'habitation possibles en Valais. Je trouvais mieux d'être un peu sur les hauteurs (ce qui enlève un quart du solde des lieux possibles). Je voulais également être proche de la ville. Compte tenu de ces critères, il me restait comme alternatives Grimisuat, Savièse et Erde et j'ai finalement choisi Savièse.

Les personnes les plus aisées de Sion sont attirées à Savièse. Par exemple, il y a des gens de la Suva (docteurs, physiothérapeutes...) qui viennent sur Savièse et qui ont plus de 100'000 CHF de salaire par année. La rive droite est plus ensoleillée pour les villas : Savièse correspond à ce critère.

Ce phénomène d'attrait est automatique.

QUESTION No 20

..., dans le but de minimiser les risques précités et de maximiser les chances, quelles sont, selon vous, les conditions de réussite à mettre en place ?

La piscine évoquée dans une question précédente n'est pas nécessaire : une piscine coûte environ un million de déficit par année.

Les infrastructures offertes sur la commune sont déjà optimales actuellement.

REMARQUES ÉVENTUELLES FORMULÉES PAR LA PERSONNE INTERROGÉE

Non, tout a été dit...

Par exemple, lors de la mise en place du théâtre Le Baladin sur Savièse, les gens étaient sceptiques, notamment au niveau de l'utilité d'une personne employée pour gérer les spectacles. Mais il faut que des gens soient là pour aller chercher les spectacles et il y a quelqu'un qui s'occupe de cela maintenant, qui va chercher les têtes d'affiche, ceci avec le succès qui est connu actuellement au niveau de ce théâtre.

Il faut donc se donner les moyens de réussir jusqu'au bout. La zone industrielle doit être pensée globalement. Les lots doivent être préparés, il faut pouvoir être conscients des coûts, le dossier doit être porté par des gens, il faut faire du démarchage (s'associer...)...

Il faut voir toute la chaîne : c'est un investissement où on réfléchit sur un horizon de 10, 15, 20 ans.

Il ne faut pas non plus oublier que la proximité entre la maison et le travail comptera de plus en plus à l'avenir.

Le côté qui consiste à être attentifs aux gens qui bossent, soit à l'importance du capital humain, qui se développe de plus en plus dans la société, implique d'être attentifs

à la qualité de vie. Peut-être que, si c'est bien vendu, cela pourra toucher à l'avenir. Si d'autres régions prennent la même chose, ce sera difficile.

S'il s'agit d'implanter une zone industrielle sur Flanthey, la municipalité de Flanthey n'aura aucune chance d'y arriver : la route est une catastrophe, c'est situé en flanc de coteau... Par contre, Savièse a un faire-valoir, mais Sion et Sierre sont de sérieux concurrents.

Pour revenir à l'exemple du Baladin, maintenant, ce théâtre est un succès : on en parle... Mais ce succès est possible parce que quelqu'un va chercher les spectacles : il n'y a pas que le bâtiment à avoir pour garantir le succès.